

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES
(N° 111.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1946-1947.

RÉUNION DU 12 MARS 1947.

**Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de loi
contenant le Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1947.**

*(Voir les nos 4-XVII, 73, 93 (session de 1946-1947) et les Annales parlementaires
de la Chambre des Représentants, séances des 15 et 22 janvier 1947; le n° 66
(session de 1946-1947) du Sénat.)*

Présents : MM. VAN OVERBERGH, président; ALLEWAERT, BOUILLY, DE
BRUYNE (V.), DE CLERCQ, le Baron DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET
(P.), DIERCKX, HARMEGNIES, LOGEN, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN
LAEYS, VAN OUDENHOVE, VERMEYLEN et DOUTREPONT, rapporteur.

SOMMAIRE.

	Pages.
1. Introduction	7

PREMIERE PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

2. Montant des crédits sollicités par le Ministère des Finances pour l'exercice 1945.	
Remarques préalables	7
3. Montant des crédits	12

CHAPITRE II.

4. Présentation du budget pour l'exercice 1947	12
5. Examen de certains crédits	13
6. Agents temporaires	15
7. Mises en disponibilité	16

	Pages
8. Tableau donnant la décomposition des crédits demandés sous la rubrique « Indemnités et allocations, etc. »	17
9. Secours	18
10. Classification des dépenses	18
11. Discordances entre l'arrêté organique et le projet de budget	19
12. Réponse de l'Administration	21
13. Effectif du personnel temporaire du Département des Finances	22
14. Traitements de disponibilité d'un franc par mois	23
15. Complication du régime des indemnités	23
16. Service de la délégation belge auprès de l'Agence interalliée des Réparations.	23
17. Composition de la délégation	24

CHAPITRE III.

18. Les inventaires du mobilier de l'Etat	25
19. Garde-meubles	26
20. Réforme de la Comptabilité de l'Etat	26
21. Publication annuelle de la situation du Trésor public	27
22. Conseil d'Etat	27
23. Le financement du déblocage des avoirs de 15,000 francs et moins.	27
24. Attributions respectives du Ministère des Finances et du Ministère du Budget	27
25. Service social	28

DEUXIEME PARTIE.

CHAPITRE IV.

26. Office d'Aide mutuelle	29
27. Les immeubles occupés par l'O.M.A.	32
28. Régularisation budgétaire des opérations de M.I.S.S.E.C., O.M.A. et O.C.R.A.	35
29. Office des Séquestres	35

CHAPITRE V.

30. Les avances du Trésor	37
31. Mesures prises par le Ministre des Finances	39

TROISIEME PARTIE.

CHAPITRE VI.

32. Organisation, attributions et activités des Administrations composant le Département des Finances	42
33. Composition du Département des Finances	42

CHAPITRE VII.

Secrétariat Général.

34. Le rôle du Secrétaire Général	43
35. Service d'Etude	43
36. Service juridique	43
37. Service de l'Economat	44
38. Service de l'Organisation	44
39. Service de la Comptabilité	44
40. Service des Affaires générales	46

CHAPITRE VIII.

41. Administration de la Trésorerie et de la Dette Publique	47
42. Service de l'Organisation	47
43. Service de la Trésorerie	47
44. Accords internationaux	48
45. Comptabilité et Service des paiements	49
46. Dette Publique	50
47. Mouvement des opérations traitées en 1946	51
48. Emprunt de l'Assainissement monétaire	52
49. Service de la Dette au Porteur	53
50. Service de la Dette inscrite	54
51. Caisse des Dépôts et Consignations	55
52. Administration des Monnaies	57
53. Service des Réquisitions	58
54. Service de l'Assainissement monétaire.	62
55. Service du Recensement des titres	63
56. Portefeuille de l'impôt sur le capital	64
57. Bureau spécial de régularisation des comptes de M. I. S. S. E. C., O. M. A. et O. C. R. A.	64

CHAPITRE IX.

58. Administrations fiscales	65
--	----

CHAPITRE X.

Administration des Contributions.

59. Composition de l'Administration centrale et des services extérieurs	66
60. Attributions et activité de l'Administration centrale	67
61. Etudes	68
62. Législation	69
63. Contentieux	70
64. Service des impôts spéciaux — Administration centrale	70

	Pages.
65. Services extérieurs	72
66. Situation des travaux au 31 décembre 1946	73
67. Situation par Direction régionale	74
68. Locaux et bâtiments	74
69. Acquisition de locaux	75
70. Documentation et instructions	76
71. Mobilier et machines de bureau	76
72. Services de mécanisation	76
73. Organisation, attributions et activité des services extérieurs	78
74. Services de taxation, de recouvrement — Service du contentieux — Direction provinciale — Service de surveillance	78-79
75. Principales critiques	79
76. Bureaux centraux de la taxation	79
77. La spécialisation	80
78. Service de recouvrement des impôts	80
79. Service du contentieux	81
80. Quelques suggestions	81
81. Extraits de statistique :	
a) Contribution foncière	82
b) Taxe mobilière	82
c) Taxe professionnelle	83
d) Impôt complémentaire personnel	83
e) Contribution nationale de crise	83
f) Impôt spécial et temporaire sur les bénéfices de guerre	84
g) Taxes sur les spectacles ou divertissements	84
h) Taxes sur les jeux et paris	84
i) Taxes d'ouverture sur les débits de boissons	85
j) Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	85
k) Taxe d'Etat sur les vélocipèdes	85
l) Taxe d'Etat sur les chiens	85
m) Taxe spéciale sur le droit de chasse, etc.	85
n) Perception en apurement d'impôts arriérés	85
o) Amnistie fiscale	86
p) Recettes diverses	86
q) Additionnels provinciaux et communaux	86
82. Affaires contentieuses	87

CHAPITRE XI.

Administration des Douanes et Accises.

83. Attributions	87
84. Administration centrale — Organisation	88
85. Services extérieurs — Composition	89
86. Examens et concours	90
87. Répression de la fraude	90
88. Services de recherches	91
89. Compétence des Directeurs régionaux	91
90. Activité	92

	Pages.
91. Politique douanière	93
92. Législation — Modification au tarif des douanes	93
93. Modification des droits d'accises	94
94. Consommation de l'alcool	94
95. Contraventions (débits de boissons et distilleries clandestines)	94
96. Nombre d'établissements soumis à la surveillance des agents des accises	95
97. Locaux et bâtiments	96
98. La réorganisation de l'Administration	96
99. Motorisation des services	98
100. Simplification des formalités douanières	99
101. Perception de la taxe de transmission	99

CHAPITRE XII.

102. Administration de l'Enregistrement et des Domaines — Attributions de l'Administration — Organisation	99-100
103. Le Service des Domaines	100
104. Réalisation du butin de guerre.	101
105. Service des Réquisitions	101
106. Opérations des Comités d'acquisition	102
107. Organisation des services régionaux	102
108. Degré d'avancement du recouvrement de l'impôt sur le capital	103
109. Retenues à la source	104
110. Taxation des sociétés anonymes	104
111. Taxation directe des contribuables autres que les sociétés par actions	104
112. Où en sont les travaux ?	105
113. Atelier général du timbre	106
114. Service de la navigation	106
115. Recettes en 1946	106

CHAPITRE XIII.

116. Administration du Cadastre — Exposé succinct de l'activité déployée en 1946.	107
117. Mutations cadastrales	107
118. Extraits cadastraux — Documents cadastraux	108
119. Préparation de la prochaine péréquation des revenus cadastraux	108
120. Collaboration avec l'Office de l'impôt sur le capital	108
121. Instruction des réclamations	109
122. Interventions diverses	109

QUATRIEME PARTIE.

CHAPITRE XIV.

123. Situation du personnel	112
124. Les rémunérations	112

	Pages.
	—
125. Traitements du personnel subalterne	113
126. Vérificateurs	113
127. Les receveurs des impôts	114
128. Les stagiaires de l'Enregistrement	114
129. Où en est l'application du statut du personnel ?	115

CHAPITRE XV.

130. Service social	115
131. Mutualités	116
132. Situation matérielle des bénéficiaires	117
133. Situation sanitaire des agents	117
Conclusions	118

INTRODUCTION.

PREMIERE PARTIE

MESDAMES, MESSIEURS,

Dans notre rapport sur le budget des Finances pour l'exercice 1945 nous avons fait remarquer que ce budget comportait des crédits pour divers organismes ne dépendant pas du Département des Finances; ces crédits n'étaient d'ailleurs pas mis à la disposition du Ministre des Finances. Nous y trouvions, en effet, les allocations pour les services du Premier Ministre, pour MM. les Membres du Conseil des Ministres, c'est-à-dire en ordre principal pour les missions économiques, pour les dommages de guerre, pour les victimes de la guerre et pour le Ministère de l'Information.

Cette présentation a été critiquée à juste titre.

En 1946, nous avons déjà pu constater une amélioration sensible. Les crédits pour les dommages de guerre et les victimes de la guerre, ainsi que ceux pour le Ministère de l'Information (supprimé entretemps comme département autonome), avaient été éliminés du budget des Finances.

Nous avons été heureux de pouvoir relever qu'en 1947 un nouveau progrès a été réalisé : le projet de loi à l'examen ne contient plus que les sommes mises à la disposition du Ministre des Finances pour les besoins de son département.

CHAPITRE PREMIER.**MONTANTS DES CRÉDITS SOLLICITÉS
PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES POUR L'EXERCICE 1947.**

Remarques préalables.

I^o — Dans le rapport que nous avons présenté au sujet du budget des Finances pour l'exercice 1945 (p. 9), nous avons formulé certaines suggestions quant à la présentation des budgets. Nous écrivions notamment :

« 4^o Le projet de budget comporterait trois colonnes :

- » a) dépenses réelles du dernier exercice clos;
- » b) crédits votés pour l'exercice en cours;
- » c) crédits proposés pour l'exercice suivant. »

Voyons comment ce vœu a été réalisé :

L'Administration n'a pas donné les dépenses réelles de l'exercice 1945; elle y a substitué les dépenses probables. D'autre part, nous avons relevé des différences sensibles entre, d'une part, les montants repris au projet de budget de l'exercice 1947 comme dépenses probables de l'exercice 1945 et, d'autre part, ceux qui nous ont été produits en 1946 comme liquidations effectuées à la date du 31 mars 1946 à charge de l'exercice 1945, donc à une époque où aucun nouvel engagement ne pouvait plus être contracté à charge de 1945.

Nous en avons fait la remarque à M. le Ministre des Finances en ces termes :

« Dans mon rapport relatif aux budgets des Finances pour les exercices 1945 et 1946 (pp. 110 et suiv.), j'ai publié les montants des dépenses engagées au 31 décembre 1945 et les montants des dépenses liquidées au 31 mars 1946 à charge de l'exercice 1945.

Je constate des différences très sensibles entre les sommes mentionnées au projet de budget pour 1947 comme dépenses probables de l'exercice 1945 et celles que j'ai reprises dans mon rapport suivant les données de l'Administration.

Je conçois qu'il puisse y avoir certaines augmentations de dépenses, puisque le budget de 1945 n'a été clos qu'au 31 décembre 1946, mais je ne puis comprendre qu'il y ait des diminutions.

Au surplus, même en ce qui concerne les augmentations, il est à considérer qu'après le 31 décembre 1945, en principe, aucune nouvelle dépense ne pouvait être engagée à charge de l'exercice 1945, ces augmentations ne pourraient donc être que minimes.

A titre d'exemple, je cite :

Articles du budget.	Projet du budget 1947.	Tableau p. 112 de mon rapport
2 ²	128,592,310	151,060,202.75
3 ²	23,031,940	34,971,895.57
3 ⁵	11,400,000	12,320,620.64
4 ²	575,060	770,276.—
4 ⁵	210,000	292,684.21
6 ³	440,770	504,349.88

Pour tous ces postes, les montants que le projet de budget pour 1947 mentionne comme dépenses probables de l'exercice 1945 sont inférieurs à ceux que votre Administration m'a signalés comme dépenses liquidées au 31 mars 1946.

Pour d'autres postes, par contre, ils sont sensiblement supérieurs.

A titre d'exemple, je cite l'article 50 du projet de budget pour l'exercice 1947.

Dépenses probables de l'Office des Séquestres : 17,250,000 francs, soit l'intégralité du subside prévu au budget.

Or, les dépenses réelles se sont élevées à fr. 8,063,166.95 (voir Rapport sur le budget des Finances pour 1945 et 1946, p. 86; voir aussi Rapport de l'Office des Séquestres pour 1945, p. 107).

Dans mon rapport sur ces budgets, j'ai demandé que le projet de budget comporte l'indication des *dépenses réelles* du dernier exercice clos (voir p. 9).

J'entendais par là que soit fournie au Parlement une documentation exacte pour lui permettre d'apprécier en connaissance de cause et à la lumière des réalisations, la hauteur des crédits sollicités pour l'exercice futur.

Mais je dois constater — et les quelques exemples que je cite ci-dessus et que je pourrais multiplier le démontrent — que le projet de budget pour l'exercice 1947 ne répond nullement à mon vœu. A moins que votre Administration ne m'ait fourni des chiffres fantaisistes l'année dernière ?

Je voudrais donc recevoir quelques explications quant aux différences signalées ci-dessus. »

M. le Ministre nous a fait parvenir la note qui suit :

« Lors de l'élaboration de ce budget, le Service de Comptabilité du Secrétariat Général de mon département a tenu compte, pour fixer le montant des dépenses probables de l'exercice 1945, soit de la situation qui lui était signalée à cette époque par les différentes administrations intéressées, soit du montant des crédits proposés par ces administrations lorsque d'autres éléments d'appréciation faisaient défaut.

Il est à remarquer qu'il s'agit, pour la plupart des articles du budget, d'une situation provisoire résultant du fait que le paiement des dépenses fixes des administrations de recettes est assigné sur la caisse des comptables de ces administrations.

Ces dépenses font l'objet d'ordonnances de régularisation soumises à la Cour des Comptes avec les pièces justificatives des paiements à l'effet d'y être vérifiées et imputées *définitivement* sur les allocations du budget. Cette vérification entraîne parfois des modifications d'imputations, voire même des rejets qui influencent en plus ou en moins le montant provisoire de la dépense. En ce qui concerne les dépenses engagées, cette comptabilité s'applique aux crédits qui comportent :

- 1^o des dépenses pour fournitures, travaux ou transports;
- 2^o des rétributions et indemnités quelconques de personnel;
- 3^o des subsides.

Mais il est à remarquer que c'est uniquement pour les fournitures, travaux et transports que le Comptable des dépenses engagées vise avant exécution du contrat. Les dépenses de personnel, ainsi que les dépenses de matériel inférieures à 2,000 francs (chiffre fixé à 5,000 francs à partir du 1^{er} janvier 1946), ne sont portées à la connaissance de ce Comptable qu'au moment où elles sont réellement effectuées.

Par suite des longs délais nécessités par la centralisation des pièces comptables, leur régularisation et ensuite leur vérification par la Cour des Comptes, délais qui dépassent encore de beaucoup la date normale de clôture des exercices budgétaires, il n'est pas possible d'établir avec une suffisante exactitude, le montant des *dépenses réelles* d'un exercice aussi longtemps que cet exercice n'est pas clôturé définitivement. Les situations des dépenses formées avant cette clôture définitive seront donc toujours forcément des situations provisoires, susceptibles de modifications, parfois importantes.

Sous le bénéfice de ces considérations d'ordre général, veuillez trouver, ci-après, les explications données par les administrations intéressées quant aux différences signalées dans votre note :

Administration des Contributions directes :

Articles.	Projet du budget 1947.	Tableau p. 112 du rapport.
—	—	—
2-2	128,592,310	151,060,202.75
3-2	23,031,940	34,971,895.57
4-2	575,060	770,276.—

Les montants des « dépenses probables pour l'exercice 1945 » ont été établis, de bonne foi, en tenant compte des sommes mentionnées en dépenses, au titre de traitements, dans les documents comptables qui avaient été produits par

les services extérieurs de l'Administration des Contributions directes, à l'époque de l'élaboration du projet de budget de l'exercice 1947.

Or, à ce moment, différentes pièces comptables, à produire en dépense, restaient en portefeuille dans les dits services extérieurs; c'est ce qui explique l'insuffisance des « dépenses probables pour l'exercice 1945 » mentionnées au projet de budget susvisé.

Administration de l'Enregistrement et des Domaines :

Articles.	Projet du budget 1947.	Tableau p. 112 du rapport.
3-5	11,400,000	12,320,620.64
4-5	210,000	292,684.21

Les chiffres de fr. 12,320,620.64 et de 292,684.21 relatifs à ces articles vous ont été fournis par l'Administration de la Trésorerie et de la Dette Publique, à titre provisoire, avant vérification et rectification des pièces comptables produites par les directeurs régionaux. Cette rectification porte, en ordre principal, sur l'indemnité dite « arriérés de mobilité » (art. 62 du budget) dont la ventilation se fait au fur et à mesure du travail de vérification.

Administration du Cadastre :

Le total de 440,770 francs renseigné à l'article 6-3 du budget de l'exercice 1947 comme dépenses probables de l'Administration du Cadastre pour l'exercice 1945, a été établi suivant des données statistiques fournies par les services provinciaux du Cadastre. Ces statistiques, tenues à titre documentaire, n'ont donc qu'une valeur toute relative. La différence de fr. 63,579.88 que vous avez relevée peut provenir d'une erreur d'imputation rectifiée entre le 31 décembre 1945 et la date à laquelle les propositions budgétaires ont été introduites.

Office des Séquestres (art. 50) :

Le chiffre du crédit proposé a dû être indiqué comme montant des dépenses probables à défaut d'autres indications données aux services comptables du département tant lors de l'élaboration des propositions budgétaires qu'antérieurement.

La situation actuelle est restée identique à celle signalée dans le rapport de la Commission des Finances (Document parlementaire n° 30, p. 118).

Quoi qu'il en soit, les différences signalées ont retenu toute l'attention de l'Administration et les dispositions seront prises pour éviter à l'avenir le retour de semblables écarts. »

En présence de cette promesse, nous n'insistons pas davantage sur les inexactitudes de cette comptabilité; nous pensons pouvoir les attribuer pour une bonne part au désarroi résultant d'une période troublée et particulièrement difficile pour une administration débordée.

2^o — *Nous signalons une autre anomalie :*

Le projet de budget expose en regard les crédits demandés pour 1947 et les crédits alloués pour 1946. Ces sommes n'ont de signification que pour autant que les services soient restés sensiblement les mêmes. Dès qu'une administration a été privée d'un ou plusieurs rouages importants, soit par suppression, soit par transfert à un autre département, toute comparaison devient fallacieuse si les crédits alloués pour l'exercice antérieur ne sont pas préalablement adaptés par soustraction des parties d'allocation afférentes aux services supprimés ou transférés.

Or, il se fait que, dans le courant de 1946, lors de la création du Ministère du Budget, d'importantes sections du Ministère des Finances (Administration du Budget, Service central des pensions) ont été transférées au nouveau département. Il s'imposait, dès lors, de réduire à due concurrence les crédits alloués pour 1946; l'Administration ne l'a pas fait; elle fait figurer à la colonne « crédits alloués pour l'exercice 1946 » intégralement les sommes reprises au budget de 1946 sans réduction aucune du chef de services transférés et si elle signale dans les « notes justificatives » les réductions des crédits de matériel et de frais de route attribuables aux dits transferts, elle n'en mentionne pas en ce qui concerne les crédits de personnel. Ce procédé fausse évidemment les déductions que l'on pourrait tirer des chiffres.

Nous avons sollicité des renseignements complémentaires que l'on trouvera ci-après :

« Le projet de budget du Ministère des Finances pour 1947 ne contient aucun crédit pour les dépenses de personnel en ce qui concerne les agents transférés au Ministère du Budget.

Les dépenses concernant ces agents qui sont venues en déduction des crédits du budget du Ministère des Finances sont les suivantes :

Administration du Budget (y compris l'Inspection du Budget) :

Personnel définitif	fr.	4,899,216
Personnel temporaire		497,418

Service central des pensions :

Personnel définitif	fr.	3,998,000
Personnel temporaire		2,455,000

Indemnités (pour les deux services) fr. 268,000

Il n'y a pas d'agents du Ministère des Finances qui aient été transférés à d'autres Ministères dans le courant de l'année 1946.

Les crédits prévus pour les agents du Service des dommages aux biens 1914-1918, transférés au Ministère de la Reconstruction par arrêté du Régent du 30 décembre 1946 (*Moniteur* du 20-21 janvier 1947, p. 585), seront mis à la disposition du dit département. »

*
* *

3^o Pour le surplus, il convient de remarquer que des crédits supplémentaires très importants devront être sollicités pour l'exercice 1946, en raison du relèvement des barèmes avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1946. Le montant de ces

crédits nous est inconnu; aucun projet de loi n'est encore introduit à l'heure actuelle, nonobstant que la date ultime pour les engagements à charge de l'exercice 1946 soit le 31 décembre 1946 (art. 2 de la loi du 15 mai 1846).

Montant des crédits.

Sous réserve de ces remarques, la comparaison du budget de 1947 avec celui de 1946 (section C, articles 22 à 72), fait ressortir ce qui suit :

DÉPENSES	EXERCICE 1946	EXERCICE 1947
Ordinaires fr.	917,242,841	1,328,849,696
Exceptionnelles	46,523,110	35,997,000
Résultant de la guerre	161,700,220	48,641,260

Les dépenses ordinaires sont en augmentation de 411,606,855 francs, dont 404,467,279 francs pour le personnel (application des nouveaux barèmes résultant de l'arrêté du Régent en date du 20 juin 1946, recrutement de nouveaux agents, majoration des indemnités diverses) — 17,007,876 francs pour le matériel (hausse des prix, extension des services, utilisation d'automobiles) — 1,500,000 francs pour travaux et acquisitions (hausse du prix de la main-d'œuvre et des matériaux). — Il y a, par contre, une diminution de 11,368,300 francs au chapitre des dépenses diverses provenant, en ordre principal, du transfert de crédits au budget du Ministère du Budget.

Les dépenses exceptionnelles sont en diminution de 10,526,110 francs. Cette réduction résulte, en ordre principal, de la suppression du crédit pour arriérés de mobilité (31,673,110 francs); il y a, d'autre part, une augmentation des crédits pour ameublement et équipement des divers services.

Quant aux dépenses résultant de la guerre, elles présentent une diminution de 113,058,960 francs, dont 83,800,000 francs du chef de transfert au Ministère de la Reconstruction (crédits pour dommages de guerre) et 30 millions de francs pour réduction réelle du crédit prévu pour « dépenses de toute nature se rapportant aux opérations concernant l'application des arrêtés financiers du 6 octobre 1944 ».

A noter en outre que, comme suite à la réorganisation de l'Office d'aide mutuelle, le budget des Finances pour 1947 ne comporte plus aucun crédit pour « dépenses d'administration » de cet office (79,890,000 francs en 1946).

CHAPITRE II.

PRÉSENTATION DU BUDGET POUR L'EXERCICE 1947.

Ainsi que nous le rappelons ci-dessus, nous avons présenté certaines suggestions quant à la forme et la présentation du budget. Notre Commission des Finances, le Sénat, ensuite la Commission des Finances de la Chambre des Représentants, ont marqué leur adhésion à ces suggestions. D'autre part,

M. le Ministre Merlot a déclaré, en séance de la Chambre des Représentants que, lors de la confection du budget pour l'exercice 1947, l'Administration s'en inspirerait.

Nous sommes au regret de constater que les vœux du Sénat et la promesse de M. le Ministre sont restés sans suite. Questionné à ce sujet, le Ministre des Finances nous a répondu ce qui suit :

« La réforme de la présentation budgétaire est à l'étude et MM. les Ministres du Budget et des Finances y ont consacré un chapitre spécial dans l'exposé général du budget pour l'exercice 1947.

Le Département des Finances, dans la confection des tableaux dont M. le Sénateur critique la présentation, a suivi les instructions données par M. le Ministre du Budget. La même présentation a été d'ailleurs adoptée par les autres départements ministériels. »

Le Gouvernement relate, en effet, dans l'exposé général du budget pour l'exercice 1947, qu'il n'a pu mettre au point la nouvelle présentation qu'il se propose de réaliser à partir de l'exercice 1948 et qu'il décrit sommairement aux pages 4 et suivantes de ce document; soit : le temps nécessaire a sans doute fait défaut.

Dès à présent, nous formulons cependant les plus strictes réserves quant à :

1^o l'établissement d'un budget unique, réforme qui n'est nullement de nature à faciliter, ni à simplifier la tâche du Parlement, ainsi que l'expérience que nous faisons actuellement à la faveur du dépôt de tous les budgets sur le bureau de la Chambre des Représentants le prouve surabondamment;

2^o la condensation excessive des crédits, qui nuit à l'application de la règle de la spécialité et entrave conséquemment le contrôle parlementaire;

3^o l'intention de ne plus faire voter les budgets article par article, le vote du Parlement étant la consécration formelle des limites assignées aux crédits.

Pour le surplus, les renseignements fournis aux pages 6 et 7 de l'exposé général sont trop sommaires que pour pouvoir s'exprimer en connaissance de cause, au sujet de la réforme projetée. Le Gouvernement devrait être invité à éclairer davantage le Parlement sur le sens et la portée de celle-ci avant de s'engager définitivement. En tout état de cause, le Sénat ne doit avoir de préjugé à l'égard d'aucune réforme, même la plus hardie, mais il doit être entendu que le contrôle parlementaire doit être sauvegardé et facilité, car il constitue la pierre angulaire de notre régime.

Examen de certains crédits.

La seule modification apportée à la présentation du budget de 1947 est celle relative aux tableaux du personnel, à ce sujet, nous avons précisément présenté plusieurs observations à l'occasion de l'examen du budget de 1945 (voir rapport précité, pp. 11 à 16); nous avons dressé un tableau synoptique permettant de se rendre compte de l'importance des crédits sollicités par nature de dépense aussi bien que par branche de service.

En présence de la carence de l'Administration, nous avons posé les questions suivantes :

I.

« En ce qui concerne les « indemnités et allocations-sécurité sociale » (p. 31 du projet du budget), les développements des budgets antérieurs donnaient la décomposition des crédits par article et par administration.

D'autre part, le tableau, dont j'ai préconisé l'établissement dans mon rapport sur les budgets des finances pour 1945 et 1946, aurait fourni les mêmes renseignements détaillés.

Pour quelles raisons l'Administration a-t-elle modifié la présentation admise jusqu'à présent tout en ne déférant pas au désir que j'ai exprimé et qui avait reçu l'adhésion unanime des deux Commissions des Finances, des deux assemblées, ainsi que des Ministres des Finances et du Budget. Je crois, par ailleurs, devoir formuler les réserves les plus formelles quant à cette nouvelle présentation, qui ne rend le budget ni plus clair, ni plus simple; le Parlement n'y trouve plus les renseignements qu'il est en devoir de recevoir. »

II.

Quant aux crédits des articles 2, 3 et 4, je désire recevoir les renseignements ci-après :

a) Copie de l'arrêté organique qui prévoit un cadre comportant 1,734 agents temporaires pour l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (p. 31 du projet du budget).

b) Raisons pour lesquelles le crédit pour « mises en disponibilité prévues » se trouve dans la colonne « nominations, promotions, etc. », en ce qui concerne l'Administration du Cadastre (337,500 francs) et dans la colonne « indemnités et allocations-sécurité sociale » pour l'Administration des Contributions directes (468,450 francs).

Le personnel en disponibilité participe-t-il encore à l'avancement?

c) Dans mon rapport susvisé (pp. 13 et suiv.), j'ai signalé certaines anomalies en matière de crédits.

Au projet de budget pour l'exercice 1947 je relève :

Pour 9 agents en disponibilité appartenant à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, le crédit pour « indemnités et allocations » s'élève à 249,200 francs, alors que les traitements mêmes ne sont que de 339,820 francs; par ailleurs, pour 10 agents de l'Administration centrale, également en disponibilité, il n'est prévu que 10,380 francs du chef d'indemnités et allocations.

Je désire recevoir une note justifiant les montants en question.

*
* *

2^o *Temporaires :*

Je demande les mêmes justifications en ce qui concerne les crédits pour « indemnités et allocations, etc. ». Voici, en effet, les effectifs et les montants prévus :

ADMINISTRATION	EFFECTIF	CRÉDIT
Administration centrale	772	4,497,150
Contributions directes	3,475	17,414,210
Cadastre	223	4,686,230
Douanes et accises	153	230,000
Enregistrement et domaines	1,551	11,790,800

soit par unité : Administration centrale, 5,825; Administration des Contributions, 5,011; Administration du Cadastre, 21,014; Administration des Douanes et Accises, 1,503; Administration de l'Enregistrement et des Domaines, 7,602.

3^o *Secours* :

Je désire encore les mêmes justifications pour les crédits figurant à l'article 8.

ADMINISTRATION	EFFECTIF	CRÉDIT	PAR UNITÉ
Centrale	1,462	200,000	136
Contributions directes	6,727	445,000	66
Cadastre	983	300,000	305
Douanes et accises	6,593	450,000	68
Enregistrement et domaines	3,203	250,000	77

Je signale que j'ai formulé, dans mon rapport concernant le budget 1945 (p. 15), certaines observations concernant le libellé des crédits.

Je désire savoir pour quelles raisons l'Administration n'en a pas tenu compte.

Prière de me faire connaître les raisons pour lesquelles les crédits figurant à l'article 16 continuent à être repris au chapitre « Dépenses de matériel ». (Voir rapport précité, page 11.)

Nous donnons ci-après, les justifications et éclaircissements de l'Administration.

Agents temporaires.

II, a.

Le chiffre de 1,734 se décompose comme suit :

Commis destinés aux bureaux spéciaux chargés du recouvrement de l'impôt sur le capital (voir arrêté du Régent du 19 décembre 1946, portant fixation du

cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère des Finances, <i>Moniteur belge</i> du 29 dito) fr.	800
Commis destinés aux géomètres du Cadastre, en vue d'effectuer les travaux préparatoires à la perception de l'impôt sur le capital relatif aux immeubles. Ce recrutement a été autorisé par dépêche de M. le Premier Ministre du 28 novembre 1945, Service d'Administration Générale, n° 131.2/330/3 C.D. 143.75/2, dont un extrait est ci-joint.	324
Dactylographes pour les services extérieurs de l'impôt sur le capital (voir arrêté du Régent du 19 décembre 1946, précité)	10
Commis agréés de l'Enregistrement et des Domaines (voir même arrêté)	600
Total. . fr.	1,734
	=====

Mises en disponibilité.

II, b.)

L'anomalie signalée est le résultat d'une erreur matérielle de mise en tableau; elle n'altère cependant en rien la sincérité ou l'exactitude des crédits sollicités.

Les renvois ont été ajoutés, en vue d'éclairer le Parlement sur la nature de ces prévisions.

Voici dans quelles conditions le personnel en disponibilité participe à l'avancement : conservent leurs titres à l'avancement dans les cadres d'activité, les agents de l'Etat qui se trouvent en disponibilité :

- 1^o par suppression d'emploi;
- 2^o pour cause de mission spéciale (moyennant une disposition spéciale motivée);
- 3^o pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 4^o pour remplir les obligations résultant d'un engagement militaire;
- 5^o pour exercer au Congo Belge ou dans les territoires sous mandat des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique.

Ceux qui se trouvent en disponibilité :

- 1^o par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 2^o et pour motifs de convenances personnelles, ne conservent pas leurs titres à l'avancement.

II c).

Conformément au désir exprimé par M. le Sénateur dans son rapport, page 15, l'Administration de l'Enregistrement a prévu un crédit de 225,000 francs pour *mises en disponibilité prévues* (1).

(1) Le projet de budget ne porte pas cette mention de « mises en disponibilités prévues ». (Note du rapporteur.)

Cette somme a été incorporée dans le crédit de 249,200 francs dont ci-après la décomposition :

Mises en disponibilité prévues	fr.	225,000
Indemnités de naissance		1,200
Allocations familiales		15,000
Indemnités pour frais de dernière maladie, etc.		8,000
Total. . fr.		249,200
		=====

Quant au crédit de 10,380 francs, il se décompose comme suit :

Allocations familiales	fr.	6,380
Indemnité de dernière maladie et de funérailles		4,000
Total. . fr.		10,380
		=====

Tableau donnant la décomposition des crédits demandés figurant sous la rubrique « indemnités et allocations, etc... Temporaires » (1).

	ADMINISTRATIONS				
	Centrale	Contri- butions directes	Cadastré	Douanes et Accises	Enregistr. et Domaines
	772	3,475	223	153	1,551
EFFECTIF					
Allocation de foyer . . . fr.	428,000	1,122,760	916,000	110,000	520,000
Indemnité de résidence . . .	762,000	2,210,470	920,000	6,000	1,450,000
Indemnité de naissance . . .	61,500	212,120	35,000	1,500	58,400
Indemnité familiale	362,700	833,540	175,000	58,000	490,000
Indemnité de dernière maladie et de funérailles	18,000	80,170	24,000	3,500	40,000
Sécurité sociale, pensions, rééquie- pement ménager	2,852,950	12,955,150	2,616,230	51,000	9,232,400
Divers	12,000	—	—	—	—
TOTAUX . . . fr.	4,497,150	17,414,210	4,686,230	230,000	11,790,800

(1) Le détail des indemnités ne devrait pas être demandé; il doit se trouver dans les développements du budget, avec toutes les justifications requises.

Il est à remarquer que :

1^o l'*Administration du Cadastre* a tenu compte d'une prévision de recrutement de 450 agents temporaires pour les prestations relatives à la perception de l'impôt sur le capital et les travaux préparatoires à la péréquation des revenus cadastraux, ainsi que pour la copie des documents cadastraux. La prévision de 4,686,230 francs est, en somme, destinée à couvrir les dépenses résultant de l'utilisation de 673 unités et non 223.

2^o l'effectif de 153 unités signalé par l'Administration des Douanes et Accises, comprend 133 visiteuses, qui ne reçoivent ni allocation de foyer ni indemnité de résidence. Elles fournissent des prestations très variées et la plupart ne travaillant pas deux heures par jour, ne sont pas soumises à l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Secours.

« Les secours sont accordés à des agents qui, par suite de circonstances exceptionnelles, se trouvent dans une situation malheureuse et demandent une assistance. Ces situations varient dans chaque administration et il serait contraire à la réalité de prévoir des crédits calculés en fonction de l'effectif des administrations. Les services comportant un grand nombre d'agents modestes sont plus exposés que d'autres à recevoir des demandes de secours. En principe, une indemnité de secours n'est accordée qu'aux agents admis définitivement et en activité de service; toutefois, dans certains cas exceptionnels, une dérogation est tolérée en ce qui concerne les agents temporaires. C'est pourquoi le Département a estimé ne pas devoir ventiler les crédits sus-visés entre personnel définitif et personnel temporaire. »

Commentaires.

En ce qui concerne les secours, la note relative aux paiements réels en 1945, que nous trouvons à la page 73 du projet de budget pour 1947, démontre qu'il y a bien une proportion entre l'effectif et le montant des secours contrairement à l'affirmation du Département. Elle démontre aussi que la ventilation est faite lors du paiement.

Classification des dépenses.

La classification des dépenses, telle qu'elle est imposée par les circulaires relatives à l'élaboration des budgets, prévoit l'inscription des frais de route et de séjour parmi les dépenses de matériel.

Les crédits figurant à l'article 16 sont appelés à couvrir des charges réelles, à rembourser des frais supportés par les fonctionnaires dans l'accomplissement de leurs fonctions et ne peuvent entrer dans le chapitre des dépenses de personnel lequel ne prévoit que les rémunérations et indemnités afférentes aux prestations intellectuelles des agents de l'Etat.

Commentaires.

L'article 16 ne comporte pas seulement les frais de route et des remboursements de dépenses, mais des frais de vacation, des jetons de présence, des

indemnités pour services spéciaux, etc., qui sont bien afférentes à des prestations intellectuelles et qui constituent donc des dépenses de personnel. Une ventilation et un autre classement s'imposent en conséquence.

Les services ne sont pas encore outillés pour fournir la statistique intéressante, d'une part, les impôts perçus selon l'importance des revenus et par catégorie ; d'autre part, celles relatives au Revenu national.

L'élaboration envisagée est toutefois en cours avec la collaboration de l'Institut National de Statistique ; des éléments d'ordre matériel ont entravé l'évolution plus rapide des travaux y afférents.

Votre Commission, eu égard à l'importance que le problème du revenu national revêt, estime indispensable de hâter les travaux. En attendant, elle propose d'avoir recours aux travaux effectués dans ce domaine par la Banque Nationale.

Discordances entre l'arrêté organique et le projet de budget.

En ce qui concerne le personnel, nous avons encore formulé les remarques ci-après :

J'ai confronté les chiffres figurant dans les colonnes « cadres » de développements aux articles 2, 3 et 4 du budget des Finances, avec ceux contenus dans l'arrêté du Régent du 29 décembre 1946 et j'ai constaté certaines différences.

Prenons, par exemple, la colonne « personnel de maîtrise et ouvriers » du projet de budget d'une part, et, d'autre part, la partie C du susdit arrêté (p. 10646 du *Moniteur* du 29 décembre 1946). Les différences sont les suivantes :

ADMINISTRATION	PERSONNEL DÉFINITIF		PERSONNEL TEMPORAIRE	
	Projet de budget	Arrêté organique	Projet de budget	Arrêté organique
Administration centrale	—	105	—	79 à 179 suivant les nécessités.
Contributions directes	—	50	—	—
Cadastre	—	18	—	—
Douanes et accises	—	6	30	—
Enregistrement et domaines . . .	72	89	—	8

Le cadre des temporaires du projet de budget comporte 30 unités pour l'Administration des Douanes et Accises et 1734 pour l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

L'arrêté organique, par contre, prévoit 376 agents temporaires de grades divers pour l'Administration centrale, 241 agents pour l'Administration des Contributions directes dans les provinces, 1076 agents pour l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines dans les provinces et 100 pour l'Administration du Cadastre dans les provinces.

En ce qui concerne le personnel définitif de l'Administration du Cadastre, la situation se présente comme suit :

	Projet de budget	Arrêté organique
Groupe I	18	—
Groupe II	260	229
Groupe III	80	111
Groupe IV	495	495
Groupe VI	59	59
Groupe VII	10	9

Prenons encore le personnel définitif de l'Administration des Contributions dans les provinces. Nous trouvons :

	Projet de budget	Arrêté organique
Groupe I	50	305
Groupe II	2600	2562
Groupe III	1195	1135
Groupe IV	1450	1390
Groupe V	118	118
Groupe VI	671	609
Groupe VII	26	26

J'arrêterai ici les exemples. D'ailleurs, une partie du personnel de l'Administration centrale du Département des Finances ayant été transféré au Ministère du Budget, il m'est impossible de faire des comparaisons pour cette branche de service.

Quoi qu'il en soit, les exemples ci-dessus démontrent qu'il y a des discordances entre l'arrêté organique et le projet de budget. Je sais que les crédits sont calculés d'après la situation des effectifs et non d'après la situation des cadres; j'estime néanmoins que ces discordances sont regrettables. En effet, elles induisent les membres du Parlement en erreur quant aux nécessités du recrutement ou aux possibilités d'avancement; elles ont, sans doute, une répercussion sur les montants repris à la colonne « nominations, promotions, augmentations de traitements, etc. » et, de la sorte, influencent les crédits budgétaires. En tout état de cause, le budget devant être un document exact et sincère, les données en matière de personnel doivent reposer sur les arrêtés organiques des administrations.

Je vous saurais gré de me faire connaître les éléments qui ont servi de base à l'élaboration des tableaux en question.

Je signale à toutes fins utiles que l'arrêté organique du 19 décembre 1946, publié au *Moniteur* du 29 du même mois, est d'application depuis le 1^{er} juillet 1946.

* * *

Dans un autre ordre d'idées, je constate, en exceptant le personnel de maîtrise et ouvriers, que l'effectif du personnel temporaire comporte, d'après le projet de budget, 6,230 unités.

Puis-je vous prier de me faire parvenir un relevé indiquant par administration, les grades de ces agents, les raisons de leur maintien en service, notamment dans les administrations fiscales, et celles pour lesquelles il n'est pas procédé au recrutement d'agents définitifs?

Réponse de l'Administration.

« Les différences que vous avez constatées entre les chiffres figurant dans les colonnes « cadres » de développements, aux articles 2, 3 et 4 du projet du budget des Finances et ceux contenus dans l'arrêté du Régent du 29 décembre 1946, portant fixation du cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère des Finances, proviennent du fait que la parution de ce dernier arrêté est postérieure à l'élaboration du projet de budget. Tous les chiffres qui ont été portés au projet de budget ont été puisés dans les projets de cadre connus officieusement à cette époque. Il résulte du cadre organique publié au *Moniteur* du 29 décembre 1946 que ces projets ont été modifiés sensiblement par la Commission compétente. Cette situation est exceptionnelle pour le budget de l'exercice 1947. A l'avenir, comme cela a d'ailleurs toujours été le cas par le passé, les chiffres repris au budget du Ministère des Finances reposeront uniquement sur les données des arrêtés organiques.

Ainsi que vous l'énoncez, les montants des crédits demandés ont été calculés compte tenu des effectifs réellement en fonctions au moment de l'établissement des prévisions. Ces crédits ne peuvent donc, en aucune façon, être influencés par les quelques discordances existant dans les chiffres des cadres. Même les montants prévus sous la rubrique « nominations, promotions, augmentations, etc. » échappent à cette influence. Les sommes réservées aux augmentations ont été établies compte tenu uniquement du personnel, tant définitif que temporaire, effectivement en service. Les besoins de personnel pour l'exercice 1947 ont été évalués d'après l'évolution probable des travaux des administrations.

Ci-joint un tableau détaillé donnant, par administration, les grades des agents temporaires en service à mon département.

Les raisons pour lesquelles ces agents doivent encore être maintenus en service, peuvent se résumer comme suit :

- 1^o le statut des agents temporaires est toujours à l'étude;
- 2^o le recrutement d'agents définitifs est subordonné à l'établissement des droits de priorité à réserver aux prisonniers politiques, aux résistants, aux prisonniers de guerre et aux anciens combattants.

Seule, l'Administration des Contributions directes a obtenu, conformément aux dispositions de l'arrêté du Régent du 12 décembre 1944 (*Moniteur* des 10 et 11 janvier 1945), l'autorisation de recruter des agents définitifs pour une partie

des emplois disponibles dans les cadres. Les épreuves qui ont déjà été organisées n'ont malheureusement pas donné les résultats escomptés. Le nombre des réussites n'a même pas atteint celui des emplois mis en compétition. Des concours pour le recrutement de commis et de commis techniques sont actuellement en voie d'organisation. »

Effectif du personnel temporaire du Département des Finances.

GRADES	Cabinet du Ministre	Administra- tion centrale.	Administra- tion des Contribu- tions directes dans les provinces.	Administra- tion du Cadastré dans les provinces.	Administra- tion des Douanes et Accises dans les provinces.	Administra- tion de l'Enregistre- ment et des Domaines dans les provinces.	TOTAUX
Chef de Cabinet	1	—	—	—	—	—	1
Chargé de mission	1	1	—	—	—	—	2
Secrétaire particulier	1	—	—	—	—	—	1
Expert-comptable	—	6	—	—	—	—	6
Chef de bureau	—	3	—	—	—	—	3
Secrétaire d'administrat. .	—	7	—	—	—	—	7
Technicien	—	3	—	—	—	—	3
Rédacteur	—	148	—	—	—	—	148
Commis technique	—	—	1372	—	—	—	1372
Commis dirigeant	—	1	—	—	—	—	1
Assistante sociale	—	4	—	—	—	—	4
Opérateur	—	—	—	18	—	—	18
Sténo-dactylographe	—	23	—	—	—	2	25
Commis	—	237	1280	84	—	951	2552
Dessinateur	—	—	—	48	—	—	48
Expéditionnaire	—	28	—	—	—	—	28
Dactylographe	—	50	318	—	—	11	379
Classeur	—	—	160	—	—	—	160
Commis-agréé	—	—	—	—	—	447	447
Auxiliaire	—	24	—	—	—	—	24
Messager	—	—	—	1	—	—	1
TOTAUX	3	535	3130	151	—	1411	5230
Personnel de maîtrise	—	234	345	72	153	140	944
	3	769	3475	223	153	1551	6174

Traitements de disponibilité d'un franc par mois.

A la page 29 du projet de budget sont prévus des traitements symboliques de 12 francs par année pour des agents en disponibilité pour mission spéciale. Ces allocations ont pour objet de sauvegarder les droits à la pension.

A différentes reprises, votre rapporteur a exposé le caractère illégal de cette pratique.

Si l'on désire que les agents en disponibilité pour mission spéciale puissent conserver leurs droits à la pension pour la durée de leur disponibilité, il y a lieu de modifier préalablement la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles.

Aussi votre Commission vous propose-t-elle de voter l'amendement diminuant les crédits postulés à l'article 2 de la somme de douze francs.

Complication du régime des indemnités.

Dans le rapport sur le budget de 1946, nous avons attiré l'attention sur la complication du régime des indemnités. Depuis lors, une commission a été instituée par arrêté du 8 juillet, avec mission d'examiner ce problème. Il est probable que la Commission pourra bientôt introduire son rapport.

Service de la délégation belge auprès de l'Agence interalliée des Réparations.

Il est proposé à l'article 57 du projet de budget un crédit nouveau de 737,800 francs pour « Frais de fonctionnement du service de la délégation belge auprès de l'Agence interalliée des Réparations. »

Ayant demandé des renseignements concernant la composition et le budget de la délégation, nous donnons ci-après les explications qui nous ont été fournies.

1^o Composition de la délégation :

Immédiatement après la Conférence de Paris, M. le Ministre d'Etat Gutt et M. E. de Selliers de Moranville, qui avaient participé à cette Conférence, furent nommés respectivement délégué et délégué-suppléant auprès de l'Agence interalliée des Réparations. Aucune indemnité spéciale n'était prévue pour ces fonctions.

M. Yvan de Spa fut nommé secrétaire de la délégation. Le secrétariat fut assumé par deux sténo-dactylographes mises à la disposition de la délégation par le Ministère des Finances (Administration de Londres).

D'autre part, le délégué fit appel à une série de conseillers techniques et d'experts qui étaient désignés par les administrations intéressées.

Successivement, M. le Ministre Gutt, M. E. de Selliers de Moraville et M. Yvan de Spa, ont été appelés à d'autres fonctions.

M. Yvan de Spa fut remplacé par M. R. Didisheim, qui occupa le siège de la délégation belge jusqu'au moment de la désignation d'un nouveau délégué.

Le 1^{er} juillet 1946, M. Duquesne Watelet de la Vinelle fut nommé délégué en remplacement de M. Gutt et M. Didisheim délégué-suppléant.

Au cours du mois de décembre, la délégation a été renforcée par la désignation de M. G. van Hecke comme délégué-adjoint.

2^o *Budget de la délégation :*

Au début, la délégation n'avait aucun budget propre et dépendait directement du Ministère des Finances pour tout ce qui concernait son personnel et son matériel.

Par sa décision du 1^{er} juillet 1946 (n^o 136.5 C.D. 232.1./154945), le Comité du Budget a approuvé pour le service de la délégation belge un cadre maximum comprenant :

« 1. Un délégué et un délégué-suppléant, choisis dans le cadre permanent, sans bénéfice d'un traitement spécial;

Un délégué-adjoint bénéficiant du barème de chef de division;

Un sténo-secrétaire;

Deux sténo-dactylographes.

2. Un crédit de 100,000 francs est prévu pour le remboursement des frais de représentation des délégués.

3. L'octroi aux experts et conseillers occasionnels étrangers à l'Administration d'un jeton de présence de 200 francs par séance de trois heures avec maximum de 2,000 francs par mois. »

Par une nouvelle décision en date du 23 octobre 1946 (261/6 et 277/5 C.D. 232.1/143.916), le Comité du Budget a modifié le cadre ci-dessus et a attribué au délégué-suppléant un traitement, barème VIII B, et il créa un poste de secrétaire auquel on attribue le barème V.A.

3^o La délégation est installée dans les locaux de l'Office des Séquestres.

Le délégué de la Belgique ne reçoit aucune rémunération du fait de ses fonctions, mais un poste de 100,000 francs est prévu au budget pour couvrir les frais de représentation.

Composition de la délégation.

MM. Gabriel Duquesne Watelet de la Vinelle, président de l'Office des Séquestres, *délégué*.

René Didisheim, avocat à la Cour d'Appel, *délégué-suppléant*.

Georges van Hecke, chargé de cours à l'Université de Louvain, *délégué-adjoint*.

Daniel Coppieters de Gibson, avocat à la Cour d'Appel, *délégué du Ministre de l'Instruction Publique*.

Marcel Lefebvre, secrétaire de l'Institut de Réescompte, *membre*.

Conseillers techniques et experts désignés par les administrations.

MM. Charbonnier, directeur au Ministère des Travaux Publics.

Descamps, directeur à l'Administration de la Marine.

Cassiers, conseiller technique au Ministère des Affaires Economiques.

Evalenko, secrétaire du Ministre du Rééquipement National.

Hamels, inspecteur général au Ministère des Affaires Economiques.

le Comte de Meeus, secrétaire de Légation de première classe du Ministère des Affaires Etrangères.

Philippon, commissaire général à la Promotion du Travail.

CHAPITRE III.

QUESTIONS DIVERSES.

I. — Les inventaires du mobilier de l'Etat.

Dans les pages 27 à 31 de notre rapport sur le budget de 1945, nous avons exposé dans quelles conditions les prescriptions de l'arrêté royal du 26 mars 1858 concernant les inventaires du mobilier de l'Etat avaient été négligées par tous les Départements ministériels.

Votre rapporteur a posé la question de savoir si, comme il a été formellement promis, les inventaires prescrits par l'arrêté royal précité ont été dressés.

Il lui a été répondu :

« En ce qui concerne les divers services de l'Administration Centrale du Ministère des Finances, les inventaires prescrits par l'arrêté royal du 26 mars 1858, sont sur le point d'être terminés.

Dès leur achèvement, une expédition sera déposée aux archives du Département et une autre transmise à la Cour des Comptes.

Le mobilier fourni par l'Etat aux services extérieurs du Département est régulièrement inventorié. Toutefois, les inventaires ne sont pas toujours dressés dans la forme prescrite par le susdit arrêté royal. La raison en est que la question des inventaires dans les services extérieurs ne se résout pas avec la même facilité — toute relative d'ailleurs — que dans les Administrations Centrales.

La réglementation actuelle a été promulguée à une époque où les services de l'Etat étaient peu nombreux et ne comportaient qu'un personnel restreint; elle ne répond plus aux exigences d'une bonne administration, ni aux possibilités de la technique moderne. L'application stricte des dispositions légales absorberait l'activité de nombreux agents de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, indispensables à la perception de l'impôt sur le capital et aux nombreuses opérations domaniales; elle se traduirait par l'établissement, en triple ou quadruple expédition, de volumineux états d'une utilité douteuse.

Lors de la discussion du budget du Ministère des Finances, pour les exercices 1945-1946, M. le Ministre De Voghel a annoncé la constitution d'une commission chargée de reviser les dispositions légales relatives à l'inventaire du mobilier de l'Etat (voir *Annales parlementaires* du Sénat, du 27 juin 1946, p. 429).

Cette commission a été constituée le 9 août 1946, sous la présidence de M. Schellekens, Directeur général de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. »

Commentaires du rapporteur.

Il résulte de cette réponse que, selon les possibilités, l'Administration tâchera ... de se soustraire à l'application des prescriptions en matière des inventaires du mobilier de l'Etat. Nous connaissons l'antienne que la réglementation a été promulguée à une époque où les services de l'Etat étaient peu nombreux. C'est ainsi — voir à ce propos notre rapport sur le budget de 1945 — que les

Ministères des Communications et des Affaires Etrangères la chantent depuis 1858, les Finances depuis 1889; d'autres départements depuis 1899, époques auxquelles les services de l'Etat ne comportaient qu'un personnel restreint et qu'il n'était pas question de recouvrement de l'impôt sur le capital.

Notons encore que l'inventaire visé dans la note au sujet du garde-meubles n'a été dressé par aucun département.

Enfin, nous attirons l'attention sur la nécessité d'un contrôle plus strict précisément parce que les services de l'Etat sont plus nombreux et comportent une quantité beaucoup plus grande de mobilier.

En conséquence, il est indispensable de dresser les inventaires et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Tel est l'avis unanime de votre Commission.

II. — Garde-meubles.

Le garde-meubles, dénommé Office du Mobilier de l'Etat, a été créé en octobre 1921, à l'initiative de M. le Premier Ministre Theunis. Le but était d'assurer le transfert de département à département du mobilier disponible, chaque Ministère devant remettre au garde-meubles l'inventaire de son mobilier.

Le 14 septembre 1926, le Conseil des Ministres, sur la suggestion du Comité du Trésor, confirma ce but et décida, en outre, de centraliser à l'Office les commandes émanant de tous les services.

En février 1929, le Comité du Trésor décida d'organiser au garde-meubles un atelier de réparation du mobilier.

En 1931, le même Comité chargea l'Office de la confection de meubles neufs. Depuis lors, l'Office collabore également à l'entretien des immeubles domaniaux de Bruxelles.

Le Conseil de Cabinet est actuellement saisi de la réorganisation définitive et statutaire de l'Office et examine en même temps la question du transfert de celui-ci à un autre département.

L'Office compte (pour le moment) 27 ouvriers, dirigés par un fonctionnaire assimilé aux chefs de bureau, assisté d'un comptable, chef d'atelier et d'un chef-ouvrier. Il est installé à Bruxelles, rue de Ruysbroeck, n° 40.

III. — Réforme de la Comptabilité de l'Etat.

« Un premier résultat a été obtenu. Il sera dorénavant possible de publier régulièrement au *Moniteur* un tableau indiquant, par grands groupes, toutes les recettes et dépenses faites au cours de chaque mois en exécution des lois de budget qui les ont autorisées.

Les premiers tableaux se rapporteront aux recettes et dépenses faites en janvier dernier et pourront, sauf accroc, être publiés au début de mars. Les services s'efforceront de publier les tableaux suivants avec un décalage plus réduit. Ainsi sera-t-il possible de suivre de mois en mois le degré d'exécution des budgets et ce dans un délai que le grand nombre de services intervenants permet de considérer comme fort rapproché.

Les services ne considèrent pas que cette première amélioration met fin à leur tâche et ils continuent à préparer d'autres mesures qui faciliteront encore davantage le contrôle aisé et rapide des finances de l'Etat. »

IV. — Publication annuelle de la situation du Trésor public.

La perturbation apportée par les événements dans la comptabilité publique et la multiplicité des tâches imposées au personnel des administrations après la libération, ne permettent pas de fixer dès maintenant l'époque à laquelle la publication de la situation annuelle du Trésor public pourra être reprise.

Il est à remarquer qu'après la guerre de 1914-1918 la publication de cette situation n'a pu être reprise qu'à la date du 1^{er} janvier 1923.

V. — Le Conseil d'Etat.

L'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat n'ont aucune répercussion sur les services du Département des Finances. Le Conseiller juridique et les services du Contentieux sont indispensables.

VI. — Le financement du déblocage des avoirs de 15,000 francs et moins.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 14 octobre 1945 relative aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles, ce rachat est financé au moyen du produit des impôts spéciaux ou extraordinaires versé en espèces.

VII. — Attributions respectives du Ministère des Finances et du Ministère du Budget.

a) Examen préalable :

Les propositions budgétaires sont soumises par les divers départements ministériels à l'Administration du Budget et du contrôle des dépenses, actuellement rattachée au Ministère du Budget.

Le Ministre du Budget se met directement en rapport avec les Ministres en cause pour obtenir leur accord sur les modifications estimées souhaitables.

Le Ministre des Finances intervient pour tout ce qui concerne la détermination et la fixation de la politique financière.

Les projets de budget ainsi révisés sont alors soumis au Comité du Budget.

b) Equilibre budgétaire :

L'Administration du Budget et du Contrôle des dépenses établit la synthèse des propositions budgétaires de manière à dégager dans quelle mesure les prévisions de recettes et de dépenses sont équilibrées.

Le Ministre des Finances examine ensuite ce travail du point de vue de la politique financière.

c) Exposé général du budget :

L'Administration du Budget est chargée de préparer l'exposé général. Elle se fait produire, à cet effet, tous renseignements utiles par les divers départements ministériels.

Le Ministère des Finances fournit les éléments, tirés de la Comptabilité de l'Etat, relatifs aux recettes et aux dépenses effectives qui doivent permettre de comparer les prévisions nouvelles et les résultats des exercices antérieurs. Il prépare également les textes relatifs aux engagements de l'Etat et à la situation de la Dette publique. Le Ministre des Finances expose la situation générale, en ce qui concerne la fiscalité et le crédit, dans les notes justificatives qui accompagnent le projet du budget des Voies et Moyens et le projet de la Dette publique.

VIII. — Service social.

Le Service social a été créé par arrêté du Régent en date du 24 juillet 1946 entré en application le 12 octobre suivant. L'organisation et le fonctionnement sont régis par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1946 (*Moniteur* du 12 octobre 1946, pp. 8479 et suiv.).

Ce service dispose des crédits suivants :

Art. 8. — Secours ordinaires	fr. 1,645,200
Art. 23. — Œuvres sociales	3,000,000
Art. 25. — Secours à défaut de pension	400,000
	Fr. 5,045,200

En outre, le Service social gère le réfectoire du Département (art. 21 — 500,000 francs pour dépenses de matériel, les dépenses de personnel sont comprises dans le crédit figurant à l'article 3-1).

Nous avons signalé à M. le Ministre des Finances qu'il s'indiquerait de grouper ces articles dans un même chapitre.

Voici la réponse : « Il n'y aurait aucun inconvénient à grouper dans un même chapitre ou dans un seul article subdivisé en littera, les crédits figurant aux articles 8, 23 et 25 du projet de budget. C'est la solution que j'ai eu l'honneur de proposer à mon collègue du Budget par lettre du 20 décembre 1946. »

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE IV.

OFFICE D'AIDE MUTUELLE.

Nous avons déjà signalé plus haut, que les crédits prévus dans les budgets antérieurs pour « dépenses d'administration » de cet Office, ont été supprimés dans le projet de budget pour l'exercice 1947. Cette suppression est due aux modifications apportées à l'organisation de l'O.M.A. par arrêté-loi du 27 novembre 1946 (*Moniteur* du 18 janvier 1947, pp. 517 et suiv.).

L'article 10 dispose, en effet, qu'à dater du 1^{er} octobre 1946, les frais de fonctionnement seront couverts au moyen de certains prélèvements sur les recettes.

D'autre part, l'article 11 porte que toutes les opérations de l'O.M.A. sont rattachées au budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre.

De ce fait, les prévisions de recettes du chef de « Commissions » sur les opérations traitées par l'O.M.A. (30 millions de francs à l'article 160 du budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1946) ont été supprimées également en 1947.

Il doit être entendu que toutes les opérations de cet Office seront relatées intégralement en recettes et en dépenses au budget pour Ordre sans compensations, ni contractions d'aucune espèce, afin de réaliser un contrôle complet et efficace. Il conviendra que la Cour des Comptes y veille spécialement.

Cependant, on peut regretter que les frais de fonctionnement n'apparaissent plus au budget des Finances avec, comme contre-partie, une prévision de recettes du chef de « commissions » au budget des Voies et Moyens, toutes les autres opérations de l'O.M.A. étant rattachées au budget pour Ordre. Ce procédé soumettait, en effet, les dits frais au vote et à la surveillance directe du Parlement. Nous rappelons, à ce sujet, les critiques que nous avons émises l'année dernière au sujet de certaines de ces dépenses, critiques qui sont restées sans suites jusqu'à présent. (Voir rapport concernant le budget des Finances pour 1945 et 1946, pp. 72 et suiv.).

Nous avons encore posé à M. le Ministre des Finances plusieurs questions que nous insérons ci-après avec les réponses qui nous ont été fournies.

La date du rattachement au Budget pour Ordre.

J'ai pris connaissance du *Moniteur* du 18 courant publiant notamment un arrêté-loi modifiant les statuts de l'Office d'Aide Mutuelle.

Il m'est agréable de constater que vous avez bien voulu donner suite à la suggestion de la Commission des Finances du Sénat, de rattacher toutes les opérations de cet Office au budget pour Ordre. Je vous prie cependant de me faire préciser les points ci-après :

a) L'article 3 de l'arrêté-loi précité porte que celui-ci entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*, soit le 18 courant ; je suppose que le rattachement au budget pour Ordre aura lieu à partir du 1^{er} janvier 1947.

Réponse.

En vertu de l'article 10 des statuts révisés, c'est à la date du 1^{er} octobre 1946 et non du 1^{er} janvier 1947 que se place le rattachement des opérations de l'O.M.A. au budget pour Ordre.

Les mesures nécessaires, dont l'étude est fort avancée, vont être prises pour que ce rattachement englobe toutes les opérations depuis la création de l'O.M.A.

Réalisation par l'O. M. A. des stocks de guerre.

b) Pourrais-je obtenir une copie de l'accord final entre le Gouvernement américain et le Gouvernement belge et qui prévoit la réalisation par l'O.M.A. des stocks de guerre américains se trouvant en Belgique?

Réponse.

Cette mission a été confiée par le Ministre des Finances à l'O.M.A. L'accord sur la réalisation, par la Belgique, des surplus de stocks américains nous a été communiqué en langue anglaise en nous faisant savoir que la traduction en français et en néerlandais incombe au Ministère des Affaires Etrangères.

Crédits alloués.

c) Je désire connaître la situation au 1^{er} octobre 1946 des crédits alloués à l'O.M.A. sur votre budget de 1946. (Tableau comportant montant des crédits octroyés, montant des engagements, montant des liquidations, excédent ou déficit éventuel.)

Réponse.

Le paiement des dépenses d'administration de l'O.M.A. n'est pas encore imputé au budget des Finances. Parmi les mesures visées sub a), figure entr'autres, la régularisation budgétaire de ces dépenses.

Avances du Trésor.

d) Certaines avances du Trésor à l'O.M.A. devront être apurées par prélèvement sur des crédits à voter par le Parlement.

Il en est ainsi, notamment du coût de toutes les fournitures et de tous les services dont les forces sous commandement britannique ont eu besoin en territoire belge et qui, aux termes de l'accord d'aide mutuelle du 23 août 1944, est à charge de la Belgique.

Or, le dit accord a pris fin le 8 novembre 1945. Pour quelles raisons l'apurement de ces avances n'a-t-il pas encore eu lieu? Peut-on me donner, par nature de dépenses, le montant des diverses avances faites par le Trésor à l'O.M.A.?

Comment et quand le service intéressé compte-t-il régler ces affaires?

Réponse.

Toutes les précisions demandées figureront en détail au rapport de l'O.M.A. pour 1946.

Les mesures visées sub a) ont précisément pour but d'exposer clairement, au Parlement, les opérations que les Gouvernements qui se sont succédé depuis

la libération ont dû poursuivre tant dans le domaine des importations que dans celui de l'aide mutuelle et réciproque avec nos grands alliés.

Un projet de loi, accompagné de toute la documentation propre à informer complètement le législateur, réalisant non seulement la régularisation du passé, mais replaçant les activités dans le cadre de notre droit budgétaire, sera déposé prochainement à la Chambre.

Mesures de surveillance.

e) L'article 10 des statuts (arrêté-loi du 19 janvier 1945) disposait : « L'Office est tenu de présenter à l'approbation du Ministre des Finances, au plus tard le 15 juillet de chaque année, le projet du budget des Dépenses administratives de l'exercice suivant ».

D'autre part, « les crédits nécessaires pour les dépenses administratives étaient inscrits au budget du Ministère des Finances ».

Ces dispositions sont abrogées maintenant, en sorte que les deux freins aux dépenses, à savoir le contrôle préalable par votre administration et le vote de crédits par le Parlement n'existent plus.

En votre qualité de Ministre des Finances, n'envisagez-vous aucune mesure de surveillance de nature à remédier à cette lacune?

Réponse.

Le contrôle des dépenses de l'O.M.A., tant à priori qu'à postériori, s'exerce par les moyens suivants :

- 1^o un inspecteur des finances est détaché auprès de l'Office;
- 2^o le Conseil de l'Office approuve tous les mois la situation mensuelle qui est transmise au Ministère des Finances en même temps que le rapport mensuel;
- 3^o une fois par an le bilan de l'O.M.A. est déposé sur le bureau de la Chambre et publié au *Moniteur*;
- 4^o le cadre et les barèmes du personnel de l'O.M.A. sont approuvés par le Ministre des Finances;
- 5^o l'encaisse de l'O.M.A. est contrôlée en vertu de l'article 10 des statuts et limitée à trois mois de besoins normaux pour les frais de fonctionnement et les frais généraux.

Montant d'opérations diverses.

f) Enfin, puis-je connaître :

- 1^o le montant du fonds de roulement visé à l'article 10;
- 2^o le montant des diverses commissions dont vous avez autorisé la perception;
- 3^o éventuellement, le montant de l'avance allouée à charge du Trésor public pour compléter le fonds de roulement?

Réponse.

1^o Le montant du fonds de roulement s'élève à 54 millions de francs; toutefois, des sommes plus importantes doivent être laissées pour le moment à la disposition de l'O.M.A. pour des dépenses autres que ses frais généraux et frais d'administration (voir article 10 des nouveaux statuts).

2^o Commissions encaissées par l'O.M.A. :

a) Prestations et services en faveur des alliés après la période « accords » (cash) : 2 % provisoirement comptabilisés, le montant définitif sera fixé après accord.

b) Achats de mitrailles de l'Armée américaine : 2 %.

c) Exportations vers l'Allemagne : 2 %. Il s'agit de dépenses faites, à tort, sous le régime d'aide mutuelle, la vérification des comptes produits par les autorités militaires alliées ayant fait apparaître qu'il s'agissait d'exportations à destination de la population allemande.

d) Facturation pour compte du Ministère des Affaires Economiques des importations gouvernementales : cette activité est actuellement l'une des plus importantes de l'O.M.A.; elle donne lieu à une commission de 1 %, qui est portée à 2 % lorsque les marchandises ne sont pas livrées directement à l'acheteur définitif.

e) Vente de surplus stocks britanniques et canadiens : les négociations de vente ont lieu directement entre les autorités alliées et les acheteurs intéressés. Lorsque les deux parties se sont entendues sur les conditions, le projet de contrat est transmis à l'O.M.A.; si celui-ci estime que la transaction est intéressante pour la Belgique, il achète la marchandise au gouvernement allié et la revend aussitôt à l'acheteur belge, après avoir augmenté le prix de 5 %.

Fin septembre 1946, le montant total de ces commissions atteignait 82,096,520 francs. Pour le nouveau régime de l'O.M.A., prenant cours au 1^{er} octobre 1946, les bilans mensuels indiquent le montant de chacune de ces commissions.

3^o Le montant des avances allouées à charge du Trésor public pour compléter le fonds de roulement s'élevait, au 31 décembre 1946, à 180 millions environ. Ce montant est justifié par diverses opérations en exécution de l'Accord du 24 septembre 1946 réglant le Lend-Lease.

A l'avenir, le montant des avances destinées à compléter le fonds de roulement s'élèvera de 50 à 70 millions environ.

Les immeubles occupés par l'O. M. A.

a) Quel est le nombre d'immeubles occupés par l'O.M.A. dans chacune des villes où cet office a un siège;

b) Quel est le montant du loyer par immeuble;

c) A charge de quel budget ce loyer est payé?

Réponse.

Conformément aux modifications apportées aux statuts de l'O.M.A., le loyer des bureaux est à charge de cet office depuis le 1^{er} octobre 1946.

Indépendamment des immeubles cités, l'O.M.A. a pris en charge, depuis cette même date, de nombreux terrains, hangars, quais et usines occupés par les stocks américains qui doivent être liquidés.

Les redevances à payer de ce chef, ne sont pas encore toutes fixées, mais on peut évaluer la dépense qui en résultera en 1947 à environ 20 millions de francs.

Ci-après, nous faisons suivre les tableaux contenant les renseignements au sujet des immeubles occupés par l'O.M.A.

Immeubles occupés au cours de l'année 1946.

N° d'ordre	IMMEUBLES	Loyer annuel	IMPUTATIONS		Durée de l'occupation
			du 1-1-46 au 30-9-46	du 1-10-46 au 31-12-46	
	<i>à BRUXELLES :</i>				
1	62, av. de Tervueren	135,000	Travaux Publics	O.M.A.	à dater du 1-6-46
2	64, av. de Tervueren	180,000	id.	id.	à dater du 1-6-46
3	218, av. de Tervueren ...	340,000	id.	id.	à dater du 1-6-46
4	36, rue Ravenstein	222,320	id.	id.	toute l'année
5	5, rue de l'Industrie	18,200	id.	id.	id.
6	44, rue de la Loi	130,000	id.	id.	id.
7	41, rue du Taciturne	27,500	id.	—	du 1-1-46 au 30-6-46
8	89, rue de la Loi	18,000	id.	—	du 1-1-46 au 30-6-46
9	6, boul. Charlemagne	27,000	id.	—	du 1-2-46 au 30-6-46
10	Old England (4 ^e étage) rue Montagne de la Cour	134,000	id.	—	du 1-1-46 au 15-7-46
11	87, rue du Prince Royal ..	16,000	id.	—	du 1-1-46 au 31-3-46
12	59, rue du Prince Royal ..	56,000	id.	—	du 1-1-46 au 31-9-46
	<i>à ANVERS :</i>				
13	78, rue du Pélican	144,000	id.	—	du 1-1-46 au 30-4-46
14	11, De Keyserlei	76,000	id.	O.M.A.	du 1-5-46 au 31-12-46
15	22, rue des Tanneurs	42,000	id.	—	du 1-2-46 au 31-8-46
16	13, rue de l'Empereur ...	21,200	id.	—	du 1-1-46 au 30-9-46
	<i>à GAND :</i>				
17	7, rue des Courtiers	12,000	id.	O.M.A.	toute l'année

N ^o d'ordre	IMMEUBLES	Loyer annuel	IMPUTATIONS		Durée de l'occupation
			du 1-1-46 au 30-9-46	du 1-10-46 au 31-12-46	
18	à LA LOUVIERE : 15, rue de la Station	20,000	Travaux Publics	O.M.A.	toute l'année
19	à MALINES : 1, rue du Sac	8,000	id.	id.	id.
20	à VILVORDE : 87, Vlaanderenstraat ...	24,000	id.	id.	id.

Immeubles occupés au cours de l'année 1947.

N ^o d'ordre	IMMEUBLES	Loyer annuel	Impu- tation	Observations
1 à 5	à BRUXELLES : Mêmes immeubles qu'en 1946, sous n ^{os} 1 à 5	895,520	O.M.A.	
6	44, rue de la Loi	52,468	id.	libération partielle; loyer annuel passé de 130,000 à 52,468 francs.
7	à ANVERS : 11, De Keyserlei	76,000	id.	
8	à GAND : 7, rue des Courtiers.....	12,000	id.	
9	à LA LOUVIERE : 15, rue de la Station	20,000	id.	jusqu'au 31-1-47
10	à MALINES : 1, rue du Sac	8,000	id.	jusqu'au 31-1-47
11	à VILVORDE : 87, Vlaanderenstraat	24,000	id.	jusqu'au 31-1-47

Régularisation budgétaire des opérations de MISSEC, O. M. A. et O. C. R. A.

Voici, dans les grandes lignes, le mécanisme du projet de loi qui sera déposé, aussi promptement que possible, en vue non seulement de régulariser budgétairement les opérations passées de MISSEC, O.M.A. et O.C.R.A., mais aussi de les intégrer pour l'avenir dans le cadre du budget général.

Le projet de loi prévoira tout d'abord, en une section spéciale, au budget pour Ordre (titre I^{er}, chapitre II), un article où chacun de ces organismes verra se rattacher ses opérations. En ce qui concerne O.M.A., l'article nouveau sera divisé en divers littéras (quatre sans doute), affectés aux diverses activités de cet Office.

Il sera proposé ensuite d'ouvrir, au budget des Voies et Moyens, des articles nouveaux affectés aux recettes qui reviennent au Trésor : boni comptable de MISSEC, salaires dus par les charbonnages ou d'autres employeurs utilisant des prestations faites par la Belgique après l'expiration des accords d'Aide Mutuelle et réciproque, remboursement par le Grand-Duché du Luxembourg de sa quote-part du solde non compensé d'Aide Mutuelle, produit de la vente des surplus stocks alliés, etc.

Au budget ordinaire du Ministère des Finances, il est envisagé d'ouvrir un crédit, subdivisé en littéras distincts, sur lequel seront imputées les dépenses mises à charge de la Belgique par les accords d'Aide Mutuelle et réciproque et de règlement de Lend-Lease.

C'est au même budget des Finances que seraient prévus les crédits où seront imputés :

— pour les importations, tant en cash, qu'en Lend-Lease et en Military Civil Program, les écarts entre les prix CIF et les prix intérieurs, de même que les pertes commerciales (freintes, manquants...) ;

— les différences non compensées en Aide Mutuelle et réciproque ;

— le solde à payer du Military Civil Program.

Il va de soi que la spécialisation budgétaire, par articles et littéras, devra être poussée de telle sorte que le Parlement puisse se rendre compte du résultat pour chaque département et pour chacune des opérations.

Les crédits de même nature, prévus déjà dans certains budgets seront, par souci d'unité et de clarté, annulés ou virés aux articles nouveaux.

Enfin, une section spéciale du projet de loi détaillera les crédits destinés à couvrir la valeur des prestations, fournitures ou travaux financés directement ou indirectement au moyen des avances de Trésorerie consenties à O.M.A. et à MISSEC.

Un autre projet de loi consacrera pour l'exercice 1947, et selon les mêmes principes de notre droit budgétaire, le retour à la légalité.

Les développements comme l'exposé des motifs, qui accompagneront ces deux projets apporteront au Parlement, toute la clarté que le Gouvernement veut apporter sur cet important secteur des activités d'après-guerre.

OFFICE DES SÉQUESTRES.

Au sujet de l'Office des Séquestres, nous avons demandé au Ministre des Finances d'admettre pour cet organisme la procédure du rattachement au budget pour Ordre qu'il vient de faire appliquer à l'O.M.A.

Il nous a été répondu :

La procédure du rattachement au budget pour l'Ordre de la comptabilité de l'Office des Séquestres, fait l'objet de l'article 26 du projet d'arrêté-loi organisant la liquidation des biens, droits et intérêts ennemis, qui vient d'être soumis par mes services à M. le Ministre des Finances.

Cet article est libellé comme suit :

« Toutes les opérations de l'Office des Séquestres sont rattachées au chapitre II du titre I^{er} du budget des Recettes et Dépenses pour ordre. »

* * *

En outre, nous avons posé les questions ci-après :

a) Je vous prie de vouloir bien me faire fournir, au sujet des activités de l'Office des Séquestres au cours de l'année 1946, les mêmes renseignements que ceux que j'ai reproduits aux pages 82 et 89 de mon rapport sur les budgets des Finances de 1945 et 1946.

b) Je vous prie de me faire donner les renseignements ci-après relatifs à l'Office des Séquestres :

1^o L'article 15 de l'arrêté-loi organique prévoit l'établissement d'un règlement d'ordre intérieur comportant notamment l'organisation financière et administrative. Ce règlement existe-t-il actuellement et pourrais-je en obtenir une copie?

2^o Application de l'arrêté-loi du 23 août 1944 (Séquestre de biens ennemis). Application de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945).

Je désire recevoir les mêmes renseignements que ceux qui m'ont été fournis pour le rapport sur le budget des Finances pour les exercices 1945 et 1946 (pp. 86, 87, 88 et 89) et ce, à la date la plus récente possible.

3^o Par catégorie d'activités, produit des recettes brutes et des recettes nettes effectuées par l'Office à la date du 31 décembre 1946.

4^o Je désire : a) recevoir quelques renseignements quant à l'état d'avancement des travaux de l'Office des Séquestres; b) connaître le montant des honoraires et des frais divers payés aux mandataires de l'Office depuis sa création?

5^o L'Office peut-il actuellement fournir pour l'année 1946 un tableau de ses frais de fonctionnement analogue à celui publié à la page 107 de son rapport relatif à l'année 1945?

* * *

Jusqu'à présent, ces questions sont restées sans réponse.

CONCLUSIONS.

Le point essentiel à retenir de ces renseignements, c'est que toutes les opérations de ces deux organismes parastataux vont être rattachées au budget pour l'Ordre, ainsi que le Sénat en a exprimé le désir. De ce fait, ces deux établissements seront soumis au contrôle de la Cour des Comptes et du Parlement.

D'autre part, les Chambres seront saisies à bref délai de projets destinés à régulariser budgétairement tout le passé.

Dans ces conditions, nous avons cru ne pas devoir donner de plus amples développements à cette question dans le présent rapport, attendu que le Sénat aura l'occasion de statuer en connaissance de cause, lors de l'examen de ces projets.

CHAPITRE V.

LES AVANCES DU TRÉSOR.

La discussion du budget des Finances appelle forcément l'examen d'une importante question de finances publiques : les avances faites par le Trésor public pour des dépenses hors budget. En effet, c'est le Ministre des Finances qui a la responsabilité de la Trésorerie; c'est lui qui accorde — ou refuse — l'autorisation nécessaire pour les sorties de fonds (art. 17 de la loi du 15 mai 1846). C'est donc à l'occasion de la discussion de son budget qu'il y a lieu d'examiner cet aspect de la politique financière.

On sait de quoi il s'agit : quand un Ministre a l'intention de réaliser une certaine dépense pour laquelle aucun crédit n'est prévu ou pour laquelle le crédit compétent est déjà épuisé, il s'adresse à son collègue, le Ministre des Finances, et lui demande un mandat du Trésor pour couvrir la dépense projetée (ou même déjà exécutée), ce à charge de régularisation ultérieure à la faveur d'un crédit à solliciter. Il peut aussi s'adresser au Conseil des Ministres et demander l'intervention d'une délibération du Conseil pour l'octroi d'un crédit; cette délibération lui permettra d'obtenir un mandat d'avance du Trésor.

C'est une violation manifeste de l'article 116 de la Constitution qui exige qu'aucun article des dépenses du budget ne soit dépassé; c'est une violation non moins flagrante de l'article 17 de la loi du 15 mai 1846 qui prescrit que « le Ministre des Finances n'autorise le paiement d'une ordonnance que lorsqu'elle porte sur un crédit *ouvert par la loi* »; c'est une méconnaissance certaine des prérogatives du Parlement, qui, seul, possède le droit de voter des crédits budgétaires.

En fait, la tolérance de cette pratique revient à l'octroi au Gouvernement d'un pouvoir absolu, dictatorial, en matière financière.

Voyons les résultats pratiques de ces errements :

En réalité, le Parlement pourrait se passer de voter encore un budget puisqu'il est entendu que le Gouvernement ne doit pas l'observer et peut dépasser les limites assignées aux crédits.

On pourrait, comme sous le règne de Napoléon I^{er}, se borner à mettre en bloc un nombre déterminé de milliards à la disposition du Gouvernement pour les besoins de l'Administration.

Par ailleurs, les avances du Trésor compromettent l'équilibre du budget en rendant inéluctable l'octroi de crédits supplémentaires. Du même fait, ces avances compromettent la solidité de la monnaie et font peser sur le pays la menace de la dévaluation du franc.

Le danger est réel; il a été signalé à maintes reprises. En 1921, le Ministre des Finances, M. Theunis, effrayé de la multiplication des demandes du Trésor, a fait voter la loi sur la comptabilité des dépenses engagées dont le but était précisément de surveiller la consommation des crédits et d'en éviter le dépassement.

Or, c'est précisément dans l'article 5 de cette loi que les Gouvernements successifs ont, depuis vingt-cinq ans, voulu trouver la justification des délibérations du Conseil des Ministres destinées à octroyer des facultés de paiement

hors budget. Cet article, après avoir édicté le principe du visa, par le comptable des dépenses engagées, des contrats et marchés avant leur exécution, ajoute :

« Le comptable ne peut pas refuser son visa si celui-ci est imposé par une délibération du Conseil des Ministres. »

Cette disposition n'avait d'autre but que d'éviter qu'un fonctionnaire trop pointilleux pût entraver l'action d'un ministre en s'opposant à l'exécution d'un marché en raison, par exemple, d'une contestation sur l'une ou l'autre question accessoire. Les auteurs de la loi avaient cependant bien en vue une contestation à propos d'un crédit du budget, crédit régulièrement voté par le Parlement. Cela ne peut faire aucun doute pour celui qui veut se donner la peine de lire les travaux préparatoires de la loi du 20 juillet 1921 (1). Ne serait-il d'ailleurs pas absurde de supposer que, dans une loi destinée à enrayer les dépassements de crédit, le Gouvernement aurait pu trouver, avec l'accord du Parlement, le moyen de donner à ces dépassements les apparences de la légalité ?

Et néanmoins, depuis 1921, c'est à la délibération basée sur le dit article 5 que les Gouvernements ont eu recours pour autoriser de très nombreuses dépenses de tout genre, en dehors des crédits budgétaires et sous réserve de régularisation ultérieure par des crédits supplémentaires, lesquels sont véritablement imposés au Parlement puisque la dépense est réalisée et même payée. Il se fait ainsi qu'à la faveur de l'interprétation manifestement erronée d'une disposition légale, le Gouvernement s'octroie des crédits hors budget, alors que, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, la Constitution défend les dépassements de crédit.

La multiplicité des cas (en 1946, le nombre est de 1,799 pour une avance de près de 30 milliards, voir Service de la Trésorerie, p. 48) a provoqué de nombreuses observations de la Cour des Comptes; elles sont toujours restées sans suite.

L'abus est cependant devenu manifeste. Le tableau des avances du Trésor restant à régulariser est impressionnant; il s'élève à de nombreux milliards de francs et certaines de ces avances sont déjà fort anciennes.

Veut-il dire que toute avance du Trésor doit être écartée impitoyablement ? Comment régler alors le problème de la dépense non prévue au budget et qui, cependant, s'impose en raison de son urgence ? Il se fait, en effet, que malgré les prévisions les plus minutieuses, certaines dépenses se révèlent seulement dans le courant d'une année alors qu'aucun crédit n'est prévu pour en supporter la charge; il y aura toujours des dépenses accidentelles, inévitables et cependant urgentes.

Comment les couvrir ?

La loi de comptabilité des Pays-Bas prévoit que, pour chaque département, le budget comportera une allocation pour dépenses imprévues; en outre, un crédit pour dépenses imprévues sera mis à la disposition du Ministre des Finances

(1) *Chambre des Représentants* :

Document n° 132, exercice 1921.

Rapport de M. Hallet, document n° 266, exercice 1921.

Annales parlementaires, 21 et 22 juin 1921.

Document n° 395, exercice 1921.

Sénat :

Document n° 178, exercice 1921 — Rapport de M. le baron de Mévius.

Annales parlementaires, 13 juillet 1921.

à l'effet de payer des créances ne ressortissant à aucune administration générale bien déterminée. Mais ces crédits sont, en fait, d'un montant insignifiant en regard du budget général; le premier se chiffrait avant la guerre en moyenne à 1/2 pour mille et le second à moins de 1/2 pour dix mille.

En Belgique, nous connaissons dans chaque budget de ministère un article « dépenses imprévues »; le montant en est si minime que nous ne pouvons pas y trouver la solution du problème des dépenses nées accidentellement en cours d'année.

Au surplus, si le crédit pour « dépenses imprévues » est d'un montant insignifiant, il ne sert pratiquement à rien au regard des milliards d'avances du Trésor et de crédits supplémentaires que nous connaissons actuellement. Par contre, si l'intention devait être de mettre ces allocations en concordance avec les besoins — réels ou supposés — d'octroyer au Gouvernement d'importants crédits dont il disposerait à volonté, cette conception ferait surgir immédiatement de graves objections d'ordre constitutionnel. Le principe de la spécialité, qui est un précepte constitutionnel, s'oppose, en effet, à l'octroi de crédits sans désignation d'objet et dont le Gouvernement aurait la libre disposition.

En conclusion : il semble que le recours aux avances du Trésor, condamnable en principe, est surtout question de mesure et de contrôle. Si ce recours se borne à l'utilisation des ressources du Trésor pour une dépense réellement imprévue, purement accidentelle et plutôt rare; si ce recours est, en outre, modéré, nous ne devons y faire aucune opposition. Le Ministre devra se laisser guider par l'adage « Le salut du Pays doit être la loi suprême ».

Toutefois, nous préconisons que le Gouvernement se conforme à un engagement pris avant la guerre de 1940-1945, à savoir ne recourir aux avances du Trésor que dans les cas de nécessité inéluctable et de publier immédiatement au *Moniteur* les délibérations du Conseil des Ministres, qui, dans des circonstances exceptionnelles, devraient être prises pour autoriser des avances du Trésor (Exposé général du budget 1939, p. 80). Nous demandons, en outre, que le Ministre des Finances transmette à la fin de chaque mois, aux Commissions des Finances des deux Chambres, la situation du Trésor public ainsi que le tableau des avances du Trésor restant à régulariser.

Mesures prises par M. le Ministre des Finances.

C'est avec satisfaction que la Commission constate que M. le Ministre des Finances s'est rallié à son opinion en prenant les mesures de restriction qu'il vient de communiquer à ses collègues par la circulaire, datée du 18 février 1947 dont texte ci-après, concernant la procédure des paiements au moyen d'avances de Trésorerie :

« Au cours des années difficiles que nous venons de vivre, les circonstances ont fréquemment imposé, et pour des montants souvent considérables, le paiement de certaines dépenses avant le vote, par le Parlement, du crédit budgétaire correspondant.

» Il importe toutefois de prendre les mesures nécessaires pour éviter qu'à la faveur du régime moins strict qu'il a ainsi fallu admettre depuis la Libération, les services ne contractent des habitudes de facilité absolument incompatibles avec les principes fondamentaux de notre comptabilité publique.

» Au fur et à mesure que nous nous éloignons de la guerre, le paiement par avances de Trésorerie, en tout temps irrégulier, doit disparaître. Il ne pourrait

plus être accepté que dans des cas tout à fait exceptionnels et urgents, et lorsque la dépense n'a pu être prévue au moment de l'élaboration du budget. Dans ces cas extrêmement rares, il importera que la dérogation aux règles soit justifiée d'une façon claire et précise.

» J'ai l'honneur de vous faire savoir que, pour sa part, mon Département devra se refuser désormais à donner suite à toute demande d'avance qui ne réunirait pas les conditions ci-après :

A. *S'il est fait application du dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 20 juillet 1921 sur la comptabilité des dépenses engagées :*

« La délibération du Conseil des Ministres, qui doit être annexée à la demande, contiendra :

» a) la motivation de fond, c'est-à-dire les raisons de politique générale qui justifient la dépense;

» b) les raisons de l'épuisement éventuel du crédit budgétaire sur lequel la dépense aurait dû normalement pouvoir être imputée, et les raisons pour lesquelles un crédit supplémentaire n'a pas été sollicité en temps utile;

» c) la justification de l'urgence de la dépense.

B. *S'il s'agit de dépenses pour lesquelles un crédit est sollicité du Parlement, mais n'est pas encore voté.*

« La demande d'avance précisera de façon absolument nette s'il s'agit ou non d'une dépense résultant de l'application de mesures déjà envisagées avant le vote du budget et, dans l'affirmative, les raisons pour lesquelles le crédit n'a pas été sollicité dans le corps du budget lui-même. Elle justifiera aussi, avec un maximum de précision, l'urgence et la nécessité de la dépense.

* * *

» En dehors des avances appuyées sur une délibération du Conseil des Ministres ou sur une demande de crédit déposée sur le Bureau des Chambres, le Ministère des Finances devra se refuser, sauf circonstances évidentes de force majeure, à l'octroi de toute avance de Trésorerie.

» J'ajoute que la Cour des Comptes se propose d'adresser chaque mois au Parlement un relevé de toutes les avances consenties par la Trésorerie, qui n'auront pas fait préalablement l'objet d'une délibération du Conseil des Ministres ou d'un projet de crédit déposé sur le Bureau des Chambres.

» Comme, par ailleurs, la Cour communique immédiatement aux Chambres les délibérations qui sont prises par application de l'article 5 de la loi précitée du 20 juillet 1921, il ne vous échappera pas que le Parlement aura ainsi son attention attirée sur toutes les dérogations aux lois budgétaires.

* * *

« Je crois, d'autre part, nécessaire de vous rappeler ce qui suit :

a) *Ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une avance de Trésorerie, ni les subsides, ni les avances de fonds aux comptables.*

» Pour les premiers, il s'agit, en effet, de dépenses subordonnées à l'intervention annuelle et préalable du Parlement, qui doit donner son approbation au crédit nécessaire.

» Pour les secondes, elles doivent servir à régler des sommes dues à des créanciers de l'Etat et il est possible, en l'absence d'un crédit, de soumettre à la Cour des Comptes les titres individuels de créance des intéressés, dont ce Haut Collège accepte de vérifier la régularité conformément à sa lettre du 7 janvier 1921. (Copie de cette lettre de la Cour vous a été remise par ma circulaire du 28 du même mois.)

» b) *Ne peuvent être payées par avances de Trésorerie, les sommes inférieures à 1,000 francs.*

» Pour des montants aussi peu importants, il n'y a pas, en effet, une urgence telle qu'elle justifie le paiement avant l'octroi du crédit nécessaire.

» c) *Il n'y a pas lieu de recourir aux avances de Trésorerie qu'à partir du moment où le crédit budgétaire compétent est entièrement épuisé par des imputations définitives.*

» En d'autres termes, il est inadmissible d'avoir recours, par anticipation en quelque sorte, à la procédure de l'avance du Trésor. Même si le solde disponible d'un crédit budgétaire est engagé (c'est-à-dire réservé à des dépenses déterminées) et qu'une dépense nouvelle vienne à être autorisée par délibération du Conseil des Ministres, on liquidera donc cette dernière dépense par la voie régulière d'une ordonnance soumise au visa préalable de la Cour des Comptes et imputée sur le solde disponible du crédit en cause.

» Il peut, en effet, parfaitement arriver — et le Département intéressé ne doit rien négliger pour qu'il en soit ainsi — que le solde du crédit suffise, en fin de compte, à régler à la fois les dépenses originellement prévues et la dépense nouvelle autorisée par la délibération du Conseil.

« Je dois enfin exprimer le regret qu'un trop grand nombre d'avances de Trésorerie antérieurement consenties tardent à être régularisées. Il semble que, dès l'instant où leurs créanciers ont été payés, la plupart des administrations aient tendance à considérer que la régularisation des dépenses n'est pas une affaire urgente, et qu'elles n'apportent pas à cette régularisation toute la diligence nécessaire.

» Or, si le paiement par avances de Trésorerie a pu nous être imposé par les circonstances difficiles que nous venons de traverser, il ne dispense pas de justifier les dépenses à la Cour des Comptes, aussitôt que la chose devient possible.

» Les retards apportés à la régularisation budgétaire mettent obstacle à la reddition des comptes des budgets, alors qu'à maintes reprises (notamment lors de l'examen du projet de budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1946), le Parlement a insisté pour que ces comptes soient rendus au plus tôt.

» Je vous saurai donc gré de donner pour instructions formelles à vos services de régulariser *sans délai* toutes les dépenses payées sur avances de Trésorerie et pour lesquelles un crédit budgétaire est actuellement disponible.

» D'autre part, je vous prie de me faire parvenir, *de toute urgence*, le relevé des avances consenties à votre Département et qui ne peuvent être régularisées actuellement, à défaut de crédit. Vous voudrez bien indiquer, en regard de chacune de ces avances, la date à laquelle votre Département a sollicité le crédit nouveau, le crédit supplémentaire ou le transfert de crédit qui doit recevoir l'imputation de la dépense. »

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE VI.

ORGANISATION, ATTRIBUTIONS ET ACTIVITÉS DES ADMINISTRATIONS COMPOSANT LE DÉPARTEMENT DES FINANCES.

Le projet de budget qui nous est soumis n'est évidemment que l'acte par lequel sont prévues, pour l'exercice 1947, les dépenses à réaliser par le Ministère des Finances pour les besoins de son Département.

Théoriquement, nous ne devons y trouver qu'un ensemble de crédits, dans l'agencement desquels il est tenu compte des grands principes du droit budgétaire et qui indiquent sincèrement et clairement le coût présumé des diverses activités du Ministère.

Aucune disposition légale ou réglementaire n'oblige le Ministre à fournir davantage. On peut discuter quant à la forme extérieure, à la présentation du document; nous avons présenté nos remarques à ce sujet dans notre rapport sur les budgets de 1945 et de 1946. Nous y revenons dans une autre partie de ce rapport-ci.

Il est cependant un autre point de vue qui n'a pas été signalé jusqu'à présent : il conviendrait, à notre sens, que soit présenté à l'occasion de la discussion du budget, un exposé sommaire des activités diverses des services au cours de l'année écoulée, en quelque sorte un rapport moral. Ce document-annexe du budget serait de nature à lever certaines préventions en éclairant davantage le Parlement et le contribuable.

L'ignorance générale au sujet de l'activité des Administrations fait colporter bien des fantaisies au sujet de la destination des crédits que le Parlement est appelé à voter. D'aucuns insinuent, d'autres proclament publiquement que les sommes mises à la disposition du Département sont dépensées en faveur d'un contingent trop élevé de personnel qui n'a pas toujours le souci de ses devoirs professionnels, ou pour du matériel et des fournitures qui ne sont pas indispensables; en subventions et subsides qui frisent la mégalomanie, le népotisme, la gabegie.

Dans les pages qui suivent, votre rapporteur, afin que les membres du Sénat puissent se rendre compte et se convaincre que, dans l'état actuel de l'organisation des administrations, les crédits postulés ne sont pas exagérés, a voulu enregistrer les attributions nombreuses et l'activité sans cesse croissante des divers services du Ministère des Finances, ainsi que certains commentaires, critiques et suggestions en ce qui concerne l'organisation des services.

Dans ces pages, ils pourront en même temps puiser maints renseignements et statistiques qui, en règle générale, sont ignorés, faute de publicité.

Composition du Département des Finances.

Le Ministère des Finances est composé, outre le Cabinet du Ministre, du Secrétariat Général, de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique, des trois Administrations fiscales : Contributions directes, Douanes et Accises, Enregistrement et Domaines, et d'une Administration technique : le Cadastre.

CHAPITRE VII.

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.

Dans notre rapport sur les budgets des exercices 1945 et 1946, nous avons donné sommairement les attributions du Secrétariat Général (p. 37). Nous faisons suivre ci-après quelques renseignements complémentaires :

Le rôle du Secrétaire Général.

Le Secrétaire Général assure la coordination des travaux de tous les services du Département. Les affaires présentées par les Administrations sont soumises par ses soins au Ministre, accompagnées de ses avis et considérations. De même, les instructions du Ministre et les dossiers sont transmis aux services à l'intervention du Secrétaire Général, qui donne à cette occasion les informations nécessaires.

Par ses contacts journaliers avec le chef du Département, le Secrétaire Général tient celui-ci au courant de toutes les questions importantes qui peuvent intéresser le bon fonctionnement des diverses Administrations du Ministère des Finances; il consulte le Ministre sur les problèmes dont la solution peut influencer la politique financière, monétaire ou fiscale du Gouvernement.

Indépendamment de ces attributions et de la collaboration constante qu'il apporte au Ministre dans la gestion journalière du département, le Secrétaire Général préside le Conseil de Direction, la Commission du Budget créée en vertu de l'arrêté du Régent du 20 août 1946 (*Moniteur* du 5 septembre 1946) organique du contrôle administratif et budgétaire, ainsi que la Section fiscale du Conseil Supérieur des Finances.

Les instructions émanant d'autres départements ministériels sont transmises aux Administrations par le Secrétariat Général, qui y joint des directives et commentaires en rapport avec les besoins particuliers du Département.

Les instructions que les administrations adressent à leurs services d'exécution et qui soulèvent des questions de principe ou d'interprétation des textes légaux sont soumises à l'approbation du Ministre par le Secrétaire Général.

Service d'Etudes.

Le Service d'Etudes du Département fait régulièrement rapport au sujet de l'évolution de la situation budgétaire, fiscale, monétaire des pays les plus importants. Une documentation tenue régulièrement à jour permet de suivre la situation financière et économique de la Belgique. Outre ces études permanentes, des rapports sont rédigés concernant des questions financières diverses.

Service juridique.

Le Service juridique donne des consultations sur les affaires contentieuses ou les questions d'interprétation des lois, arrêtés et règlements qui lui sont soumises par le Cabinet du Ministre et les différents services du Département. Il coopère à la préparation et à la rédaction de projets de loi, d'arrêtés ou de règlements et participe à des comités ministériels ou interministériels où sont étudiés des problèmes de droit.

Service de l'Economat.

Ce service assure l'organisation, l'aménagement et l'entretien de l'hôtel ministériel et des bureaux; l'achat, les réparations et l'entretien du mobilier et des machines de bureau; la surveillance des installations téléphoniques et des sonneries, du chauffage et de l'éclairage des bureaux. Il a la direction et la surveillance de l'atelier de menuiserie du Département; contrôle les achats des fournitures de bureau; vérifie et liquide les factures.

Le *Service du matériel imprimé* assure toutes les opérations relatives à l'achat, la réception, l'emmagasinage des papiers, registres et imprimés nécessaires aux administrations des Finances et le *Service des automobiles* dirige l'organisation des transports; contrôle l'utilisation des voitures et assure toutes les opérations y relatives.

Service de l'organisation.

Le Service d'organisation est chargé de promouvoir les meilleurs procédés pour régler les activités d'ordre général, communes à tous les services, tels que réception, distribution et expédition du courrier; indication et classement des dossiers; fonctionnement des services de dactylographie centralisés et des services d'ordre.

D'autre part, il recherche, de commun accord avec les administrations intéressées, les mesures propres à améliorer le rendement et les méthodes de travail du personnel. Son activité se manifeste dans tous les domaines intéressant le travail administratif, sans toutefois s'immiscer dans le domaine de la technique financière.

Le Service d'organisation est chargé de la question des bâtiments pour les services extérieurs du département. Le Directeur de ce service a été désigné comme secrétaire de la Commission des Bâtiments du Ministère des Finances, entrée en activité le 1^{er} janvier 1946. A ce titre, il se charge d'examiner toutes les propositions d'achat, de construction et de transformation de bâtiments pour les diverses administrations fiscales.

Service de la Comptabilité.

Ce service assure la centralisation des écritures relatives à la liquidation des dépenses du Ministère des Finances.

Il a la surveillance permanente de l'exécution des budgets du département; Comptabilité budgétaire :

- 1^o tenue du journal (environ 10,000 dossiers d'ordonnance à inscrire);
- 2^o tenue des registres d'imputation;
- 3^o situations périodiques du budget pour la Cour des Comptes et la Trésorerie;
- 4^o échéancier de l'Etat (prévisions de dépenses pour la Trésorerie);
- 5^o statistiques financières diverses;

Est en rapport avec le comptable des Dépenses engagées, l'Inspection des Finances et la Cour des Comptes; examine les questions concernant le contrôle et l'exécution du budget;

Délibérations du Conseil des Ministres relatives aux dépassements des crédits gérés par le service;

Mandats d'avance de Trésorerie;

Examine les requêtes introduites par des ayants droit d'allocations compensatoires, y compris le travail administratif concernant l'octroi de ces allocations;

Elabore les propositions budgétaires pour le Ministère des Finances;

Etat annuel des dépenses fourni au Conseil administratif de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Liquidation et ordonnancement :

A. — Dépenses de personnel :

1^o Examen et vérification des arrêtés, contrats d'engagement au point de vue de leur régularité, formalités en vue de l'application des lois sociales;

• 2^o Liquidation et ordonnancement des traitements et indemnités des agents : de l'Administration centrale et services y rattachés.

3^o Liquidations diverses :

a) liste civile;

b) dotation Reine Elisabeth;

c) honoraires des avocats et avoués du département;

d) honoraires des avocats chargés de la défense des intérêts de l'Etat dans les affaires spéciales (expropriations, affaires contre inciviques, etc.);

e) secours.

4^o Vérification, examen, liquidation et ordonnancement des dépenses relatives aux indemnités diverses.

B. — Dépenses de matériel :

Vérification, liquidation et ordonnancement des dépenses de matériel de l'Administration centrale et des services y rattachés.

Le service examine environ 12,000 titres de créances par exercice, ce qui nécessite la confection de 4,000 à 4,500 dossiers de paiement pour le même laps de temps.

Réception des exploits d'huissier notifiés au département, transmission aux administrations intéressées, correspondances, recherches, etc. (environ 300 exploits par an).

Paiement sur avances de fonds des menues dépenses de l'Administration centrale et services y rattachés, justifications à produire à la Cour des Comptes.

Jusqu'au 31 décembre 1946, le service a assuré la liquidation des dépenses de personnel et de matériel des services ci-après :

Ministère des Importations;
Ministère du Rééquipement national;
Services du Premier Ministre;
Services transférés au Ministère du Budget;
Services transférés au Ministère de la Reconstruction.

Paiement des :

Traitements et indemnités des agents de l'Administration centrale et services y rattachés;

Rémunérations des commissaires et délégués de l'Etat près les institutions contrôlées;

Et, d'une manière générale, effectue toutes les opérations inhérentes à la liquidation des rémunérations au point de vue de la sécurité sociale et des obligations en matière de législation des impôts à prélever à la source.

Ces paiements comportent des maniements de fonds s'élevant à environ 70,000,000 de francs par an.

Service des Affaires générales.

Le Service des Affaires générales présente au Secrétaire général toutes les affaires soumises au Ministre ou au Secrétaire Général par les Administrations centrales.

Ce Service forme et centralise toute la jurisprudence administrative du Département. Jouant, au sein du Ministère des Finances, le même rôle que celui qui est dévolu au Service d'Administration générale du Ministère du Budget vis-à-vis des départements ministériels, toutes les affaires de principe et d'ordre général y sont traitées. Dans ce cadre, il assure la transmission des instructions générales émanant d'autres départements ministériels en les accompagnant des directives et commentaires en rapport avec les besoins particuliers du Ministère des Finances.

En fait, il constitue, en ce qui concerne les affaires administratives, l'échelon supérieur auquel aboutissent tous les fils centralisateurs, tant des services extérieurs que des services centraux.

Il assure, en outre, le Secrétariat du Conseil de direction, du Collège des chefs de service et de la Commission consultative syndicale qui fonctionne à titre officieux en attendant que le Comité départemental du personnel puisse être réinstallé, ainsi que le greffe de la Chambre de recours départementale.

Enfin, le Service des Affaires générales devant traiter toutes les questions qui ne sont pas de la compétence des autres services, est chargé de toute une série d'affaires d'ordre temporaire ou occasionnel.

Nombre d'affaires.

Pour se former une idée de l'importance des services du Secrétariat, nous signalons qu'au cours du dernier trimestre de l'année 1946, 2,459 affaires ont été soumises par les Administrations centrales au Secrétariat Général; ce nombre ne comprend pas les affaires soumises au Secrétaire Général par les services propres du Secrétariat Général.

CHAPITRE VIII.

**ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE
ET DE LA DETTE PUBLIQUE.**

L'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique se compose de onze directions, comprenant ensemble un personnel de 682 fonctionnaires et agents soit: 209 fonctionnaires et agents définitifs et 473 agents temporaires.

Nous donnons ci-après, dans un exposé forcément restreint, les attributions diverses et l'activité des nombreux services pendant l'année 1946.

Les données et les statistiques pourront éclairer les membres du Sénat quant à l'importance de cette partie du Ministère des Finances.

Ils pourront, en outre, se rendre compte de l'activité des services créés en raison des mesures monétaires prises par le Gouvernement en 1944 ou des événements de la guerre.

Service de l'Organisation.

Ce service veille à ce que les diverses directions ressortissant à l'Administration de la Trésorerie fonctionnent de la façon la meilleure, tant en ce qui concerne leurs conditions générales de travail, que les méthodes particulières suivant lesquelles chacune d'elles remplit sa mission.

Il tient la main à ce que la coordination voulue soit constamment maintenue entre les activités des bureaux, assume la charge de prévoir les besoins de toute nature qui peuvent surgir dans les différents secteurs qui déterminent son champ d'action, contrôle la tenue du personnel, son assiduité, son rendement.

Il se tient au courant des progrès réalisés en matière de technique administrative et examine l'opportunité de leur application éventuelle dans le domaine qui lui est imparti.

Service de la Documentation.

Ce service a pour mission de rechercher tous textes susceptibles d'intéresser un service quelconque de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique, et d'en porter référence à un répertoire idéologique tenu sur fiches.

A l'aide d'extraits, prélevés sur les publications dont il dispose, il constitue, sur les questions les plus importantes, des dossiers complets de la réglementation à laquelle elles sont soumises.

Il assure le service des questions parlementaires et s'efforce, en principe, de répondre à toute demande de renseignements dont la matière se situe même en dehors de ses collections et assume toutes études intéressant les finances publiques.

Services de la Trésorerie.

L'activité de ces services se prête malaisément à une analyse statistique; nous donnons les tâches essentielles dont ils sont chargés :

Situation journalière du compte-courant du Trésor à la Banque Nationale;
Analyse et commentaire de la situation hebdomadaire des divers comptes ouverts au Trésor auprès de la Banque;

Situation annuelle du Trésor (la confection de cette situation est suspendue depuis la guerre);

Etude et présentation des propositions budgétaires de la Trésorerie;

Toutes affaires générales intéressant le Trésor public;

Relations du Trésor avec :

a) la Banque Nationale de Belgique, l'Institut belgo-luxembourgeois du Change, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, etc.;

b) la Banque Internationale de Reconstruction, le Fonds Monétaire International, l'U.N.R.R.A., etc.

Avances du Trésor :

Nombre des avances consenties en 1946	1,799
Montant des avances consenties en 1946 fr.	25,900,208,118 41
Montant des remboursements enregistrés en 1946 (sur avances de 1946 et des années antérieures)	27,945,966,984 31

Paiements à l'étranger :

Nombre de paiements effectués en 1946.	2,972
Montant fr.	1,235,695,725 95

Accords internationaux.

Etudes et négociations d'accords de paiement et ou de déblocage avec les pays suivants :

Argentine, Autriche, Brésil, Chili, Canada, Egypte, France, Finlande, Italie, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Pologne, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Uruguay, Yougoslavie.

Opérations en fonds publics ou autres valeurs pour compte :

- a) de la Caisse des Dépôts et Consignations;
- b) de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
- c) des communes et établissements publics;
- d) de diverses fondations et institutions gérées par l'Etat;
- e) de l'Administration de l'Enregistrement (réalisation de valeurs échues à l'Etat).

Gestion de Fonds de tiers :

- a) Fonds Monétaire;
- b) Fonds de dotation pour les Pensions de guerre, majorations de rente de vieillesse et les allocations d'orphelins;
- c) Dotation des Combattants.

Epargne publique (sauf compétence du Service du Crédit Public) :

- a) Affaires concernant la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
- b) Application de l'arrêté royal, n° 42, sur les Caisses d'épargne privées et les entreprises acceptant des dépôts d'argent.

Finances provinciales et communales :

- a) Relations du Trésor avec le Crédit Communal de Belgique;
- b) Examen des projets d'emprunts des provinces et communes;
- c) Interventions financières diverses du Trésor en faveur des provinces et communes.

Monnaies :

Questions diverses concernant les monnaies métalliques et les billets circulant pour compte du Trésor.

Interventions et participations financières diverses de l'Etat — Représentation dans les Conseils d'administration — Contrôle financier des organismes où s'effectuent les opérations — Relations avec ces organismes, dont les principaux sont énumérés ci-après, et avec les départements techniques dont ils dépendent :

Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché et ses 290 sociétés agréées;

Société Nationale des Chemins de fer vicinaux;

Société Nationale des Distributions d'Eau;

Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne et ses 50 sociétés agréées;

Société Nationale des Chemins de fer Belges;

Office de la Jonction Nord-Midi;

A.S.B.L. « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles »;

Ligue des Familles Nombreuses de Belgique — Fonds des Etudes et Fonds du Logement;

Compagnie Intercommunale Bruxelloise des Eaux;

Société anonyme du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles;

Société anonyme des Tramways unifiés de Liège et Extensions;

Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne SABENA.

Comptabilité générale et Service des paiements.

Ce Service se compose de trois directions, à savoir :

La Direction de la comptabilité générale, chargée de la centralisation des écritures comptables, du contrôle des versements effectués dans la caisse de l'Etat et au compte du Trésor à l'Office des Chèques et Virements postaux; de la comptabilité des virements d'écritures; du contrôle des recettes et des dépenses effectuées par les comptables du Trésor, autres que ceux relevant des trois administrations fiscales; de la comptabilité centrale de l'Administration des Contributions directes; de l'Administration des Douanes et Accises et de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines; de la liquidation des dépenses variables des mêmes administrations fiscales.

La Direction de l'ordonnancement, chargée de l'ordonnancement des dépenses; des paiements assignés sur le Caissier de l'Etat; de l'émission des mandats subsides au profit des comptables du Trésor; de la tenue des registres d'imputation des dépenses.

La Direction des paiements, chargée du service comptable centralisateur, de l'exécution des paiements par l'Office des Chèques et Virements postaux, de la comptabilité des paiements effectués par l'Office précité; du service du comptable du Contentieux et de celui du comptable des Fonds en souffrance.

Dettes publiques.

Activité en 1945 :

Elaboration du budget de la Dette publique;

Etablissement des situations de la Dette;

Renseignements généraux à divers organismes tant belges qu'étrangers;

Emission des emprunts de l'Assainissement monétaire, crédits de 100,000,000 dollars et de 100,000,000 dollars Canadiens;

Arrêtés-lois et avis relatifs au remboursement anticipatif des emprunts 5 1/2 % 1934 et 5 % Conversion 1934;

Emprunts à lots de la Fédération des Dommages de Guerre, dette 3 1/2 % de 1937 : tirages mensuels, publications des listes de tirage, visa des titres sortis avec lots, comptabilité des coupons et titres remboursés et justification à la Cour des Comptes; correspondance avec les particuliers;

Vérification des débits portés en compte au Fonds d'amortissement pour le remboursement des titres amortis et de l'établissement d'un relevé mensuel, par dette et échéance, des titres remboursés;

Correspondance avec les banquiers pour la reprise normale du Service financier des emprunts en livres sterling, dollars et couronnes suédoises;

Encaissement en Belgique des coupons des emprunts en livres sterling, dollars et Emprunt extérieur 3 1/2 % 1937;

Renseignements aux particuliers;

Contrôle des titres et coupons des emprunts extérieurs payés pendant la guerre jusqu'en 1945 et justification à la Cour des Comptes. Coupons : 4.5 millions. Titres remboursés : 70,000.

Mouvement des opérations traitées en 1946.

CATÉGORIES	EMISSIONS	REMBOURSEMENTS	OBSERVATIONS
Certif. non product. d'int.	116,458,678,685.34	107,880,933,822.84	3,000 doss. trait. 14,000 certif. émis
Certif. escomptés	48,133,016,900.—	53,004,047,332.54	
Certif. émis en couverture des 40 % bill.	13,293,946,328.39	—	200 doss. traités
Certif. venus à l'Emprunt de l'Assainissement monétaire ..	—	20,963,750,000.—	200 dossiers
	177,885,641,913.73	181,848,731,155.38	
	=====	=====	
Certif. 1 % à 5 ans	418,500.—	12,064,000.—	391 doss. traités 780 mand. émis
	=====	=====	
Certif. 3 1/2 % à 5 ans (arrêté 25-10-1941) :			
admis aux impôts	—	122,973,000.—	
venus à l'Empr. de l'As. Mon.	—	4,519,000.—	2,400 dossiers
rembours. anticipatifs	—	40,000.—	25,000 certif. admis aux impôts
Certif. 3 1/2 % à 5 ans (arrêté 30-3-1942) :			846 certif. venus à l'E.A.M.
admis aux impôts	—	83,863,000.—	
venus à l'E.A.M.	—	4,316,000.—	
	—	215,711,000.—	
	=====	=====	
Emprunt de l'Indépendance	—	1,183,900.—	300 doss. traités 490 certif.
	=====	=====	

Aménagement des bons du Tré-
sor émis sur le marché hollan-
dais et échus depuis le 29 mai
1940.....

\$ E.U. 1,690,447.21 Fl. P.B. 24,400,000
» 6,600,951.47 = \$ 13,117,440

Emprunt de l'Assainissement monétaire.

	MONTANTS	OBSERVATIONS
Recette de l'Emprunt au 31-12-1946, se décomposant comme suit :	63,526,981,935.42	
en certificats à court terme	20,963,750,000.—	200 doss. de réesc. 5,400 certificats
en certificats à moyen terme.....	238,048,000.—	15,384 certificats
en Dette consolidée.....	10,939,500.—	
B.N.B. 60 % comptes billets	39,161,297,653.24	
Le so'de a été versé en espèces, dont 2,981,895,480 francs par l'Office des Chèques postaux.		
c) <i>Virements d'Assainissement monétaire au profit des receveurs d'impôts spéciaux :</i>		
Capital :	± 6,300,000,000.—	156 comptes d'établiss. dépositaires 466 comptes recev. 65,000 documents

Opérations diverses.

Emprunts à lots 1932, 1933, 1938 et 1941 : tirages mensuels, listes de tirage, visa des titres sortis avec lots, obligations décennales 4 % 1^{re} et 2^e séries.

Sept catégories de Certificats à moyen terme munis de coupons;

Comptabilité des coupons payés : 8 millions.

Titres remboursés : 52,000 pour les six emprunts consolidés.

Visa des titres sortis avec lots : 5,560.

Justification de ces paiements à la Cour des Comptes.

Confection des titres en 1946.

Solde des titres provisoires Emprunt de la Libération :

 Dette 3 1/2 % 1943 : titres définitifs 375,000 titres;

 Certificats 3 1/2 % 1943 : titres définitifs, 415,000 titres;

 Bons de Caisse Société Nationale des Chemins de fer Belges, 239,000 titres;

 Divers emprunts garantis, 50,000 titres.

Comptabilité des matières (papier filigrané) et règlement des factures.

Service des dettes indirectes de l'Etat, des emprunts garantis et des emprunts de la Colonie (21 emprunts).

Comptabilité des coupons et titres amortis :

 Titres remboursés : 25,000;

 Coupons payés : 4,000,000.

Service des intérêts et de l'amortissement des dettes intérieures, amortissables par rachat et des actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer.

Tirages des actions de la Société Nationale des Chemins de fer belges.

Justification à la Cour des Comptes des coupons et des titres remboursés — Correspondances relatives à ces dettes.

Titres traités : ± 200,000.

Vérification des *liasses complètes* de 1,000 coupons : ce contrôle a porté sur 32 millions de coupons.

Titres retirés de la circulation par voie d'échange ou de remboursement massif soit anticipé, soit à l'échéance.

Vérification, classement, immatriculation et établissement de relevés numériques.

En 1946, les opérations ci-après ont été contrôlées :

Certificats Trésorerie 3 1/2 % 1941 (2^e série) : 154,000 titres;

Emprunt Vicinaux : renouvellement, 110,000 titres.

Le contrôle de l'échange des titres provisoires de l'Emprunt à lots de 1941 a été poursuivi en 1946 et est presque terminé : 1,328,000 titres.

Le Service de la Dette au Porteur

est chargé de l'application des mesures légales édictées en matière de dépossession de titres au porteur de la Dette publique (arrêté royal du 4 novembre 1921 et arrêtés subséquents notamment arrêté du Régent du 18 mai 1945, visant spécialement la dépossession imputable à des faits de guerre).

Son activité se subdivise en deux catégories d'opérations ayant toutefois entre elles de nombreux points de contact.

A. — Remplacement des obligations détériorées de la Dette publique belge (emprunts intérieurs et extérieurs). Constitution des dossiers et fiches; confection des procès-verbaux, correspondance avec les intéressés et la Banque Nationale; justification à la Cour des Comptes; visa des coupons détériorés.

B. — Réception, examen des déclarations en dépossession totale (perte, vol, destruction, etc.). Rapport avec l'Office National des Valeurs Mobilières en vue de la publication au *Bulletin des oppositions, des mainlevées, des radiations*. Correspondance avec les déclarants, les tiers-porteurs, les établissements financiers ou agents de change ayant effectué les saisies. Création et tenue des dossiers, des fiches, délivrance après les délais prévus de certificats nominatifs en représentation des titres non contredits. Réception des garanties en cas de dépossession par faits ordinaires. Paiement aux échéances des intérêts sur certificats nominatifs. Réduction ou annulation des certificats en cas de contradiction ultérieure. Répétition dans ce cas, des intérêts payés.

Décisions en vue de libération des certificats après certains délais. Justification à la Cour des Comptes des opérations comptables.

Examen et suite à donner aux questions litigieuses que posent les mesures légales d'un caractère particulier, relatives à la dépossession des titres au porteur de la Dette publique. Examen des cas imprévus nés des circonstances dues à la guerre (vol par les Allemands, négociation par ceux-ci des titres enlevés).

Application des dispositions contractuelles relatives à la dépossession d'obligations de certains emprunts extérieurs.

Il est à remarquer que pour traiter les dossiers d'opposition, il faut posséder la connaissance non seulement des dispositions légales ou contractuelles y relatives, mais également celles des multiples opérations passées et présentes de la Dette publique (émission, remboursement, échange, conversion, etc.).

Intervention dans la délivrance des certificats nominatifs créés en représentation d'actions privilégiées de la Société Nationale des Chemins de fer Belges, d'obligations de la Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux, de la Colonie, etc. et paiements des intérêts sur les dits certificats.

Service de la Dette inscrite.

La diminution du nombre d'inscriptions opposée à l'augmentation du capital, s'explique par un travail rationalisé : inscriptions réunies, inscriptions de minime importance rejetées, dépôts importants favorisés; la mécanisation de la besogne qui a permis de tripler à peu près le rendement.

La mécanisation a toutefois été ralentie par l'arrière-faix de la guerre; déménagements, locaux non appropriés, départ de la moitié du personnel stable, utilisation de personnel temporaire à raison de 50 % de l'effectif.

Nous donnons ci-après, le relevé des principales activités du Service de la Dette inscrite :

	NOMBRE	MONTANT
Inscriptions existant au 1-1-1946	40,255	14,174,258,688.20
Inscriptions existant au 1-1-1947	38,131	16,384,325,188.20
	— 2,124	+ 2,210,066,500.—
Inscriptions au nom de particuliers et de sociétés.....	15,096	13,304,580,000.—
Inscriptions au nom d'établissements publics	23,035	3,079,745,188.20
<i>Activité du service pendant l'année 1946 :</i>		
1. Inscriptions créées	1,761	4,399,167,390.—
2. Inscriptions annulées	3,885	2,189,100,890.—
3. Mandats émis en suite de reconstitution en titres au porteur	1,182	179,455,640.—
4. Confection de fiches pour l'impôt sur le capital.....	6,312	205,403,200.—
5. Confection de fiches envoyées aux :		
Gouverneurs de province (établissements publics) :		
inscriptions nouvelles	835	
inscriptions annulées	872	
Directeurs de l'enregistrement (autres crédientiers) :		
inscriptions nouvelles	1,112	
inscriptions annulées	1,506	
6. Nombre de dossiers traités	5,117	
7. Nombre de certificats de propriété examinés	232	

Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations se compose de six bureaux. Nous donnons ci-après succinctement leurs attributions et les différentes opérations effectuées en 1946.

Premier Bureau.

Première Section. — Consignations judiciaires.

Ce Service exerce sa juridiction sur 27 agences de la Caisse en province. Il en centralise la comptabilité et en vérifie les recettes et dépenses. De nombreuses opérations posent des problèmes juridiques délicats.

Chiffres ronds.

Nombre de comptes ouverts au 31 décembre 1946	11,500
Nombre des opérations de recette et dépense en 1946	9,000
Montant des recettes de 1946	54,000,000
Montant des dépenses de 1946	36,000,000
Montant des intérêts payés en 1946	1,750,000
Solde en caisse au 31 décembre 1946	230,800,000

Deuxième Section. — Comptes notariaux et dépôts volontaires.

Nombre de comptes ouverts au 31 décembre 1946	9,500
Nombre des opérations de recette en 1946	2,300
Nombre des opérations de paiement en 1946.	3,700
Montant des recettes de 1946	264,000,000
Montant des dépenses de 1946.	194,000,000
Montant des intérêts payés en 1946	3,175,000
Solde au 31 décembre 1946 en Caisse	300,000,000

Deuxième Bureau.

Dépossession involontaire de titres au porteur. — Surveillance de 4,000 dossiers relatifs à des sociétés dont la liquidation est en cours;

1,100 dossiers relatifs à des sociétés dont la liquidation est clôturée et dont le service financier est assuré par le deuxième Bureau (remboursement ou échange des titres).

Encaisse numéraire : 28,000,000 de francs.

Les dépôts en titres (parmi lesquels de nombreuses valeurs de nos sociétés les plus importantes) nécessitent un travail continu et minutieux : encaissement des coupons, augmentations de capital, échanges, etc...

Troisième Bureau.

Cautionnements de comptables et de contribuables, cautionnements relatifs au contrat d'emploi.

(Numéraire, fonds publics, actes souscrits par les associations agréées). Réception et restitutions, examen des pièces justificatives (sociétés, décès, etc.).

Réception et libération des actes de caution solidaire et collective; idem en cautionnement global (adjudicataires et concessionnaires de travaux et fournitures, etc.). 3 agents.

En 1946 :

Numéraire, entrées 388 pour	fr.	30,061,870
Certificats délivrés 410 pour		29,185,860
Paielements 3,330 pour		43,775,000
Fonds publics, entrées 109 pour		4,105,487
Restitutions 125 pour		17,308,780
En dépôt au 31 décembre 1946		23,566,677

Sociétés agréées pour les cautionnements de comptables :

Inscriptions 62 pour	432,000
Libérations 75 pour	275,000

Cautionnement collectif et global :

Inscriptions 4,800 pour	244,854,000
Libérations 3,615 pour	84,974,000

Quatrième Bureau.

Cautionnements en numéraire et en fonds publics constitués par les adjudicataires et concessionnaires de travaux et fournitures, agents de change, etc. Contentieux, correspondance et toutes opérations s'y rapportant.

En 1946 :

Numéraires, entrées 5,671 pour	fr.	72,330,208
Certificats délivrés 5,560 pour		60,017,562
En dépôt au 31 décembre 1946		106,068,754
Fonds publics, entrées 1,300 pour		148,735,828
Restitutions 1,253 pour		88,539,969
En dépôt au 31 décembre 1946		374,283,000

Cinquième Bureau.

Remboursement des cautionnements en numéraire constitués par les adjudicataires, concessionnaires de travaux et fournitures, agents de change, etc. Liquidation mensuelle des intérêts. — Cautionnements « lois sociales » (numéraire et fonds publics).

Fonds de garantie (accidents du travail).

Oppositions, saisies-arrêts, cessions frappant les cautionnements.

En 1946 :

Numéraire, 6,023 paiements pour	fr.	42,445,513
---	-----	------------

Lois sociales :

Fonds publics en dépôt au 31 décembre 1946	458,964,287
Dépôts en 1946	194,169,869
Retraits en 1946	53,512,530
Nombre d'opérations : 466.	

Pièces à l'entrée pour la période du 1^{er} juillet 1945 au 20 juin 1946 (statistique faite à l'époque) : 13,132.

Numéraire en dépôt au 31 décembre 1946	5,499,250
Dépôts en 1946 : 22 pour	1,810,000

*Sixième Bureau.**Comptabilité :*

Contrôle et vérification des opérations journalières en compte chèque postal;
 Prévisions budgétaires;
 Tenue du livre de caisse et des livres de placements;
 Situations trimestrielles, semestrielles, rapport annuel et compte de gestion.

En 1946 :

Ventilation et comptabilisation de 9,500 entrées pour . . fr. 420,000,249
 Etablissement de 15,700 instruments de paiement pour . . 423,030,965
 Portefeuille de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la
 Caisse Générale d'Epargne et de Retraite : tenue de 1,000 fiches
 portant sur un total de 36,000,000,000
 Comptabilité générale, confection de 300 états et tableaux pour
 la Commission de Surveillance, la Cour des Comptes, les Cham-
 bres législatives, portant sur un montant total de 37,500,000,000

Administration des Monnaies.

Activité en 1946.

1^o MONNAYAGE :

Dénomination	Nature de l'alliage	Nombre de pièces frappées	Montant en francs	Poids des monnaies en grammes
<i>A. Frappes de monnaies belges :</i>				
5 francs	zinc	8,452,000	42,260,000	50,125,417
1 franc	zinc	36,000,000	36,000,000	151,966,852
0.25 franc	zinc	15,816,000	3,954,000	103,269,522
0.10 franc	zinc	10,370,000	1,037,000	41,026,860
		70,638,000	83,251,000	346,388,651
<i>B. Frappes de monnaies étrangères (Luxembourg) :</i>				
1 franc	(cupro-nickel Cu. 75%; Ni. 25%)	4,000,000	4,000,000	20,069,762
0.25 franc	(bronze monét. Cu. 95%; Sn. 4%; Zn. 1%)	4,000,000	1,000,000	10,062,491
		8,000,000	5,000,000	30,132,253
<i>Essais monétaires (Luxembourg) :</i>				
1 franc	argent	600		
1 franc	bronze	600		
0.25 franc	argent	600		
0.25 franc	bronze	600		
		2,400		

2^o FAUSSES MONNAIES :

9,821 pièces présumées fausses ou détériorées soit par le feu, par des faits de guerre, ont été soumises à examen.

Ont été déclarées fausses : 3 pièces de 50 francs, 179 pièces de 20 francs, 4,453 pièces de 5 francs, 1 pièce de 1 franc, 20 pièces de 20 dollars U.S.A. et 60 pièces de 2 et 5 livres sterling.

Ont été déclarées légales et remboursables : 9 pièces de 50 francs, 230 pièces de 20 francs, 545 pièces de 5 francs, 1,362 pièces de 1 franc, 88 pièces de 50 centimes, 1,088 pièces de 25 centimes, 1,331 pièces de 10 centimes, 445 pièces de 5 centimes, 4 pièces de 2 centimes et 3 pièces de 1 centime.

3^o BUREAU DE LA GARANTIE :

L'essayeur du Bureau de la Garantie a poinçonné, au cours de 1946, 213 ouvrages d'or et 216 ouvrages d'argent.

Pendant la même période, il a procédé à l'analyse de 1,049 lingots et matières tenant soit de l'argent, soit de l'or et de l'argent, soit de l'or, de l'argent et du platine.

Ces opérations ont rapporté fr. 57,223-45 au Trésor.

Service des Réquisitions et de Locations pour les Alliés.

Réquisitions allemandes.

Réquisitions relatives au logement de l'armée d'occupation (ordonnance du 17 décembre 1940, publiée au *Verordnungsblatt* du 23 décembre 1940, et arrêté-loi du 31 octobre 1944, publié au *Moniteur* du 5 novembre 1944) :

Logement chez l'habitant : indemnités ;

Réquisitions d'immeubles : indemnités, frais accessoires, travaux et fournitures.

Remarque. — Ce Service s'est occupé, en outre, de liquider une avance de 50 % sur le montant des réquisitions opérées par l'ennemi pour la reconstruction provisoire des ouvrages d'art détruits au cours de l'offensive de 1940, ainsi que du paiement des indemnités en capital et intérêts pour les réquisitions de bateaux d'intérieur opérées par les Allemands durant l'occupation.

A. — Vérification des pièces justificatives et des décomptes introduits par les communes ;

B. — Virement au compte chèque postal des communes (montant total viré fin décembre 1946 : fr. 6,144,407,147-14) ;

C. — Réception et vérification des quittances ;

D. — Préparation des dossiers en vue de leur transmission à la Cour des Comptes ;

E. — Correspondance diverse avec les communes et les particuliers.

Réquisitions alliées.

(Période de validité des accords d'aide réciproque : pour les Américains, jusqu'au 2 septembre 1945 inclus; pour les Anglais et Canadiens, jusqu'au 8 novembre 1945 inclus).

Logement chez l'habitant : indemnités;

Réquisitions d'immeubles : indemnités, frais accessoires et entretien locatif.

A. — Vérification des pièces justificatives et des décomptes introduits par les communes;

B. — Emission d'ordonnances de paiement, transmises à l'O.M.A., pour imputation sur les fonds dont cet organisme dispose (montant total ordonnancé fin décembre 1946 : fr. 1,111,131,969-02;

C. — Correspondance diverse avec les autorités alliées, l'O.M.A., les communes et les particuliers.

Locations pour les alliés.

(Période post-accords.)

Logement chez l'habitant : indemnités;

Locations d'immeubles : indemnités, frais accessoires, travaux.

Remarque : Ce Service s'occupe également du paiement des dépenses afférentes au logement des membres de l'U.N.N.R.A. en Belgique, ainsi que des dépenses relatives au logement des Services pour le rapatriement des ressortissants russes séjournant en Belgique.

A. — Vérification des pièces justificatives et des décomptes introduits par les communes;

B. — Virement au compte chèque postal des communes ou des firmes (montant total visé fin décembre 1946 : fr. 403,755,520-62);

C. — Réception et vérification des quittances;

D. — Transmission des états mensuels de dépenses, avec pièces justificatives, aux fins de remboursement par les Alliés :

1^o en ce qui concerne les Américains :

a) jusqu'au 31 mars 1946, à l'O.M.A., pour imputation au débit du compte américain chez lui;

b) à partir du 1^{er} avril 1946, aux autorités américaines, pour versement, au profit du Trésor, à la Banque Nationale;

2^o en ce qui concerne les Anglais et les Canadiens, à l'O.M.A., chargé de provoquer le versement à la Banque Nationale, au profit du Trésor.

E. — Correspondance diverse avec les autorités alliées, l'O.M.A., le Ministère des Travaux publics, les communes et les particuliers.

Réalisation du mobilier acquis et des baraquements construits par l'Etat pour les besoins des armées allemandes et alliées, ainsi que du mobilier repris par l'Etat, en provenance des stocks américains.

A. — Inventaires;

B. — Récupération, expertises, entreposage;

C. — Ventes aux administrations publiques et aux particuliers. Facturation (montant des ventes fin 1946 : fr. 29,582,773-60; nombre de factures : 3,217). (Pratiquement, ces ventes n'ont commencé qu'à partir du mois de mars 1946);

D. — Correspondance avec les communes, l'Administration des Domaines et autres administrations publiques, ainsi qu'avec les particuliers.

Réalisation des travaux d'immobilisation effectués par l'Etat pour les besoins des armées allemandes et alliées.

I. — Immobilisations faites pour l'armée allemande;

Immobilisations faites pour les armées alliées, pendant la période de validité des accords d'aide réciproque, et non revendiquées par les Alliés :

A. — Tenue des dossiers, par immeuble, des travaux effectués;

B. — Expertises;

C. — Négociations avec les propriétaires ou les tiers, en vue de la reprise;

D. — Rapports avec le Ministère de la Reconstruction et le Service de Conciliation de l'O.M.A.;

E. — Correspondance avec les communes et autres administrations publiques, ainsi qu'avec les particuliers.

II. — Immobilisations faites pour les armées alliées, pendant la période de post-accords :

A. — Tenue des dossiers, par immeuble, des travaux effectués;

B. — Médiation éventuelle entre les Alliés, qui ont payé les travaux, et les propriétaires des immeubles, auprès desquels il y aura lieu, lors du départ des troupes, d'en négocier la cession;

C. — Rapports avec le Service de Conciliation de l'O.M.A.;

D. — Correspondance avec les Alliés, les communes et autres administrations publiques, ainsi qu'avec les particuliers.

Pour se former une opinion au sujet de l'activité de ce Service, nous tenons à enregistrer dans le présent rapport les pièces entrées pendant l'année 1946.

Lettres.	41,809
Etats modèle 13, avec pièces justificatives	50,926
Etats modèle 13 avec quittances	24,083

Nous avons posé la question de savoir si, pour certaines opérations, ce service ne fait pas double emploi avec l'O.M.A. et avons demandé à charge de quels budgets a été prélevée la somme de fr. 1,111,131,969-02 qui a été ordonnancée.

Il nous a été répondu qu'en vertu de l'article 3 de l'arrêté-loi du 19 janvier 1945 (*Moniteur* du 26 janvier 1945), l'O.M.A. doit supporter la charge des réquisitions alliées faites en vertu des accords de Mutual Aid et de Reverse Lend-Lease.

Comme le Service des Réquisitions avait traité les questions se rapportant aux réquisitions allemandes et possédait, dès lors, dans la plupart des cas, en ce qui concerne les réquisitions d'immeubles par les Alliés, les bases pour l'indemnisation, il a été convenu, après la libération, que ce même Service continuerait de s'occuper de cette partie *pour le compte de l'Office d'Aide mutuelle*.

C'est ce qui justifie l'émission d'ordonnances de paiement, *à charge des fonds dont dispose l'O.M.A.*, à concurrence de fr. 1,111,131,969-02 à la date du 31 décembre 1946.

Pour le surplus, il appartient à l'O.M.A. de préciser sur quels crédits cet organisme impute ses dépenses.

* * *

En ce qui concerne la réalisation du mobilier, l'attention de votre rapporteur a été attirée sur le fait que le montant des ventes se chiffrerait à fr. 29,582,773-60 fin 1946; l'Administration des Domaines, par contre, en fixe le produit à 32,416,000 francs.

Cette différence représente le montant des ventes publiques effectuées, au début, par l'Administration des Domaines, sans l'intervention du Service des Réquisitions, et dont le produit n'a pas encore été notifié à ce dernier, comme il a été prescrit.

* * *

En vue d'éviter les vols et les fraudes et d'assurer l'exactitude des inventaires et la régularité des opérations de vente, les mesures ci-après sont prises par le Service.

Au moment de son enlèvement dans les immeubles libérés, le mobilier récupéré est inventorié par les administrations communales.

Des fiches sont dressées, par catégorie de mobilier, sur lesquelles sont portées, d'une part, les entrées et, d'autre part, les sorties.

Les entrées sont enregistrées immédiatement après l'établissement des inventaires; les sorties sont également indiquées avec, en regard, le numéro et la date de la facture de vente.

Tout enlèvement de mobilier est subordonné à la production de la facture établie par le Service des Réquisitions, appuyée du bulletin, dûment estampillé par l'Office des Chèques postaux, constatant le versement du prix d'achat au compte du Receveur des Domaines.

Des contrôles fréquents sont effectués sur place, soit par le Chef du Service des Réquisitions, soit par ses délégués.

Service de l'Assainissement monétaire.

Ce Service a, dans ses attributions, l'application :

1^o de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif aux billets de la Banque Nationale de Belgique et aux comptes de dépôt en monnaie nationale;

2^o des arrêtés subséquents, intervenus en cette matière.

Les dispositions prises dans le domaine monétaire ayant un caractère nouveau, n'ont évidemment pas manqué de provoquer une volumineuse correspondance.

C'est ainsi qu'à la date du 31 décembre 1946, il a été procédé à l'examen d'environ 145,000 requêtes exposant les situations les plus diverses.

D'autres travaux, d'une nature bien particulière, ont été exécutés ou sont actuellement en cours.

A. Examen des dossiers constitués à l'occasion de l'application de l'arrêté du 28 mars 1945, créant un Comité d'appel appelé à émettre son avis au sujet des demandes de dépôt tardif et des dépôts tardifs des billets de banque visés par l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

Nombre des dossiers : Soumis à examen	27,550
Traités	27,410
En instance	140

B. Application aux rapatriés des arrêtés monétaires.

Nombre des dossiers : Soumis à examen	33,800
Traités	33,400
En instance	400

C. Dépôts des billets de banque effectués à l'étranger.

Des statistiques sont difficiles à établir dans ce secteur, l'Administration ne disposant pas actuellement de tous les éléments voulus.

On peut toutefois estimer, d'après les renseignements parvenus que le nombre des dépôts s'élève à 41,000 environ.

A ce jour, 18,000 ont été examinés.

D. Rachat des titres de l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire attribués à certains comptes soustraits aux mesures de blocage.

Les dossiers de l'espèce sont examinés au fur et à mesure que les demandes sont introduites.

De ce fait, aucune statistique ne peut être établie. Ces travaux sont susceptibles de prendre une extension dont l'ampleur ne peut être déterminée; elle est en fonction de la politique qui sera suivie par le Gouvernement en matière de rachat des titres de cette nature.

Assainissement monétaire Eupen-Malmédy.

Application des arrêtés-lois des 28 octobre 1944, 5 février 1945 et 28 juin 1946 relatifs aux billets de banque allemands et belges et aux comptes de dépôt en Reichsmark dans les territoires ayant été placés sous régime administratif allemand.

Pour faire face aux difficultés résultant de l'éloignement de la région et de la disparition de la plupart des dirigeants des établissements de crédit, deux sections furent installées sur place : l'une à Eupen et l'autre à Malmédy.

Leur mission vient de prendre fin et le personnel a été rassemblé à Bruxelles, en vue de la centralisation des opérations comptables.

Affaires traitées sur place :

- a) Billets : environ 20,000 déclarations;
- b) Comptes : réception de 18,000 déclarations avec enregistrement;
- c) Correspondance : 5,000 lettres;
- d) Visites 10,000.

Affaires traitées à Bruxelles :

- a) Correspondance : environ 11, 000 lettres;
- b) Comptabilité : conversion en francs belges des avoirs en compte exprimés en RM.
confection de 18,000 fiches;
registres *ad hoc*;
relevés destinés aux banques;
- c) Règlement de 1,000 cas particuliers en matière de conversion monétaire;
- d) contrôle des opérations effectuées, pendant la guerre, par les établissements de crédit.

Service du Recensement des titres.

Le Service du Recensement des titres a été organisé en octobre 1944, en vue de l'application de l'arrêté du 6 octobre 1944 et des arrêtés subséquents relatifs aux titres nominatifs ou au porteur, belges et étrangers.

Il comprend un personnel se décomposant comme suit :

Un Directeur, 3 chefs de bureau, 24 agents subalternes.

L'activité du Service a principalement pour but :

1^o de traiter tous les cas d'espèce résultant de l'application des arrêtés précités et notamment d'autoriser les dérogations de détail nécessitées par diverses circonstances;

2^o de renseigner les organismes professionnels chargés d'appliquer l'arrêté, ainsi que les particuliers sur les difficultés d'application; de préparer, au besoin, les mesures légales nécessaires;

3^o d'organiser les recensements de titres belges à l'étranger et d'en assurer le fonctionnement.

L'activité du Service a toujours été très intense, d'innombrables cas d'espèce se manifestant au fur et à mesure que les opérations boursières ont repris une certaine ampleur.

D'autre part, les recensements à l'étranger et la certification de la bonne propriété des titres y déclarés, sont seulement entrées dans leur phase la plus active depuis quelques mois.

Le Service a également pour mission d'étudier les mesures qui permettront de revenir progressivement à la libre circulation des titres et d'assurer l'annu-

lation des titres soustraits à la déclaration, mesures qui sont prévues en principe par l'article 22 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944.

A titre d'indication, nous donnons ci-dessous un aperçu du nombre des affaires traitées à la fin de 1946 :

- a) Dossiers généraux, environ 40,000;
- b) Déclarations tardives autorisées en dehors du régime de l'arrêté ministériel du 22 mai 1946, environ 11,000;
- c) Déclarations complémentaires, environ 10,000;
- d) Rectifications diverses de déclaration, environ 26,000;
- e) Demandes de déclaration tardive introduites, environ 18,000 (dont un grand nombre reste en suspens à la suite de l'afflux massif de ces demandes. Satisfaction sera donnée au fur et à mesure des possibilités);
- f) Déclarations de rapatriés (article 18 de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944), environ 3,300.

Portefeuille de l'Impôt sur le Capital.

Créé au début de mars 1946, le Service avait reçu au 31 décembre dernier, 264 dépôts, comportant 618 valeurs, pour un total de fr. 54,436,613-15.

Pendant l'année 1946, un capital de 13,609,000 francs a pu être réalisé sans perte pour le Trésor.

Il a été encaissé, pendant la même période, pour fr. 894,489-10 de coupons.

Il est à remarquer que le service ne s'occupe actuellement que des titres de la Dette publique, des valeurs garanties par l'Etat et la Colonie, des titres émis par le Crédit Communal, les provinces et les communes et remis en paiement de l'impôt sur le capital (art. 19 de la loi du 17 octobre 1945).

* * *

Indépendamment des attributions reprises ci-dessus, le Service s'est occupé, depuis mai 1946, de la liquidation des indemnités accordées pour la réquisition, par l'armée allemande, de véhicules automobiles.

Il a été donné suite à 503 demandes de remboursement anticipatif de certificats de Trésorerie, remis aux intéressés en paiement de leur véhicule (arrêté du 13 mai 1942).

D'autre part, 245 indemnités restant en souffrance ont pu être liquidées du 1^{er} mai 1946 au 31 décembre 1946.

Il reste encore à payer 335 ayants droit pour un montant de 5,392,700 francs, et ce, malgré de nombreux rappels.

Le Service met tout en œuvre pour nettoyer ces restants.

Bureau spécial de régularisation des comptes MISSEC, O. M. A., O. C. R. A.

Attributions.

Créé par arrêté du Régent en date du 20 janvier 1947, le bureau spécial a été institué aux fins d'établir une liaison permanente entre les services administratifs de la Trésorerie, d'une part, et la Mission Economique (MISSEC), l'Office d'Aide Mutuelle (O.M.A.) et l'Office Commercial du Ravitaillement (O.C.R.A.), d'autre part, en vue de provoquer la régularisation budgétaire des

avances consenties par le Trésor, tant pour le financement des importations de toute nature, nécessaires au ravitaillement et au rééquipement du pays, que pour l'exécution des accords de Mutual Aid et de Lend-Lease et le paiement de la solde des troupes alliées.

Activité.

Existant en fait, à l'état embryonnaire, depuis le mois de juillet 1945, ce Service s'est attaché à surveiller le remboursement des avances consenties par le Trésor aux titres énumérés ci-dessus et à effectuer les démarches requises pour en faire accélérer le remboursement dans toute la mesure possible.

Il dresse régulièrement une situation hebdomadaire faisant le point des opérations engagées dans le domaine considéré.

CHAPITRE IX.

ADMINISTRATIONS FISCALES.

Comme nous le disons plus haut, nos administrations fiscales sont au nombre de trois :

- A. Contributions directes;
- B. Douanes et Accises;
- C. Enregistrement et Domaines.

Recettes totales effectuées jusqu'au 31 décembre 1946 et afférentes à l'exercice 1946.

NATURE DES IMPÔTS	RECETTES EFFECTUÉES	EVALUATIONS BUDGÉTAIRES
Contributions directes	(1) 9,404,298,147.83	8,655,520,000.—
Douanes et Accises	7,086,003,294.74	2,847,325,000.—
Enregistrement	16,524,390,622.92	9,950,000,000.—
	33,014,692,065.49	21,452,845,000.—
Différence en plus	11,561,847,065.49	

(1) En y comprenant les additionnels, ces recettes s'élèvent à fr. 11,440,636,015.83.

Ces administrations sont chacune composées d'une « Administration Centrale » et de « Services extérieurs ». Elles ont chacune un « service du personnel » et un « service d'affaires générales » dont les attributions sont identiques.

Dans le rapport sur le budget de 1945 (pp. 39 et 40), nous avons attiré l'attention sur l'article 6 de l'arrêté royal du 8 février 1939 qui dispose qu'il

est créé un service du personnel unique pour les Administrations des Contributions, des Douanes et Accises, de l'Enregistrement et des Domaines, ainsi que celle du Cadastre.

Jusqu'à présent, cette disposition n'est pas encore mise en vigueur, cependant que l'existence de quatre services qui ont les mêmes attributions, provoque un surcroît de paperasserie; le maintien dans des services superflus, d'un personnel qui pourrait être employé plus utilement là où il y a pénurie d'agents initiés et, enfin de compte, entraîne des dépenses inutiles.

Faut-il insister sur le fait que les Administrations centrales se sont toujours rebiffées contre la réalisation de cette partie des suggestions du Commissaire royal à la Réforme administrative; elles sont unanimes à signaler les difficultés que présente la fusion des divers services de personnel existant actuellement. Si, disent-elles, du point de vue des travaux matériels (tenue des registres-matricules du personnel, des dossiers de signalement, etc.) cette fusion semble réalisable progressivement, par contre, des objections de principe sont formulées contre toute atteinte à l'autorité et aux responsabilités des divers chefs d'administration.

Votre Commission réitère le vœu exprimé lors de l'examen des budgets de 1945 et 1946, pour qu'il soit procédé, sans délai, à la réorganisation prescrite depuis 1939.

L'organisation interne des Administrations centrales laisse à désirer à un autre point de vue. La critique la plus sérieuse est relative au manque de sens pratique des fonctionnaires dirigeants, cette déficience provient, en ordre principal, du fait que ces fonctionnaires ont fait carrière uniquement dans une Administration centrale déterminée — véritable tour d'ivoire — qui ignore toute suggestion et toute initiative venue du dehors, et qui ne se rend compte qu'imparfaitement des répercussions qu'auront les mesures décrétées, sur les services d'exécution.

Un stage à la tête d'un service de contrôle, voire d'une recette importante, dans les mêmes conditions de travail et avec les mêmes responsabilités que les contrôleurs ou receveurs, devrait être exigé de tout fonctionnaire appelé à exercer des fonctions dirigeantes.

Ceci dit, examinons les importantes attributions, l'organisation et l'activité de nos administrations fiscales.

CHAPITRE X.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES.

L'Administration centrale se compose de neuf directions et les services extérieurs comprennent :

- 2 directions spéciales;
- 12 directions régionales;
- 12 inspections provinciales;
- 13 inspections spéciales;
- 61 inspections régionales;
- 65 contrôles principaux;
- 300 contrôles ordinaires;
- 60 contrôles spéciaux temporaires (bénéfices de guerre);

25 recettes principales;
87 recettes de 1^{re} classe;
118 recettes de 2^e classe;
139 recettes de 3^e classe;
96 recettes de 4^e classe,

comportant ensemble un personnel de plus de 6,400 agents se répartissant en 3,314 agents définitifs et plus de 3,000 agents temporaires.

En général, les emplois supérieurs (directeurs, inspecteurs, contrôleurs, receveurs) sont au complet. Il n'en est plus de même du cadre des agents techniques adjoints aux contrôleurs (vérificateurs et commis techniques). En 1938, ce cadre comportait un effectif de près de mille agents. En 1946, il n'en reste plus que 800, alors que le cadre en prévoit 1930.

Cette pénurie provient du fait que le recrutement à titre définitif a été suspendu de 1938 jusqu'en 1946, sauf qu'en 1942 il a pu être recruté environ 300 commis techniques. A la fin de 1946, il a été organisé un concours d'admission en stage de commis technique. sur les 1,400 candidats, il y eut seulement 216 lauréats qui, par suite de formalités diverses, ne sont pas encore tous entrés en fonctions.

Quoi qu'il en soit, il est indispensable, si l'Administration veut faire face aux nombreuses prestations qui lui incombent, qu'il soit procédé à bref délai au recrutement de commis techniques afin de combler les vides que nous signalons ci-dessus.

Au cours de l'année 1946, 1,309 agents temporaires ont été recrutés et il a été mis fin à 280 contrats d'engagement.

Les concours et épreuves ci-après ont été organisés :

- un examen transitoire d'accession au grade de contrôleur;
- un examen de vérificateur;
- un concours (réservé aux commis aux écritures) d'accession au grade de commis technique;
- un concours d'admission en stage de commis;
- un concours d'admission en stage de commis technique;
- un examen d'admission définitive de commis technique;
- un examen d'admission en stage de commis;
- un examen technique.

Attributions et activité de l'Administration centrale.

La haute direction des travaux est assumée par le Directeur général. Il se réserve personnellement la revision des travaux se rapportant à l'organisation, à la documentation générale et aux offices de mécanisation.

Les multiples travaux sont répartis entre les différentes directions; ils consistent notamment en :

a) Evaluations budgétaires au sujet des sommes à insérer par l'Administration des Contributions directes aux budgets des Voies et Moyens, des Non-Valeurs et Remboursements, au budget Extraordinaire et au budget pour Ordre;

b) Evaluations budgétaires au sujet des sommes à inscrire aux budgets provinciaux au titre de parts et d'additionnels dans les produits recouvrés par l'Administration des Contributions directes;

c) Correspondances avec les Directions régionales au sujet des renseignements à fournir aux communes en vue de l'élaboration des budgets communaux;

d) Toutes les opérations se rattachant à la répartition du Fonds des communes; du Fonds d'assistance publique; des parts des provinces dans la taxe mobilière; la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions et des douze centièmes du principal de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles;

e) Etudes, instructions, correspondance, examen, au point de vue fiscal, des projets de loi en rapport avec la contribution foncière; le recouvrement des impôts et les poursuites; la taxe d'ouverture des débits de boissons; les taxes sur les spectacles, les jeux et paris, les vélocipèdes, les chiens; la taxe mobilière et la taxe professionnelle à charge des êtres juridiques; la taxe professionnelle à charge des particuliers; l'impôt complémentaire personnel; les taxes de circulation et de séjour sur les véhicules automobiles; l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels (loi du 10 janvier 1940); les impôts spéciaux sur les bénéfices résultant de fournitures à l'ennemi et sur les revenus réalisés en période de guerre, etc.

Chaque direction est compétente pour les travaux de législation, les commentaires, les directives d'exécution et de comptabilisation. Les affaires qui portent sur un objet concernant à la fois plusieurs directions, sont traitées par la direction, qui y a le plus grand intérêt, puis communiquées aux autres directions avant qu'une décision définitive intervienne.

f) *Statistiques*. — Elaboration et, éventuellement, interprétation des statistiques de tout genre relatives aux impôts dont la perception est confiée à l'Administration des Contributions.

g) *Marche des travaux*. — Surveillance de la marche générale des travaux en province et des perceptions. Centralisations et récapitulation des états relatifs aux prestations des services provinciaux.

Etudes.

Nous faisons suivre ci-dessous un relevé forcément incomplet des nombreuses études qui ont été faites par l'Administration centrale :

a) Etude et critique de projets débattus devant le Conseil supérieur des Finances;

b) Régime fiscal applicable aux dons et subsides en faveur des institutions scientifiques et d'enseignement;

c) Barèmes d'impôts sur les revenus;

d) Impôts directs français : étude en vue de l'utilisation, pour le contrôle des déclarations aux impôts directs, des documents communiqués par l'Administration française aux fins de recouvrement en Belgique;

e) Rétablissement d'un répertoire général des véhicules automobiles;

f) d'un projet de création d'une école pour la préparation des agents de l'Administration;

g) de la collaboration des administrations communales pour la recherche de la matière imposable;

h) Revision du mode d'établissement de la contribution foncière sur la base du revenu déclaré;

i) Régime applicable aux immeubles donnés en location à des fins professionnelles;

Régime applicable aux immeubles exemptés de la contribution foncière qui ont donné lieu à une indemnité de réquisition;

j) Paiement des impôts au moyen des fonds bloqués;

Mesures prises en matière de recouvrement en faveur de certaines catégories de contribuables éprouvés par la guerre : prisonniers de guerre, prisonniers politiques, sinistrés;

Frais de poursuites : modalités du tarif des frais de poursuites, relèvement du montant de la quotité accordée aux huissiers des contributions;

k) Avant-projet de loi modifiant la législation relative aux débits de boissons (débits sinistrés, réquisitionnés, cas de déchéance du droit de tenir un débit);

l) Revision de la législation et des arrêtés fixant le barème des taux en matière de taxe sur les spectacles ou divertissements;

m) Revision de la législation en matière de taxe sur les jeux et paris;

• Régime applicable à certains modes de paris sur courses de chevaux;

Imposition des jeux de casino et des concours colombophiles;

n) Modalités de recouvrement de la taxe sur les vélocipèdes;

Sanctions applicables en cas d'infraction aux règlements provinciaux et à la police du roulage;

o) Possibilité de supprimer l'intervention des receveurs des contributions dans l'établissement des cotisations au fonds de garantie en matière d'accidents du travail. Indépendamment de l'examen de 3,000 demandes de remise ou de modération de la taxe sur les spectacles ou divertissements, ce service a traité plus de 2,000 dossiers.

Législation.

Préparation d'avant-projets de textes légaux et d'arrêtés royaux.

1^o Amendements au projet de loi n° 120 (Chambre 1946), impôts dus à la source en 1946 et impôts de l'exercice fiscal 1947.

2^o Article 71 du projet de loi, n° 208 (1946, Chambre), sur la réparation des dommages de guerre aux biens privés.

3^o Projet de loi, n° 59 (1946-1947, Chambre), modifiant les lois et arrêtés relatifs aux impôts directs et aux taxes y assimilées : Etudes générales. — Etudes spéciales relatives aux provisions pour rééquipement (avant-projet d'arrêté du Régent) et aux amortissements sur la valeur réévaluée des immeubles industriels. — Avant-projet de texte portant doublement de la taxe de circulation sur les véhicules automobiles (articles 46 à 48).

4^o Projet de loi, n° 61, sur le rapatriement des devises : étude et proposition d'amendement de l'avant-projet.

5^o Arrêté-loi sur les services publics d'autobus et d'autocars : étude et amendement du projet.

6^o Préparation du projet de loi n° 59, apportant des modifications aux lois et arrêtés relatifs aux impôts sur les revenus et à la contribution nationale de crise.

7^o Préparation du projet de loi abolissant certaines prescriptions et déchéances.

8^o Préparation du projet de loi prorogeant dans certains cas, les dispositions de l'article 74, 1^{er} alinéa, des lois coordonnées.

9^o Etudes en commun avec d'autres directions, de projets de textes d'articles de lois d'impôts.

10^o Préparation du projet de barèmes de retenues à la source des impôts.

11^o Avant-projet de convention entre la Belgique et la Grande-Bretagne en vue d'éviter les doubles impositions et de garantir l'assistance fiscale réciproque. Participation aux pourparlers avec les experts anglais.

12^o Projet de loi créant une surtaxe sur les bénéfices exceptionnels réalisés en 1945 et en 1946.

13^o Arrêté du Régent, en date du 14 février 1946, pris en application de l'article 3, § 2, 2^o de la loi du 16 octobre 1945 (Fonds de roulement des cultivateurs).

14^o Arrêtés du Régent des 26 avril et 21 juin 1946 réglant l'application du principe *non bis in idem*, en matière d'impôt extraordinaire et d'impôt spécial.

Contentieux.

Recours en appel examinés.	365
Pourvois en cassation examinés	36
Pourvois en cassation rédigés à l'Administration centrale	23
Directives données aux services provinciaux, environ	300
Recours en appel réexaminés	837
Arrêts examinés : Cour de cassation.	63
Cours d'appel	322
Recours en grâce, procès-verbaux, états de frais, remarques de la Cour des Comptes.	401
Fiches documentaires, sommaires de jurisprudence.	133

Service des impôts spéciaux.

a) Impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi;

b) Impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Ci-dessous, nous donnons les différentes activités du Service spécial de ces impôts spéciaux.

I. — ADMINISTRATION CENTRALE.

Elaboration des instructions administratives.

Organisation des services provinciaux chargés de l'application des impôts spéciaux et commentaires des dispositions légales. 59 circulaires ont réglé ces dispositions depuis le 22 octobre 1945 jusqu'au 14 janvier 1947; différentes d'entre elles représentent l'aboutissement ou les conclusions de tractations avec d'autres administrations et organismes ou de conférences avec des dirigeants ou des représentants des services extérieurs.

Pourparlers, notamment avec la Banque d'Emission, l'Auditorat général, les Administrations des Douanes et Accises et de l'Enregistrement, l'Office des Séquestres, l'Institut National de Statistique, l'Office des Chèques postaux, Ministère des Affaires Etrangères.

Banque d'Emission.

Confection et envoi aux contrôleurs de 17,000 déclarations à l'impôt spécial, au vu de la documentation de la Banque d'Emission.

Confection et envoi aux contrôleurs compétents de 50,000 fiches documentaires (impôt spécial), au vu des documents de la Banque d'Emission.

Envoi aux contrôleurs intéressés de 12,700 déclarations déposées à la Banque d'Emission en exécution de l'arrêté-loi du 22 juin 1945 (sommes payées par l'ennemi).

Confection et envoi de 4,000 fiches relatives aux « intermédiaires » qui apparaissaient dans ces déclarations.

Envoi aux services extérieurs de 3,000 dossiers concernant le marché noir allemand, dressés par la Banque d'Emission.

Pour l'avenir, envoi, au fur et à mesure des arrivages, de plus de 10,000 dossiers récapitulatifs de la Banque d'Emission.

Auditorat général.

Dépouillement et examen d'une documentation fournie par l'Auditorat général (divers Offices Centraux de Marchandises).

Douanes et Accises.

Classement et envoi de 15,000 fiches se rapportant aux importations faites pendant la guerre.

Enregistrement et Domaines.

Confection et envoi aux contrôleurs de 3,000 fiches visant les collaborateurs économiques de l'ennemi envers lesquels l'Etat s'est porté partie civile.

Office des Séquestres.

Confection et envoi aux contrôleurs de la liste des firmes ennemies mises sous séquestre.

Confection de 500 fiches visant l'activité des fournisseurs de Zentratex.

Institut National de Statistique.

Envoi aux contrôleurs, de la documentation disponible à l'Institut National de Statistique (plusieurs milliers de documents).

Office des Chèques postaux.

Dépouillement et utilisation de documents visant des firmes qui ont fait des opérations avec l'ennemi.

Ministère des Affaires Etrangères.

Confection et envoi de 4,500 fiches concernant des personnes qui ont obtenu pendant l'occupation un passeport pour l'étranger.

Divers.

Confection et envoi de plusieurs milliers de fiches documentaires puisées à diverses sources : publicité dans la *Brüsseler Zeitung*, paiement de fournitures à l'ennemi au moyen de certificats du Trésor, fournitures aux organismes de Résistance, etc.

Contentieux administratif.

Instruction de réclamations visant les deux impôts spéciaux précités et de l'impôt spécial établi par la loi du 10 janvier 1940. — Examen des questions de principe soumises tant par les contribuables que par les fonctionnaires.

Travaux d'ordres divers.

Surveillance de la marche des travaux et des recouvrements. Surveillance plus particulière, tant au point de vue taxation que recouvrement, de la situation des collaborateurs économiques de l'ennemi.

II. — SERVICES EXTÉRIEURS.

Consistance du personnel :

Soixante contrôleurs spéciaux, assistés de deux ou trois adjoints en moyenne.

Onze inspecteurs du Service spécial en renfort temporaire, assistés d'une vingtaine de vérificateurs comptables.

Participation des services de mécanisation pour le calcul et l'enrôlement.

Participation des contrôleurs ordinaires pour la mise au point des dossiers les plus faciles d'impôt extraordinaire.

Activité :

Envoi des formulaires de déclaration, récolement de celles-ci, imposition sur la base des revenus déclarés. — Examen approfondi, au bureau et surtout sur place, des déclarations souscrites. — Utilisation rationnelle de la documentation. — Devoirs d'investigation pour dépister de nouveaux contribuables et les fraudes commises. — Ecritures de bureau, correspondance journalière, réception du public, etc.

Eu égard à la complexité et au caractère particulier des lois sous revue, ainsi qu'aux taux spécialement élevés des impôts en question, la recherche de la matière imposable, la mise au point des dossiers et les discussions avec les contribuables, constituent une tâche extrêmement laborieuse.

En particulier, le dépouillement des dizaines de milliers de dossiers de l'Auditorat général, de la Banque d'Emission, des recensements d'avoirs sur pied des arrêtés monétaires et financiers d'octobre 1944, les nombreuses visites sur place absolument indispensables, les enquêtes et investigations dans les organismes publics et privés, absorbent un temps considérable.

Situation des travaux au 31 décembre 1946.

Nature de l'impôt	Nombre de déclarations			Suppléments de revenus constatés	Cotisations établies		Paiements effectués		
	dis- tribuées	ren- trées	véri- fiées		Nombre	Montant	En titres E. A. M.	Autres	Total
(1) Spécial	42,889	29,610	4,602	331,241,000	3,917	3,422,293,000	152,400,000	88,500,000	240,600,000
(2) Extraordinaire	182,862	158,146	8,915	1,037,006,000	29,633	5,645,968,000	2,912,400,000	859,900,000	3,772,300,000

Une forte proportion des déclarations distribuées s'avère à l'examen non imposable.

Par contre, de nombreux contribuables, qui n'ont pas été touchés par la déclaration, seront découverts en suite des travaux d'investigation et d'utilisation de la documentation.

Tous les contribuables qui n'ont pas renvoyé leur déclaration seront taxés d'office s'ils sont imposables.

Les travaux de vérification et de taxation portent par priorité sur l'impôt spécial à charge des contribuables pour lesquels un dossier de la Banque d'Emission a été constitué.

L'insuffisance des perceptions est manifeste, en matière d'impôt spécial. Etant donné que la plupart des redevables de cet impôt sont dessaisis de la gestion de leurs biens, l'Administration centrale a arrêté, d'accord avec l'Office des Séquestres, des mesures qui vont très prochainement hâter le recouvrement du dit impôt.

(1) Impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi.

(2) Impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre.

Tableau donnant la situation au 31 janvier 1947 par direction régionale, des opérations relatives à la perception de l'impôt spécial sur les bénéfices résultant de fournitures et de prestations à l'ennemi.

DIRECTIONS RÉGIONALES	Nombre de déclarations adressées tant aux sociétés qu'aux particuliers.	Nombre de cotisations enrôlées.	Nombre de déclarations vérifiées par les contrôleurs	Montant des cotisations enrôlées	Montant des paiements effectués
1	2	3	4	5	6
Anvers (1 ^{re} Direction)	2,872	283	189	480,779,378	20,652,931.50
Anvers (2 ^e Direction)	4,292	591	403	492,493,737	23,603,466.18
Bruxelles (1 ^{re} Direction) .	7,328	552	1,513	914,920,404	84,173,378.29
Bruxelles (2 ^e Direction) .	7,552	762	862	400,623,557	43,229,691.85
Bruges	4,863	420	258	349,975,104	11,526,841.—
Gand	5,912	266	127	522,614,346	11,746,300.20
Mons-Est	2,225	258	151	56,925,696	4,310,830.—
Mons-Ouest	1,384	200	396	71,802,244	30,717,236.08
Liège	3,997	362	756	76,948,154	17,148,925.20
Hasselt	1,307	212	161	124,954,976	4,070,515.84
Arlon	801	88	493	17,947,561	2,146,803.20
Namur	1,473	131	365	40,928,975	4,447,085.50
TOTAL	44,006	4,125	5,674	3,550,914,132	257,774,004.84

Les chiffres mentionnés dans la colonne 5 comprennent non seulement les impôts afférents aux déclarations vérifiées, mais également ceux relatifs aux revenus déclarés spontanément par les intéressés, alors même qu'il n'a pas encore été procédé à la vérification de leur déclaration.

LOCAUX ET BATIMENTS.

Votre rapporteur a voulu se rendre compte personnellement de la situation de la plupart des locaux et bâtiments qui abritent les services des contributions. On ne peut s'imaginer rien de plus lamentable. En province, des bureaux sont installés dans une ou deux pièces de dimensions tout à fait insuffisantes; celles-ci sont mal entretenues, mal éclairées. Des tables et chaises boiteuses que l'on appelle ironiquement du mobilier de bureau, des poêles fumants, sept ou huit agents, des milliers de documents et de dossiers poussiéreux y sont entassés pêle-mêle.

Dans l'agglomération bruxelloise, la situation n'est pas meilleure. Un office important est installé dans un immeuble construit en vue de loger à bon marché des ménages de travailleurs. Des tonnes de dossiers sont entassés dans des pièces étroites; soixante à septante poêles y brûlent et peuvent, à la moindre imprudence, communiquer le feu aux dossiers et faire flamber le bâtiment.

Dans un autre office, faute de place et de mobilier propre au classement, 40,000 à 50,000 dossiers traînent par terre dans la poussière.

Trois, parfois quatre contrôleurs se trouvent encaqués dans une place où ils doivent recevoir et interroger les contribuables au sujet de leurs revenus. Les conditions de discrétion ne peuvent être observées du fait que les déclarations doivent pour ainsi dire être faites en public.

Bref, la plupart des locaux sont mal conçus, manquent de confort, sont malsains. Les installations sanitaires font défaut; le personnel n'y dispose pas du cubage d'air indispensable. Le réfectoire y est ignoré et le personnel, se composant en grande partie de temporaires venant de province, fait son repas de midi sur place.

Comment veut-on que, dans une telle ambiance, le service puisse être organisé rationnellement; que le personnel soit à même de fournir plein rendement; que le contribuable se confesse sans réticence ?

Faut-il dire que le personnel, malgré toute sa patience, abîme sa santé; s'épuise dans les mauvaises conditions de travail et, en fin de compte, se décourage ?

Nous jetons un cri d'alarme ! Il faut, sans tarder, loger les services aussi importants que ceux des contributions, dans des locaux convenables; il faut organiser le travail rationnellement, l'adapter aux méthodes nouvelles, le pourvoir d'un mobilier convenable. Il ne peut pas être dit que les services qui sont appelés à recouvrer les impôts en vue d'alimenter le Trésor, doivent être logés dans des taudis, tandis que les services de dépenses sont installés confortablement dans des bâtiments spacieux.

Il est à notre connaissance que le Département des Travaux publics, qui a dans ses attributions tous les bâtiments publics, n'a rien fait jusqu'à présent pour procurer au Ministère des Finances des bâtiments permettant d'installer ses services dans des conditions convenables. Au contraire, lorsque des fonctionnaires des Finances signalent des immeubles permettant un dégorgement immédiat des offices surpeuplés, le Département des Travaux publics s'empresse d'y installer un de ses services ou de passer les immeubles à d'autres ministères ou à des organismes parastataux.

Cette situation doit également cesser et nous suggérons d'habiliter le Ministre des Finances pour tout ce qui concerne l'acquisition des immeubles, du mobilier et des machines de bureaux indispensables aux services de son Département.

A une de nos questions, l'Administration nous a fourni la réponse ci-après, qui corrobore d'ailleurs nos constatations :

Acquisition de locaux.

En 1946, l'Administration a pu obtenir, pour l'installation de ses services, les immeubles suivants :

a) *Neuf achats* : Courtrai, Ypres, Gand, Malines, Turnhout, Namur, Gembloux, Anderlues, Hannut ;

b) *Vingt-huit locations* : Bruxelles, Etterbeek, Saint-Gilles, Aarschot, Louvain, Poperinge, Nieuport, Alost, Grammont, Saint-Nicolas, Kontich, Oostmalle, Gosselies, Hornu (Saint-Ghislain), Fleurus, Pâturages, Charleroi, Quévrain, Manage, La Louvière, Maaseik, Tongres, Saint-Trond, Lanaken, Hasselt, Liège, Namur, Dinant.

L'effort entamé en 1946 est énergiquement poursuivi, car de nombreux services sont encore installés dans des conditions regrettables qui entravent sérieusement la perception exacte des impôts et qui offrent, au surplus, de nombreux inconvénients pour les contribuables.

Les résultats à espérer en l'espèce dépendent toutefois, en majeure partie, de la collaboration du Département des Travaux publics, auquel incombe la réalisation de l'achat ou de la location des immeubles nécessaires.

Documentation et instructions.

En vue d'une meilleure documentation de son personnel, l'Administration a, au début de 1946, décidé de procéder à l'impression de ses circulaires et de les distribuer à tous les agents qu'elles peuvent intéresser.

Une étude est en cours en vue de perfectionner encore le système d'édition, de classement et de distribution des circulaires administratives.

Mobilier et machines de bureau.

Une certaine amélioration a pu être apportée en 1946 à la pénurie aiguë de mobilier et de machines de bureau dans les services; cette amélioration se poursuivra au cours des prochains mois.

Une solution définitive du problème d'un équipement adéquat des services dépend, d'une part, des crédits disponibles et, d'autre part, des possibilités de livraison — encore assez limitées — par les fournisseurs.

Services de mécanisation.

Pour caractériser les conditions dans lesquelles les trois services de mécanisation (Anvers, Bruxelles et Liège) ont dû, au cours de 1946, procéder au calcul et à l'enrôlement des impôts, il suffit de citer les détails ci-après :

— l'incertitude qui a subsisté jusqu'en novembre 1945 quant aux taux d'impôt qui seraient appliqués pour les cotisations de l'exercice 1945, a rendu impossible la commande, en temps opportun, des imprimés nécessaires pour les calculs et les enrôlements (notes de taxation, avertissements-extraits, etc.); il en est résulté tant pour les imprimeurs intéressés que pour les services de mécanisation, de très graves inconvénients — parfois des situations inextricables — qui ont donné lieu à de gros retards et à un freinage regrettable des travaux d'enrôlement;

— les services de mécanisation ont dû travailler avec un équipement en machines d'avant-guerre qui n'ont pas échappé à l'usure et pour lesquelles il n'est même plus possible, en principe, d'obtenir des pièces de rechange; malgré tout, il a fallu trouver les moyens pour maintenir ces machines en plein fonctionnement. Heureusement, à partir de juin 1946, cet équipement a pu être renforcé par un certain nombre de machines neuves;

— l'exécution de la tâche normale a, en fait, été totalement suspendue pendant deux mois (mars et avril 1946), au cours desquels les services de mécanisation ont dû faire un effort exceptionnel et des prestations supplémentaires

pour pouvoir calculer et enrôler 970,000 cotisations résultant de l'amnistie fiscale;

— comme les années précédentes, l'approbation définitive et la notification des additionnels communaux a subi des retards qui ont sérieusement entravé les opérations de calcul et d'enrôlement; au 1^{er} octobre 1946, les additionnels n'étaient connus que pour 1,922 communes (sur 2,870).

Les deux tableaux ci-dessous font ressortir nettement l'ampleur des travaux exécutés par les services de mécanisation au cours de 1946 :

	Exercice 1939	Exercice 1941	Exercice 1942	Exercice 1943	Exercice 1944	Exercice 1945
<i>Nombre de cotisations :</i>						
<i>a) calculées :</i>						
Contribution foncière ..	—	1,807,000	1,818,000	1,824,000	1,770,000	1,792,000
Impôts sur les revenus	—	200,000	1,260,000	1,962,000	1,830,000	2,808,000
TOTAL	—	2,007,000	3,078,000	3,786,000	3,600,000	4,600,000
<i>b) enrôlées :</i>						
Contribution foncière ..	1,840,000	1,807,000	1,818,000	1,824,000	1,770,000	1,792,000
Impôts sur les revenus ,	—	915,900	1,741,300	1,962,000	1,830,000	2,808,000
TOTAL	1,840,000	2,722,900	3,559,300	3,786,000	3,600,000	4,600,000

Depuis le mois de novembre 1946, les services de mécanisation assurent également le calcul et l'enrôlement de l'impôt extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels de la période de guerre ainsi que de l'impôt spécial sur les bénéfices des fournitures à l'ennemi.

En outre, depuis juillet 1946, ils assument aussi le calcul et l'enrôlement de tous les rappels de droits en matière d'impôts sur les revenus.

Comme on le constate, ces services continuent, dans une mesure toujours plus accentuée, à décharger les fonctionnaires de la taxation de tous les travaux inhérents au calcul et à l'enrôlement des impôts.

Impôt foncier.

Grâce aux dispositions prises par les trois services de mécanisation, l'Institut National de Statistique a pu établir pour la première fois une statistique générale en matière de revenus cadastraux et de rendement de l'impôt foncier.

Les premiers résultats de cette statistique, portant sur l'exercice fiscal 1943, ont été publiés au « Bulletin de Statistique », août 1946, p. 734.

L'Administration prend des mesures afin qu'une statistique analogue, mais encore plus détaillée, puisse, au cours des prochains mois, être formée en ce qui concerne les éléments de l'exercice fiscal 1946.

Impôts sur les revenus.

La formation de la statistique générale des revenus taxés pour l'exercice fiscal 1945 (clôturé le 30 septembre 1946) est en cours.

Les modalités de cette statistique ont été exposées dans le « Bulletin de Statistique » de septembre-octobre 1946.

Des difficultés d'ordre matériel ont entravé l'évolution plus rapide des travaux y afférents; l'Administration croit pouvoir disposer prochainement de résultats globaux. Elle espère que la statistique pour l'exercice fiscal 1946 — pour la formation de laquelle les dispositions nécessaires ont été prises par les services de mécanisation — pourra être fournie par l'Institut National de Statistique peu de temps après la clôture dudit exercice.

**ORGANISATION, ATTRIBUTIONS ET ACTIVITÉ
DES SERVICES EXTÉRIEURS.**

Voici l'organisation actuelle de l'Administration des Contributions directes en province :

1^o *Service de la taxation* :

a) Bureaux centraux de la taxation chargés :

1^o du recensement des contribuables;

2^o de la tenue du fichier-répertoire général des contribuables;

3^o de l'envoi et du recueillement des déclarations;

4^o de la taxation sur la base des revenus déclarés;

5^o du classement de la documentation et de la transmission des dossiers aux contrôleurs.

b) Contrôles chargés de la vérification des déclarations soumises par le B.C.T. (Bureau central de taxation) en vue de l'imposition définitive.

Spécialisation : Contrôles de sociétés; contrôles de taxes spéciales dans certaines grandes agglomérations.

Dans les offices importants, spécialisation par profession de contribuables. Un même contrôleur est chargé de l'examen des déclarations afférentes à une cinquantaine de professions.

c) Sections de recherche en matière d'impôts sur les revenus et de recherche, en ce qui concerne les taxes spéciales.

2^o *Le Service de recouvrement* effectué par les bureaux de recettes. Dans les grandes agglomérations, les recettes ont été centralisées; il y existe également des recettes de taxes spéciales.

3^o *Le Service du Contentieux* est assuré par les receveurs en ce qui concerne les réclamations relatives à la contribution foncière; les inspecteurs sont chargés de l'instruction des réclamations concernant les impôts sur les revenus et les taxes spéciales.

4^o *La Direction provinciale ou régionale* assure la liaison entre l'Administration centrale et les services extérieurs; elle veille à la coordination, à l'unité et à la bonne marche des dits services; elle organise, pour ce qui concerne sa région, les affaires générales, le service du personnel, la comptabilité, etc.

En ce qui concerne le Contentieux, elle prend les décisions relatives aux réclamations, émet les ordonnances de remboursement, vérifie les procès-verbaux, etc.

5° *Le Service de la Surveillance* constitue un service spécial comprenant des contrôleurs de comptabilité chargés de la vérification approfondie des bureaux de recettes.

Principales critiques.

Votre rapporteur, alerté par l'arriéré considérable qui existe dans la perception des impôts, les retards constatés dans l'envoi et l'examen des déclarations, la lenteur avec laquelle les nombreuses réclamations sont examinées, a estimé nécessaire d'en rechercher l'origine. Les causes en sont multiples, nous en citons les principales :

Pénurie de personnel, surtout de personnel technique; mauvaise installation des services; manque d'organisation et de répartition rationnelle du personnel; législation compliquée et alourdie outre mesure par un nombre incalculable de circulaires interprétatives qui provoquent des perturbations et des modifications constantes dans les services; matière multiple et difficile à travailler; paperasserie superflue provoquée par de nombreux états périodiques; travaux complémentaires incombant à d'autres départements.

Bureaux centraux de la taxation.

Le but de l'Administration en créant le B.C.T. a été de dégager les travaux purement matériels, les opérations semi-techniques et la mission de contrôle proprement dite. Elle a voulu uniquement ramener la mission du contrôleur au contrôle et à la vérification des déclarations. Ce but était très louable.

En prescrivant la taxation sur la base des revenus déclarés (avant toute vérification), elle a voulu accélérer l'établissement et l'enrôlement massif des impôts au début de l'exercice.

Cette taxation, appelée « au premier degré », comporte de nombreuses erreurs dues à l'absence ou à l'insuffisance de l'examen, soit encore à l'incompétence du personnel préposé à cette tâche. Ces erreurs font l'objet de réclamations de la part de contribuables et augmentent considérablement les prestations des inspections.

Avant la création, en 1940, des B.C.T., l'effectif du personnel des contrôles se composait, en moyenne, de quatre agents ((contrôleur et 3 agents). Ce personnel devait assurer tous les travaux, techniques et matériels des contrôles, y compris ceux assurés actuellement par le B.C.T. et les bureaux de calcul et de mécanisation. S'il existait un certain retard, il provenait uniquement de l'insuffisance du personnel.

Or, votre rapporteur a pu constater que l'organisation des B.C.T. a eu pour effet un accroissement de personnel. En moyenne, le personnel des B.C.T. se compose d'un nombre d'agents représentant le quintuple du nombre de contrôles.

C'est ainsi qu'à Bruxelles il y a, pour 11 contrôles, 55 agents au B.C.T.

Le personnel actuel d'un contrôle se compose de trois agents; en y rattachant le personnel des B.C.T., qui seraient supprimés, on porterait l'effectif du contrôle à huit agents et les travaux matériels seraient assurés plus rapidement et plus efficacement par cinq nouveaux agents qui, actuellement, effectuent ces mêmes travaux aux B.C.T.

Ces agents travaillant sous les ordres directs du contrôleur, celui-ci, pouvant juger du rendement et de la capacité de chacun, pourrait affecter les mieux doués, d'abord à des travaux semi-techniques, ensuite à des opérations techniques. Ainsi, on parviendrait à une formation rapide des agents — principal objectif à atteindre dans les circonstances actuelles — alors que les travaux des B.C.T. provoquent plutôt un découragement chez les agents bien doués qui se lassent des perpétuels et continuels travaux de classement.

La taxation provisoire au premier degré limitée aux cotisations importantes, éviterait d'indisposer le contribuable par l'envoi successif de feuilles d'impositions supplémentaires.

Ensuite, la déclaration, au lieu de contenir des erreurs et des omissions, serait mise au point immédiatement par les agents du contrôle; de cette méthode il résulterait moins de démarches pour le contribuable, une accélération des travaux de taxation et un allègement sérieux du Service du Contentieux.

Quelques B.C.T., notamment ceux qui ont dans leurs attributions la taxation des revenus des sociétés, doivent être maintenus. Toutefois, les contrôleurs intéressés devront — même pour les taxations au premier degré — remplir eux-mêmes les notices de taxation.

La spécialisation.

La spécialisation, telle qu'elle est conçue actuellement, est préjudiciable aux intérêts du Trésor. Un contrôleur spécialisé se voit attribuer un nombre beaucoup trop élevé de catégories de professions; celles-ci sont sérieées suivant que le contribuable tient ou non la comptabilité. Un service de contrôle ordinaire, bien au courant de l'activité des habitants de son ressort, parviendrait bien plus facilement à taxer les redevables suivant leurs revenus réels qu'un contrôleur soi-disant spécialisé.

Dans ces conditions, la suppression des B.C.T. devrait aller de pair avec celle de la spécialisation des contrôleurs et le retour à des contrôles limités au ressort de façon à permettre la localisation des agents attachés au contrôle. Une des conditions essentielles de la perception exacte de l'impôt direct, est celle qui permet aux agents localisés de suivre les activités des contribuables en connaissance de cause.

Service de recouvrement des impôts.

L'Administration s'engage vers une centralisation trop poussée. Commencée dans les grandes agglomérations, où elle est temporairement abandonnée, elle se poursuit dans les recettes rurales.

Divers systèmes ont été mis à l'essai : une fois, la centralisation se fait territorialement; une autre fois, suivant la nature des impôts sans souci aucun de l'intérêt des contribuables dont les doléances se sont cependant fait entendre à la tribune du Parlement.

L'on ne peut exiger d'un receveur de connaître des milliers de contribuables; le recouvrement des impôts souffre incontestablement d'une telle situation. Bref, on peut faire aux recettes centralisées le même reproche qu'aux B.C.T. : manque de personnel qualifié et expérimenté, d'où cause de nombreuses erreurs, de pertes de temps et d'embouteillage d'autres services.

Le Service du Contentieux.

Le nombre de réclamations ne fait que croître, alors qu'il est dans l'intérêt tant de l'Administration que du contribuable, que les décisions soient rendues avec le plus de célérité possible. Actuellement, les réclamations sont instruites avec un retard parfois de plusieurs années, d'où difficulté de perception des impôts dus, mécontentement des contribuables intéressés et complication inouïe de la tâche du fonctionnaire compétent.

QUELQUES SUGGESTIONS.

Pour remédier à la situation décrite brièvement ci-avant, il y a lieu :

- 1^o d'organiser l'Administration sur des bases rationnelles;
- 2^o d'installer les services dans des locaux convenables et suffisamment spacieux;
- 3^o de remplacer le mobilier vétuste par un mobilier de bureau moderne;
- 4^o de mettre à la disposition du personnel des machines à écrire et à calculer;
- 5^o de répartir le personnel rationnellement, d'opérer une sélection par l'instruction et l'organisation de cours professionnels;
- 6^o d'examiner la possibilité : a) de nommer au grade de vérificateur à titre personnel un certain nombre de commis dirigeants et commis aux écritures candidats receveurs; ces agents initiés aux services seraient de grande utilité dans les contrôles; b) d'organiser un examen professionnel sérieux réservé aux temporaires en vue de leur accession soit à l'emploi de commis aux écritures, soit à celui de commis technique;
- 7^o de simplifier les écritures, de diminuer le nombre d'états périodiques, de rédiger des circulaires interprétatives claires et compréhensibles;
- 8^o de rechercher les moyens d'alléger les travaux des directions;
- 9^o idem des inspecteurs; pour ceux-ci, la question se pose de savoir s'il n'y a pas lieu de modifier l'article 65 des lois coordonnées et d'étendre aux inspecteurs la compétence des directeurs en ce qui concerne les litiges ne dépassant pas un certain montant d'impôts contestés lorsque l'inspecteur a obtenu l'accord du contribuable et du contrôleur taxateur. Une telle mesure serait de nature à dégorger les directions, à hâter la solution des litiges et éviter une perte importante de ressources qui reviennent au Trésor;
- 10^o de simplifier le libellé des questions en matière de déclaration sur les revenus;
- 11^o en attendant la suppression de la taxe de crise, d'examiner l'incorporation de cette taxe dans : a) la taxe professionnelle; b) la taxe mobilière; c) l'impôt foncier.

La taxe de crise étant établie sur la même base et selon les mêmes modalités que ces impôts, la réalisation de notre suggestion aurait pour conséquence de réduire notablement le travail des agents taxateurs.

Extraits de statistiques.

Pour se rendre compte des nombreuses prestations qui sont exigées du personnel des Contributions, de l'arriéré manifeste qui existe dans la perception

des impôts et de l'activité du service des Contributions en province, il suffit d'examiner les statistiques que nous faisons suivre ci-après :

Contribution foncière.

(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Impôts enrôlés :

Exercice 1944 : 409.8 millions de francs.

Exercice 1945 : 393.5 millions de francs.

Nombre d'articles :

Exercice 1944 : 1,869,105.

Exercice 1945 : 1,815,315.

Revenus cadastraux imposés :

Exercice 1944 : 6,699.1 millions de francs.

Exercice 1945 : 6,554.6 millions de francs.

Perception :

Exercice 1944 : 354.9 millions de francs.

Exercice 1945 (1) : 301.8 millions de francs.

Exercice 1946 : Montant probable des enrôlements : 408.2 millions.

Revenus cadastraux présumés : 6,553.5 millions.

Prévisions des recettes : 350 millions.

Taxe mobilière.

(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Exercice 1944 : Impôts dus : 343.1 millions; perceptions : 302.5 millions.

Revenus imposés : $\pm$ 3,464 millions :

a) revenus d'origine belge : actions : $\pm$ 1,300 millions;
obligations : $\pm$ 240 millions;
fonds publics : $\pm$ 874 millions;
autres : $\pm$ 580 millions.

b) revenus d'origine étrangère y assimilés : $\pm$ 470 millions.

Déclarations d'assujettissement à la taxe professionnelle et à l'impôt complémentaire personnel.

Personnes physiques : Nombre de contribuables non exempts : Exercice 1944 : 3,320,993;

Exercice 1945 : 3,372,673 (1);

Nombre de déclarations modifiées : Exercice 1944 : 331,383;

Exercice 1945 : 280,758 (1).

Sociétés : Nombre : Exercice 1944 : 29,422;

Exercice 1945 : 29,560 (1).

(1) Les travaux de taxation relatifs à l'exercice 1945 n'étaient pas terminés à la date de clôture de cet exercice (30 juin 1946), mais ont pu être poursuivis valablement après cette date jusqu'au 30 septembre 1946; les cotisations ainsi établies entre ces deux dates ont dû être rattachées, par rappel de droits, à l'exercice 1946 (art. 1^{er} de la loi du 8 juillet 1946).

Taxe professionnelle.

(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat)

a) Taxe perçue à la source sur les traitements, salaires et pensions :

Exercice 1945 : 1,064.8 millions;

Exercice 1946 : 1,160.1 millions (situation au 31 décembre 1946).

b) Enrôlements :

Exercice 1944 : Impôts enrôlés : 1,747.0 millions (966,211 articles);

Perceptions : 1,221.7 millions.

Exercice 1945 (1) : Impôts enrôlés : 1,170.9 millions (479,675 articles);

Perceptions : 689.3 millions.

Exercice 1946 : Les opérations de taxation viennent seulement d'être entamées

Impôt complémentaire personnel.

(Impôt revenant entièrement à l'Etat.)

a) Impôts perçus à la source sur les traitements, salaires et pensions :

Exercice 1945 : 354.8 millions.

Exercice 1946 : (Situation au 31 décembre 1946) : 391.3 millions.

b) Enrôlements :

Exercice 1944 : Impôts enrôlés : 968.7 millions (923,164 articles);

Perceptions : 547.8 millions.

Exercice 1945 (1) : Impôts enrôlés : 723.6 millions (480,215 articles);

Perceptions : 335.1 millions.

Exercice 1946 : Même remarque que pour la taxe professionnelle.

Contribution nationale de crise.

(Impôt revenant entièrement à l'Etat.)

a) Impôts perçus à la source sur les traitements, salaires et pensions :

Exercice 1945 : 2,128.5 millions;

Exercice 1946 : 2,313.7 millions (situation au 31 décembre 1946).

b) Enrôlements.

Exercice 1944 : Impôts enrôlés : 3,089.3 millions soit :

sur revenus de propriétés immobilières, 404.3 millions;

sur revenus de capitaux investis, 1.6 millions;

sur revenus professionnels, 2,683.4 millions.

Perceptions : 2,254.1 millions.

Exercice 1945 (1) : Impôts enrôlés, 1,980.0 millions, soit :

sur revenus de propriétés immobilières, 323.2 millions;

sur revenus de capitaux investis, 1.2 millions;

sur revenus professionnels, 1,655.6 millions.

Perceptions : 1 284.6 millions.

Exercice 1946 : Même remarque que pour la taxe professionnelle.

Impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels (loi de 1940).

Exercice 1944 : Droits enrôlés : 500.1 millions; perception : 278.1 millions.
Exercice 1945 : Droits enrôlés : 249.9 millions; perception : 118.9 millions.

N.B. — A partir du 16 octobre 1945, aucune cotisation à cet impôt ne pouvait plus être établie (article 20 de la loi établissant un impôt extraordinaire sur les revenus, bénéfices et profits exceptionnels réalisés en période de guerre).

Taxes sur les spectacles ou divertissements.

(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Exercice 1944 : Perceptions : 116,9 millions (environ 80,000 inscriptions).

Exercice 1945 : Droits constatés : 292.4 millions :

212.1 millions pour les cinémas ;

45.0 millions pour les parties de danse ;

7.2 millions pour les courses de chevaux et de chiens ;

6.2 millions pour les divertissements forains ;

15.5 millions pour les auditions musicales imposables dans les débits de consommations ;

6.4 millions pour les autres catégories de spectacles.

Perceptions : 291.5 millions (nombre d'articles non encore connu).

Nombre d'établissements permanents de spectacles :

Etablissements affectés exclusivement à l'organisation :

de projections cinématographiques	1,165
de parties de danse	2,219
d'auditions musicales imposables dans les débits de consommation	21,933
de spectacles autres	76

Exercice 1946 : Perception suivant la situation au 31 décembre 1946 : 344.7 millions.

Taxes sur les jeux et paris.

(Droit principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Exercice 1944 : Perceptions : 99.8 millions (environ 8,000 articles).

Exercice 1945 : Droits constatés : 169.9 millions :

Paris aux courses de chevaux dans les hippodromes, 48.8 millions ;

Paris aux courses de chevaux dans les agences, 11.2 millions ;

Paris aux courses de chiens, 29.8 millions ;

Concours de pigeons, y compris prix des bagues, 0.8 million ;

Jeux de casino, 57.6 millions ;

Concours de pronostics sur les matches de football, 18.5 millions ;

Autres jeux et paris, 3.2 millions.

Perceptions : 169.2 millions (nombre d'articles non encore connu).

Nombre d'agences de paris aux courses de chevaux à la date du 31 décembre 1945 : 66 (avec 231 succursales).

Exercice 1946 : Perceptions (situation au 31 décembre 1946) :

247.7 millions, dont 129 millions sur les jeux de casino (9 casinos au 31 décembre 1946).

Taxe d'ouverture sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses.
(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Exercice 1945 : Perceptions : 41.5 millions (86,946 débits au 30 novembre 1945).

Exercice 1946 : Perceptions (suivant situation au 31 décembre 1946) : 54 millions (86,500 débits au 30 novembre 1946).

Taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Perceptions : Exercice 1945 : 87.7 millions;

Exercice 1946 : 199.6 millions (situation au 31 décembre 1946).

Nombre de véhicules : Exercice 1945 : 157,536 dont 6,262 remorques;

Exercice 1946 : 263,792 dont 8,731 remorques.

Pendant la deuxième quinzaine d'octobre 1946, il a été constaté 1,489 infractions.

Taxe d'Etat sur les vélocipèdes.

Perceptions : Exercice 1945 : 38.9 millions;

Exercice 1946 : 44.1 millions.

Nombre : Exercice 1945 : 1,927,789;

Exercice 1946 : 2,174,053 (au 30 septembre 1946).

Taxe d'Etat sur les chiens.

Exercice 1944 : Perception 8.4 millions (nombre environ 375,000);

1945 : Perception 9.3 millions (nombre inconnu);

1946 : Perception 10.3 millions (situation au 31 décembre 1946).

Taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tenderie.

Perception : Exercice 1945 : 0.8 million;

Exercice 1946 : 1.1 million (situation 31 décembre 1946).

Perceptions en apurement d'impôts arriérés des exercices clos.

Exercice 1944 : 1,853.8 millions (se rapportant aux cotisations des exercices 1943 et antérieurs, non acquittées avant la clôture de ces exercices. Perceptions effectuées du 1^{er} mai 1944 au 31 octobre 1945).

Exercice 1945 : 873.3 millions (se rapportant aux cotisations des exercices 1944 et antérieurs, non acquittées avant la clôture de ces exercices. Perceptions effectuées du 1^{er} novembre 1945 au 30 juin 1946).

Exercice 1946 : (Situation au 31 décembre 1946) : 977.9 millions (se rapportent aux cotisations des exercices 1945 et antérieurs, non acquittées avant la clôture de ces exercices. Perceptions depuis le 1^{er} juillet 1946).

Amnistie fiscale.

(Droits en principal et additionnels au profit de l'Etat.)

Nombre de déclarations : 242,355.

Revenus déclarés : 19,810 millions.

Revenus d'immeubles : 418 millions;

Revenus mobiliers : 3,651 millions;

Revenus professionnels : 15,741 millions.

Impôts enrôlés (situation au 31 décembre 1946) : 4,041.3 millions.

Perceptions : (situation au 31 décembre 1946) : 3,394.7 millions, abstraction faite des centimes additionnels provinciaux et communaux.

Recettes diverses.

Taxes de vérification des poids et mesures, rétribution du chef des extraits du cadastre, intérêts de retard, etc.

Recettes : Exercice 1945 : 60.7 millions;

Exercice 1946 : 88.5 millions (situation au 31 décembre 1946).

Additionnels provinciaux.

Perceptions : Exercice 1944 : 232.2 millions;

Exercice 1945 : 164.0 millions;

Exercice 1946 : 292.6 millions (situation au 31 décembre 1946).

Additionnels communaux.

Perceptions : Exercice 1944 : 1,678.4 millions;

Exercice 1945 : 1,288.3 millions;

Exercice 1946 : 1,786.8 millions (situation au 31 décembre 1946).

Autres fonds des tiers.

Cotisations enrôlées pour l'exercice 1944 (en l'espèce, l'Administration ne possède encore aucune statistique pour l'exercice 1945).

Cotisations aux fonds de garantie (accidents du travail) :

Montant enrôlé, 425,353 francs; nombre d'articles, 2,768.

Taxes d'assurance contre les accidents du travail : mêmes chiffres, soit

Montant enrôlé, 425,353 francs; nombre d'articles 2,768.

Cotisations au Fonds spécial pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail causés par faits de guerre :

Montant enrôlé, 63,534 francs; nombre d'articles, 1,760.

Cotisations au Fonds de prévoyance (maladies professionnelles) :

Montant enrôlé, 4,495,091 francs; nombre d'articles ,6,524.

Cotisations enrôlés en matière d'allocations familiales :

Montant enrôlé, 7,441,329 francs; nombre d'articles, 21,976.

Affaires contentieuses.

- I. — *Nombre* de procès-verbaux instruits en 1945 : 13,687.
 Sommes réclamées aux contrevenants : 7 millions de francs.
- II. — *Vérification* des déclarations aux impôts sur les revenus par des visites à domicile :
- | | |
|---------------------------------------|---------|
| Nombre de visites : En 1945 | 96,201 |
| En 1946 : | 112,305 |
- Montant des augmentations de revenus imposables obtenues à la suite de ces visites :
- | | |
|-----------------------|---------------|
| En 1945 fr. | 4,801,697,000 |
| En 1946 | 8,129,801,900 |
- III. — *Réclamations instruites en 1946* :
- par les receveurs en matière de contribution foncière : 73,695 (chacune des 2,403,110 parcelles cadastrales bâties et des 5,492,566 parcelles non-bâties peut donner lieu à réclamation);
 - par les Inspecteurs, en matière d'impôts sur les revenus et taxes assimilées aux impôts directs : 72,695;
 - par les Directeurs : 223,146.
- IV. — *Perception totale* de l'année 1946 en matière d'impôts directs et taxes y assimilées (tous additionnels compris) : **23,479,500,000 francs.**

CHAPITRE XI.**ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES.****Attributions.**

L'Administration des Douanes et Accises a dans ses attributions :

- 1^o la perception des droits d'entrée sur les marchandises importées;
- 2^o la perception des droits d'accises et taxes assimilées sur les marchandises d'accises importées ou fabriquées dans le pays;
- 3^o la perception des droits de statistique;
- 4^o la surveillance des importations, exportations et transit de toutes les marchandises;
- 5^o la surveillance de la circulation des marchandises dans le rayon des douanes.
- 6^o la surveillance des marchandises d'accises sur tout le territoire du Royaume;
- 7^o la surveillance des entrepôts publics, particuliers et fictifs;
- 8^o la surveillance des établissements fabriquant ou débitant des marchandises d'accises;
- 9^o la recherche de la fraude: a) en matière de douanes; b) en matière d'accises.

Elle prête, en outre, son concours dans les matières relevant d'autres administrations en ce qui concerne :

- 1^o la perception des taxes assimilées au timbre (taxe de transmission ou de luxe — taxe sur les transports) dans ses rapports avec les trafics d'importation ou d'exportation définitives ou temporaires;
- 2^o la perception de la taxe de transmission sur les bières, eaux minérales et les tabacs fabriqués;
- 3^o la perception de la taxe professionnelle des voyageurs de commerce, marchands ambulants et bateliers étrangers;
- 4^o la perception de la taxe de séjour sur les automobilistes étrangers;
- 5^o l'application du régime des licences;
- 6^o le contrôle monétaire (devises);
- 7^o le contrôle au point de vue de la sûreté publique;
- 8^o le contrôle sanitaire (animaux — graisses — viandes — produits horticoles — stupéfiants, etc.);
- 9^o le contrôle des marques d'origine — d'armes et explosifs — livres, journaux et publications — pigeons voyageurs — chasse — pêche, etc.

Administration centrale.

Organisation.

L'Administration centrale comprend cinq inspections générales :

a) Personnel e Affaires générales :

Recrutement, signalement, concours et examen, documentation, comités du personnel, Chambre de recours, organisation des services extérieurs, coordination et surveillance générale, comptabilité;

b) Tarif des douanes :

Politique douanière en liaison avec les autres départements intéressés, application du tarif des douanes, élaboration d'un tarif commun pour la future communauté belgo-néerlando-luxembourgeoise, préparation de notes explicatives à ce tarif commun;

c) Législation :

Examen de tout ce qui se rapporte aux importations et exportations (par mer, par la voie fluviale, par chemin de fer, par route, par la voie aérienne ou par la voie postale). Transit, Entrepôts, Exportations temporaires, Circulation internationale des véhicules automobiles, *Traité de limites* et accords frontaliers;

d) Contentieux :

Décision sur toutes les affaires dans lesquelles les droits fraudés ou compromis dépassent 10,000 francs et quand les marchandises sujettes à confiscation ont une valeur de plus de 50,000 francs. Examen de toutes les affaires qui soulèvent une question de principe. Décision dans les affaires relevées par le Service central des recherches. Examen des réclamations élevées par les intéressés contre les décisions des Directeurs régionaux. Instruction des nombreux

recours en grâce introduits après condamnation. Travail préliminaire et rédaction des projets d'arrêtés du Régent. Examen et décision de questions diverses relatives aux cautionnements, aux recouvrements, à des consultations écrites. Procède à des enquêtes de toute nature;

e) *Service d'accises* :

Elaboration des projets de loi, règlements, arrêtés et instructions relatifs à la perception des droits d'accises, examen des questions qui se rattachent à l'organisation des services extérieurs des accises, examen et étude des questions de principe ainsi que des cas d'espèce qui ne sont pas de la compétence des services extérieurs, documentation et études diverses; agrégation de certaines usines soumises à la surveillance des agents des accises.

Services extérieurs.

Les Services extérieurs se composent de :

- 8 directions régionales;
- 8 inspections régionales;
- 3 inspections des douanes;
- 106 contrôles;
- 15 recettes principales;
- 27 recettes de 1^{re} classe;
- 41 recettes de 2^e classe;
- 38 recettes de 3^e classe;
- 29 recettes de 4^e classe;
- 340 sous contrôles et sections des accises;
- 60 lieutenances des douanes;
- 430 brigades des douanes, comportant ensemble, suivant l'arrêté du Régent du 19 décembre 1946 portant fixation du cadre organique du personnel des Finances (*Moniteur* du 29 décembre 1946), un effectif en personnel de 7,331 unités se répartissant comme suit : 301 fonctionnaires (directeurs, inspecteurs, contrôleurs et receveurs), 331 vérificateurs, 789 commis techniques, commis dirigeants et commis, 940 sous-contrôleurs, chefs de section et commis des accises, 60 lieutenants des douanes, 430 brigadiers des douanes, 4,450 sous-brigadiers et préposés des douanes, 30 dactylographes.

L'effectif réel.

Toutefois, l'effectif réel au 1^{er} février 1947 ne comprend que 236 fonctionnaires, 254 vérificateurs, 568 commis techniques, commis dirigeants et commis, 772 sous-contrôleurs, chefs de section et commis des accises, 98 lieutenants et sous-lieutenants des douanes, 371 brigadiers des douanes, 4,107 sous-brigadiers et préposés des douanes et 17 dactylographes.

Examens et concours organisés en 1946.

	Emplois à conférer	Lauréats	Nomination	Restent à recruter
Concours de préposé des douanes ...	Flam. 350 Wall. 150	490 210		
Concours de commis	Flam. 55 Wall. 30	29 24	18 12	3 2
Concours de commis technique	Flam. 60 Wall. 43	34 30	22 20	1 7
<i>Examens de promotion :</i>	Participants	Lauréats		
Commis dirigeants	Flam. 50 Wall. 29	3 1		
Chef de section des accises	Flam. 40 Wall. 22	11 8		
Commis des accises	Flam. 93 Wall. 47	14 5		
Sous-brigadier	Flam. 164 Wall. 133	24 28		

La répression de la fraude. — Modalités de la recherche.*a) En matière de douanes :*

Les lois fiscales confèrent aux employés des droits très étendus en vue de la recherche de la fraude. Dans le rayon des douanes, les agents de l'Administration exercent le droit de visite des marchandises et des moyens de transports (bateaux-trains, autos, etc.) des personnes, des maisons et enclos où ils soupçonnent l'existence clandestine de magasins et de dépôts de marchandises.

La régularité de la visite est soumise aux conditions visées par l'article 181 de la loi générale du 26 août 1822. Pour les agglomérations de plus de 2,000 âmes situées dans le rayon de plus de 2,500 mètres des frontières de terre, les visites domiciliaires sont régies par les articles 200 et 201 de la même loi générale.

Il en est de même pour toute visite pratiquée en dehors du rayon. Dans le dit rayon, les agents ont, en outre, le droit de saisir les marchandises fraudées et les moyens de transport et de procéder à l'arrestation des délinquants. Les employés ne peuvent user du droit d'arrestation préventive qu'en cas de flagrant délit ou à un moment très rapproché du délit.

b) En matière d'accises :

Pour assurer la surveillance des usines dont les produits sont soumis à l'accise ou à une taxe de consommation, voire à un simple contrôle, les agents de l'Administration disposent du droit de les visiter.

En dehors des usines, les employés sont commissionnés pour visiter les transports de marchandises soumises à l'accise (alcools, bières, glucoses, sucres, tabacs, etc.).

Dans les conditions fixées par les articles 200 et 201 de la loi générale du 26 août 1822, ils peuvent aussi pratiquer des perquisitions dans les immeubles où ils soupçonnent le dépôt clandestin de marchandises ou l'existence d'appareils servant à la fabrication frauduleuse de marchandises d'accise.

Certaines lois spéciales autorisent les employés à prélever des échantillons de produits dont la composition, la force alcoolique ou une autre particularité doivent être fixées par analyse.

Services de Recherches.

Indépendamment des brigades d'arrière-ligne qui viennent renforcer les brigades échelonnées le long des frontières, outre les brigades ambulantes qui opèrent dans toute l'étendue, d'un contrôle ou d'une lieutenance, il existe des services spécialement institués pour la recherche de la fraude. Il s'agit, en l'occurrence, du Service spécial des douanes et accises et le Service central des recherches.

Ces services ont pour mission de déjouer et de réprimer les entreprises des contrebandiers aux frontières et à l'intérieur du pays et celles des trafiquants en alcools ou en produits prohibés, des distillateurs clandestins ainsi que des personnes en contravention avec la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

En vertu de l'article 6 de l'accord conclu le 3 avril 1939 entre la Belgique et la France en vue de la répression des fraudes douanières par l'assistance administrative mutuelle, les services précités et les services correspondants français se communiquent mutuellement la documentation dont ils disposent concernant les individus et les véhicules suspects de se livrer ou de servir à la fraude.

En raison de la pénurie des moyens de transport et de l'intensification de la fraude, il a été créé deux sections spéciales, l'une à Gand, l'autre à Anvers, en vue de réprimer la fraude qui se pratique dans ces régions.

Compétence des Directeurs régionaux.

Les Directeurs régionaux ont compétence pour statuer sur toutes les affaires quand les droits fraudés ou compromis ne dépassent pas 10,000 francs et quand les marchandises sujettes à confiscation, à l'exclusion des moyens de transport, ont une valeur de 50,000 francs au moins.

Dans ces limites, ils peuvent admettre les délinquants à transiger ou les poursuivre judiciairement sans avoir à en référer à l'Administration centrale.

En cas de poursuites judiciaires, que la décision de porter l'affaire en justice émane de lui-même ou de l'Administration centrale, le Directeur dans la région duquel est situé le tribunal à saisir, est chargé de toute la procédure et, après condamnation, des mesures d'exécution.

Nous aurions voulu documenter le Sénat au sujet du nombre de constatations et d'infractions, de même que sur les sommes touchées à la suite des transactions, ainsi que le montant total des amendes infligées; à notre regret, nous avons dû constater que l'Administration n'est pas en possession de statistiques sur cette matière.

Activité.

L'activité des services douaniers et du service des accises se reflète d'une part par la surveillance exercée sur la frontière, dans les gares, entrepôts, ports de mer et les établissements soumis à leur surveillance; d'autre part, par la confection des documents, la vérification des marchandises à l'entrée et à la sortie du pays, ou des entrepôts, et le recouvrement des droits divers, droits de douane, droits de statistique, taxes assimilées au timbre, droits de magasin, droits d'accises et taxes y assimilées.

RÉSULTATS OBTENUS EN 1946.*En matière de douanes.**Quantités de marchandises.*

Importées : 19,732,476 tonnes; valeur 52,561,603,000 francs.
 Exportées : 7,434,286 tonnes; valeur 29,654,012,000 francs.
 En transit : 3,354,175 tonnes; valeur 22,702,220,000 francs.

Nombre de documents.

Importation définitive	887,714
Importation temporaire	12,636
Importation sur entrepôt	43,139
Exportation	306,261
Réexportation	16,802
Entrées par eau	97,517
Transit	229,378

Il n'existe pas de statistique indiquant le nombre de documents, passavants, devant couvrir la circulation dans le rayon des douanes.

<i>Recettes (en millions)</i>	<i>en 1945</i>	<i>en 1946</i>
Droits de douane	187	2,143
Droits de statistique	1	3

Dans les recettes de 1946, les droits d'entrée sur les essences de pétrole (position 195b du tarif) interviennent pour 774 millions.

L'Administration ne dispose pas des renseignements qui permettraient de supputer l'importance des recettes en matière de taxes assimilées au droit de timbre perçues en 1946 à l'intervention de la douane. Des calculs antérieurs ont établi que le montant des taxes de transmission et de luxe sur les produits importés — donc le montant est perçu à l'intervention de la douane — représentait pour les années 1938 et 1939, de 32 à 33 p. c. du total des recettes au titre des taxes assimilées au timbre.

En matière d'accise :

Les recettes effectuées en 1946 sont de l'ordre de 4,900 millions; elles accusent une très forte augmentation par rapport à l'exercice de 1945 (2,355 millions). En 1938, les recettes ont été de 1,491 millions.

L'accise sur les tabacs fabriqués entre pour 2,500 millions dans le montant des recettes de 1946; les alcools et les vins apportent pour leur part 1,375 millions.

Les agents de l'Administration des accises prêtent aussi leur concours pour la perception de la taxe de transmission sur les bières, les eaux minérales et les tabacs fabriqués; les sommes perçues de ce chef, en 1946, sont de l'ordre de 700 millions.

Politique douanière.

Le 5 septembre 1944 a été conclue à Londres une Convention de communauté douanière entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas.

Conformément aux dispositions de son article 9, cette Convention aurait provisoirement dû sortir ses effets dès la réinstallation des gouvernements belge et néerlandais sur leurs territoires respectifs. Les opérations militaires de 1944-1945 ont dérouté cette prévision.

Les 17 et 18 avril 1946, les Ministres compétents belges, luxembourgeois et néerlandais ont décidé à La Haye que la Convention entrerait en vigueur dès que certaines difficultés techniques — et notamment la mise au point du tarif annexé à la Convention — auraient été résolues.

Fin 1945, le Conseil administratif des douanes, créé par l'article 3 de la Convention, a soumis aux trois Gouvernements intéressés un projet de tarif adapté aux circonstances du moment.

Législation.

Modifications au tarif des douanes.

Un arrêté-loi du 1^{er} février 1945 a suspendu la perception des droits de douane sur les articles de première nécessité et sur beaucoup de produits destinés à la reconstruction économique du pays. Pour des raisons budgétaires, un arrêté du 14 février 1946 a mis fin à la suspension en ce qui concerne les dérivés du pétrole (benzine, pétroles lampants, huiles de graissage, huiles combustibles).

Un arrêté du Régent du 15 juillet 1946 a éliminé du tarif toutes les consolidations jadis consenties à l'Allemagne et à l'Italie et qui étaient d'application générale en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Le 13 novembre 1946, le Gouvernement a déposé à la Chambre un projet de loi tendant à modifier le régime douanier et accisien de divers produits. Un arrêté ministériel du 14 novembre, pris en conformité de l'article 26 de la loi du 10 avril 1933, a donné force exécutoire immédiate à la plupart des dispositions du projet de loi. En matière de tarif, les droits sur les alcools ont été majorés en corrélation avec le relèvement du droit d'accise, tandis que les droits sur les sucres étaient diminués et ceux sur le fuel-oil supprimés.

Modifications des droits d'accises.

Au cours de l'année 1946, deux projets de loi ont été soumis au Parlement ; l'un concerne le régime fiscal du tabac et l'autre, le régime fiscal de certaines marchandises d'accise. Ces projets ont pour but de remplacer par des dispositions nouvelles les mesures prises sous l'occupation, d'amender la législation en vue d'améliorer le rendement des impôts et, notamment en ce qui concerne les alcools, d'adapter les droits au niveau actuel des prix en procurant ainsi de nouvelles ressources au Trésor. On escompte de l'application des nouveaux droits sur les alcools une recette supplémentaire de l'ordre de 570 millions.

Consommation de l'alcool.

En 1946, la consommation de l'alcool a été d'environ 3 litres à 50° par tête d'habitant, soit trois fois la consommation d'avant la guerre de 1914-1918.

Contraventions constatées en matière de débit de boissons alcooliques.

Durant l'année 1945, 6,009 procès-verbaux ont été rédigés du chef de détention et de débit illicites de boissons spiritueuses, en infraction à la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

Pour l'année 1946, on n'est pas encore en possession de la statistique de ces délits, mais il appert des renseignements obtenus que leur nombre sera supérieur au chiffre relevé pour l'année 1945.

Nombre de distilleries clandestines.

Découvertes en 1945 : 945 ;

Découvertes en 1946 : 60.

*Tableau indiquant le nombre d'établissements soumis à la surveillance
des agents des accises.*

ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE
Acide acétique (fabriques)	2
Allumettes (fabriques).	6
Appareils d'allumage (fabriques)	36
Bières (brasseries)	789
Bières (soutireurs, marchands, préparateurs)	75 (1)
Boissons fermentées de fruits (fabriques)	35
Boissons fermentées mousseuses (fabriques)	29
Eaux-de-vie et alcools :	
Distilleries et usines de rectification	22
Fabricants de liqueurs et négociants en spiritueux	27,883
Dénatureurs	652
Débitants de boissons (à consommer sur place)	85,395 (2)
Eaux minérales (fabriques)	836
Glucoses et autres sucres non cristallisables	6
Huiles minérales (raffineries)	2 (3)
Sucres, etc. :	
Sucreries et raffineries	44
Sirops (fabriques)	207
Tabacs :	
Fabriques	1,047
Hacheurs	1,491
Planteurs	277,149
Détaillants et négociants	60,079
Vinaigres (fabriques)	33
Capsules fiscales (fabriques)	3
Bandelettes fiscales (imprimerie)	1

(1) Il s'agit uniquement des marchands, soutireurs et préparateurs qui utilisent des substances sucrées. Ceux qui n'utilisent pas ces substances sont au nombre de 5,366.

(2) Chiffre de l'année 1945.

(3) Cinq fabriques sont encore inactives par suite de l'occupation ennemie.

Les locaux et bâtiments.

La situation exposée au sujet des locaux des services des contributions peut, dans une certaine mesure, s'appliquer aux locaux mis à la disposition des services des Douanes et Accises.

Sauf des exceptions, les grands offices : Directions régionales (excepté celle de Gand qui se trouve dans un état lamentable à tous points de vue), Contrôles et Recettes, établis dans les chefs-lieux de province, les ports de mer, entrepôts publics, gares de chemins de fer et de chemins de fer vicinaux, sont suffisamment spacieux pour l'installation des services. Cependant, en règle générale, l'entretien, le mobilier, l'éclairage et le confort indispensable y laissent à désirer.

Quant aux bureaux à la frontière, la Belgique ne doit pas en être fière, notre réputation au point de vue de propreté et d'ordre doit être mise à une rude épreuve chez les étrangers de passage à la frontière.

La plupart de ces locaux sont vétustes, étroits, mal outillés et négligés au point de vue de l'entretien. Il y en a qui tombent en ruines. D'autres sont construits à un endroit qui ne répond pas à leur destination, nous en connaissons qui se trouvent à plus d'un kilomètre de la frontière, difficiles à découvrir pour l'étranger, faciles à éviter pour les fraudeurs.

En règle générale, ils sont dépourvus de l'indispensable pour effectuer convenablement les opérations douanières : absence de salle de visites; de hangar pour la vérification des transports; de magasin pour les marchandises saisies; d'appareils de mesurage, de bascule, de balances.

Bref, visites et opérations de chargement et de déchargement, sont faites en pleine rue, par tous les temps : pluie, vent, neige.

Aux bureaux à grand trafic, une telle situation provoque encombrement et embouteillages et, de la part des voyageurs et transporteurs, protestations et réclamations à l'adresse des agents de service qui n'ont aucune responsabilité dans une carence aussi condamnable.

Nous n'étonnerons personne lorsque nous affirmons que les vérifications effectuées dans de telles conditions ne peuvent présenter les garanties désirables au point de vue des intérêts du Trésor.

Nous n'insisterons pas sur l'état des aubettes réservées au personnel préposé à la surveillance des routes. Il s'agit, en l'occurrence, de misérables baraques en bois ou de bicoques tombant en ruines, étriquées et d'aspect repoussant.

Au port d'Anvers, il y a un manque absolu d'aubettes pour le personnel, vérificateurs, brigadiers et adjoints. Les écritures auxquelles ces agents sont astreints, doivent se faire dans des conditions inadmissibles. Les documents douaniers ne sont pas en sûreté. Le mobilier — s'il y en a — est fabriqué de caisses d'emballage.

Il est temps qu'il soit remédié à une telle situation et il est indispensable que des mesures soient prises pour y mettre fin dans le délai le plus bref. Tel est le vœu qu'exprime votre Commission.

La réorganisation de l'Administration.

Comme nous l'avons exposé plus haut, le régime douanier et celui des accises sont régis par la loi générale du 26 août 1822.

L'organisation des services, les méthodes de travail, n'ont pas varié. L'Administration — à part la multiplication de la paperasserie, provoquée par l'application de nombreux devoirs, dans laquelle elle s'enfonce tous les jours un peu

plus — ignore le progrès et ne songe nullement à réorganiser les services d'exécution sur des bases rationnelles et modernes. Les fonctionnaires dirigeants considèrent comme sacrilège la modification la plus légère à cette organisation archaïque.

L'Administration estime l'effectif insuffisant et ne rêve que de création de nouveaux services qui, par ricochet, exigent des unités nouvelles.

A titre d'exemple, nous citons le projet de création de deux directions régionales nouvelles, l'une à Bruges, l'autre à Namur.

Ayant constaté que l'arrêté organique du 19 décembre 1946 porte le nombre de directeurs de six à huit, nous nous sommes renseignés et avons ainsi appris qu'en raison d'un arriéré et d'une augmentation momentanée d'affaires contentieuses, l'Administration est d'avis de dédoubler les directions régionales de Gand et de Mons et de créer deux directions nouvelles.

Ainsi donc, par le truchement de l'arrêté organique élaboré en vue de réduire les effectifs au strict minimum, l'Administration a découvert le filon permettant d'accroître le nombre d'agents de tous grades.

Avant que l'arrêté ait paru au *Moniteur*, des fonctionnaires de l'Administration Centrale se sont rendus sur place pour prendre toutes les dispositions en vue de la mise en marche des deux directions projetées : conférences avec les directeurs de Gand et de Mons pour l'affectation du personnel aux deux nouvelles directions, pour la répartition des archives, etc.; visites à plusieurs bâtiments à Bruges et à Namur avec les fonctionnaires des Travaux publics, en vue d'y installer les nouveaux services.

Alerté, nous avons posé à M. le Ministre la question de savoir quelles sont les raisons qui motivent la création de ces deux directions.

En même temps, nous avons attiré son attention sur les dépenses supplémentaires pour personnel, matériel, fournitures de bureaux, indemnités, etc. qu'entraînerait la dite création.

Après enquête, il nous a fait parvenir la note ci-après :

Examen de l'opportunité de créer une direction provinciale des Douanes et Accises à Bruges.

Une enquête approfondie a permis de constater que la Direction des Douanes et Accises de Gand doit faire face, à l'heure actuelle, à un contentieux particulièrement lourd. De même, il y a une surcharge importante de travail en ce qui concerne les services de comptabilité.

Par contre, comparativement aux autres directions, ni l'importance des effectifs, ni le nombre d'installations soumises à l'accise, ni la quantité de dossiers généraux à traiter, ne paraissent justifier à eux seuls un dédoublement de la Direction de Gand.

Cela étant, et aussi dans un souci d'économies, il a paru opportun de surseoir à la mesure, mais on envisage, à titre provisoire, de doubler le Directeur de Gand d'un Inspecteur de direction, qui serait commissionné en qualité de directeur, afin de lui permettre de statuer en matière contentieuse au même titre que le directeur régional.

La situation sera réexaminée de six en six mois, et si, nonobstant l'adjonction au directeur d'un suppléant qualifié, la situation ne s'était pas améliorée, eu égard à l'afflux éventuel des affaires nouvelles qui entreraient à la Direction dans le courant de 1947, il conviendrait vraisemblablement d'en tirer la conclusion qu'un dédoublement de la direction s'impose.

En présence de cette réponse, nous n'insistons pas. Toutefois, nous considérons ces dédoublements superflus et ce d'autant plus que, par l'accord belgo-hollando-luxembourgeois projeté, la surveillance douanière à notre frontière du Nord sera supprimée progressivement.

Motorisation des services.

Comme nous le signalons plus haut, le personnel du service actif se compose de 772 agents des accises et de 4,470 employés des douanes. Les accisiens sont répartis dans 340 sections; les douaniers sont de service dans les offices des ports de mer (1,268 à Anvers), des entrepôts publics, dans des gares-frontières et dans 232 brigades de campagne comptant ensemble un effectif de 2,449 unités.

Dans notre rapport sur les budgets de 1945 et 1946, nous avons attiré l'attention sur l'intérêt de motoriser les services de surveillance.

Nous avons demandé si l'Administration, en vue de lutter plus efficacement contre la fraude qui sévit tant au point de vue des douanes que des accises, aux frontières et à l'intérieur du pays, envisage la motorisation des services actifs.

Il nous a été répondu que l'Administration envisage une refonte complète de ses services de surveillance, notamment par la création de contrôles de recherches et de contrôles de comptabilité.

La motorisation des services marchera de pair avec cette réorganisation. L'étude de celle-ci n'est pas encore terminée.

En 1946, l'Administration a acheté 6 jeeps et en a commandé deux autres. Pour 1947, l'acquisition de onze motocyclettes et d'une jeep est envisagée.

Indépendamment de ces véhicules, six automobiles à personnes, trois camionnettes, trois motocyclettes saisies et trois motocyclettes sont mis à la disposition des services. Les frais de l'utilisation sont supportés par le fonds de réserve du Contentieux.

*
* *
*

Avouons qu'à cette cadence, la motorisation des services sera réalisée dans... un siècle.

Or, il est à notre connaissance que la Hollande vient de faire l'acquisition de 300 jeeps en vue de motoriser une partie des services des accises et des douanes.

Pour quelle raison ne peut-on procéder de même en Belgique? Au lieu de les vendre à des particuliers par l'O.M.A., pourquoi les nombreuses jeeps ne sont-elles pas cédées à l'Etat?

Faut-il insister sur le fait que la motorisation, loin de constituer une dépense, serait une économie appréciable?

Plusieurs brigades, des sections des accises, des recettes qui ne revêtent pas une importance particulière, pourraient être supprimées en même temps que la répression de la fraude serait poursuivie avec plus d'efficacité.

Les attributions du personnel pourraient être étendues à d'autres activités, notamment le contrôle en matière de taxe de transmission, permettant ainsi de libérer environ 300 agents de l'Enregistrement qui pourraient être employés à d'autres travaux.

D'autre part, la création d'un service central de comptabilité, d'un service central de personnel simplifierait considérablement les travaux qui incombent aux directions régionales.

Simplification des formalités douanières.

Il est superflu d'insister sur la nécessité de simplifier les formalités douanières.

Les receveurs, les vérificateurs sont encombrés de documents de toute espèce pour la moindre vérification.

A l'entrepôt de Bruxelles, par exemple, le dédouanement d'un simple colis exige, outre la vérification de la déclaration et de la marchandise, le calcul et le contrôle des taxes ci-après :

a) droits d'entrée; b) taxe de transmission; c) droit de statistique; d) taxe de licence; e) droits d'entrepôt; et, lorsque les marchandises séjournent cinq jours en magasin, f) droits de magasin.

Faut-il dire que les fonctionnaires dépensent à ces complications un temps précieux, tandis que les particuliers ne comprenant rien à toutes ces formalités, doivent avoir recours à un intermédiaire spécialisé : l'agent en douanes.

Perception de la taxe de transmission.

Les services des douanes, ainsi que celui des accises sont chargés d'exiger la taxe de transmission sur les marchandises déclarées en consommation. Les guichets des recettes importantes sont inondés de déclarations en douane avec des timbres adhésifs parfois pour une valeur de plusieurs milliers de francs. Il serait plus simple et plus pratique de consigner le montant de la taxe dans une colonne *ad hoc* et de percevoir la taxe en même temps que les droits de douane et des accises.

D'ailleurs, les services des douanes et accises étant déjà chargés de contrôler la perception de près de 40% du montant total des recettes en matière de taxe de transmission et de luxe, devraient être habilités pour toutes les opérations à l'ensemble des taxes assimilées au timbre, véritables impôts de consommation, qui n'ont aucune corrélation avec la circulation juridique des biens.

CHAPITRE XII.

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES.

I. — Attributions de l'Administration.

L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est chargée :

1° de la perception des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe et d'hypothèque;

2° de la perception des droits de succession et de la taxe sur les associations sans but lucratif;

3° de la perception des taxes assimilées au timbre;

4° de la perception des péages sur les voies navigables qui ne dépendent pas de l'Office de la navigation;

5° de la gestion du domaine privé de l'État et du recouvrement des produits domaniaux;

6^o des achats et des expropriations d'immeubles pour l'État et pour les organismes d'État;

7^o du recouvrement des amendes et des frais de justice et de divers produits accidentels;

8^o de la publicité des privilèges et des hypothèques;

9^o du recouvrement de l'impôt sur le capital institué par la loi du 17 octobre 1945.

II. — Organisation de l'Administration centrale.

L'Administration centrale comprend les services suivants :

Première direction : Législation et contentieux concernant les droits d'enregistrement, d'hypothèque, de greffe, de succession et de timbre;

Deuxième direction : Domaines;

Troisième direction : Personnel, budgets, statistiques, matériel, comptabilité, affaires générales, mesures d'organisation, de coordination et de surveillance générale;

Quatrième direction : Législation et contentieux concernant les taxes assimilées au timbre.

Office temporaire de l'impôt sur le capital.

Le Service des domaines.

Outre les différentes affaires qui rentrent normalement dans les attributions du Service des Domaines, l'activité de celui-ci a, au cours de l'année 1946, été prise, en grande partie, par l'exécution de la décision du Conseil des Ministres du 15 janvier 1945, aux termes de laquelle l'État réclame le paiement de dommages-intérêts aux personnes qui, pendant l'occupation, ont collaboré avec l'ennemi. Cette action, fondée sur le principe de l'article 1382 du Code civil, qui stipule que « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer », n'est exercée, en vertu de la décision du 15 janvier précitée, qu'à charge de ceux qui se sont rendus coupables de collaboration économique avec l'ennemi et contre ceux qui sont poursuivis du chef de collaboration politique, militaire, administrative ou intellectuelle, pour autant qu'il s'agisse de personnes dirigeantes ou de personnes qui se sont enrichies.

L'Administration centrale a, de ce chef, examiné à ce jour près de dix mille dossiers; elle s'est constituée partie civile devant la juridiction militaire ou a intenté des actions en dommages-intérêts devant les tribunaux ordinaires dans des centaines d'affaires. Elle a obtenu des condamnations au paiement de sommes considérables qu'il n'est pas possible d'établir avec exactitude étant donné que, dans de très nombreuses affaires, les jugements ou arrêts rendus n'ont pas encore acquis force de chose jugée.

Les recettes effectuées en 1946 se chiffrent à fr. 20,813,311-51.

L'examen des affaires de l'espèce donne lieu journallement à une moyenne de 70 dépêches adressées, soit aux directions provinciales, soit aux avocats ou encore à l'Office des Séquestres.

Réalisation du butin de guerre.

D'autres activités importantes du Service des Domaines ont consisté en la réalisation du butin de guerre remis à la Belgique et les expropriations pour cause d'utilité publique.

La réalisation du butin de guerre se fait en liaison avec l'Office de Récupération Economique, dont une des missions consiste à rechercher et à recenser le butin de guerre et à le remettre ensuite aux Domaines. Des directives ont été données aux receveurs au sujet du mode de réalisation, de la comptabilisation des produits, de la restitution d'objets reconnus appartenir à des particuliers, etc. Pendant l'année 1946, la réalisation du butin de guerre a produit 194,953,000 francs. Ce chiffre est provisoire. Il figure au budget pour Ordre en attendant que le sort de ce produit soit définitivement fixé.

Aux termes d'un accord conclu avec S.H.A.E.F. (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces), le matériel de guerre a été classé en trois catégories :

Catégorie A : comprend tout le matériel qui, à première vue, paraîtrait aux autorités belges comme ayant été propriété belge ou alliée ou n'ayant pas été produit ou construit sur l'ordre de l'ennemi.

Catégorie B : comprend le matériel produit ou construit en Belgique ou en pays allié par ordre de l'ennemi.

Catégorie C : comprend tout autre matériel de guerre.

On peut considérer comme acquis que le produit du matériel, catégories *A* et *B*, ne doit pas être imputé sur notre créance de réparations à charge de l'Allemagne. Ces deux catégories ont rapporté en 1946 la somme de 136,669,000 fr.

Par contre, le matériel catégorie *C*, susceptible de servir à des usages civils, devra, en vertu de l'article 7 de l'Accord de Paris, être imputé sur notre créance de réparations. Le matériel catégorie *C* a rapporté en 1946 la somme de 58 millions 284,000 francs. Toutefois, cette somme comprend des montants payés par l'armée belge. Ces montants devront être déduits, étant donné qu'ils se rapportent à des objets non affectés à un usage civil. L'Administration est occupée actuellement à revoir la comptabilité des receveurs sur ce point. C'est pour cette raison que les chiffres fournis ont été qualifiés de provisoires.

Service des Réquisitions.

Le Service des Domaines a également collaboré avec le Service des Réquisitions pour la réalisation du mobilier et des objets immobilisés par incorporation, mis à la disposition des Allemands et des Alliés pour le logement de leurs armées et services. Le produit s'élève, pour 1946, à 32,416,000 francs, chiffre également provisoire.

Le produit de la vente des biens récupérés a été versé, jusqu'à fin 1946, au budget pour Ordre. A partir de 1947, il sera comptabilisé au budget des Voies et Moyens, parmi les recettes relatives à la guerre 1940-1945 et les recettes antérieures seront reversées sous la même rubrique.

Enfin, il a été vendu, en 1946, pour le compte de l'Angleterre et des Etats Unis d'Amérique, du matériel leur appartenant, pour 394,000 francs. Il s'agit de réalisations occasionnelles auxquelles les Domaines ont procédé à la demande services intéressés alliés et pour leur compte direct. Ces opérations sont indépendantes de celles dont l'O.M.A. est chargé.

Opérations des Comités d'acquisition.

Les comités achètent pour compte de tous les services de l'Etat et des établissements parastataux : Régie des Télégraphes et des Téléphones, Société Nationale des Habitations à Bon Marché, Office National pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi, Société Nationale des Chemins de fer Belges, Régie des Voies Aériennes, etc...

Les dépenses sont supportées par les départements ou les organismes pour le compte desquels les acquisitions ont été faites. La ventilation des opérations nécessiterait un travail de dépouillement assez long.

En ce qui concerne les expropriations pour cause d'utilité publique, l'activité des comités d'acquisition reprend progressivement après le ralentissement des opérations par suite de la guerre.

L'Administration est intervenue activement dans les questions concernant notamment l'urbanisation des localités sinistrées.

Dans les villes fortement sinistrées, de vastes opérations de relotissement devront être entreprises. Des directives ont été fournies aux comités pour mener cette tâche à bien. En 1946, il a surtout été procédé à des évaluations du coût des opérations immobilières afin de permettre au Gouvernement d'apprécier la hauteur des dépenses à engager. On peut s'attendre à une forte activité dans ce domaine pour 1947.

Voici un tableau des acquisitions réalisées pendant l'année 1946 par les cinq comités d'acquisition.

Bruxelles :	154 acquisitions pour	fr.	46,707,000
Liège :	279 acquisitions pour		52,506,000
Gand :	190 acquisitions pour		32,214,000
Mons :	161 acquisitions pour		23,389,000
Anvers :	61 acquisitions pour		22,163,000
Total. . fr.			176,979,000

Organisation des services régionaux.

Dix-sept directeurs sont placés à la tête des services régionaux. Il y a quatre directeurs à Bruxelles, trois à Anvers, deux à Gand, à Liège et à Namur, un à Arlon, à Bruges, à Hasselt et à Mons.

*
* *

La recette des produits dont la perception incombe à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, est effectuée par des receveurs, par des conservateurs des hypothèques et par des agents chargés spécialement de la recette des droits de navigation.

En général, il y a un bureau de l'Enregistrement et des Domaines dans chaque canton de justice de paix. Dans les localités importantes, les diverses branches de recettes sont réparties entre plusieurs bureaux.

A chacun des bureaux ayant compétence en matière de droits de succession, est adjoint temporairement un bureau spécial chargé, pour le même ressort, du recouvrement de l'impôt sur le capital.

Il existe également à Bruxelles, à titre temporaire, un bureau central d'imposition sur le capital, chargé d'encaisser l'impôt exigible à la source du chef de divers éléments de la fortune dont l'examen échappe à l'intervention des fonctionnaires régionaux de l'Enregistrement et des Domaines et d'effectuer les nombreuses restitutions qui doivent être faites en exécution des dispositions légales et réglementaires.

Indépendamment de l'exécution des formalités civiles prescrites pour la conservation des hypothèques, les conservateurs des hypothèques sont chargés de la perception des droits d'inscription et du service de la caisse des Dépôts et Consignations.

Il y a, en règle générale, un conservateur des hypothèques par arrondissement judiciaire.

En ce qui concerne l'arrondissement de Bruxelles, le Service de la Caisse des Dépôts et Consignations est confié à un agent spécial et celui des hypothèques est réparti entre six bureaux.

Il y a quatre bureaux d'hypothèques à Anvers, et deux à Charleroi, à Gand, à Liège, à Mons et à Termonde.

Il y a également un bureau d'hypothèques à Malmédy, pour les cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith.

Des bureaux sont établis pour la perception des droits de navigation.

*
* *

Le contrôle est exercé par des inspecteurs principaux et des inspecteurs de l'Enregistrement et des Domaines, par des inspecteurs, des contrôleurs principaux et des contrôleurs de la taxe de transmission et par des agents chargés du contrôle des droits de navigation et du contrôle du timbre extraordinaire.

Il y a 21 inspecteurs principaux et 63 inspecteurs de l'Enregistrement et des Domaines.

Il y a 15 inspecteurs, 87 contrôleurs principaux et 174 contrôleurs de la taxe de transmission.

Il y a 3 contrôleurs des droits de navigation et 7 contrôleurs du timbre extraordinaire.

*
* *

Il y a cinq comités d'acquisition d'immeubles. Ces comités sont établis à Anvers, Bruxelles, Gand, Liège et Mons.

*
* *

306,124 actes notariés ont été enregistrés pendant l'année 1945. Au cours de la même année, 60,279 déclarations de succession et de mutation par décès ont été déposées.

Degré d'avancement du recouvrement de l'impôt sur le capital.

Au 31 décembre 1946, les recettes comptabilisées au titre de l'impôt sur le capital, s'élevaient en chiffres ronds à 9,075,000,000 francs; il restait, en outre, environ 250 millions d'ordres de virement sur obligations de l'emprunt de l'assainissement monétaire reçus en décembre 1946 et à exécuter en janvier 1947.

Où en sont les travaux administratifs que la perception requiert?

Retenues à la source.

Les opérations de retenues par les établissements financiers et par les compagnies d'assurances et la comptabilisation des recettes sont pratiquement terminées. Il reste à procéder à la vérification des opérations ainsi faites par les dits établissements ou compagnies et à examiner certains cas litigieux; ce travail est en cours.

Dans d'assez nombreux cas, les retenues effectuées doivent être restituées, soit qu'il s'agisse d'avoirs pouvant bénéficier de l'exemption d'impôt établie par l'article 2 de la loi du 17 octobre 1945, soit que les avoirs appartiennent à des personnes dont les abattements ne peuvent être imputés sur d'autres biens. L'examen des demandes de restitution sur base de l'article 2 est presque terminé. Celui des demandes de restitution par application des abattements est en cours : comme il y a des dizaines de milliers de demandes, il s'agit d'un travail considérable qui demandera beaucoup de temps.

L'article 9, § 3, de la loi du 17 octobre 1945, pour éviter une taxation indue ou double, a prévu la restitution par l'Etat, aux établissements publics et aux sociétés par actions, d'un montant égal à celui de la réduction d'office de leurs créances qu'elles ont dû consentir à leurs débiteurs. Cette indemnisation a eu lieu pour la généralité des organismes dont il s'agit; les affaires pour lesquelles le remboursement n'a pas encore eu lieu seront terminées sous peu.

Taxation des sociétés anonymes.

Le Service a reçu, avant le 1^{er} mars 1946, environ 6,000 offres de règlement sur base de l'actif net au 9 octobre 1944, et environ 2,000 certificats d'inscription nominative.

Depuis lors, un nombre important de certificats ont, à leur tour, fait l'objet d'offres de rachat.

Sur quelque 500 affaires, dont les titres sont cotés en bourse, 200 environ étaient réglées à la date du 31 décembre 1946. A la même date, 500 autres affaires (non cotées) en bourse avaient été terminées par voie d'accord.

Les 700 affaires traitées représentent un impôt de 1,788,000,000 francs.

Il faut ajouter qu'à fin 1946, plusieurs centaines de dossiers étaient en cours d'examen (contrôle des immobilisés, expertise comptable, etc...).

Eu égard à l'expérience déjà acquise, ainsi qu'à l'état d'avancement des travaux pour de très nombreuses affaires en cours, l'année 1947 se traduira également par l'apurement d'un plus grand nombre de dossiers qu'en 1946.

La marche des affaires pourrait encore être accélérée très sensiblement si le Service disposait d'un effectif plus étoffé en agents administratifs d'une formation suffisante.

Taxation directe des contribuables autres que les sociétés par actions.

Préalablement à toutes opérations de taxation, il a fallu mettre en place une documentation très importante, savoir :

1^o procurer aux receveurs des bureaux d'imposition sur le capital une copie de la matrice cadastrale;

2^o réunir en un dossier pour chaque contribuable les déclarations faites en exécution des arrêtés-lois du 6 octobre 1944 et des arrêtés postérieurs relatifs aux recensements des fortunes.

Le premier travail, exécuté par l'Administration du Cadastre, est en voie d'achèvement; le second, qui incombait au Service des recensements des titres, sera terminé dans trois ou quatre mois. Soulignons qu'il s'agit de plusieurs millions de documents à trier, classer, grouper et expédier.

Où en sont les travaux de taxation ?

a) *Immeubles :*

Le nombre d'offres de paiement anticipatif déposées en exécution de l'art. 4, § 2, de la loi du 17 octobre 1945 est considérable. Au 31 octobre 1946, il y en avait plus de 83,000. Ces offres ont été taxées. A la fin de l'année 1946, on dépassait le chiffre de 100,000.

D'autre part, l'imposition provisionnelle sur base du revenu cadastral est entamée partout, sauf dans certains bureaux de grandes villes où la taxation des offres anticipatives a absorbé presque toute l'activité des agents.

b) *Avoirs investis dans les exploitations agricoles :*

L'imposition sur base de la valeur forfaitaire déterminée par l'arrêté du Régent du 27 novembre 1945, a été faite.

c) *Avoirs investis dans les entreprises commerciales ou industrielles :*

La plus grande partie des industriels et des commerçants ont déposé dans le délai fixé la déclaration des avoirs investis dans les exploitations industrielles et commerciales.

Le travail de dépistage des assujettis est terminé et une déclaration a été réclamée aux retardataires.

La taxation sur base de l'avoir déclaré est en voie d'achèvement; mais il faudra en assurer le contrôle, tant au point de vue de l'actif que du passif; ce contrôle est entamé et sera poursuivi de manière à être terminé avant la fin de 1947.

d) *Obligations belges et étrangères, actions étrangères, biens à l'étranger, etc. :*

La taxation est en cours.

Pour ce qui concerne les communes de petite ou moyenne importance, l'Administration s'efforce de réaliser dès maintenant une taxation systématique de l'ensemble des biens du redevable (immeubles, avoirs investis, obligations et valeurs étrangères). Dans chacun des bureaux ruraux, les contribuables de plusieurs communes ont été taxés sur la valeur provisionnelle de leurs immeubles et sur l'ensemble de leurs autres biens.

* * *

Ainsi qu'on le voit, la perception de l'impôt sur le capital est poussée plus vigoureusement que celle des impôts spéciaux sur les fournitures à l'ennemi et les bénéfices exceptionnels.

Une des préoccupations dominantes du législateur, lors de l'élaboration de la loi du 17 octobre 1945, a été, partout où la chose était possible, d'éviter au contribuable toute déclaration ou formalité quelconque. C'est l'Administration elle-même qui doit réunir les éléments nécessaires pour la perception.

La constitution des dossiers particuliers de chacun des assujettis représente une tâche énorme et exige un temps considérable.

D'autre part, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines n'ayant pas de réserves en personnel qualifié, il a fallu faire appel au concours de jeunes agents temporaires pour assurer l'accomplissement des travaux de manutention et même de certains travaux se rattachant à la taxation, lorsqu'ils ne requièrent pas des connaissances spéciales. Faut-il le dire, l'instabilité du personnel auxiliaire et son inexpérience ne permettent pas, au début de l'entreprise, d'arriver à la célérité qui serait souhaitable. Il y a partout beaucoup de bonnes volontés; le tout est de les guider et de les encourager. Le travail de taxation représente une tâche vraiment écrasante.

Atelier général du timbre.

L'Atelier général du timbre comprend :

1^o le service chargé de la fabrication, du comptage, du triage, de l'expédition des timbres fiscaux adhésifs et de dimension et de la tenue de la comptabilité des matières. Pendant l'année 1946, il a été fabriqué 2,260,000 timbres de dimension et 330,842,250 timbres adhésifs;

2^o le service chargé de l'emmagasinage et de la distribution du matériel imprimé et des fournitures de bureau aux divers offices de direction, de recette et de contrôle;

3^o le bureau de documentation chargé : a) de la confection du prix courant publié mensuellement au *Moniteur belge*; b) du dépouillement des annexes du *Moniteur*, à l'effet de rechercher et d'annoter les propriétaires d'actions, et de parts dans les sociétés commerciales et civiles, de manière à assurer sur ces valeurs, la perception du droit de succession.

Service de la navigation.

Le Service des droits de navigation consiste dans la perception des droits dus au Trésor du chef de la circulation sur les voies navigables.

Il est assuré par des percepteurs et des sous-percepteurs, qui prennent les droits en recette, et par des sous-contrôleurs, qui vérifient, au passage, si le batelier suit l'itinéraire pour lequel il a acquitté les droits à un des bureaux de recette.

La surveillance et le contrôle sont assurés par les contrôleurs des droits de navigation, qui vérifient les bureaux de recette et les sous-contrôles et assument le dépistage de la fraude.

Le produit des droits de navigation, en ce qui concerne les voies navigables administrées par l'État, s'est élevé, pour l'année 1946, à 5,710,826 francs.

Recettes en 1946.

Les recettes totales de l'Enregistrement en 1946 sont de 16,524,390,000 fr., dont 13,733,290,000 francs pour les taxes assimilées au timbre.

Sur les évaluations budgétaires, il y a une plus-value pour la totalité des recettes de 6,574,390,000 francs; pour les taxes assimilées au timbre, de 5 milliards 783,290,000 francs.

CHAPITRE XIII.

ADMINISTRATION DU CADASTRE.

Exposé succinct de l'activité déployée.

Les services extérieurs sont répartis en 10 conservations, 48 contrôles et 324 ressorts.

Le personnel s'élève à :

- 10 conservateurs;
- 1 inspecteur,
- 11 chefs de bureau
- 48 contrôleurs;
- 485 géomètres;
- 34 géomètres de complément;
- 3 surnuméraires;
- 73 opérateurs définitifs et 12 opérateurs temporaires;
- 73 dessinateurs définitifs et 24 dessinateurs temporaires;
- 66 commis aux écritures définitifs et 75 commis aux écritures temporaires;
- 10 garçons de bureau définitifs et 1 garçon de bureau temporaire;
- 3 agents détachés du Ministère de la Défense Nationale.

L'effectif du personnel ne concorde pas avec celui indiqué dans l'arrêté organique du 19 décembre 1946, du fait que la régularisation des cadres suivant l'A.O. n'est pas encore réalisée. Les propositions sont actuellement soumises au chef du Département.

En outre, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a mis à la disposition du Cadastre, 321 commis temporaires pour collaborer aux travaux de l'impôt sur le capital.

Mutations cadastrales.

Les travaux des mutations cadastrales ont été activement poussés; ils sont actuellement presque terminés. A la date du 1^{er} janvier 1947, 2,537 livres-journaux n° 214 définitifs (balance des contenances et des revenus imposables par propriétaire) avaient été fournis aux receveurs des Contributions directes sur un total de 2,940.

158,078 relevés n° 219 (extraits d'actes de vente, partage, etc. et de déclarations de succession) ont été instruits et ont donné lieu à la formation de 34,646 croquis d'arpentage totalisant 108,100 parcelles, et à la confection de dossiers de mutations totalisant 565,000 numéros d'ordre à transcrire. Les modifications aux immeubles ou les changements de nature de parcelles non-bâties ont entraîné 32,150 réexpertises de parcelles bâties ordinaires, 12,800 de parcelles non-bâties et 2,970 de bâtiments industriels et exceptionnels. En outre 44,730 immeubles ont été réexpertisés ensuite de dégâts résultant de faits de guerre.

Extraits cadastraux. — Documents cadastraux.

Pendant l'année 1946, les services du Cadastre ont reçu 137,500 demandes d'extraits cadastraux, qui ont donné lieu à la perception de 6,136,200 francs à titre de rétributions et de 1,187,700 francs pour droits de timbre. En outre, 3,920 extraits ont été fournis sans frais à des organismes publics et 2,222 plans reproduits par procédé mécanique ont été délivrés gratuitement à des administrations publiques, notamment aux receveurs de l'Enregistrement et des Domaines, aux Comités d'acquisition, aux Services des bâtiments militaires du Ministère de la Défense Nationale, etc. D'autre part, 456 feuilles de plans ont été renouvelées sur film, 71 feuilles sur papier fort et 2,500 feuilles ont été réparées. De plus, les documents cadastraux détruits par faits de guerre ont été reconstitués pour 43 communes, ce qui a exigé 1,720 journées de travail et de nombreux plans cadastraux enlevés par les Allemands ont dû être reconstitués de toutes pièces notamment pour la commune de Beho et dans les cantons rédimés.

Préparation de la prochaine péréquation des revenus cadastraux. (1950)

Le choix des immeubles devant servir de types lors de la prochaine péréquation (article 5, § 4, des lois coordonnées) a été entrepris dans 707 communes et terminé dans 135 communes. De même la classification des immeubles par genre a été entreprise dans 170 communes et terminée dans 99 pour un total de 40,000 immeubles. En outre, les fiches des expertises (métré, matériaux employés, ...) ont été dressées pour 125,000 immeubles. Ces divers travaux représentent environ 23,000 journées de travail.

Collaboration avec l'Office de l'impôt sur le capital.

a) Les 321 commis temporaires, mis à la disposition du cadastre par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, ont été employés, en 1946, à la confection des relevés de la matrice cadastrale en vue de la perception provisionnelle de l'impôt sur le capital. Sur un total de 2,940 communes ou divisions cadastrales de communes, la situation se présente comme suit au 1^{er} janvier 1947:

2,224 communes sont terminées;
584 communes sont entreprises;
132 communes restent à faire.

b) Certains contrôleurs du Cadastre ont collaboré avec l'office de l'impôt sur le capital pendant une petite partie de 1946. Ils ont expertisé 480 établissements industriels, exceptionnels ou immeubles ordinaires particulièrement importants dont la valeur vénale totale, au 9 octobre 1944, a été fixée à 2 milliards 920,000,000 francs.

c) De plus, les contrôleurs et géomètres ont été requis très souvent par les receveurs de l'impôt sur le capital pour le contrôle des offres de paiement anticipatif de l'impôt.

d) Des relevés des ventes avenues pendant certaines années ont été confectionnés pour permettre l'étude de la valeur vénale des immeubles à la date du 9 octobre 1944. Ce travail a été entrepris pour 469 communes. 1,300 journées ont été consacrées à ce travail.

Instruction des réclamations.

Les services du Cadastre ont dû instruire 11,000 réclamations visant des revenus cadastraux, des mutations, etc.

Les géomètres et contrôleurs ont dû opérer de nombreuses ventilations de revenus cadastraux pour permettre le paiement des indemnités de réquisitions et aussi pour permettre aux services des Contributions directes l'application de l'article 13 des lois coordonnées.

Interventions diverses.

a) Les géomètres sont appelés à déterminer les revenus cadastraux afférents à des parties d'immeubles pour l'application de la loi du 10 juin 1937 et des arrêtés royaux des 22 décembre 1938 et 2 septembre 1939, relatifs aux allocations familiales des employeurs et travailleurs non salariés.

b) *Ministère de la Reconstruction :*

Intervention du Cadastre pour opérer la discrimination du revenu cadastral à considérer pour déterminer les paliers pour l'allocation des avances à valoir sur les indemnités pour dommages de guerre.

c) *Ministère des Affaires Economiques :*

1^o Intervention du Cadastre à la demande de l'Office central de Statistique, pour l'établissement du recensement des terres cultivables.

2^o A la demande de l'Administration des Mines, le Cadastre a relevé la position de 130 chassis à mollettes en vue de la délimitation exacte des concessions minières et de l'organisation plus rationnelle de l'exploitation dans les bassins du Centre, de Charleroi, de la Basse-Sambre et de Liège.

d) *Ministère du Ravitaillement :*

Intervention du Cadastre pour le contrôle des superficies plantées de pommes de terre. Travail exécuté dans 35 communes. Ce travail a porté sur une superficie de 1,200 hectares environ.

e) *Ministère de la Défense Nationale :*

Mesurage et délimitation des plaines d'aviation y compris le relotissement des plaines désaffectées. Ce travail comprend le lever, le calcul des emprises et la restitution des anciennes limites au sol. Ces travaux ont été effectués pour les plaines de Beauvechain, Nivelles, Evere, Melsbroek, Brustem, Bierset, Florennes, Ursel, Maldegem, Moorsele. Ils ont porté sur environ 2,300 hectares.

f) *Ministère des Travaux publics :*

Ponts et chaussées.

1^o Lever de la région riveraine du canal de Charleroi, à Ittre-Clabecq (lever de 2 kilomètres du canal).

2^o Délimitation du Rupel, à Rumst et Boom (lever de 10 kilomètres environ).

3^o Lever de 3 kilomètres de canal à Feluy-Seneffe.

Administration de l'Urbanisme.

Levé polygonal de la région sinistrée de Saint-Ghislain et d'Hornu. Remembrement. Piquetage de la nouvelle voirie, nivellement. 320 hectares.

g) *Ministère des Finances :*

Administration de l'Enregistrement.

- 1^o Lever du détournement de la Durme à Hamme-Waasmunster. 240 Ha.
- 2^o Lever de 200 hectares de bois à Florennes.

h) *Ministère de l'Intérieur :*

Travaux exécutés à la demande des administrations communales.

- 1^o Lever de la région sinistrée à Louvain. 35 hectares.
- 2^o Lever de la région sinistrée de Mortsels.
- 3^o Lever polygonal de la ville de Huy. Travail en cours.
- 4^o Délimitation entre les communes de Wandre et Jupille.
- 5^o Lever des parcelles sinistrées à Namur; travail intermittent.
- 6^o Lever de la commune de Jambes; travail intermittent.
- 7^o Lever de la région sinistrée à Enghien.
- 8^o Lever polygonal complet de la ville de Binche. Travail commencé en 1944.
- 9^o Lever de 60 hectares à Marcinelle en vue du tracé d'une nouvelle artère.
- 10^o Lever de 21 hectares à Gilly, en vue du plan d'aménagement.
- 11^o Lever d'une partie de la commune d'Anderlues. Travail en cours.
- 12^o Lever de 22 hectares à Montignies-sur-Sambre.

i) *Pour les besoins propres au cadastre, les levés ci-après ont été réalisés :*

- 1^o Continuation des travaux de dessin et de cadastrage des plans levés antérieurement, à Waterloo.
- 2^o Reconstitution des plans de Saint-Vith.
- 3^o Lever de 80 hectares à Wandre, pour la mise à jour des plans du chemin de fer de Liège à Maestricht.
- A Wandre également, plan de détournement de la Meuse.
- 4^o Lever d'une partie de la commune de Nolleaux.
- 5^o Lever d'une partie de la commune d'Assebroeck; confection de 26 plans en 1946.

* * *

En examinant le volume des travaux effectués par les services du Cadastre pour d'autres administrations, la question se pose de savoir si celles-ci remboursent les traitements et indemnités en rapport avec les prestations effectuées. La réponse est négative. Ci-après, nous en donnons les raisons :

L'Administration du Cadastre ne fait pas rembourser les frais de traitement et d'indemnités pour les prestations effectuées pour le compte d'autres administrations de l'État, auxquelles on assimile l'O.M.A.

Cette mesure se justifie par un souci de simplification comptable. Dans la pratique, il serait très délicat de faire la ventilation des frais entre les diverses administrations intéressées, d'abord parce que les prestations relatives à un travail déterminé ne sont pas toujours poursuivies d'affilée, ensuite, parce que le Cadastre tire un profit plus ou moins grand, d'après les circonstances, pour sa mission propre de ses interventions pour d'autres services.

En ce qui concerne les administrations communales, un partage des frais est soumis aux communes demanderesses. Le partage se fait comme suit : l'Administration du Cadastre paie son personnel qui utilise son matériel technique, instruments de levers et de calculs, papiers à dessiner.

Les aides, recrutés sur place, sont rémunérés par la commune ; de même elle supporte les frais d'achat de bornes et autres matériaux.

Les minutes des plans appartiennent à l'Administration du Cadastre. La commune en obtient gratuitement des copies cotées.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE XIV.

LA SITUATION DU PERSONNEL DES FINANCES.

Dans les chapitres qui précèdent, nous avons décrit, notamment en ce qui concerne l'Administration des Contributions et celle des Douanes et Accises, les conditions lamentables dans lesquelles les agents doivent accomplir leurs prestations.

De tout temps, les fonctionnaires et agents du Département des Finances ont été considérés comme un personnel d'élite. Il y a peu de départements où le personnel doit posséder autant de qualités que celui qui, au cours de sa carrière, a pour mission ingrate l'application des mesures édictées par le Parlement en vue d'alimenter le Trésor.

Ces agents, qu'ils appartiennent à la Douane, aux Accises, aux Contributions, à l'Enregistrement, n'ont d'autre ambition que de servir avec dévouement la collectivité; de passer une carrière honorable; d'élever décemment leur famille; de réserver à leurs enfants une bonne éducation et une solide instruction.

C'est sur eux que retombe toute l'impopularité d'un système fiscal lourd et compliqué et, contrairement aux agents des autres administrations, ils sont appelés, au lieu de rendre des services au citoyen, à l'interroger, le cuisiner en vue de l'application intégrale de la loi relative à tel impôt ou à telle taxe.

Lorsqu'ils sont en surveillance à la frontière, dans des usines et établissements, ils apparaissent aux yeux des assujettis comme des indiscrets, des intrus, cependant qu'ils ne poursuivent d'autre objectif que le respect de la réglementation sur telle ou telle matière.

Au cours de leurs différentes activités, ils doivent faire preuve de tact, d'intégrité et de volonté pour résister aux sollicitations de toute nature dont ils sont l'objet.

Voilà brossé sur le vif le portrait de l'agent du fisc quel que soit l'échelon du cadre administratif auquel il est placé.

Les rémunérations.

Peut-on affirmer que, lors de l'élaboration des barèmes, il a été tenu suffisamment compte des conditions spéciales dans lesquelles le personnel des Finances doit exercer ses fonctions, de la haute conscience professionnelle dont il doit faire preuve ?

Nous sommes persuadés du contraire et avons, après avoir entendu les doléances des agents de tout grade et de tout rang, la conviction que les nouveaux barèmes ont été pour tous une profonde déception. Loin d'établir un régime préférentiel amplement justifié, l'arrêté du Régent du 20 juin 1946, place ce personnel, dans bien des cas, dans un état d'infériorité par rapport au personnel d'autres départements.

Les auteurs de l'arrêté ont commis la grossière erreur de considérer que la rémunération des agents de l'Etat doit être en fonction des connaissances qui leur sont réclamées lors du concours de recrutement et non des travaux qu'ils sont appelés à effectuer et des responsabilités qu'ils devront assumer.

Ils ont perdu de vue, en ce qui concerne le personnel des Finances, outre les conditions spéciales dans lesquelles celui-ci doit exercer ses fonctions, que les connaissances exigées lors du recrutement sont un minimum qui devra être complété par des études constantes, indispensables à une carrière normale.

Nous estimons, en conséquence, qu'il y a lieu de revoir la question et de doter les agents des Finances d'un barème qui rémunère justement leur travail, les met à l'abri de la misère et des tentations.

Traitements du personnel subalterne.

Est-il besoin d'insister sur la rémunération de misère du personnel subalterne : douaniers, accisiens, commis aux écritures ? Pour se convaincre de la situation pénible, du drame qui se déroule dans nombre de ménages du petit personnel, il suffit de lire l'exposé sur l'activité du Service social que l'on trouvera à la fin du présent chapitre.

Que revendiquent ces agents ? Etre mis sur le même pied que leurs collègues d'autres administrations dont les prestations et les responsabilités revêtent de loin l'importance des leurs. Ils demandent encore de pouvoir atteindre le traitement maximum de leur grade à l'âge où les charges du père de famille sont les plus lourdes.

Nous connaissons des brigadiers des douanes, des chefs de section des accises, des commis aux écritures qui n'atteindraient le maximum de leur traitement qu'à l'âge de 70 ou 75 ans, cependant qu'ils ont été admis dans les cadres à l'âge de 20 à 25 ans.

Un tel régime doit être aboli et nous estimons indispensable d'assimiler ce personnel à celui de l'Administration des Postes.

Vérificateurs.

Les contrôleurs et les vérificateurs des Administrations fiscales constituent l'épine dorsale de l'Administration.

Aux Contributions, le vérificateur s'occupe du même travail que son chef immédiat, le contrôleur. A peine peut-il être dit que le contrôleur traite des dossiers fiscaux d'un peu plus d'importance que ceux examinés par le vérificateur.

Contrôleurs et vérificateurs vérifient les déclarations fiscales des contribuables, contrôlent leurs écritures, éventuellement à domicile. La correspondance échangée avec les contribuables est signée par le contrôleur. Pratiquement, c'est la seule différence entre le travail de l'un et de l'autre.

Le vérificateur est l'agent technique par excellence. Au cours de ses activités, il est en contact avec une multitude d'entreprises; il peut recueillir des renseignements quant à l'exploitation, au prix de revient, à la comptabilisation, à la concurrence, il est spécialisé en matière comptable et de lois sociales.

L'Administration avait proposé à la Commission des Barèmes un traitement de 24,600 à 52,000 francs pour les vérificateurs; le traitement leur alloué est de 24,000 à 42,000 francs.

Il va de soi que cette décision a provoqué un sourd mécontentement chez ces auxiliaires techniques indispensables en matière de taxation. Le mécontentement est d'autant plus justifié que des institutions financières et industrielles et des agences fiscales leur offrent le quadruple du traitement de l'Etat.

Si l'Administration veut conserver ce personnel qualifié, il faudra prendre les mesures nécessaires en vue de leur octroyer un traitement en rapport avec leur travail, leurs connaissances et leurs responsabilités.

La situation est identique pour les vérificateurs des Douanes et Accises.

Les receveurs des impôts.

La Commission a fixé les traitements des receveurs en assimilant ceux-ci purement et simplement aux percepteurs de postes.

C'est une hérésie et une injustice et il faut vraiment tout ignorer de la mission des receveurs au point de vue légal, pour avoir réalisé une telle assimilation.

Si le percepteur des Postes est assimilé aux fonctionnaires repris sous la rubrique de « comptables » soumis à la Cour des Comptes, il ne rencontre le receveur des impôts directs et indirects qu'au carrefour des articles 7 et 11 de la loi sur la Comptabilité de l'Etat. Cela se limite à la seule responsabilité dérivant de la manipulation des fonds et espèces appartenant au Trésor public.

Mais, en plus, le receveur des impôts connaît un état complémentaire de sujétion et de tutelle : il est personnellement responsable de la perception des impôts et doit prendre toute initiative en vue de leur recouvrement : exercice de l'action coercitive des poursuites et maintien du privilège et de l'hypothèque légale du Trésor.

Toute inscription au rôle, tout fait générateur de l'ouverture d'un droit, le rendent comptable *ipso facto* envers le Trésor.

Le moindre manquement, la moindre omission l'exposent à devoir en subir pécuniairement les conséquences.

Cette double responsabilité que ne connaît pas le percepteur des postes, est devenue redoutable à la suite de l'accroissement formidable de la fiscalité directe et indirecte.

Notons encore que c'est le public qui va vers le percepteur des postes ou ses services, alors que c'est le receveur des impôts qui doit aller vers le contribuable éventuellement, en exerçant des poursuites à sa charge.

C'est pourquoi d'ailleurs, depuis 1846, le traitement du receveur des impôts a toujours été plus élevé que celui du percepteur des postes.

Ajoutons qu'outre la comptabilité et les responsabilités, il est chargé d'assurer l'assiette des taxes sur les autos, les spectacles, les jeux et paris, la contribution nationale de crise, etc.

Il y a lieu de rétablir la situation des receveurs et de leur allouer un traitement en rapport avec leur travail et leurs responsabilités.

Les stagiaires de l'Enregistrement.

A plusieurs reprises, votre Commission des Finances a critiqué le régime qui régit le recrutement du personnel de l'Enregistrement. Cette Administration est la seule à ne pas appliquer les règles normales de recrutement telles qu'elles sont prescrites par le statut des agents de l'Etat.

La Commission réitère son vœu de voir supprimer le régime des stagiaires qui aboutit à une véritable exploitation de la main-d'œuvre et qui ignore tout de l'application des lois sociales.

Il y a également lieu de considérer les commis d'hypothèques comme des agents de l'Etat et non point comme les employés des conservateurs des hypothèques. L'époque des fermiers généraux est révolue.

Où en est l'application du statut du personnel ?

Le statut des agents de l'Etat est appliqué au personnel du Ministère des Finances dans toute la mesure où il a été rendu applicable par les arrêtés ou circulaires d'exécution pris par le Premier Ministre ou le Ministre du Budget.

En ce qui concerne notamment le fonctionnement du Comité du personnel et des chambres de recours, la reconstitution de ces organismes nécessiterait l'organisation préalable de nouvelles élections des délégués des groupements professionnels reconnus. Le Gouvernement a décidé de surseoir à toute mesure dans ce sens, en attendant que soit élaboré le nouveau statut syndical réclamé par les organisations professionnelles. Cet important problème est actuellement soumis à l'examen de la Commission de consultation syndicale, instituée par l'arrêté du Régent du 26 août 1946, et les conclusions de cette dernière seront soumises incessamment au Gouvernement.

A titre transitoire, une Commission de consultation syndicale, destinée à remplacer en fait le Comité du personnel, vient d'être installée au Ministère des Finances. D'autre part, le Conseil de Discipline fonctionne en attendant l'organisation des Chambres de recours.

CHAPITRE XV.

SERVICE SOCIAL.

Ce service est créé par l'arrêté du Régent en date du 24 juillet 1946 et fonctionne depuis le 12 octobre 1946.

Nous donnons ci-après l'activité de cet organisme au cours du dernier trimestre de l'an dernier :

1^o *Nombre de demandes d'intervention en vertu de l'arrêté précité :*

- a) Demandes parvenues au Service social : 417;
- b) Cas examinés et qui ont reçu une solution : 136;
- c) Demandes rejetées comme abusives : 29;
- d) Demandes encore à l'étude : 252.

2^o *Nature des services sollicités :*

Nombre de demandes		Sommes proposées	Sommes allouées au 31 décembre 1946
a) Aide aux futures mères :	107	fr. 128,650	fr. 52,300
b) Aide aux jeunes mères :	108	127,850	52,600
c) Aide pour régime de suralimentation :	85	265,780	100,530
d) Prêts :	21	—	—

Les demandes ont pour objet l'achat de mobilier pour cause de mariage, de sinistres de guerre, d'agrandissement de la famille et pour achat d'ustensiles de ménage tels que : machines à coudre, à laver, etc.

Il a été alloué une somme de 34,500 francs comme prêts d'étude.

Il a encore été intervenu dans 26 cas pour le remboursement de frais médico-pharmaceutiques; 7 cas pour frais de dernière maladie et funérailles et 17 cas pour secours à défaut de pension ou pour cause de pension insuffisante.

Autres services rendus.

- a) Placements effectués en Sana.
- b) Placements effectués en maison de repos.
- c) Placements d'enfants à la campagne.

Ces placements sont très peu nombreux actuellement parce que les enfants en âge d'école ne la quittent qu'en cas d'absolue nécessité et aussi parce que la saison ne se prête pas aux séjours à la campagne. Dès le printemps le nombre de demandes augmentera probablement.

* * *

En dehors des interventions entrant dans le cadre de l'arrêté du Régent (24 juillet 1946 et 12 octobre 1946), les auxiliaires sociaux ont effectué des démarches auprès des Commissions d'Assistance Publique, afin d'obtenir des réductions sur le frais d'entretien de vieillards à l'hospice, à l'hôpital.

Des interventions ont été demandées au Fonds Commun en vue du placement d'anormaux dans des institutions spécialisées. Des démarches ont été effectuées au Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale (Fonds des Estropiés) afin d'obtenir une pension pour des inaptes, au travail (une amputée, un déficient mental, une aveugle). Des suspects de T. P. ont été dirigés vers les Dispensaires anti-T.

L'intervention de l'O.N.C.A. a été obtenue dans le placement en préventorium de 3 enfants de prisonniers (dont un en Suisse).

Des enfants et des adultes ont été conduits au Centre de Santé de la Croix-Rouge pour examen du système nerveux ou osseux. Une fillette a été examinée à l'Institut Decroly pour troubles de la parole; son défaut de prononciation y sera corrigé.

Parmi les activités du Service Social, notons en passant qu'un réfectoire particulièrement bien agencé est ouvert à Bruxelles à tous les employés de l'État; en moyenne 1,250 repas y sont servis journellement.

Il est envisagé d'ouvrir avec l'aide des Administrations intéressées une cantine à l'Entrepôt de Bruxelles, à l'Entrepôt d'Anvers et dans les bureaux de l'Enregistrement à Gand.

Mutualités.

Il est à constater que si l'Auxiliaire Social est consulté sur les objets les plus divers, les demandes les plus fréquentes sont cependant celles d'intervention dans les frais médico-pharmaceutiques. Les agents temporaires bénéficient tous de la « Sécurité Sociale », ce qui supprime en grande partie les problèmes à résoudre dans le domaine médical.

Par contre, l'expérience prouve que la moitié environ des agents définitifs ne sont pas affiliés à des Sociétés de Secours Mutuels, les uns parce que la cotisation représente une somme qui grèverait encore un budget déjà trop restreint, les autres par simple négligence, semble-t-il. Lorsqu'ils sont acculés à des frais médicaux ou chirurgicaux élevés, les agents malades désirent vivement devenir membres d'une Mutuelle, mais souvent ils ne réunissent plus alors les conditions d'admission nécessaires. Tous les agents non-mutualistes qui sont venus consulter les Auxiliaires Sociaux se sont vus conseiller l'affiliation à une Mutualité de leur choix et la plupart ont promis de suivre sans délai ce conseil.

Situation matérielle des bénéficiaires.

C'est parmi les préposés des Douanes et Accises que l'on rencontre les situations les plus misérables.

Alors que la moyenne économique journalière de la plupart des requérants est d'environ 24 *francs par jour* et par personne, elle tombe parfois chez les préposés des Douanes et Accises, à 14 francs par jour.

Les chiffres cités représentent les cas les plus courants; les moyennes économiques les plus basses sont de *fr.* 11-95 et *fr.* 12-25.

La moyenne économique est calculée en déduisant le montant mensuel des charges du montant mensuel des ressources et en divisant le résultat obtenu 1^o par 30 jours; 2^o par le nombre de personnes composant le ménage.

Dans le calcul des charges interviennent les postes suivants : loyer, chauffage, gaz et électricité, cotisations mutuelle et syndicale, primes d'assurances, déplacements pour se rendre au travail; ces postes représentent des dépenses habituelles, se représentant régulièrement chaque mois.

Ne sont pas prises en considération, les dépenses extraordinaires telles que frais médicaux, pharmaceutiques, de suralimentation, même s'ils se reproduisent avec régularité.

Situation sanitaire des agents.

Sans entrer dans des considérations détaillées, on peut, d'une façon générale, dire que l'état sanitaire n'est pas satisfaisant parmi le petit personnel de l'État.

C'est ainsi que le nombre de jours de congé accordés pour cause de maladie augmente depuis trois ans de façon constante, pour atteindre dans certains bureaux, des proportions inquiétantes.

Il est impossible d'établir une statistique des cas de T. P. parmi le personnel, car bien des agents atteints ne déclarent pas ou ignorent leur état, mais par ceux qui ont sollicité l'aide du Service Social on peut se rendre compte qu'un grand nombre d'employés est atteint de cette terrible maladie surtout parmi les jeunes.

Il faut en attribuer la cause à plusieurs facteurs dont les principaux sont :

- a) la sous-alimentation et les conditions d'incertitude et d'irrégularité dans lesquelles ont vécu les jeunes gens pendant la guerre;
- b) les conditions d'hygiène défavorables dans lesquelles ils travaillent, c'est-à-dire locaux insuffisants, fatigue imposée par les trajets du domicile au lieu de travail, etc.

Dans le domaine de la prévention de la maladie, le Service Social a encore une tâche importante devant lui.

La brève statistique reproduite ci-dessus prouve que le Service Social répond à une véritable nécessité.

Les premières hésitations dues à des sentiments de dignité et d'amour-propre bien compréhensibles, semblent vaincues. Dans les services de ce genre, il y a en général une période de début pendant laquelle les bénéficiaires éventuels se tiennent à l'écart, mais les premières interventions connues, la confiance naît, et les demandes ne tardent pas à se multiplier. L'obstacle est franchi : les visites et les demandes croissent suivant un rythme accéléré et on peut prévoir que le Service Social prendra très vite beaucoup d'ampleur.

* * *

En séance de la Chambre des Représentants du 15 janvier 1947, M. le Ministre des Finances a déclaré, en ce qui concerne le Service Social, que son Département a procédé à un essai, que le Gouvernement envisagera de généraliser. L'expérience, ajoutait-il, semble avoir été concluante.

On ne peut que se rallier à cette conclusion et nous considérons de notre devoir d'adresser nos félicitations aux promoteurs de cette œuvre éminemment humanitaire.

CONCLUSIONS.

1^o Nous devons, en général, rendre hommage à l'activité et au dévouement du personnel du Département des Finances, qui accomplit sa tâche difficile et ingrate dans des conditions matérielles et morales particulièrement pénibles.

Il convient que le Ministre des Finances soit armé davantage à un triple point de vue, savoir : a) le recrutement et la rémunération du personnel ; b) l'installation des services dans des bâtiments et locaux convenables ; c) la modernisation de l'ameublement et du matériel.

A ce propos, il est souhaitable de grouper dans les grands centres, les services des Contributions dans un ou deux grands immeubles adaptés aux nécessités des différents services. Cette concentration éviterait des démarches et attentes énervantes du public ; permettant, par une installation adéquate, un rendement accru, de meilleures conditions de travail et une surveillance aisée en même temps qu'elle réaliserait une économie appréciable.

Une action énergique et urgente dans ces trois domaines s'impose si l'on veut donner aux lois fiscales toute leur efficacité. Il ne suffit pas, en effet, de voter des impôts, il faut équiper l'Administration en personnel et en matériel de telle façon que le recouvrement soit effectué avec un maximum de rendement pour un minimum de frais généraux et un minimum de tracasseries pour les contribuables aussi bien que pour les agents du fisc.

Il faut donc moderniser l'Administration, la débarrasser du vieil esprit de routine.

2^o En ce qui concerne le budget :

Une Commission étant formée pour examiner les réformes budgétaires, nous pouvons surseoir à toute critique quant aux modalités de présentation.

Cependant, nous maintenons nos réserves déjà exprimées antérieurement au sujet ; :

a) du budget unique ou du dépôt de tous les budgets sur le bureau d'une seule des deux Assemblées ;

b) de la suppression éventuelle du vote des budgets article par article;
c) de la méconnaissance des prérogatives du Contrôle du Parlement et plus particulièrement en raison de certaines restrictions dans l'application du principe de la spécialité.

3^o Nous enregistrons la décision du Ministre des Finances de se refuser à tout recours aux ressources du Trésor pour des dépenses extra-budgétaires, souhaitons une régularisation rapide de toutes les avances du Trésor qui constituent l'arrière-faix de la guerre et insistons sur la nécessité de transmettre, à la fin de chaque mois, au Parlement, la situation du Trésor public ainsi que le tableau des avances du Trésor restant à régulariser.

Dans le même ordre d'idées, nous souhaitons que les comptes de l'État soient dressés rapidement et que, dans ce domaine, l'Administration revienne dans un bref délai à la régularité et à la légalité.

4^o Nous notons avec satisfaction que toutes les opérations des deux organismes parastaux les plus importants créés après l'occupation — l'Office d'aide mutuelle et l'Office des Séquestres, de même que celles des Missions Économiques et de l'O.C.R.A. — seront rattachées au budget pour ordre et soumises au contrôle de la Cour des Comptes et du Parlement.

Constatons toutefois que les opérations dont il s'agit ne sont pas comprises dans le budget pour ordre pour l'exercice 1947 qui vient d'être distribué. Il est indispensable qu'elles soient communiquées dans le délai le plus bref, afin de permettre au Parlement d'exercer son contrôle.

Nous voulons croire que le statut organique des établissements parastataux suivra dans un temps prochain.

Enfin, nous insistons sur la nécessité de hâter la liquidation de tous les organismes nés de la guerre.

Le projet de budget a été adopté par la Chambre en séance du 22 janvier 1947 par 95 voix contre 85.

Votre Commission l'a adopté par 9 voix contre 7 et 1 abstention. Le présent rapport a été admis à l'unanimité moins une abstention.

En conséquence, nous proposons au Sénat d'adopter le Budget des Finances pour l'exercice 1947.

Le Rapporteur,
A. DOUTREPONT.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.

(Nr 111.)

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1946-1947.

COMMISSIEVERGADERING VAN 12 MAART 1947.

Verslag uit naam van de Commissie van Financiën belast met het onderzoek van het Wetsontwerp houdende de Begrooting van het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1947.

(Zie de nrs 4-XVII, 73, 93 (zitting 1946-1947) en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 15 en 22 Januari 1947; nr 66 (zitting 1946-1947) van den Senaat.)

Aanwezig : de hh. VAN OVERBERGH, voorzitter; ALLEWAERT, BOUILLY, DE BRUYNE (V.), DE CLERCQ, baron DE DORLODOT, DELMOTTE, DE SMET (P.), DIERCKX, HARMEGNIES, LOGEN, RONVAUX, SCHOT, TAILLARD, VAN LAEYS, VAN OUDENHOVE, VERMEYLEN en DOUTREPONT, verslaggever.

INHOUD.

	Bladz.
1. Inleiding	7

EERSTE DEEL.

EERSTE HOOFDSTUK.

2. Bedrag der kredieten aangevraagd door het Ministerie van Financiën voor het dienstjaar 1947.	
Inleidende opmerkingen.	7
3. Bedrag der kredieten	12

HOOFDSTUK II.

4. Vorm van de begrooting voor het dienstjaar 1947	13
5. Onderzoek van sommige kredieten.	14
6. Tijdelijk personeel	16
7. Terbeschikkingstellingen	16

8. Tabel gevende de indeeling van de aangevraagde kredieten voorkomend onder de rubriek « Vergoedingen en Toelagen, enz. »	17
9. Hulp gelden	18
10. Klasseering der uitgaven	18
11. Gemis van overeenstemming tusschen het organieke besluit en het begrootingsontwerp	19
12. Antwoord van het Bestuur	21
13. Effectief van het tijdelijk personeel van het Departement van Financiën	22
14. Wedden van terbeschikkingstelling van een frank per maand	23
15. Ingewikkeldheid van het stelsel der vergoedingen	23
16. Dienst van de Belgische afvaardiging bij het Intergeallieerd Agentschap voor Herstelbetalingen	23
17. Samenstelling van de afvaardiging.	24

HOOFDSTUK III.

18. Inventaris van het Rijksmobilair	25
19. Meubelmagazijn	26
20. Hervorming van de Rijkscomptabiliteit	27
21. Jaarlijksche bekendmaking van den toestand der Rijksschatkist.	27
22. De Raad van State	27
23. De financiering van de de blokkeering der vermogens van 15,000 fr. en minder.	27
24. Onderscheiden bevoegdheden van het Ministerie van Financiën en van het Ministerie van Begrooting	28
25. Sociale Dienst	28

TWEEDE DEEL.

HOOFDSTUK IV.

26. Dienst voor Onderlinge Hulpverlening	30
27. De door O.M.A. betrokken gebouwen	34
28. Begrootingsregularisatie der verrichtingen van M.I.S.S.E.C., O.M.A. en H.D.R.	36
29. Dienst van het Sekwester	37

HOOFDSTUK V.

30. De Thesaurievoorschotten	39
31. Maatregelen door den Minister van Financiën genomen	41

DERDE DEEL.

32. Inrichting, bevoegdheid en werkzaamheden van de Besturen waaruit het Departement van Financiën is samengesteld	45
33. Samenstelling van het Departement van Financiën	45

HOOFDSTUK VII.

Algemeen Secretariaat.

34. De rol van den Secretaris-Generaal	46
35. Studiedienst	46
36. Rechtskundige Dienst	46
37. Economaat	47
38. Organisatiedienst	47
39. Dienst der Comptabiliteit	47
40. Dienst voor Algemeene Zaken	49

HOOFDSTUK VIII.

41. Bestuur der Thesaurie en Staatsschuld	50
42. Organisatiedienst	50
43. Dienst van de Thesaurie	51
44. Internationale Akkoorden	51
45. Comptabiliteit en Dienst der betalingen	52
46. Rijksschuld	53
47. Verrichtingen uitgevoerd in 1946	54
48. Muntsaneeringsleening	55
49. Dienst van de Schuld aan Toonder	56
50. Dienst der Ingeschreven Schuld	57
51. Deposito- en Consignatiekas	58
52. Muntbestuur	61
53. Dienst der Opeischingen	62
54. Dienst der Muntsaneering	66
55. Dienst voor de Telling der effecten	67
56. Portefeuille van de Belasting op het kapitaal	68
57. Speciaal Kantoor voor de Rekeningen van M.I.S.S.E.C., O.M.A. en H.D.R.	69

HOOFDSTUK IX.

58. Fiscale Besturen	69
--------------------------------	----

HOOFDSTUK X.

Bestuur der Belastingen.

59. Samenstelling van het Centraal Bestuur en van de Buitendiensten	70
60. Bevoegdheid en bedrijvigheid van het Centraal Bestuur	71
61. Studiën	72
62. Wetgeving	73
63. Geschillen	74
64. Dienst der bijzondere belastingen — Hoofdbestuur	74

	Bladz
65. Buitendiensten	76
66. Stand der werkzaamheden op 31 December 1946	77
67. Stand per Gewestelijke Directie	78
68. Lokalen en gebouwen	78
69. Aanwerving van lokalen	79
70. Documentatie en onderrichtingen	80
71. Kantoormeubelen en -machines	80
72. Mechanisatiediensten	80
73. Inrichting, bevoegdheid en bedrijvigheid van de buitendiensten	82
74. Aanslagdienst, dienst van invordering — Dienst der geschillen — Provinciale dienst — Dienst van het toezicht	82
75. Voornaamste kritieken	83
76. Centrale kantoren van aanslag	83
77. De specialisatie	84
78. Dienst van invordering der belastingen	85
79. Dienst der geschillen	85
80. Enkele suggesties	85
81. Uittreksels uit statistieken ,	
a) <i>Grondbelasting</i>	86
b) <i>Mobiliënbelasting</i>	87
c) <i>Bedrijfsbelasting</i>	87
d) <i>Aanvullende personeele belasting</i>	87
e) <i>Nationale crisisbelasting</i>	87
f) <i>Speciale tijdelijke belasting op de oorlogswinsten</i>	88
g) <i>Belasting op de vertooningen en vermakelijkheden</i>	88
h) <i>Belasting op spelen en weddenschappen</i>	89
i) <i>Belasting op de opening van slijterijen</i>	89
j) <i>Verkeersbelasting op motorrijtuigen</i>	89
k) <i>Rijksbelasting op rijwielen</i>	90
l) <i>Rijksbelasting op honden</i>	90
m) <i>Bijzonder jachtrecht, enz.</i>	90
n) <i>Invordering van achterstallige belastingen</i>	90
o) <i>Fiscale amnestie</i>	90
p) <i>Allerlei ontvangsten</i>	91
q) <i>Provinciale en gemeentelijke opcentimes</i>	91
82. Geschillen	91

HOOFDSTUK XI.

Bestuur der Douanen en Accijnzen.

83. Bevoegdheden	92
84. Hoofdbestuur — Inrichting	93
85. Buitendiensten — Samenstelling	93
86. Examens en vergelijkende examens	94
87. Beteugeling van den smokkelhandel	95
88. Opsporingsdiensten	95
89. Bevoegdheid van de gewestelijke directeurs	96
90. Bedrijvigheid	96

	Bladz.
91. Douanepolitiek	98
92. Wetgeving — Wijzigingen in het douanetarief	98
93. Wijzigingen in de accijnsrechten	98
94. Verbruik van alcohol	99
95. Overtredingen (drankslijterijen en geheime stokerijen)	99
96. Aantal inrichtingen onderworpen aan het toezicht van de accijnsbeambten	100
97. Lokalen en gebouwen	101
98. Herinrichting van het Bestuur	102
99. Motorisatie van de diensten	103
100. Vereenvoudiging van de douaneformaliteiten	104
101. Inning van de overdrachtsbelasting	104

HOOFDSTUK XII.

102. Bestuur der Registratie en Domeinen — Bevoegdheden van het Bestuur — Inrichting	104
103. Dienst der Domeinen	105
104. Tegeldemaking van den oorlogsbuit	106
105. Dienst der Opeischingen	106
106. Verrichtingen van de aankoopcomité's	107
107. Inrichting van de gewestelijke diensten	108
108. Graad van vordering van de inning der Belasting op het kapitaal	109
109. Inhoudingen aan de bron	109
110. Aanslag van de naamlooze vennootschappen	109
111. Directe aanslag van de andere belastingplichtigen dan vennootschappen op aandelen	110
112. Hoeveel staan de aanslagwerkzaamheden ?	110
113. Algemeen werkhuis van het zegel	111
114. Dienst van de Scheepvaart	112
115. Ontvangsten in 1946	112

HOOFDSTUK XIII.

116. Bestuur van het Kadaster — Beknopte uiteenzetting van de bedrijvigheid in 1946	112
117. Kadastrale mutaties	113
118. Kadastrale uittreksels — Kadastrale stukken	113
119. Voorbereiding van de perequatie der kadastrale inkomsten	114
120. Medewerking met den Dienst voor de Kapitaalsbelasting	114
121. Onderzoek van de klachten	114
122. Verschillende werkzaamheden	114

VIERDE DEEL.

HOOFDSTUK XIV.

123. Toestand van het personeel	118
124. De bezoldigingen	118

	Bladz
	—
125. Wedden van het lager personeel	119
126. Verificateurs	119
127. De belastingontvangers	120
128. De stagiairs der Registratie	121
129. Hoe staat het met het statuut van het personeel	121

HOOFDSTUK XV.

130. Sociale Dienst	121
131. Mutualiteiten	123
132. Materieele toestand van de voordeeltrekkenden	123
133. Gezondheidstoestand van het personeel	124
Besluit	124

EERSTE DEEL**INLEIDING.**

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

In ons verslag over de begrooting van Financiën voor het dienstjaar 1945, hebben wij de opmerking gemaakt, dat die begrooting kredieten inhield voor verschillende organismen, die niet behoorden onder het Departement van Financiën; die kredieten stonden overigens niet ter beschikking van den Minister van Financiën. Wij hebben er namelijk in aangetroffen de bedragen voor de diensten van den Eerste-Minister, voor de hh. leden van den Minister-raad, dit wil zeggen in hoofdzaak, voor de economische zendingen, voor oorlogsschade, voor de oorlogsgetroffenen en voor het Ministerie van Voorlichting.

Op deze wijze van inkleeden werd terecht kritiek uitgebracht.

In 1946 was ons reeds een merkelijke verbetering gebleken. De kredieten voor oorlogsschade en oorlogsgetroffenen, alsmede de voor het Ministerie van Voorlichting (intusschen als zelfstandig departement opgeheven), waren uit de begrooting van Financiën verwijderd.

Wij zijn gelukkig te zien, dat er in 1947 nog vorderingen zijn gemaakt : het in behandeling zijnde wetsontwerp houdt alleen nog die sommen in, welke den Minister van Financiën ter beschikking worden gesteld voor de behoeften van zijn Departement.

EERSTE HOOFDSTUK.

**BEDRAG DER KREDIETEN AANGEVRAAGD
DOOR HET
MINISTERIE VAN FINANCIËN VOOR HET DIENSTJAAR 1947.**

Inleidende opmerkingen.

1^o In het verslag dat wij betreffende de begrooting van Financiën voor dienstjaar 1945 hebben voorgedragen (blz. 9), hebben wij sommige wenken uitgebracht wat de voorstelling van de begrootingen aangaat. Wij schreven onder meer :

„ 4^o Het ontwerp van de begrooting zou uit drie kolommen bestaan :

- a) werkelijke uitgaven van het laatste afgesloten dienstjaar;
- b) aangenomen kredieten voor het aan den gang zijnde dienstjaar;
- c) voorgestelde kredieten voor het volgende dienstjaar. »

Laten wij zien hoe aan dien wensch is tegemoet gekomen :

De Administratie heeft niet de werkelijke uitgaven over dienstjaar 1945 gegeven; zij heeft de vermoedelijke uitgaven in de plaats gesteld. Aan den anderen kant, hebben wij merkelijke verschillen aangetroffen tusschen, eensdeels, de bedragen die in het ontwerp van begrooting van dienstjaar 1947 als vermoedelijke uitgaven van het dienstjaar 1945 voorkomen en, anderdeels, de bedragen die ons in 1946 werden overgelegd als op datum van 31 Maart 1946

ten laste van dienstjaar 1945 verrichte likwidaties, dus op een tijdstip waarop geen enkel nieuwe uitgave ten laste van 1945 meer mocht vastgelegd worden.

Wij hebben den h. Minister van Financiën daarop opmerkzaam gemaakt in de volgende bewoording :

« In mijn verslag, betreffende de begrotingen van Financiën voor dienstjaren 1945 en 1946 (blz. 114 en volgende), heb ik de bedragen van de op 31 December 1945 vastgelegde uitgaven en de bedragen der op 31 Maart 1946 ten laste van het dienstjaar 1945 vereffende uitgaven opgegeven.

Ik vind zeer merkelijke verschillen tusschen de sommen die in het ontwerp van begrooting voor 1947 als vermoedelijke uitgaven van dienstjaar 1945 vermeld staan en die welke ik in mijn verslag heb vermeld volgens de gegevens van de Administratie.

Ik neem aan dat er sommige verhoogingen van uitgaven kunnen bestaan, vermits de begrooting van 1945 slechts op 31 December 1946 werd afgesloten, maar ik kan niet begrijpen dat er verminderingen aanwezig zijn.

Buitendien, zelfs wat de verhoogingen betreft, moet worden in acht genomen dat, na 31 December 1945, principieel geen nieuwe uitgave ten laste van dienstjaar 1945 meer mocht worden vastgelegd; die verhoogingen zouden slechts van geringe hoegroothed mogen zijn.

Als voorbeeld vermeld ik :

Artikelen van de begrooting.	Ontwerp van begrooting 1947	Tabel blz. 118 van mijn verslag.
—	—	—
2 ²	128,592,310	151,060,202.75
3 ²	23,031,940	34,971,895.57
3 ⁵	11,400,000	12,320,620.64
4 ²	575,060	770,276.—
4 ⁵	210,000	292,684.21
6 ³	440,770	504,349.88

Voor al die posten zijn de bedragen, welke het ontwerp van begrooting voor 1947 vermeldt als vermoedelijke uitgaven van dienstjaar 1945, lager dan de bedragen die mij door uw Administratie als op 31 Maart 1946 vereffende uitgaven worden medegedeeld.

Voor andere posten daarentegen, zijn zij merkelyk hooger.

Als voorbeeld, vermeld ik artikel 50 van het ontwerp van begrooting voor dienstjaar 1947.

Vermoedelijke uitgaven van den Dienst van het Sequester: 17,250,000 frank, zegge het volle bedrag van de subsidie in de begrooting voorzien.

Welnu, de werkelijke uitgaven beliepen fr. 8,063,166-95 (zie verslag over de begrooting van Financiën voor 1945 en 1946 blz. 90; zie ook verslag van den Dienst van het Sequester voor 1945, blz. 107).

In mijn verslag over die begrotingen, heb ik gevraagd dat het ontwerp van begrooting zou aanduiding geven van de werkelijke uitgaven van het laatste afgesloten dienstjaar (zie blz. 9).

Daardoor bedoelde ik dat aan het Parlement een juiste documentatie zou verstrekt worden om het in staat te stellen, met kennis van zaken en in het licht van de verwezenlijkingen, de hoegroothed van de voor het toekomstige dienstjaar gevraagde kredieten te beoordeelen.

Doch, ik moet vaststellen — en de enkele voorbeelden die ik hierboven aanhaal en waarvan ik er nog meer zou kunnen geven bewijzen het — dat het ontwerp van begrooting voor dienstjaar 1947 geenszins aan mijn wensch te gemoet komt. Tenzij uw Administratie mij verleden jaar fantaisistische cijfers verstrekt heeft?

Ik zou dus eenige opheldering willen bekomen wat de hierboven aangehaalde verschillen betreft. »

De h. Minister heeft ons de onderstaande nota laten geworden :

« Bij het opmaken van die begrooting, heeft de Comptabiliteitsdienst van het Algemeen Secretariaat van mijn Departement rekening gehouden, om het bedrag van de vermoedelijke uitgaven van dienstjaar 1945 vast te stellen, hetzij met den toestand die hem toentertijd door de verschillende betrokken besturen werd medegedeeld, hetzij met het bedrag van de kredieten door die besturen voorgesteld wanneer andere beoordeelingsgegevens niet aanwezig waren.

Ter opmerking diene dat het voor de meeste artikelen van de begrooting om een voorloopigen toestand gaat, die het gevolg is van het feit dat de betaling van de vaste uitgaven der ontvangbesturen op de kas van de rekenplichtigen van die besturen wordt aangerekend.

Die uitgaven zijn het voorwerp van ordonnantiën van regularisatie die aan het Rekenhof met de verantwoordingsstukken van betaling worden voorgelegd, ten einde aldaar geverificeerd en *definitief* op de toegewezen bedragen van de begrooting te worden aangerekend. Die verificeering brengt soms wijzigingen van aanrekeningen, zelfs ook afwijzingen, mede die het voorloopig bedrag van de uitgaven in minder of in meer beïnvloeden. Wat de vastgelegde uitgaven betreft, is die comptabiliteit van toepassing op kredieten waarmede gemoeid zijn:

- 1^o uitgaven voor leveringen, werken of vervoer;
- 2^o bezoldigingen en om het even welke vergoedingen van personeel;
- 3^o subsidiën.

Maar er moet nog worden opgemerkt dat het uitsluitend voor de leveringen, werken en vervoer is dat de rekenplichtige der vastgelegde uitgaven vóór de uitvoering van het contract viseert. De uitgaven voor personeel, alsmede de uitgaven voor materieel, die minder dan 2,000 frank beloopten (cijfer vastgesteld op 5,000 frank van 1 Januari 1946 af), worden slechts ter kennis van dien rekenplichtige gebracht op het tijdstip waarop zij werkelijk verricht worden.

Ten gevolge van de lange termijnen noodig voor de centralisatie van de rekeningsstukken, de regularisatie en vervolgens de verificeering er van door het Rekenhof, termijnen die nog in ruime mate den normalen datum van afsluiting van de begrootingsjaren overtreffen, is het niet mogelijk met voldoende nauwkeurigheid het bedrag van de *werkelijke uitgaven* van een dienstjaar op te maken zoolang dat dienstjaar niet definitief is afgesloten. De standen van de uitgaven, opgemaakt vóór die definitieve afsluiting, zullen dus noode gedwongen steeds voorloopige standen zijn, vatbaar voor soms belangrijke wijzigingen.

Deze beschouwingen van algemeenen aard in acht genomen, gelieve U hierna de toelichtingen te vinden door de betrokken besturen verstrekt, wat de in uwe nota vermelde verschillen betreft.

Bestuur der Directe Belastingen :

Artikelen.	Ontwerp van begrooting 1947. Tabel bl. 118 verslag.	
------------	---	--

2-2	128,592,310	151,060,202.75
3-2	23,031,940	34,971,895.57
4-2	575,060	770,276.—

De bedragen van de « vermoedelijke uitgaven voor dienstjaar 1945 » werden te goeder trouw opgemaakt, met inachtneming van de sommen, uit hoofde van wedden, als uitgaven vermeld in de rekeningsbescheiden welke door de buitendiensten van het Bestuur der Directe Belastingen, ten tijde van het opmaken van het ontwerp van begrooting van dienstjaar 1947, werden overgelegd.

Welnu, op dat tijdstip bleven verschillende, als uitgave over te leggen, rekeningsstukken in de portefeuille bij de bedoelde buitendiensten; dit verklaart de ontoereikendheid van de « vermoedelijke uitgaven voor dienstjaar 1945 » vermeld in het vorenbedoeld ontwerp van begrooting.

Bestuur der Registratie en Domeinen :

Artikelen.	Ontwerp van begrooting 1947. Tabel bl. 118 verslag.	
------------	---	--

3-5	11,400,000	12,320,620.64
4-5	210,000	292,684.21

De cijfers fr. 12,320,620-64 en 292,684-21 betreffende die artikelen, werden voorloopig door het Bestuur der Thesaurie en Staatschuld verstrekt voor verificeering en rectificering van de door de gewestelijke directeurs overgelegde rekeningsstukken. Die rectificering slaat in hoofdzaak op de zoo gezegde « mobiliteitsachterstallen » (art. 62 van de begrooting), waarvan de schifting naarmate van de vordering van de verificeeringswerkzaamheden gedaan wordt.

Bestuur van het Kadaster :

Het totaal, 440,770 frank, in artikel 6-3 van de begrooting van dienstjaar 1947 vermeld als vermoedelijke uitgaven van het Bestuur van het Kadaster voor dienstjaar 1945, werd opgemaakt volgens de door de provinciale diensten van het Kadaster verstrekte statistische gegevens. Die statistieken, bij wijze van documentatie gehouden, hebben dus slechts een betrekkelijke waarde. Het verschil, groot fr. 63,579,88, waarop U heeft gewezen, kan voortkomen van een tusschen 31 December 1945 en den datum waarop de begrootingsvoorstellen werden ingediend, gerectificeerde verkeerde aanrekening.

Dienst van het Sequester (art. 50) :

Het cijfer van het voorgestelde krediet moest als bedrag van de vermoedelijke uitgaven bij gebrek aan andere aanduidingen, aan de comptabiliteitsdiensten van het Departement aangeduid worden, zoowel bij het opmaken van de begrootingsvoorstellen als te voren.

De tegenwoordige toestand is volkomen gelijk gebleven aan dien waarop wordt gewezen in het verslag van de Commissie van Financiën (Gedr. stuk, n^o 30, blz. 124).

Wat er ook van zij, de aangewezen verschillen hebben de volle aandacht getrokken en maatregelen zullen genomen worden om in de toekomst het terugkeeren van dergelijke afwijkingen te vermijden. »

Ten aanzien van die belofte, dringen wij niet verder aan op de onnauwkeurigheden van die comptabiliteit; wij meenen ze voor een goed deel te mogen toeschrijven aan de ontreddeering die het gevolg was van een troebelen en bijzonder moeilijken tijd voor een overstelpde administratie.

2^o *Wij wijzen op een andere onregelmatigheid :*

Het ontwerp van begrooting stelt tegenover mekaar de voor 1947 gevraagde en de voor 1946 verleende kredieten. Die sommen hebben slechts beteekenis voor zoover de diensten nagenoeg dezelfde gebleven zijn. Zoodra een administratie één of meer belangrijke raderwerken ontnomen worden, hetzij door opheffing, hetzij door overbrengen naar een ander Departement, gaat elke vergelijking mank, indien de voor het vroeger dienstjaar toegekende kredieten niet vooraf aangepast zijn door aftrekking van de deelen der toegekende sommen die betrekking hebben op de opgeheven of overgebrachte diensten. Welnu, in den loop van 1946, bij de oprichting van het Ministerie van Begrooting, werden belangrijke afdeelingen van het Ministerie van Financiën (Bestuur der begrooting, Centrale Dienst der Pensioenen) naar het nieuw departement overgebracht. Dienvolgens was het geboden de voor 1946 toegekende kredieten tot het behoorlijk bedrag te verminderen; de administratie heeft zulks niet gedaan; zij laat in de kolom « kredieten toegekend voor dienstjaar 1946 » het volle bedrag voorkomen van de in de begrooting van 1946 vermelde sommen, zonder eenigerlei vermindering uit hoofde van de overgebrachte diensten en zoo zij in den « toelichtenden staat » wijst op de verminderingen van de kredieten voor materieel en verplaatsingskosten in verband met bedoelde overplaatsingen, maakt zij geen gewag van verminderingen wat de kredieten voor personeel betreft. Deze werkwijze geeft vanzelfsprekend een verkeerden grond aan hetgeen men uit de cijfers zou kunnen besluiten.

Wij hebben aanvullende inlichtingen gevraagd die men hierna vindt :

« Het ontwerp van begrooting van het Ministerie van Financiën voor 1947 bevat geen enkel krediet voor de uitgaven voor personeel wat de aan het Ministerie van Begrooting overgebrachte personeelsleden betreft.

» De uitgaven betreffende die personeelsleden welke in mindering van de kredieten van de begrooting van het Ministerie van Financiën werden gebracht, zijn :

Bestuur der Begrooting (met inbegrip van de Inspectie van Begrooting) :

Vast benoemd personeel	fr. 4,899,216
Tijdelijk personeel	497,418

Centrale Dienst der Pensioenen :

Vast benoemd personeel	fr. 3,998,000
Tijdelijk personeel	2,455,000

Vergoedingen (voor beide diensten)	fr. 268,000
--	-------------

» Er zijn geen ambtenaren of beambten van het Ministerie van Financiën die in den loop van het jaar 1946 overgeplaatst werden.

» De voor de personeelsleden van den Dienst der Schade aan goederen 1914-1918 voorziene kredieten, overgedragen aan het Ministerie van Wederopbouw bij besluit van den Regent dd. 30 December 1946 (*Staatsblad* 20-21 Januari 1946, bl. 585) zullen ter beschikking van gezegd departement gesteld worden. »

3^o Voor het overige dient opgemerkt dat zeer belangrijke aanvullende kredieten zullen moeten gevraagd worden voor dienstjaar 1946, wegens de verhooging van de weddeschalen met terugwerkende kracht op 1 Januari 1946. Het bedrag van die kredieten is ons onbekend; op dit oogenblik werd nog geen enkel wetsontwerp ingediend, niettegenstaande de uiterlijke datum voor de vastleggingen ten bezware van dienstjaar 1946, 31 December 1946 zij (art. 2 der wet van 15 Mei 1846).

Bedrag der kredieten.

Behoudens deze opmerkingen blijkt uit een vergelijking van de begrooting voor 1947 met die voor 1946 (afdeeling C, artikelen 22 tot 72) het volgende :

UITGAVEN	DIENSTJAAR 1946	DIENSTJAAR 1947
Gewone uitgaven fr.	917,242,841	1,328,849,696
Uitzonderingsuitgaven	46,523,110	35,997,000
Uitgaven voortvloeiende uit den oorlog . .	161,700,220	48,641,260

De gewone uitgaven zijn gestegen met 411,606,855 frank, waarvan 404,467,279 frank voor het personeel (toepassing van de nieuwe weddeschalen ingevolge het Regentsbesluit dd. 29 Juni 1946, aanstelling van nieuwe beambten, verhooging van de onderscheiden vergoedingen) — 17,007,876 frank voor het materieel (prijsstijgingen, dienstuitbreidingen, gebruik van automobielen) — 1,500,000 frank voor werken en aankopen (verhoogde prijzen van arbeid en materiaal). Daarentegen is er een vermindering met 11,368,300 frank in het hoofdstuk van de verschillende uitgaven, welke in de eerste plaats voortkomt uit de overdracht van kredieten op de begrooting van het Ministerie van Begrooting.

De uitzonderingsuitgaven zijn met 10,526,110 frank verminderd. Deze vermindering is vooral het gevolg van de opheffing van het krediet voor mobiliteitsachterstallen (31,673,110 frank); aan den anderen kant zijn de kredieten voor meubelen en verdere benodigdheden van de verschillende diensten verhoogd.

Wat de oorlogsuitgaven betreft, hier is een vermindering met 113,058,960 fr., waarvan 83,800,000 frank uit hoofde van overdracht naar het Ministerie van Wederopbouw (kredieten voor oorlogsschade) en 30 miljoen frank voor een feitelijke vermindering van het krediet voor « Allerhande uitgaven met betrekking op de verrichtingen aangaande de toepassing van de financieele besluiten van 6 October 1944 ».

Bovendien valt op te merken, dat, als gevolg van de reorganisatie van den Dienst voor onderlinge hulpverlening, de begrooting van Financiën voor 1947 geen krediet meer bevat voor administratieuitgaven van dien dienst (79 milione 890,000 frank in 1946).

HOOFDSTUK II.

VORM VAN DE BEGROOTING VOOR HET DIENSTJAAR 1947.

Zooals hierboven reeds gezegd, hebben wij enkele vingerwijzigingen gegeven voor den vorm en de inkleeding van de begrooting. Onze Commissie van Financiën, de Senaat, alsmede de Commissie van Financiën bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers hebben daarmede hun instemming betuigd. Verder heeft de h. Minister Merlot in een vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers verklaart, dat het Bestuur er rekening mee zal houden bij het opmaken van de begrooting voor het dienstjaar 1947.

Wij hebben met leedwezen gezien, dat de wenschen van den Senaat en de beloften van den h. Minister zonder gevolg gebleven zijn. Daaromtrent onderzraagd, heeft de Minister van Financiën ons het volgende geantwoord :

« De verandering van den vorm der begrooting is in studie genomen en de hh. Minister van Begrooting en van Financiën hebben er een speciaal hoofdstuk aan gewijd in de algemeene uiteenzetting van de begrooting voor het dienstjaar 1947.

» Het Departement van Financiën heeft bij het opmaken van de tabellen, waarop de h. Senator kritiek uitbrengt, de instructies opgevolgd van den h. Minister van Begrooting; de overige ministerieele departementen hebben trouwens ook denzelfden vorm aan hun tabellen gegeven. »

De Regeering wijst er inderdaad in de algemeene uiteenzetting van de begrooting voor 1947 op, dat zij met den nieuwen vorm niet is kunnen klaar komen en hem te beginnen van het dienstjaar 1948 denkt in te voeren, zooals kort beschreven op blz. 4 vv. van dat stuk; het zij dan zoo : het heeft waarschijnlijk aan den noodigen tijd ontbroken.

Maar wij maken nu reeds het strengste voorbehoud omtrent :

1^o het opmaken van een enkele begrooting, welke hervorming de taak van het Parlement niet zal vergemakkelijken, noch vereenvoudigen, zooals de ervaring, die wij thans opdoen met de indiening van alle begrootingen bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers, genoegzaam aantoonst ;

2^o de al te ver gedreven condensatie van de kredieten, die aan den regel van de specialiteit afbreuk doet en derhalve de parlementaire contrôle in den weg staat ;

3^o het voornemen om niet meer artikelsgewijze te stemmen over de begrootingen, omdat de stemming van het Parlement de formeele bekrachtiging is van de voor de kredieten bepaalde grenzen.

Bovendien zijn de gegevens op de blz. 6 en 7 van de algemeene uiteenzetting te summier, om zich met kennis van zaken te kunnen uitspreken over de ontworpen hervorming. De Regeering zal moeten verzocht worden, om het Parlement beter voor te lichten omtrent de beteekenis en de draagwijdte van die hervorming, eer deze voorgoed wordt aangenomen. In elk geval mag de Senaat geen vooroordeelen koesteren tegenover om het even welke hervorming, zij het de stoutste, doch de parlementaire contrôle moet onaangetast blijven en vergemakkelijkt worden, omdat hij de hoeksteen is van ons staatsbestel.

Onderzoek van sommige kredieten.

De eenige wijziging in den vorm van de begrooting voor 1947 houdt verband met de tabellen van het personeel; hierover juist hadden wij verschillende opmerkingen gemaakt bij de behandeling van de begrooting voor 1945 (zie voornoemd verslag blz. 11 tot 16); wij hadden een synoptische tabel opgemaakt over den omvang van de gevraagde kredieten per soort van uitgave en per tak van dienst.

Ten overstaan van deze tekortkoming vanwege het Bestuur hebben wij de volgende vragen gesteld :

I.

« Ten aanzien van de « vergoedingen en toelagen van maatschappelijke zekerheid » (blz. 31 van het ontwerp van begrooting) geven de vroegere begrootingen in de toelichting de verdeeling van de kredieten aan per artikel en per bestuur.

» De tabel, die ik in mijn verslag over de begrootingen van Financiën voor 1945 en 1946 heb aangeprezen, zou diezelfde uitvoerige gegevens verstrekt hebben.

» **Waarom** heeft het bestuur den tot dusver geldenden vorm gewijzigd zonder tegemoet te komen aan het door mij uitgesproken verlangen, waarmede de twee commissies van Financiën van Kamer en Senaat, alsmede de Ministers van Financiën en van Begrooting het eens waren. Ik meen overigens het meest formeel voorbehoud te moeten maken tegen deze nieuwen vorm, waardoor de Begrooting noch klaarder noch eenvoudiger wordt; het Parlement kan er de inlichtingen, waarop het recht heeft, niet meer in vinden. »

II.

Wat de kredieten in de artikelen 2, 3 en 4 betreft, wensch ik de volgende inlichtingen te ontvangen :

a) afschrift van het organiek besluit, waarin bepaald wordt, dat het kader 1734 tijdelijke beambten zal omvatten voor het Bestuur der Registratie en Domeinen (blz. 31 van het Begrooiingsontwerp);

b) redenen, waarom het krediet voor « voorziene terbeschikkingstellingen » in de kolom « benoemingen, bevorderingen, enz. » staat, waar het gaat over het Bestuur van het Kadaster (337,500 frank) en in de kolom « vergoedingen en toelagen-maatschappelijke zekerheid » voor het Bestuur der Directe Belastingen (468,450 frank).

Krijgt het ter beschikking gestelde personeel nog bevorderingen ?

c) In mijn voornoemd verslag (blz. 13 vv.) heb ik gewezen op sommige ongerijmdheden inzake kredieten.

In het begrooiingsontwerp voor het dienstjaar 1947 zie ik :

Voor 9 ter beschikking gestelde beambten van het Bestuur der Registratie en Domeinen bedraagt het krediet inzake « vergoedingen en toelagen » 249,200 frank, terwijl de wedden zelf slechts 339,820 frank bedragen; elders

is er slechts een krediet van 10,380 frank opgenomen wegens vergoedingen en toelagen voor 10 beambten van het Hoofdbestuur, eveneens ter beschikking gesteld.

Ik wensch een verantwoording van deze sommen te ontvangen.

*
* *

2^o *Tijdelijken* :

Ik vraag dezelfde verantwoording ten aanzien van de kredieten voor « vergoedingen, toelagen, enz. » . Hier volgen de sterkte van het personeel en de voorziene bedragen :

BESTUUR	PERSONEELSTERKTE	KREDIET
Hoofdbestuur	772	4,497,150
Directe Belastingen	3,475	17,414,210
Kadaster	223	4,686,230
Douanen en accijnzen	153	230,000
Registratie en domeinen	1,551	11,790,800

of, per eenheid : Hoofdbestuur, 5,825; Bestuur der Belastingen, 5,011; Bestuur van het Kadaster, 21,014; Bestuur der Douanen en Accijnzen, 1,503; Bestuur der Registratie en Domeinen, 7,602.

3^o *Hulpgelden* :

Ik verlang eveneens dezelfde inlichtingen voor de kredieten voorkomende onder artikel 8.

BESTUUR	Personeelsterkte	Krediet	Per eenheid
Hoofdbestuur	1,462	200,000	136
Directe Belastingen	6,727	445,000	66
Kadaster	983	300,000	305
Douanen en accijnzen	6,593	450,000	68
Registratie en domeinen	3,203	250,000	77

Ik wijs er op dat ik, in mijn verslag over de begroting 1945 (blz. 15), zekere opmerkingen gemaakt heb nopens de redactie van de kredieten.

Ik wensch te vernemen waarom het Bestuur hiermede geen rekening heeft gehouden.

Gelieve mij te laten weten waarom de kredieten van artikel 16, nog steeds onder het hoofdstuk « Uitgaven voor materiele behoeften » voorkomen. (Zie voormeld verslag, blz. 11.)

*
* *

Wij geven hierna de verantwoordingen en toelichtingen van het Bestuur.

Tijdelijk personeel.

II, a.

Het cijfer 1,734 valt als volgt uiteen :

Klerken voor de bijzondere kantoren belast met de invordering van de belasting op het kapitaal (zie Regentsbesluit van 19 December 1946, houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van het Ministerie van Financiën, <i>Belgisch Staatsblad</i> van 29 dito) fr.	800
Klerken voor de landmeters van het Kadaster, met het oog op de uitvoering der werkzaamheden tot voorbereiding der invordering van de belasting op het kapitaal betreffende de onroerende goederen. Die aanwerving werd toegelaten bij dienstbrief van den h. Eerste-Minister van 28 November 1945, Dienst van Algemeen Bestuur, n ^r 131.2/330/3 C. D. 143.75/2, waarvan een uittreksel hierbij is gevoegd	324
Typisten voor de buitendiensten van de belasting op het kapitaal (zie Regentsbesluit van 19 December 1946, voornoemd).	10
Aangenomen klerken van de Registratie en Domeinen (zie zelfde besluit)	600
Totaal.	1,734

Terbeschikkingstellingen.

II, b.

De aangeduide ongerijmdheid is het gevolg van een materieele vergissing in het opmaken van de tabel; zij tast evenwel in niets de oprechtheid of de juistheid der aangevraagde kredieten aan.

De verwijzingen werden er bijgevoegd om het Parlement een inzicht te geven in den aard van die vooruitzichten.

Ziehier onder welke voorwaarden het ter beschikking gestelde personeel deelneemt aan de bevordering : behouden hun aanspraken op bevordering in het activiteitskader, de Rijksambtenaren die ter beschikking zijn gesteld :

- 1^o wegens ambtsopheffing;
- 2^o wegens bijzondere opdracht (mits een bijzondere gemotiveerde bepaling);
- 3^o wegens ziekte of gebrekkigheid;
- 4^o wegens vervulling van verplichtingen voortspruitend uit een militaire verbintenis;
- 5^o wegens uitoefening, in Belgisch-Congo of in de mandaatgebieden, van een ambt dat afhangt van een openbaren dienst of van een instelling, welke diensten van openbaar nut in bedrijf heeft.

Zij die ter beschikking zijn gesteld :

- 1^o wegens ambtsopheffing in het belang van den dienst;
- 2^o en wegens persoonlijke aangelegenheden, behouden hun aanspraken op bevordering niet.

II, c.

Overeenkomstig den wensch van den h. Senator uitgedrukt in zijn verslag, blz. 15, heeft het Bestuur der Registratie een krediet van 225,000 frank voorzien voor *voorziene terbeschikkingstellingen* (1).

Die som werd opgenomen in het krediet van 249,200 frank, dat als volgt ingedeeld wordt :

Voorziene terbeschikkingstellingen	fr.	225,000
Geboortevergoedingen.		1,200
Kinderbijslagen		15,000
Vergoedingen voor kosten van laatste ziekte ,enz.		8,000
Totaal. . fr.		249,200
		=====

Wat betreft het krediet van 10,380 frank, dit wordt ingedeeld als volgt :

Kinderbijslagen	fr.	6,380
Vergoedingen voor laatste ziekte en begrafenis		4,000
Totaal. . fr.		10,380
		=====

Tabel gevende de indeeling van de aangevraagde kredieten voorkomend onder de rubriek « vergoedingen en toelagen, enz... Tijdelijken » (2).

	BESTUREN				
	Centraal	Directe Belastingen	Kadaster	Douanen en Accijnzen	Registratie en Domeinen
PERSONEELSSTERKTE .	772	3,475	223	153	1,551
Haardvergoeding fr.	428,000	1,122,760	916,000	110,000	520,000
Standplaatsvergoeding	762,000	2,210,470	920,000	6,000	1,450,000
Geboortevergoeding	61,500	212,120	35,000	1,500	58,400
Kinderbijslag	362,700	833,540	175,000	58,000	490,000
Vergoeding van laatste ziekte en begrafenis	18,000	80,170	24,000	3,500	40,000
Maatschappelijke zekerheid, pensioenen, huishoudelijke wederuitrusting	2,852,950	12,955,150	2,616,230	51,000	9,232,400
Diversen	12,000	—	—	—	—
TOTALEN . . fr.	4,497,150	17,414,210	4,686,230	230,000	11,790,800

(1) In het begrootingsontwerp komt de melding « *voorziene terbeschikkingstellingen* » niet voor. (Nota van den verslaggever.)

(2) De bijzonderheden van die vergoedingen moesten niet gevraagd worden; zij moeten voorkomen in de uitgewerkte staten der begrooting, met al de vereischte verantwoordingen.

Opgemerkt zij :

1^o dat het *Bestuur van het Kadaster* rekening heeft gehouden met een vooruitzicht van aanwerving van 450 tijdelijke beambten voor verrichtingen betreffende de invordering van de belasting op het kapitaal en de voorbereidende werkzaamheden tot de perekwatie van de kadastrale inkomsten, zoomede voor het afschrijven van de kadastrale documenten. De voorziening van 4,686,230 frank is, eigenlijk, bestemd tot het dekken van uitgaven voortvloeiende uit de tewerkstelling van 673 eenheden en niet van 223 ;

2^o de personeelssterkte van 153 eenheden, vermeld door het Bestuur van Douanen en Accijnzen, omvat 133 bezoeksters die noch haardvergoeding noch standplaatsvergoeding trekken. Zij hebben zeer uiteenlopende bezigheden en daar de meesten van hen niet meer dan twee uur per dag werken, zijn zij niet onderworpen aan de besluitwet van 28 December 1944, betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers.

Hulpgelden.

«De hulpgelden worden verleend aan personeelsleden die, ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden, zich in een ongelukkigen toestand bevinden en om bijstand vragen. Die toestanden verschillen in elk bestuur en het zou in strijd zijn met de werkelijkheid kredieten te voorzien die berekend zijn in functie van de personeelssterkte der besturen. De diensten die een groot aantal beambten van lagere rang omvatten, hebben meer kans dan de andere om aanvragen om hulpgelden te ontvangen. Principieel wordt een hulpvergoeding slechts toegestaan aan beambten die definitief benoemd en in dienstactiviteit zijn; evenwel wordt, in sommige uitzonderlijke gevallen, een afwijking geduld voor de tijdelijke beambten. Daarom heeft het Departement geacht bovenbedoelde kredieten niet te moeten indeelen over het definitief en het tijdelijk personeel ».

Commentaar.

Wat de hulpgelden betreft, blijkt uit de nota betreffende de werkelijke betalingen in 1945, die wij vinden op bladzijde 73 van het Begrootingsontwerp voor 1947, dat er wel een verhouding bestaat tusschen de personeelssterkte en het bedrag van de hulpgelden, zulks in strijd met de bewering van het Departement. Daaruit blijkt eveneens dat de indeeling gedaan wordt bij de betaling.

Klasseering der uitgaven.

De klasseering der uitgaven, zooals zij is opgelegd bij de omzendbrieven betreffende het opmaken der begrooting, voorziet dat de reis- en verblijfkosten zullen ingeschreven worden onder de uitgaven voor materiele behoeften.

De kredieten onder artikel 14 zijn bestemd tot het dekken van werkelijke lasten, het terugbetalen van onkosten te dragen door de ambtenaren bij de uitoefening van hun ambt, en kunnen niet ondergebracht worden in het hoofdstuk der personeelsuitgaven, dat enkel bezoldigingen en vergoedingen betreffende de intellectuele verrichtingen van het Rijkspersoneel voorziet.

Commentaar.

Artikel 16 omvat niet alleen de reiskosten en de terugbetaling van uitgaven, maar ook vacatiekosten, presentiegelden, vergoedingen voor bijzondere diensten, enz., die wel betrekking hebben op intellectueele verrichtingen, en dus personeelsuitgaven uitmaken. Een indeeling en een andere klasseering zijn derhalve geboden.

**Gemis van overeenstemming tusschen het organieke besluit
en het begrootingsontwerp.**

Wat het personeel betreft, hebben wij nog de volgende opmerkingen gemaakt:

Ik heb de cijfers die voorkomen in de kolommen « kaders » van de uitgewerkte staten onder de artikelen 2, 3 en 4 van de begrooting van Financiën, vergeleken met die vervat in het Regentsbesluit van 29 December 1946 en ik heb zekere verschillen opgemerkt.

Nemen wij, bij voorbeeld, de kolom « meesterspersoneel en werklieden » van het begrootingsontwerp eensdeels, en, anderdeels, het gedeelte C van bovenbedoeld besluit (blz. 10646 van het *Staatsblad* van 29 December 1946). De verschillen zijn de volgende :

BESTUUR	VAST PERSONEEL		TIJDELIJK PERSONEEL	
	Begroo- tings- ontwerp	Organiek besluit	Begroo- tings- ontwerp	Organiek besluit
Hoofdbestuur.	—	105	—	79 tot 179 volgens de behoeften.
Directe belastingen	—	50	—	—
Kadaster	—	18	—	—
Douanen en Accijnzen	—	6	30	—
Registratie en Domeinen	72	89	—	8

Het kader der tijdelijken van het begrootingsontwerp omvat 30 eenheden voor het Bestuur der Douanen en Accijnzen en 1,734 voor het Bestuur der Registratie en Domeinen.

Het organiek besluit, daarentegen, voorziet 376 tijdelijke ambtenaren van allen graad voor het Hoofdbestuur, 241 voor het Bestuur der Directe Belastingen in de provincies, 1,076 voor het Bestuur der Registratie en de Domeinen in de provincies en 100 voor het Bestuur van het Kadaster in de provincies.

Wat het definitief personeel van het Bestuur van het Kadaster betreft, doet de toestand zich voor als volgt :

	Begrootingsontwerp	Organisch besluit
Groep I	18	—
Groep II	260	229
Groep III	80	1111
Groep IV	495	495
Groep VI	59	59
Groep VII	10	9

Nemen wij nog het definitief personeel van het Bestuur der Belastingen in de provincies. Wij vinden :

	Begrootingsontwerp	Organisch besluit
Groep I	50	305
Groep II	2600	2562
Groep III	1195	1135
Groep IV	1450	1390
Groep V	118	118
Groep VI	671	609
Groep VII	26	26

Ik zal mij tot die voorbeelden beperken. Trouwens, daar een gedeelte van het personeel van het Hoofdbestuur van het Departement van Financiën naar het Ministerie van Begroting werd overgebracht, is het mij onmogelijk vergelijkingen te maken voor dezen tak van dienst.

Hoe het ook zij, bovenstaande voorbeelden toonen aan dat er verschillen zijn tusschen het organiek besluit en het begrootingsontwerp. Ik weet dat de kredieten berekend worden volgens den toestand van het effectief en niet volgens den toestand van de kaders; naar mijn oordeel evenwel, is dit gemis aan overeenkomst betreurenswaardig. Immers, het leidt er toe de leden van het Parlement een verkeerd inzicht te geven in de behoeften aan aanwerving of de mogelijkheden tot bevordering; het heeft ongetwijfeld een weerslag op de bedragen vermeld in de kolom « benoemingen, bevorderingen, weddeverhoogingen, enz. », en aldus oefent het een invloed uit op de begrootingskredieten. In elken stand van de zaak moeten de gegevens in zake personeel berusten op de organieke besluiten van de besturen, aangezien de begrooting een juist en oprecht document moet zijn.

Ik zou U dank weten mij de elementen mede te deelen die als basis gediend hebben voor het opmaken van de tabellen waarvan sprake.

Tot al wat dienen kan wijs ik U er op dat het organiek besluit van 19 December 1946, verschenen in het *Staatsblad* van den 29^{en} van dezelfde maand, toegepast wordt vanaf 1 Juli 1946.

* * *

In een anderen gedachtengang bemerk ik dat, met uitzondering van het meesterspersoneel en de werklieden, het effectief van het tijdelijk personeel, volgens het begrootingsontwerp, 6,230 eenheden omvat.

Ik verzoek U mij een opgave te laten geworden, vermeldende, per bestuur, den rang van die personeelsleden, de redenen waarom zij in dienst behouden blijven, inzonderheid in de fiscale besturen, en de redenen waarom er niet tot de aanwerving van definitief personeel wordt overgegaan.

Antwoord van het Bestuur.

« De verschillen die gij bemerkt hebt tusschen de cijfers in de kolommen « kaders » van de uitgewerkte staten, onder de artikelen 2, 3 en 4 van het begrootingsontwerp van Financiën, en die vervat in het Regentsbesluit van 29 December 1946, houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van het Ministerie van Financiën, komen voort uit het feit dat laatstgenoemd besluit verschenen is na het opmaken van het begrootingsontwerp. Al de cijfers die in het begrootingsontwerp voorkomen, werden ontleend aan de kaderontwerpen die op dit oogenblik officieus bekend waren. Uit het organiek kader dat in het *Staatsblad* van 29 December 1946 verschenen is, blijkt dat die ontwerpen aanzienlijk gewijzigd werden door de bevoegde Commissie. Die toestand is uitzonderlijk voor de begroting van het dienstjaar 1947. In de toekomst zullen, zooals dit trouwens steeds het geval geweest is in het verleden, de cijfers vermeld in de begroting van het Ministerie van Financiën, uitsluitend berusten op de gegevens van de organieke besluiten.

Zooals gij het vermeldt, werden de bedragen van de aangevraagde kredieten berekend met inaanmerkingneming van het werkelijk in functie zijnde personeel op het oogenblik van het opmaken der vooruitzichten. Die kredieten kunnen dus op geenerlei wijze beïnvloed zijn door de enkele verschillen die er bestaan in de cijfers van de kaders. Zelfs de bedragen voorzien onder de rubriek « benoemingen, bevorderingen, weddeverhoogingen, enz. » ontsnappen aan dien invloed. De sommen voorbehouden aan de weddeverhoogingen werden berekend uitsluitend met inaanmerkingneming van het personeel, zoowel definitief als tijdelijk, dat effectief in dienst was. De personeelsbehoeften voor het dienstjaar 1947 werden geschat volgens den waarschijnlijksten ontwikkelingsgang van de werkzaamheden der besturen.

Hierbij een tabel waarin, per bestuur, de graden van de tijdelijke beambten in dienst op mijn Departement worden vermeld.

De redenen waarom die beambten nog moeten in dienst behouden blijven, kunnen als volgt worden samengevat :

1^o het statuut van het tijdelijk personeel is nog steeds ter studie;

2^o de aanwerving van het definitief personeel is ondergeschikt aan het vaststellen van de prioriteitsrechten die dienen toegekend te worden aan de politieke gevangenen, aan de weerstanders, aan de krijgsgevangenen en aan de oud-strijders.

Alleen het Bestuur van de Directe Belastingen heeft, overeenkomstig de bepalingen van het Regentsbesluit van 12 December 1944 (*Staatsblad* van

10 en 11 Januari 1945), de machtiging bekomen om definitief personeel aan te werven voor een gedeelte van de in de kaders openstaande betrekkingen. De proeven, die reeds werden ingericht, hebben ongelukkig niet de verhoopte uitslagen gegeven. Het aantal geslaagden was geringer dan het aantal uitgeschreven betrekkingen. Wedstrijden voor de aanwerving van klerken en technische klerken worden thans ingericht. »

Effectief van het tijdelijk personeel van het Departement van Financiën

GRADEN	Kabinet van den Minister.	Hoofd- bestuur.	Bestuur der Directe Belastingen in de provincies.	Bestuur van het Kadaster in de provincies.	Bestuur der Douanen en Accijnzen in de provincies.	Bestuur der Registratie en Domeinen in de provincies.	TOTALEN.
Kabinetschef	1	—	—	—	—	—	1
Zendingshoofd	1	1	—	—	—	—	2
Privaatsecretaris	1	—	—	—	—	—	1
Deskundig rekenplichtige .	—	6	—	—	—	—	6
Bureelhoofd	—	3	—	—	—	—	3
Bestuurssecretaris	—	7	—	—	—	—	7
Technicus	—	3	—	—	—	—	3
Opsteller	—	148	—	—	—	—	148
Technisch klerk	—	—	1372	—	—	—	1372
Leidend klerk	—	1	—	—	—	—	1
Maatschapp. assistente....	—	4	—	—	—	—	4
Operateur	—	—	—	18	—	—	18
Stenotypiste	—	23	—	—	—	2	25
Klerk.....	—	237	1280	84	—	951	2552
Teekenaar.....	—	—	—	48	—	—	48
Expeditionnair	—	28	—	—	—	—	28
Typist (e)	—	50	318	—	—	11	379
Klasseerder	—	—	160	—	—	—	160
Aangenomen klerk	—	—	—	—	—	447	447
Hulpbediende	—	24	—	—	—	—	24
Bode	—	—	—	1	—	—	1
TOTALEN	3	535	3130	151	—	1411	5230
Meesterspersoneel	—	234	345	72	153	140	944
	3	769	3475	223	153	1551	6174

Wedden van terbeschikkingstelling van een frank per maand.

Op bladzijde 29 van het begrotingsontwerp worden symbolische wedden van 12 frank per jaar voorzien voor de personeelsleden die ter beschikking gesteld zijn wegens bijzondere opdracht. Die toelagen dienen om de rechten op het pensioen te vrijwaren.

Herhaaldelijk heeft uw verslaggever gewezen op het onwettelijk karakter van die praktijk.

Indien men verlangt dat de personeelsleden ter beschikking gesteld wegens bijzondere opdracht hun rechten op het pensioen kunnen behouden voor den duur van hun in terbeschikkingstelling, dan moet vooraf de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke pensioenen gewijzigd worden.

Ook stelt uw Commissie U voor het amendement goed te keuren waarbij de onder artikel 2 aangevraagde kredieten met twaalf frank verminderd worden.

Ingewikkeldheid van het stelsel der vergoedingen.

In het verslag over de begroting van 1946 hebben wij de aandacht gevestigd op de ingewikkeldheid van het stelsel der vergoedingen. Sindsdien werd een Commissie ingesteld bij besluit van 8 Juli, met opdracht dit vraagstuk te onderzoeken. Het is waarschijnlijk dat de Commissie binnenkort haar verslag zal kunnen indienen.

Dienst van de Belgische afvaardiging bij het Intergeallieerd Agentschap voor Herstelbetalingen.

Bij artikel 57 van het begrotingsontwerp wordt een nieuw krediet van 737,800 frank voorgesteld voor « Werkingskosten van den dienst van de Belgische afvaardiging bij het Intergeallieerd Agentschap voor Herstelbetalingen ».

Wij hebben inlichtingen gevraagd betreffende de samenstelling en de begroting van die afvaardiging, en geven hierna de uitleggingen die ons verstrekt werden.

1^o Samenstelling van de afvaardiging :

Onmiddellijk na de Conferentie van Parijs werden de h. Minister van State Gutt en de h. E. de Selliers de Moranville, die aan de Conferentie hadden deelgenomen, respectievelijk benoemd tot gelastigde en plaatsvervangend gelastigde bij het Intergeallieerd Agentschap voor Herstelbetalingen. Geen enkele bijzondere vergoeding werd voor die ambten voorzien.

De h. Yvan de Spa werd tot secretaris van die afvaardiging benoemd. Het secretariaat werd waargenomen door twee stenotypisten ter beschikking van de afvaardiging gesteld door het Ministerie van Financiën (Bestuur van Londen).

Anderdeels deed de gelastigde beroep op een reeks technische adviseurs en deskundigen die door de betrokken besturen waren aangeduid.

Achtereenvolgens werden de h. Minister Gutt, de h. E. de Selliers de Moranville en de h. Yvan de Spa naar andere ambten geroepen.

De h. Yvan de Spa werd vervangen door den h. R. Didisheim die den zetel van de Belgische afvaardiging bekleedde tot op het oogenblik dat een nieuwe gelastigde werd benoemd.

Op 1 Juli 1946 werd de h. Duquesne Watelet de la Vinelle tot gelastigde benoemd ter vervanging van den h. Gutt en de h. Didisheim werd tot plaatsvervangend gelastigde benoemd.

In den loop van de maand December werd de afvaardiging versterkt door de aanduiding van den h. G. van Hecke als adjunct-gelastigde.

2^o *Begrooting van de afvaardiging :*

In het begin had de afvaardiging geen eigen begrooting en hing rechtstreeks af van het Ministerie van Financiën voor haar personeel en haar materieel.

Bij zijn beslissing van 1 Juli 1946 (n^r 136.5 C.D. 232.1/154945), heeft het Begrootingscomité een maximumkader voor den Dienst van de Belgische afvaardiging goedgekeurd, omvattende :

«1. Een gelastigde en een plaatsvervangend gelastigde, gekozen in het vast kader, zonder bijzondere wedde;

Een adjunct-afgevaardigde met de wedde van afdeelingshoofd;

Een stenotypist-secretaris ;

Twee stenotypisten.

2. Een krediet van 100,000 frank is voorzien voor de terugbetaling der representatiekosten van de gelastigden.

3. De toekenning aan de toevallige deskundigen en adviseurs die vreemd zijn aan de administratie, van een zitpenning van 200 frank per vergadering van drie uren, met een maximum van 2,000 frank per maand. »

Bij een nieuwe beslissing, dd. 23 October 1946 (261/6 en 277/5 C.D. 232.1/143.916), heeft het Begrootingscomité bovenstaand kader gewijzigd en aan den plaatsvervangenden gelastigde een wedde, weddeschaal VIII B, toegekend en een plaats van secretaris ingesteld, waaraan de weddeschaal V A wordt toegekend.

3^o De afvaardiging is ondergebracht in de lokalen van den Dienst van het Sekwester.

De gelastigde van België ontvangt geen vergoeding wegens zijn functies, doch een post van 100,000 frank is voorzien op de begrooting om de representatiekosten te dekken.

Samenstelling van de afvaardiging.

De hll. Gabriel Duquesne Watelet de la Vinelle, voorzitter van den Dienst van het Sekwester, *gelastigde* ;

René Didisheim, advocaat bij het Hof van Beroep, *plaatsvervangend gelastigde* ;

Georges Van Hecke, docent bij de Universiteit te Leuven, *adjunct-gelastigde* ;

Daniel Coppieters de Gibson, advocaat bij het Hof van Beroep, *afgevaardigde van den Minister van Openbaar Onderwijs* ;

Marcel Lefebvre, secretaris van het Herdisconteeeringsinstituut, *lid*.

Technische adviseurs en deskundigen aangeduid door de besturen.

De hh. Charbonnier, directeur bij het Ministerie van Openbare Werken;
Descamps, directeur bij het Bestuur van het Zeewezen;
Cassiers, technisch adviseur bij het Ministerie van Economische Zaken;
Evalenko, secretaris van den Minister van Nationale Wederuitrusting;
Hamels, inspecteur-generaal bij het Ministerie van Economische Zaken;
Graaf de Meeus, Legatiesecretaris van eerste klasse bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;
Philippson, commissaris generaal bij de Bevordering van den Arbeid.

HOOFDSTUK III.

KWESTIES VAN VERSCHILLENDE AARD.

I. — Inventaris van het Rijksmobilair.

Op blz. 28 tot 32 van ons verslag over de begroting voor 1945 hebben wij uiteengezet, hoe de voorschriften van het koninklijk besluit van 26 Maart 1858 betreffende den inventaris van het Rijksmobilair door alle ministerieele departementen over het hoofd worden gezien.

Uw verslaggever heeft gevraagd, of de inventarissen, voorgeschreven bij voornoemd koninklijk besluit, werden opgemaakt, zooals uitdrukkelijk beloofd was.

Hij heeft ten antwoord gekregen :

« Wat de onderscheidene diensten van het Hoofdbestuur van het Ministerie van Financiën betreft, zijn de inventarissen ingevolge het koninklijk besluit van 26 Maart 1858 nagenoeg beëindigd.

» Zoodra zij klaar zijn, zal er een afschrift van in het archief van het departement worden geplaatst en een ander aan het Rekenhof toegezonden.

» Van de meubelen, welke de Staat verschaft aan de buitendiensten van het Departement, wordt de inventaris geregeld bijgehouden. De inventarissen worden evenwel niet steeds opgemaakt in den bij bovengenoemd koninklijk besluit bepaalden vorm. De reden hiervan is, dat het vraagstuk van de inventarissen in de buitendiensten niet zoo gemakkelijk — dit is overigens betrekkelijk — als in de hoofdbesturen wordt opgelost.

» De thans geldende regeling werd uitgevaardigd in een tijd, toen de Staatsdiensten niet talrijk waren en slechts een beperkt personeel omvatten; ze voldoet niet meer aan de eischen van een goede administratie, noch aan de mogelijkheden van de moderne techniek. Een stipte toepassing van de wettelijke bepalingen zou den tijd in beslag nemen van vele beambten van het Bestuur der Registratie en Domeinen, die onmisbaar zijn voor de inning van de kapitaalsbelasting en voor de talrijke domeinverrichtingen; ze zou leiden tot het opmaken van omvangrijke staten in drie of vier exemplaren, waarvan het nut betwijfeld kan worden.

« Bij de bespreking van de begroting van het Ministerie van Financiën voor de dienstjaren 1945-1946 heeft de h. Minister De Voghel aangekondigd, dat er een Commissie zou ingesteld worden voor de herziening van de wette-

lijke bepalingen omtrent den inventaris van het Rijksmobilair (zie *Handelingen* van den Senaat, 27 Juni 1946, blz. 429).

« Deze Commissie werd op 9 Augustus 1946 ingesteld onder het voorzitterschap van den h. Schellekens, Directeur-generaal van het Bestuur der Registratie en Domeinen. »

Commentaar van den verslaggever.

Uit dit antwoord blijkt, dat het Bestuur, al naar de mogelijkheden, zal trachten... zich te onttrekken aan de toepassing van het voorgeschrevene inzake den inventaris van het Rijksmobilair. Wij kennen het liedje, dat de regeling is uitgevaardigd in een tijd, toen de Staatsdiensten weinig in aantal waren. Het Ministerie van Verkeerswezen en van Buitenlandsche Zaken — zie daaromtrent ons verslag over de begroting voor 1945 — zingen het al sedert 1858, Financiën sedert 1889, andere departementen nog sedert 1899, toen de Rijksdiensten slechts een beperkt personeel omvatten en toen er geen sprake was van invordering der kapitaalsbelasting.

Ook valt op te merken, dat de inventaris, bedoeld in de nota over het meubelmagazijn, door geen enkel departement is opgesteld.

Ten slotte vestigen wij de aandacht op de noodzakelijkheid van een strengere contrôle, juist omdat de Rijksdiensten talrijker geworden zijn en over een veel grootere hoeveelheid meubelen beschikken.

Derhalve is het volstrekt noodzakelijk, dat de inventarissen worden opge maakt en wel in overeenstemming met de geldende regeling. Zulks is het eenparig advies van uw Commissie.

II. — Meubelmagazijn.

Het meubelmagazijn, genaamd Rijksmeubelendienst, werd opgericht in October 1921 op initiatief van h. Eerste-Minister Theunis. Doel was te zorgen voor het overdragen van de beschikbare meubelen van het een departement aan het andere, terwijl elk Ministerie aan het meubelmagazijn een inventaris van zijn meubelen moest afleveren.

Op 14 September 1926 bevestigde de Ministerraad, op voorstel van het Schatkistcomité, dat doel en besloot bovendien tot centralisatie van de bestellingen van alle diensten op den Rijksmeubelendienst.

In Februari 1929 besliste het Schatkistcomité in het meubelmagazijn ook voor de herstellingen te laten zorgen.

In 1931 belastte hetzelfde Comité den Dienst met het vervaardigen van nieuwe meubelen. Sedertdien werkt de Dienst ook mede aan het onderhoud van de domeingebouwen te Brussel.

Bij den Cabinetstraat is thans een ontwerp aanhangig gemaakt tot definitieve en statutaire reorganisatie van den Dienst. De Cabinetsraad onderzoekt tevens de kwestie van de overdracht van den Dienst aan een ander departement.

De Dienst omvat (voor het oogenblik) 27 werklieden onder leiding van een ambtenaar, gelijkgesteld met de bureelhoofden, en bijgestaan door een rekenplichtige, hoofd van de werkplaats, en door een werkleider. Hij is gevestigd te Brussel, Ruisbroekstraat, n^o 40.

III. — Hervorming van de Rijkscomptabiliteit.

« Er is een eerste resultaat bereikt. Voortaan kan in het *Staatsblad* geregeld een tabel bekendgemaakt worden, waarin alle ontvangsten en uitgaven van elke maand ter uitvoering van de begrootingswetten, waarop zij steunen, in groote groepen worden aangegeven.

De eerste tabellen zullen betrekking hebben op de ontvangsten en uitgaven van Januari ll. en zullen, behoudens tegenslag, in het begin van Maart verschijnen. De diensten zullen pogen de volgende tabellen met minder vertraging bekend te maken. Aldus wordt het mogelijk om van maand tot maand den graad van uitvoering der begrotingen te volgen, en zulks binnen een termijn, die met inachtneming van het groot aantal tusschenbeidekomende diensten zeer kort mag genoemd worden.

De diensten vatten het niet op, alsof deze eerste verbetering het einde beteekent van hun taak, en zij gaan voort met het treffen van verdere maatregelen, welke de gemakkelijke en snelle contrôle van de Staatsfinanciën nog meer zullen bevorderen. »

De diensten hebben zich nog uitgerust om de statistieken te leveren die eensdeels de geïnde belastingen betreffen volgens den omvang van de inkomsten en per categorie ; anderdeels die betreffende het Nationaal Inkomen.

De beoogde berekening is evenwel in gang met de medewerking van het Nationaal Instituut voor de Statistiek ; gegevens van stoffelijken aard hebben de vluggere evolutie van de desbetreffende werken verhinderd.

Uw Commissie meent dat het onmisbaar is de werken te bespoedigen, wegens het belang dat het vraagstuk van het Nationaal Inkomen heeft. Inmiddels stelt zij voor gebruik te maken van de werken die de Nationale Bank op dat gebied heeft verwezenlijkt.

IV. — Jaarlijksche bekendmaking van den toestand der Rijksschatkist.

De door de gebeurtenissen in de Rijkscomptabiliteit gebrachte ontredde en de veelvuldigheid van de aan het personeel der openbare besturen na de bevrijding opgelegde taken, laten het niet toe reeds nu den tijd vast te stellen waarop de bekendmaking van den jaarstand van de Rijksschatkist zal kunnen hervat worden.

Er dient opgemerkt dat, na den oorlog 1914-1918, de bekendmaking van dien stand slechts op datum van 1 Januari 1923 kon hernomen worden.

V. — De Raad van State.

De inrichting en de werking van den Raad van State hebben geenerlei weerslag op de diensten van het Departement van Financiën. De rechtskundige adviseur en de Dienst voor Geschillen zijn onmisbaar.

VI. — De financiering van de deblokkeering der vermogens van 15,000 frank en minder.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 der wet van 14 October 1945 betreffende de geblokkeerde of tijdelijk onbeschikbare monetaire activa, wordt die inkoop gefinancierd door middel van de in specie gestorte opbrengst der bijzondere of extra-belastingen.

VII. — Onderscheiden bevoegdheden van het Ministerie van Financiën en van het Ministerie van Begrooting.

a) *Voorafgaand onderzoek :*

De begrootingsvoorstellen worden door de verscheidene ministerieele departementen voorgelegd aan het Bestuur der Begrooting en der Contrôle op de uitgaven, thans onder het Ministerie van Begrooting gebracht.

De Minister van Begrooting stelt zich rechtstreeks met de betrokken Ministers in betrekking om hun accoord met de wenschelijk geoordeelde wijzigingen te verkrijgen.

De Minister van Financiën treedt op voor al wat de bepaling en de vaststelling van de financieele politiek betreft.

De aldus herziene begrootingsontwerpen worden dan aan het Begrootingscomité voorgelegd.

b) *Begrootingsevenwicht :*

Het Bestuur der Begrooting en der Contrôle op de uitgaven maakt de synthese van de begrootingsvoorstellen derwijze dat tot uiting komt in welke mate de ramingen van ontvangsten en van uitgaven in evenwicht staan.

De Minister van Financiën onderzoekt vervolgens dit werk uit oogpunt van de financieele politiek.

c) *Algemeene toelichting van de begrooting :*

Het Bestuur der Begrooting is belast met het klaarmaken van de algemeene toelichting. Het laat zich daartoe door de verscheidene ministerieele departementen alle dienstige inlichtingen overleggen.

Het Ministerie van Financiën verstrekt de uit de Rijkscomptabiliteit getrokken gegevens, betreffende de werkelijke uitgaven en ontvangsten die het moeten mogelijk maken de nieuwe ramingen met de uitslagen der vroegere dienstjaren te vergelijken. Het maakt eveneens de teksten klaar betreffende verbintenissen van den Staat en den stand van de Rijksschuld. De Minister van Financiën zet den algemeenen toestand, wat de fiscaliteit en het krediet betreft, uiteen in den toelichtenden staat die het ontwerp van Rijksmiddelenbegrooting en het ontwerp van Rijksschuld begeleiden.

VIII. — Sociale Dienst.

De Sociale Dienst werd opgericht bij besluit van den Regent dd. 24 Juli 1946 dat op 12 October daaropvolgend in toepassing is getreden. De organisatie en de werking zijn beheerscht door het ministerieel besluit van 25 Juli 1946 (*Staatsblad* van 12 October 1946, blz. 8479 en volg.).

Deze dienst beschikt over de volgende kredieten :

Art. 8. — Gewone hulpgelden		fr.	1,645,200
Art. 23. — Sociale werken			3,000,000
Art. 25. — Hulp bij gebrek aan pensioen			400,000
			Fr. 5,045,200

Buitendien voert de sociale dienst het beheer van het refectarium van het Departement (art. 21 — 500,000 frank voor uitgaven van materieel; de uitgaven voor personeel zijn begrepen in het krediet dat in artikel 3-1 voorkomt).

Wij hebben den h. Minister van Financiën er op gewezen dat het aanbeveling zou verdienen die artikelen onder een en hetzelfde hoofdstuk te brengen.

Hier het antwoord : « Er zou geen bezwaar tegen bestaan, in een en hetzelfde hoofdstuk of in een in littera onderverdeeld artikel, de in artikelen 8, 23 en 25 van het begrootingsontwerp voorkomende kredieten te groepeeren. Dit is de oplossing die ik de eer had aan mijn collega van Begrooting voor te stellen, bij brief van 20 December 1946. »

TWEEDE DEEL

HOOFDSTUK IV.

DIENST VOOR ONDERLINGE HULPVERLEENING.

Wij hebben er hierboven reeds op gewezen dat de, in de vroegere begrotingen voor « administratieuitgaven » van dien dienst voorziene kredieten in het ontwerp van begrooting voor dienstjaar 1947 werden weggelaten. Die opheffing is te wijten aan de bij besluitwet van 27 November 1946 (*Staatsblad* van 18 Januari 1947, blz. 517 en volgende) in de organisatie van het O.M.A. ingevoerde wijzigingen.

Artikel 10 bepaalt, inderdaad, dat met ingang van 1 October 1946, de kosten van werking zullen bestreden worden door middel van zekere afnemingen op de ontvangsten.

Ten andere, bepaalt artikel 11 dat al de verrichtingen van het O.M.A. aan de begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde verbonden worden.

Dientengevolge werden de ramingen van ontvangsten uit hoofde van « Commissieloonen » op de door het O.M.A. afgehandelde verrichtingen (30 miljoen frank in artikel 150 der Rijksmiddelenbegrooting voor dienstjaar 1946) eveneens in 1947 weggelaten.

Er dient verstaan dat al de verrichtingen van dien dienst voluit als ontvangsten en als uitgaven in de begrooting voor Orde zullen vermeld worden, zonder compensaties noch samentrekkingen van om het even welken aard, ten einde een volledige en doelmatige contrôle te bewerkstelligen. Het Rekenhof zal daarop in het bijzonder moeten toezien.

Nochtans moet men betreuren dat de kosten van werking niet meer in de begrooting van Financiën voorkomen met, als tegenpartij, een raming van ontvangsten uit hoofde van « commissieloonen » in de Rijksmiddelenbegrooting, daar al de andere verrichtingen van het O.M.A. aan de begrooting voor Orde verbonden zijn. Deze wijze van doen onderwierp bedoelde kosten, inderdaad, aan de goedkeuring en het rechtstreeksch toezicht van het Parlement. Dienaangaande herinneren wij aan de kritiek die wij verleden jaar omtrent sommige dezer uitgaven hebben uitgebracht, kritiek die tot nu toe zonder gevolg gebleven is. (Zie verslag betreffende de begrooting van Financiën voor 1945 en 1946, blz. 75 en volgende.)

Wij hebben aan den h. Minister van Financiën nog verscheidene vragen gesteld die wij hierna opnemen met de daarop gegeven antwoorden :

De datum van verbinding aan de Begrooting voor Orde.

Ik heb kennis genomen van het *Staatsblad* van 18 dezer waarin inzonderheid een besluitwet tot wijziging van de statuten van den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening is verschenen.

Het is mij aangenaam vast te stellen dat gij wel gevolg hebt willen geven aan den wenk van de Commissie van Financiën van den Senaat om al de verrichtingen van gezegden Dienst aan de begrooting voor Orde te verbinden.

Ik verzoek U nochtans mij de hierna volgende punten te willen laten verduidelijken :

a) Artikel 3 van de vorenaangehaalde besluitwet vermeldt dat deze in werking treedt den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt, zegge op 18 dezer; ik veronderstel dat de verbinding aan de begroting voor Orde met ingang van 1 Januari 1947 zal plaats hebben.

Antwoord.

Krachtens artikel 10 van de herziene statuten, is het op 1 October 1946 en niet op 1 Januari 1947 dat de verbinding van de verrichtingen van het O.M.A. aan de begroting voor Orde moet geplaatst worden.

De noodige maatregelen, waarvan de studie ver gevorderd is, gaan genomen worden opdat die verbinding al de verrichtingen sedert de oprichting van het O.M.A. zou vervatten.

Tegeldemaking, door het O.M.A., van de oorlogsstocks.

b) Zou ik een afschrift kunnen bekomen van het slotakkoord tusschen de Amerikaansche Regeering en de Belgische Regeering, waarbij het te gelde maken van de in België aanwezige Amerikaansche oorlogsstocks door toedoen van het M.O.A. voorzien wordt?

Antwoord.

Deze opdracht werd door den Minister van Financiën aan het O.M.A. toevertrouwd. De overeenkomst betreffende het te gelde maken, door België, van de overtollige Amerikaansche legervoorraden werd ons in de Engelsche taal medegedeeld; men liet ons weten dat de vertaling in de Fransche taal en in de Nederlandsche taal op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken rust.

Toegekende kredieten.

c) Ik wensch den stand te kennen, op 1 October 1946, van de op uw begroting van 1946 aan het O.M.A. toegekende kredieten. (Tabel behelzende het bedrag van de verleende kredieten, het bedrag der verbintenissen, het bedrag der likwidaties, eventueel teveel of tekort.)

Antwoord.

De betaling van de administratieuitgaven van het O.M.A. is nog niet op de begroting van Financiën aangerekend. Onder de sub a) bedoelde maatregelen komt, onder meer, de begrotingsregularisatie van die uitgaven voor.

Thesaurievoorschotten.

d) Sommige Thesaurievoorschotten aan het O.M.A. zullen moeten aangezuiverd worden door afnemings- of door het Parlement goed te keuren kredieten.

Aldus, inzonderheid, wat betreft de kosten van al de leveringen en al de diensten waaraan de strijdkrachten onder Britsch bevel in het Belgisch grondgebied hebben behoefte gehad en die, luidens de overeenkomst van onderlinge hulpverlening van 23 Augustus 1944, ten laste van België vallen.

Welnu, bedoelde overeenkomst kwam op 8 November 1945 tot afloop. Om welke redenen is de aanzuivering van die voorschotten nog niet geschied? Kan men mij, per aard van uitgaven, het bedrag van de verscheidene door de Thesaurie aan het O.M.A. gedane voorschotten geven?

Hoe en wanneer neemt de betrokken dienst zich voor die zaken te regelen?

Antwoord.

Al de gevraagde ophelderingen zullen uitvoerig in het verslag van het O.M.A. voor 1946 voorkomen.

De sub a) bedoelde maatregelen hebben precies tot doel aan het Parlement een duidelijke uiteenzetting te geven van de verrichtingen welke de Regeeringen, die elkaar sedert de bevrijding hebben opgevolgd, hebben moeten voortzetten, zoowel op het gebied van den invoer als op het gebied van de onderlinge en wederzijdsche hulpverlening met onze groote geallieerden.

Een ontwerp van wet, begeleid door al de noodige documentatie om den wetgever volledig voor te lichten, waarbij niet alleen de regularisatie van het verleden wordt verwezenlijkt, maar ook de bedrijvigheden opnieuw in het kader van ons begrotingsrecht geplaatst worden, zal eerlang bij de Kamer worden ingediend.

Maatregelen van toezicht.

e) Artikel 10 van de statuten (besluitwet van 19 Januari 1945) bepaalde : « De Dienst is ertoe gehouden het ontwerp van begrooting van de Bestuursuitgaven van het volgend dienstjaar aan den Minister van Financiën tot goedkeuring voor te leggen, uiterlijk op 15 Juli van elk jaar. »

Ten andere worden « de noodige kredieten uitgetrokken op de begrooting van het Ministerie van Financiën ».

Die bepalingen zijn thans ingetrokken, zoodat de twee remmen op de uitgaven, zegge de voorafgaande controle door uw Administratie en de goedkeuring van de kredieten door het Parlement, niet meer bestaan.

Neemt gij U, in uw hoedanigheid van Minister van Financiën, geen toezichtsmaatregel voor die van zulken aard is dat in die leemte voorzien wordt?

Antwoord.

De controle op de uitgaven van O.M.A., zoowel *a priori* als *a posteriori*, wordt door de volgende middelen uitgeoefend :

- 1^o een inspecteur van Financiën is gedetacheerd bij den Dienst ;
- 2^o de Raad van den Dienst keurt elke maand den maandelijkschen toestand goed, die aan het Ministerie van Financiën samen met het maandverslag wordt overgemaakt ;
- 3^o éénmaal per jaar wordt de balans van O.M.A. bij het Bureau van de Kamer ingediend en in het *Staatsblad* bekendgemaakt ;
- 4^o het kader en de weddeschalen van het personeel van O.M.A. worden door den Minister van Financiën goedgekeurd ;
- 5^o het kasgeld van O.M.A. wordt gecontroleerd krachtens artikel 10 der statuten en is beperkt tot drie maanden aan normale behoeften voor de werkingskosten en de algemeene kosten.

Bedrag der verschillende verrichtingen.

f) Ten slotte zou ik graag vernemen :

1^o het bedrag van het bedrijfsfonds bedoeld bij artikel 10;

2^o het bedrag van de verschillende commissieloonen waarvan gij de inning hebt toegelaten;

3^o eventueel, het bedrag van het voorschot ten laste van de Openbare Schatkist toegekend om het bedrijfsfonds aan te vullen?

Antwoord.

1^o Het bedrag van het bedrijfsfonds beloopt 54 miljoen frank; evenwel moeten, voor het oogenblik, aanzienlijker sommen ter beschikking van O.M.A. gelaten worden voor andere uitgaven dan de algemeene kosten en administratiekosten (zie artikel 10 van de nieuwe statuten).

2^o Door O.M.A. gevorderde commissieloonen :

a) Prestaties en diensten ten voordeele van de Geallieerden na de akkoordenperiode (cash) : 2 0/0 voorloopig gecomptabiliseerd, het definitief bedrag zal na overeenkomst vastgesteld worden.

b) Aankoop van schroot van het Amerikaansch leger : 2 0/0.

c) Uitvoer naar Duitschland : 2 0/0. Het gaat hier om uitgaven ten onrechte gedaan onder het stelsel van onderlinge hulpverlening, daar uit het nazicht van de door de geallieerde militaire overheden ingediende rekeningen gebleken is dat het ging om uitvoer met bestemming van de Duitsche bevolking.

d) Facturatie voor rekening van het Ministerie van Economische Zaken van regeeringsinvoeren : deze bedrijvigheid is thans een der belangrijkste van O.M.A.; zij geeft aanleiding tot een commissie van 1 0/0, die tot 2 0/0 wordt opgevoerd wanneer de goederen niet rechtstreeks aan den definitieven koper worden geleverd.

e) Verkoop van de overtollige Britsche en Canadeesche voorraden : de verkoopsonderhandelingen hebben rechtstreeks plaats tusschen de geallieerde overheden en de betrokken koopers. Wanneer twee partijen het eens geraakt zijn over de voorwaarden, wordt het ontwerp van contract aan O.M.A. overgemaakt; indien laatstgenoemde dienst oordeelt dat de verhandeling belangwekkend is voor België, koopt hij de goederen van de geallieerde Regeering en verkoopt ze onmiddellijk aan den Belgischen koper, na den prijs met 5 0/0 vermeerderd te hebben.

Einde September 1946, beliep het totaal bedrag van die commissieloonen 82,096,520 frank. Voor het nieuw stelsel van O.M.A., dat een aanvang neemt op 1 October 1946, duiden de maandelijksche balansen het bedrag van elk van die commissies aan.

3^o Het bedrag der voorschotten toegekend ten laste van de Openbare Schatkist om het bedrijfsfonds aan te vullen, beliep op 31 December 1946 ongeveer 180 miljoen. Dit bedrag is verantwoord door verschillende verrichtingen in uitvoering van de overeenkomst van 24 September 1946 tot regeling van het Lend-Lease.

In de toekomst zal het bedrag der voorschotten bestemd om het bedrijfsfonds aan te vullen, ongeveer 50 à 70 miljoen bedragen.

De door O.M.A. betrokken gebouwen.

- a) Welk is het aantal der door O.M.A. betrokken gebouwen in elk van de steden waar die dienst een zetel heeft;
 b) Welk is het bedrag van den huurprijs per gebouw;
 c) Ten laste van welke begrooting wordt die huurprijs betaald?

Antwoord.

Overeenkomstig de wijzigingen aangebracht in de statuten van O.M.A. is de huurprijs van de bureau's ten laste van dien dienst vanaf 1 October 1946.

Naast bedoelde gebouwen heeft O.M.A. den last op zich genomen, vanaf denzelfden datum, van talrijke terreinen, loodsen, kaaien en fabrieken waar zich Amerikaansche stocks bevinden die moeten verkocht worden.

De uit dien hoofde te betalen retributiën zijn nog niet alle vastgesteld, doch men kan de uitgave, die daaruit in 1947 zal voortvloeien, op ongeveer 20 miljoen frank ramen.

*
*
*

Hierna geven wij de tabellen met de inlichtingen betreffende de door O.M.A. betrokken gebouwen.

Gebouwen betrokken in den loop van het jaar 1946.

Volg-nummer	GEBOUWEN	Jaarlijksche huurprijs	AANREKENINGEN		Duur dat het gebouw betrokken was
			van 1-1-46 tot 30-9-46	van 1-10-46 tot 31-12-46	
	<i>te BRUSSEL :</i>				
1	62, Tervuursche laan	135,000	Openbare Werken	O.M.A.	vanaf 1-6-46
2	64, Tervuursche laan	180,000	id.	id.	vanaf 1-6-46
3	218, Tervuursche laan ...	340,000	id.	id.	vanaf 1-6-46
4	36, Ravensteinstraat	222,320	id.	id.	het gansche jaar
5	5, Nijverheidstraat	18,200	id.	id.	id.
6	44, Wetstraat	130,000	id.	id.	id.
7	41, Willem-de-Zwijgerstr.	27,500	id.	—	van 1-1-46 tot 30-6-46
8	89, Wetstraat	18,000	id.	—	van 1-1-46 tot 30-6-46
9	6, Karel-de-Grootelaan...	27,000	id.	—	van 1-2-46 tot 30-6-46
10	Old England (4 ^e verd.) Berg van 't Hof	134,400	id.	—	van 1-1-46 tot 15-7-46
11	87, Kroonprinsstraat ...	16,000	id.	—	van 1-1-46 tot 31-3-46
12	59, Kroonprinsstraat ...	56,000	id.	—	van 1-1-46 tot 31-9-46

Volg- nummer	GEBOUWEN	Jaar- lijksche huurprijs	AANREKENINGEN		Duur dat het gebouw betrokken was
			van 1-1-46 tot 30-9-46	van 1-10-46 tot 31-12-46	
	<i>te ANTWERPEN :</i>				
13	78, Pelikaanstraat	144,000	id.	—	van 1-1-46 tot 30-4-46
14	11, De Keyserlei	76,000	id.	O.M.A.	van 1-5-46 tot 31-12-46
15	22, Huidevettersstraat . .	42,000	id.	—	van 1-2-46 tot 31-8-46
16	13, Keizerstraat	21,200	id.	—	van 1-1-46 tot 30-9-46
	<i>te GENT :</i>				
17	7, Makelaarsstraat	12,000	id.	O.M.A.	het gansche jaar
	<i>te LA LOUVIERE :</i>				
18	15, rue de la Station	20,000	Openbare Werken	O.M.A.	het gansche jaar
	<i>te MECHELEN :</i>				
19	1, Zakstraat	8,000	id.	id.	id.
	<i>te VILVOORDE :</i>				
20	87, Vlaanderenstraat . . .	24,000	id.	id.	id.

Gebouwen betrokken in den loop van het jaar 1947.

Volg-nummer	GEBOUWEN	Jaarlijksche huurprijs	Aanrekening	Opmerkingen
	<i>te BRUSSEL :</i>			
1 tot 5	Zelfde gebouwen als in 1946 onder de n ^{rs} 1 tot 5	895,520	O.M.A.	
6	44, Wetstraat	52,468	id.	gedeeltelijk vrijgegeven ; jaarlijksche huurprijs verminderd van 130,000 op 52,468 frank.
	<i>te ANTWERPEN :</i>			
7	11, De Keyserlei	76,000	id.	
	<i>te GENT :</i>			
8	7, Makelaarsstraat	12,000	id.	
	<i>te LA LOUVIERE :</i>			
9	15, rue de la Station	20,000	id.	tot 31-1-47
	<i>te MECHELEN :</i>			
10	1, Zakstraat	8,000	id.	tot 31-1-47
	<i>te VILVOORDE :</i>			
11	87, Vlaanderenstraat	24,000	id.	tot 31-1-47

Begrotingsregularisatie der verrichtingen van MISSEC, O.M.A. en H.D.R.

Hierna volgt, in groote trekken, het mechanisme van het wetsontwerp dat, zoohaast mogelijk, zal ingediend worden ten einde niet alleen de door Missec (Economische Zendingen), O.M.A. en H. D. R. (Handelsdienst voor Ravitail-leering) gedane verrichtingen uit begrotingsoogpunt te regulariseeren, doch tevens om ze voor de toekomst in het kader der algemeene begroting in te schakelen.

Het wetsontwerp zal in de eerste plaats, in een bijzondere afdeeling, op de begroting voor Orde (titel I, hoofdstuk II), een artikel voorzien waaraan de verrichtingen van elk dezer organismen zullen verbonden worden. Wat O.M.A. betreft, zal het nieuwe artikel in verschillende littera's (vier ongetwijfeld) worden ingedeeld, die op de verschillende bedrijvigheden van dien dienst zullen betrekking hebben.

Vervolgens zal er voorgesteld worden, op de Rijksmiddelenbegrooting nieuwe artikelen te openen bestemd voor de ontvangsten die aan de Schatkist toekomen : boekhoudingstegoed van MISSEC, loonen verschuldigd door de kolenmijnen of door andere werkgevers die krijgsgevangenen te werk stellen, terugbetaling door de geallieerden van door België verrichte prestaties na verstrijking van de akkoorden van onderlinge en wederzijdsche hulpverlening, terugbetaling door het Groothertogdom Luxemburg, van zijn aandeel in het niet gecompenseerde saldo van onderlinge hulpverlening, opbrengst van den verkoop van de overvloedige geallieerde voorraden, enz.

Er wordt overwogen op de gewone begrooting van het Ministerie van Financiën een krediet te openen, in onderscheiden alinea's, waarop de uitgaven zullen aangerekend worden die ten laste gelegd zijn van België door de akkoorden van onderlinge en van wederkeerige hulpverlening en door de regeling van Lend-Lease.

Op dezelfde begrooting van Financiën zouden de kredieten voorzien worden waarop zullen uitgetrokken worden :

— voor den invoer, zoowel in cash als in Lend-Lease en in Military Civil Program, de verschillen tusschen de prijzen CIF en de binnenlandsche prijzen, zoomede de handelsverliezen (verlies, tekort, enz.);

— de verschillen niet gecompenseerd in onderlinge en wederzijdsche hulpverlening;

— het te betalen saldo van het Military Civil Program.

Het spreekt vanzelf dat de begrootingsspecialisatie, per artikelen en littera's, zoover zal moeten doorgedreven worden dat het Parlement zich kan rekenschap geven van de uitslagen voor elk departement en voor elk der verrichtingen.

De kredieten van denzelfden aard die reeds in andere begrootingen voorzien zijn, zullen, eenheids- en klaarheidshalve, te niet gedaan of naar de nieuwe artikelen overgebracht worden.

Ten slotte zal een bijzondere afdeeling van het wetsontwerp een opsomming geven van de kredieten bestemd om de waarde te dekken van de prestaties, leveringen of werken direct of indirect gefinancierd door middel van de aan O.M.A. en MISSEC toegestane Thesaurievoorschotten.

Bij een ander wetsontwerp zal, voor het dienstjaar 1947 en volgens dezelfde principes van ons begrotingsrecht, de terugkeer tot de wettelijkheid geregeld worden.

De toelichtingen zoomede de memorie van toelichting van die beide ontwerpen zullen aan het Parlement al de klaarheid brengen die het Parlement over dien voornamen sector van de naoorlogse bedrijvigheden wil laten schijnen.

DIENST VAN HET SEKWESTER.

In verband met den Dienst van het Sekwester, hebben wij aan den Minister van Financiën gevraagd dat hij voor dit organisme dezelfde procedure zou willen aannemen als die hij onlangs voor O.M.A. heeft toegepast, namelijk de verbinding aan de begrooting voor Orde.

Er werd ons geantwoord :

De procedure van de verbinding aan de begrooting voor Orde van de comptabiliteit van den Dienst van het Sekwester vormt artikel 26 van het ontwerp van besluitwet tot organisatie van de vereffening de vijandelijke goederen, rechten en belangen, ontwerp dat onlangs door mijn Diensten aan den h. Minister van Financiën werd voorgelegd.

Dit artikel luidt als volgt :

« Al de verrichtingen van den Dienst van het Sekwester zijn verbonden aan hoofdstuk II van titel I van de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor Orde. »

* * *

Wij hebben bovendien de volgende vragen gesteld :

a) Ik verzoek U mij wel dezelfde inlichtingen te willen bezorgen, nopens de bedrijvigheden van den Dienst van het Sekwester in den loop van het jaar 1946, als degene die ik heb weergegeven op bladzijden 86 en 95 van mijn verslag over de begrotingen van Financiën voor 1945 en 1946.

b) Ik verzoek U mij de onderstaande inlichtingen te willen bezorgen betreffende den Dienst van het Sekwester :

1^o Artikel 15 van de organieke besluitwet voorziet het opmaken van een reglement van inwendige orde, waarin onder andere de financieele en administratieve inrichting voorkomt. Bestaat dit reglement thans reeds en zou ik er een afschrift van kunnen bekomen?

2^o Toepassing van de besluitwet van 23 Augustus 1944 (Sekwester der vijandelijke goederen). Toepassing van de besluitwet van 17 Januari 1945.

Ik verlang dezelfde inlichtingen te bekomen als diegene die mij verstrekt werden voor het verslag over de begroting van Financiën voor de dienstjaren 1945 en 1946 (blz. 92, 93, 94 en 95) en dit op den jongst mogelijken datum.

3^o Per categorie van bedrijvigheden, opbrengst der bruto- en netto-ontvangsten verricht door den Dienst op datum van 31 December 1946.

4^o Ik verlang : a) enkele inlichtingen te ontvangen betreffende den staat van vordering der werken van den Dienst van het Sekwester; b) het bedrag te kennen van de honoraria en de verschillende kosten betaald aan de mandatarissen van den Dienst, vanaf zijn oprichting.

5^o Kan de Dienst thans voor het jaar 1946 een tabel verstrekken van zijn werkingskosten, in den aard van die gepubliceerd op bladzijde 107 van zijn verslag over het jaar 1945?

* * *

Tot op heden zijn die vragen onbeantwoord gebleven.

BESLUITEN.

Het voornaamste wat uit deze inlichtingen te onthouden valt is dat alle verrichtingen van deze beide parastatale lichamen zullen verbonden worden aan de begroting voor Orde, gelijk de Senaat gewenscht heeft. Hierdoor zullen deze twee instellingen onder de contrôle van het Rekenhof en van het Parlement komen te staan.

Verder zullen de Kamers binnenkort de noodige ontwerpen ontvangen tot budgetaire regeling van het verleden.

Derhalve meenen wij over deze zaak in dit verslag niet verder te moeten uitweiden, aangezien de Senaat bij de behandeling van deze ontwerpen de gelegenheid zal hebben om zich met kennis van zaken uit te spreken.

HOOFDSTUK V.

DE THESAURIEVOORSCHOTTEN.

De bespreking van de begrooting van Financiën leidt noodzakelijkerwijs tot de behandeling van een belangrijke kwestie rakende de openbare financiën : de Thesaurievoorschotten ten behoeve van uitgaven buiten de begrooting. Het is namelijk de Minister van Financiën, die verantwoordelijk is voor de Thesaurie; hij verleent — of weigert — de noodige machtiging voor fonds-uitgaven (artikel 17 van de wet van 15 Mei 1846). Dit aspect van de financiële politiek moet dus bij de behandeling van zijn begrooting onder oogen genomen worden.

Iedereen weet waarover het gaat : wanneer een Minister voornemens is een of andere uitgave te doen waarvoor geen krediet bestaat, of waarvoor het in aanmerking komende krediet reeds uitgeput is, dan wendt hij zich tot zijn collega, den Minister van Financiën, en vraagt hem een Schatkistmandaat ter dekking van de uit te geven (of zelfs reeds uitgegeven) som, zulks onder gehou- denheid van latere regularisatie door middel van een aan te vragen krediet. Hij kan zich ook wenden tot den Ministerraad en een beslissing van den Raad vragen tot verleenning van een krediet; met deze beslissing kan hij een mandaat voor een Thesaurievoorschot krijgen.

Dat is een voor de hand liggende verkrachting van artikel 116 van de Grond- wet, volgens hetwelk geen enkel artikel van de begrotingsuitgaven mag overschreden worden; het is een niet minder ernstige verkrachting van artikel 17 van de wet van 15 Mei 1846, hetwelk voorschrijft : « de Minister van Financiën staat de betaling van een ordonnantie niet toe dan wanneer daartegenover een *door de wet geopend krediet* staat »; het is zeker een miskennen van de voor- rechten van het Parlement, want alleen het Parlement is gerechtigd tot bewil- liging van begrotingskredieten.

Feitelijk komt het dulden van die praktijk neer op het toekennen van een onbeperkte, dictatoriale macht aan de Regeering, op financieel gebied.

Laten wij de practische resultaten van die dwalingen nagaan :

In werkelijkheid zou het Parlement er zich van kunnen onthouden nog een begrooting goed te keuren, vermits wordt verstaan dat de Regeering die niet moet naleven, en de aan de kredieten gestelde perken mag overschrijden.

Zooals onder de regeering van Napoleon I, zou men er zich kunnen toe beperken in globo een bepaald aantal milliarden ter beschikking van de Regee- ring te stellen, voor de behoeften van de administratie.

Ten andere brengen de Thesaurievoorschotten het evenwicht van de begroo- ting in gevaar, door het verleenen van bijkredieten onafwendbaar te maken. Daardoor zelf brengen die voorschotten de vastheid van de munt in het gedrang en doen zij de bedreiging van de devaluatie van den frank op het land drukken.

Het gevaar is niet denkbeeldig; herhaaldelijk werd daarop gewezen. In 1921 liet de h. Theunis, Minister van Financiën, verschrikt door de steeds talrijker wordende aanvragen om Thesaurievoorschotten, een wet op de comptabiliteit der vastgelegde uitgaven goedkeuren, waarvan het doel precies was toe te zien op het gebruiken van deze kredieten en te vermijden dat zij zouden over- schreden worden.

Welnu, precies in artikel 5 van bewuste wet hebben de, sedert vijf en twintig jaar, elkaar opvolgende Regeeringen de verantwoording willen vinden van de

beraadselingen en beslissingen van den Ministerraad die er toe strekten faciliteiten van betaling buiten de begrooting toe te kennen. Dit artikel, na het beginsel van het viseeren, door den rekenplichtige der vastgelegde uitgaven, van de koop- en leveringscontracten vóór hun uitvoering, te hebben uitgevaardigd, voegt er aan toe :

« De rekenplichtige kan zijn visa niet weigeren, indien het hem opgelegd is door een beslissing van den Ministerraad. »

Deze bepaling had geen ander doel dan te vermijden dat een al te nauwlettend ambtenaar de werking van een minister zou kunnen belemmeren door zich te verzetten tegen de uitvoering van een contract wegens, bijvoorbeeld, een betwisting over een of andere bijkomstigheid. De makers van de wet hadden nochtans wel op het oog een betwisting naar aanleiding van een krediet van de begrooting, krediet dat regelmatig door het Parlement was goedgekeurd. Dit kan niet den minsten twijfel overlaten voor hem die zich de moeite wil getroosten de voorbereidende werkzaamheden tot de wet van 20 Juli 1921 te lezen (1). Zou het trouwens niet ongerijmd zijn te veronderstellen dat, in een wet die er op gericht is kredietoverschrijdingen te beletten, de Regeering, met de instemming van het Parlement, het middel zou gevonden hebben om aan die overschrijdingen den schijn van wettelijkheid te geven?

En niettemin, sedert 1921, is het naar de op gezegd artikel 5 gegronde beslissing, dat de regeeringen gegrepen hebben om zeer talrijke uitgaven van elken aard toe te laten, buiten de begrootingskredieten en onder voorbehoud van latere regularisatie door aanvullende kredieten, welke het Parlement werkelijk worden opgelegd, vermits de uitgave gedaan en zelfs betaald is. Zoo komt het dat, onder begunstiging van de klaarblijkelijk verkeerde uitlegging van een wettelijke bepaling, de Regeering zich, buiten de begrooting, kredieten verleend, daar waar, zooals wij er hierboven reeds op wezen, de Grondwet kredietoverschrijdingen verbiedt.

De veelvuldigheid van de gevallen (in 1946 is het getal 1,799 voor een voorschot van ongeveer 30 milliard, zie Dienst van de Schatkist, bladzijde 51), heeft aanleiding gegeven tot talrijke opmerkingen vanwege het Rekenhof; zij zijn steeds zonder gevolg gebleven.

Het misbruik is evenwel klaarblijkelijk geworden. De tabel van de nog te regulariseeren Thesaurievoorschotten is indrukwekkend ; zij bedraagt tal van millarden franken en sommige van die voorschotten zijn reeds zeer oud.

Wil dit zeggen dat elk Thesaurievoorschot onverbiddeijk moet geweerd worden? Hoe dan het vraagstuk regelen van de uitgave die in de begrooting niet voorzien is en die nochtans geboden is wegens haar dringend karakter? Het gebeurt immers dat, ondanks de nauwkeurigste voorzieningen, zekere uitgaven slechts aan het licht komen in den loop van een jaar, terwijl geen

(1) *Kamer der Volksvertegenwoordigers :*

Gedrukt stuk n^o 132, dienstjaar 1921.

Verslag van de h. Halet, gedrukt stuk n^o 266, dienstjaar 1921.

Handelingen, 21 en 22 Juni 1921.

Gedrukt stuk n^o 395, dienstjaar 1921.

Senaat :

Gedrukt stuk n^o 178, dienstjaar 1921 — Verslag van de h. baron de Mevius.
Handelingen, 13 Juli 1921.

enkel krediet voorzien is om er den last van te dragen; er zullen steeds toevallige, onvermijdelijke en nochtans dringende uitgaven zijn.

Hoe ze te dekken?

De comptabiliteitswet van Nederland voorziet dat, voor elk Departement, de begroting een toelage voor onvoorziene uitgaven moet omvatten; bovendien moet een krediet voor onvoorziene uitgaven ter beschikking gesteld worden van den Minister van Financiën ter betaling van de schuldvorderingen die onder geen enkel welbepaald algemeen bestuur behooren. Doch die kredieten zijn feitelijk van een onbeduidend bedrag ten overstaan van de algemeene begroting; het eerste bedroeg, vóór den oorlog, gemiddeld 1/2 per duizend en het tweede minder dan 1/2 per tienduizend.

In België kennen wij in elke begroting van een Ministerie een artikel « onvoorziene uitgaven »; het bedrag er van is zoo gering dat wij daarin niet de oplossing kunnen vinden van het vraagstuk der in den loop van het jaar toevallig ontstane uitgaven.

Bovendien, indien het krediet voor « onvoorziene uitgaven » van een onbeduidend bedrag is, dient het practisch tot niets ten overstaan van de milliarden aan Thesaurievoorschotten en bijkredieten die wij tegenwoordig kennen. Was daarentegen de bedoeling die toelagen in overeenstemming te brengen met de — werkelijke of veronderstelde — behoeften om aan de Regeering aanzienlijke kredieten toe te staan, waarover zij naar goeddunken zou beschikken, dan zou die opvatting onmiddellijk ernstige opwerpingen van grondwettelijken aard doen rijzen. Het principe der specialisatie, dat een grondwettelijk voorschrift is, verzet zich immers tegen het toekennen van kredieten zonder aanduiding van de bestemming en waarover de Regeering vrij zou beschikken.

Als besluit: het schijnt dat het feit van beroep te doen op de Thesaurievoorschotten, dat principieel te veroordeelen is, vooral een kwestie van maat en contrôle is. Als men zich beperkt tot de aanwending van de hulpmiddelen der Schatkist voor een werkelijk onvoorziene, louter toevallige en eerder zeldzame uitgave; als dit beroep bovendien gematigd is, moeten wij er geen enkel bezwaar tegen aanvoeren. De Minister zal zich moeten laten leiden door de spreuk: « Het heil van het Land moet de opperste wet zijn ».

Evenwel bevelen wij aan, dat de Regeering de verplichting zou nakomen die zij vóór den oorlog 1940-1945 heeft aangegaan, namelijk enkel haar toevlucht te nemen tot Thesaurievoorschotten in de gevallen van onontkoombare noodzakelijkheid en onmiddellijk in het *Staatsblad* de beslissingen van den Ministeraad bekend te maken, welke, in uitzonderingsomstandigheden, zouden moeten getroffen worden om machtiging te verleen tot Thesaurievoorschotten (Algemeene toelichting van de begroting 1939, blz. 80). Wij vragen, bovendien, dat de Minister van Financiën op het einde van elke maand aan de Commissiën van Financiën van beide Kamers den staat van de Openbare Schatkist, zoomede de tabel der nog te regulariseeren Thesaurievoorschotten zou overmaken.

Maatregelen door den Minister van Financiën genomen.

De Commissie stelt met voldoening vast dat de h. Minister van Financiën zich bij haar meening heeft aangesloten door het nemen van de inkrimpingsmaatregelen die hij aan zijn collega's heeft medegedeeld door den omzendbrief

van 18 Februari 1947, van onderstaanden inhoud, betreffende de werkwijze der betalingen bij middel van Thesaurievoorschotten :

« In den loop van de benauwde jaren, die wij zoo pas doorgemaakt hebben, waren de omstandigheden vaak van dien aard dat zij ons er toe brachten, voor soms aanzienlijke bedragen sommige uitgaven te doen voordat het Parlement het overeenstemmend begrootingskrediet had aangenomen.

» Het komt er echter op aan de noodige maatregelen te treffen om te vermijden dat, onder begunstiging van het minder strict regime dat men aldus sedert de bevrijding wel heeft moeten dulden, de diensten faciliteitsgewoonten zouden opdoen die volstrekt onverenigbaar zijn met de grondbeginselen die onze openbare comptabiliteit beheerschen.

» Naar gelang dat wij den oorlog verder achter den rug hebben, moet er gedaan worden gemaakt met het betalen door middel van Thesaurievoorschotten, dat steeds onregelmatig is. Slechts in volstrekt exceptioneele en dringende gevallen, en wanneer de uitgave bij de uitwerking van de begrooting niet kon worden voorzien, mag deze wijze van betaling nog worden aangenomen. In deze uiterst zeldzame gevallen is het zaak, dat de afwijking van de regelen duidelijk en nauwkeurig verantwoord zij.

» Ik heb de eer U te laten weten dat, wat hem betreft, mijn Departement zich zal moeten ontszeggen in te gaan op elke aanvraag om een voorschot, die onderstaande voorwaarden niet zou vervullen :

A. *Als de laatste alinea van artikel 5 der wet van 20 Juli 1921 op de comptabiliteit der betaalbaar gestelde credieten.*

« De bespreking in den Ministerraad, die aan de aanvraag dient toegevoegd, moet behelzen :

» a) de aanvoering van de gronden, dat wil zeggen de redenen van algemeenen aard, die de uitgave billijken;

» b) de oorzaken van het opgebruikt zijn van het begrootingskrediet waarop de uitgave normaal had moeten kunnen uitgetrokken worden, en de redenen waarom een bijkrediet niet te gepasten tijde werd aangevraagd;

» c) de verantwoording der urgentie van de uitgave.

B. *Als het over uitgaven gaat, waarvoor een krediet bij het Parlement is aangevraagd, doch nog niet aangenomen.*

« In de aanvraag om een voorschot moet volstrekt nauwkeurig worden gepreciseerd of het al of niet gaat over een uitgave voortvloeiend uit de toepassing van vóór de aanneming van de begrooting reeds in 't vooruitzicht gestelde maatregelen en, zoo ja, om welke redenen het krediet niet werd aangevraagd in de begrooting zelf.

» Tevens moeten met de grootste nauwkeurigheid de urgentie en de noodzakelijkheid van de uitgave worden verantwoord.

* *
* *

» Buiten de aanvragen steunend op een bespreking in den Ministerraad of op een in het Parlement ter tafel gelegde kredietaanvraag, moet het Ministerie van Financiën, behoudens klaarblijkelijke overmachtsomstandigheden, zich de toewijzing van elk Thesaurievoorschot ontszeggen.

» Ik voeg er aan toe dat het Rekenhof zinnens is elke maand aan het Parlement een opgave te doen geworden van alle toegestane Thesaurievoorschotten, welke niet eerst het voorwerp zullen hebben uitgemaakt van een bespreking in den Ministerraad of van een ter Kamer ingediend ontwerp van krediet.

» Daar het Hof, anderzijds, de in toepassing van artikel 5 van voormelde wet van 20 Juli 1921 genomen beslissingen onmiddellijk aan de Kamers mededeelt, zal het U niet ontgaan dat de aandacht van het Parlement aldus zal gevestigd zijn op alle afwijkingen van de begrootingswetten.

*
* *

» Ik acht het tevens noodig U te herinneren aan hetgeen volgt :

a) *Mogen in geen geval het voorwerp van een Thesaurievoorschot uitmaken, de subsidiën of de voorschotten van gelden aan de rekenplichtigen.*

» Voor de eerstbedoelde gelden gaat het inderdaad om uitgaven ondergeschikt aan de jaarlijksche en voorafgaande tusschenkomst van het Parlement, dat zijn goedkeuring aan het noodige krediet moet hechten.

» Wat laatstgemelde gelden betreft, deze moeten dienen tot het regelen van de aan de schuldeischers van den Staat verschuldigde sommen, en het is mogelijk, bij ontstentenis van een krediet, de individueele schuldvorderingen van de betrokkenen aan het Rekenhof te onderwerpen; dit Hoog College aanvaardt de contrôle over de regelmatigheid er van overeenkomstig zijn schrijven van 7 Januari 1921 (Afschrift van dit schrijven van het Hof werd U overgemaakt bij mijn aanschrijving van 28 derzelfde maand).

» b) *Kunnen niet door middel van Thesaurievoorschotten worden betaald, de sommen van minder dan 1,000 frank.*

» Voor zulke kleine bedragen is er inderdaad niet zooveel spoed mede gemoeid, dat betaling vóór het verleenen van het noodige krediet gebillijkt is.

» c) *Er dient slechts beroep gedaan op de Thesaurievoorschotten vanaf het oogenblik dat het betrokken begrootingskrediet volledig opgebruikt is door definitieve aanrekeningen.*

» Anders gezegd, het is niet toegelaten zijn toevlucht te nemen, als het ware bij voorbaat, tot de procedure van het Thesaurievoorschot. Zelfs wanneer het beschikbaar saldo van een begrootingskrediet *betalbaar gesteld is* (dit wil zeggen voorbehouden voor bepaalde uitgaven) en een nieuwe uitgave wordt toegelaten bij bespreking in den Ministerraad, zal men dus laatstbedoelde uitgave vereffenen langs den regelmatigen weg van een ordonnantie welke ter voorafgaande viseering aan het Rekenhof voorgelegd en op het beschikbaar saldo van het onderwerpelijk krediet aangerekend wordt.

» Het kan inderdaad ongetwijfeld gebeuren en het betrokken departement mag niet nalaten opdat het zoo weze, dat het saldo van het krediet ten slotte toereikend is om de oorspronkelijk voorziene uitgaven en de door den Raad gemachtigde nieuwe uitgave meteen te regelen.

*
* *

» Ten slotte moet ik er mijn spijt over uitdrukken dat de regularisatie van een te groot aantal Thesaurievoorschotten uitblijft. Het lijkt wel dat, zoodra hun schuldeischers betaald zijn, de meeste besturen de regularisatie der uit-

gaven niet als een dringende aangelegenheid schijnen te beschouwen en dat zij aan deze regularisatie niet den noodigen spoed besteden.

» Welnu, zoo de betaling door middel van Thesaurievoorschotten kon worden genoodzaakt door de benarde omstandigheden welke wij zoo pas hebben door-gemaakt, sluit zulks niet in zich de uitschakeling van de verantwoording der uitgaven bij het Rekenhof, zoodra zulks mogelijk wordt.

» Vertraging in de regularisatie der begrooting belemmert het uitbrengen van de begrootingsrekeningen, wijl het Parlement herhaaldelijk op het onverwijld uitbrengen van deze rekeningen heeft aangedrongen (inzonderheid ter gelegenheid van het onderzoek van het ontwerp van de Rijksmiddelenbegrooting voor dienstjaar 1946).

» U gelieve dus uwe diensten uitdrukkelijk voor te schrijven dat zij al de uitgaven, gedaan op Thesaurievoorschotten en waarvoor een begrootingskrediet thans beschikbaar is, zonder uitstel zouden regulariseeren.

» Gelieve mij anderzijds de opgaven der aan uw Departement toegestane voorschotten, welke thans bij gebrek aan krediet niet kunnen vereffend worden, ten spoedigste te laten geworden. Wees zoo goed den datum waarop uw Departement het nieuw krediet, het bijkrediet of de kredietoverdracht waarop de uitgave dient aangerekend, tegenover elk dier voorschotten aan te duiden. »

DERDE DEEL

HOOFDSTUK VI.

INRICHTING, BEVOEGDHEID EN WERKZAAMHEDEN VAN DE BESTUREN, WAARUIT HET DEPARTEMENT VAN FINANCIËN IS SAMENGESTELD.

Het voorgelegde ontwerp van begrooting is natuurlijk maar een akte, waarin voor het dienstjaar 1947 staat vermeld, wat de Minister van Financiën uit te geven heeft ten behoeve van zijn Departement.

Theoretisch moeten wij daarin slechts een geheel van kredieten aantreffen, die geregeld worden met inachtneming van de groote beginselen van het begrotingsrecht, en die oprecht en duidelijk aangeven, wat de verschillende werkzaamheden van het Ministerie vermoedelijk zullen kosten.

De Minister is op grond van geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling verplicht meer gegevens te verstrekken. Er kan gediscussieerd worden over den uiterlijken vorm, over de inkleeding van het stuk; wij hebben onze opmerkingen daaromtrent neergelegd in ons verslag over de begrotingen voor 1945 en 1946. Wij komen er verder in dit verslag nog op terug.

Er is echter ook een ander gezichtspunt, waarop tot dusver niet is gewezen : o. i. zou bij de bespreking van de begrooting een kort overzicht moeten gegeven worden van de verschillende werkzaamheden van de diensten in het afgelopen jaar, d.w.z. iets als een zedelijk verslag. Deze bijlage tot de begrooting zou zekere vooroordeelen kunnen uitschakelen, door het Parlement en den belastingplichtige beter voor te lichten.

De algemeene onbekendheid met de werkzaamheden van de Administratie is oorzaak, dat er heel wat fantastische geruchten worden verspreid over de bestemming van de kredieten, die het Parlement moet bewilligen. Sommigen laten doorschemeren, anderen roepen in 't openbaar uit, dat de sommen, ter beschikking van het Departement gesteld, worden uitgegeven voor een al te groot aantal beambten, die zich niet steeds bewust zijn van hun beroepslichten, of voor materieel en leveranciers, die niet onmisbaar zijn; voor toelagen en subsidies, die grenzen aan groothedswaanzin, nepotisme, verspilling.

In de volgende bladzijden heeft uw verslaggever de talrijke bevoegdheden en de steeds groeiende bedrijvigheid van de onderscheiden diensten van het Ministerie van Financiën, alsmede eenige kritiek, toelichting en vingerwijzingen in verband met de organisatie van de diensten willen opteekenen, opdat de leden van den Senaat zouden inzien en zich overtuigen, dat de gevraagde kredieten niet overdreven zijn in de huidige bestuursorganisatie.

In die bladzijden kunnen zij tevens menige inlichting en statistiek aantreffen, die veelal onbekend zijn bij gebrek aan publiciteit.

Samenstelling van het Departement van Financiën.

Behalve het Cabinet van den Minister, bestaat het Ministerie van Financiën uit het Algemeen Secretariaat, het Bestuur der Thesaurie en Staatsschuld, uit de drie fiscale Besturen : Directe Belastingen; Douanen en Accijnzen; Registratie en Domeinen en uit een technisch Bestuur : het Kadaster.

HOOFDSTUK VII.

ALGEMEEN SECRETARIAAT.

In ons verslag over de begrotingen voor de dienstjaren 1945 en 1946, hebben wij in het kort de bevoegdheden van het Algemeen Secretariaat aangegeven (blz. 38). Hierna volgen enkele aanvullende gegevens.

Rol van den Secretaris-generaal.

De Secretaris-generaal zorgt voor het verband tusschen de werkzaamheden van al de diensten van het Departement. Hij legt de zaken, die van de Besturen komen, samen met zijn advies en overwegingen voor aan den Minister. Tevens worden de onderrichtingen vanwege den Minister en de dossiers aan de diensten doorgezonden door bemiddeling van den Secretaris-generaal, die daarbij de noodige voorlichting verstrekt.

Door zijn dagelijksch contact met het hoofd van het Departement, houdt de Secretaris-generaal dezen op de hoogte van al de belangrijke zaken, die voor de goede werking van de verschillende besturen van het Ministerie van Financiën van beteekenis kunnen zijn. Hij raadpleegt den Minister over alle vraagstukken, waarvan de oplossing de financiële, monetaire of fiscale politiek van de Regeering kan beïnvloeden. Naast deze bevoegdheden en de voortdurende samenwerking met de Ministers bij het dagelijksch beheer van het Departement, heeft de Secretaris-generaal het voorzitterschap van den Directieraad, de Begrotingscommissie, ingesteld op grond van het Regentsbesluit van 20 Augustus 1946 (*Staatsblad* van 5 September 1946) tot regeling van de bestuurs- en begrotingscontrôle, alsmede van de fiscale afdeeling van den Hoogen Raad van Financiën.

De onderrichtingen vanwege andere ministerieele departementen worden aan de Besturen overgemaakt door den Secretaris-generaal, die er richtlijnen en commentaar aan toevoegt met het oog op de speciale behoeften van het Departement.

De onderrichtingen, welke de Besturen aan hun uitvoeringsdiensten zenden en waarin principieele zaken of kwesties van uitlegging van wetsteksten worden behandeld, legt de Secretaris-generaal ter goedkeuring voor aan den Minister.

Studiedienst.

De Studiedienst van het Departement brengt geregeld verslag uit over de ontwikkeling van den begrotings-, belastings-, munttoestand in de voornaamste landen. Een regelmatig bijgehouden documentatie maakt het mogelijk den financiële en economischen toestand in België te volgen. Naast deze doorlopende studies, worden verslagen opgemaakt over verschillende financiële kwesties.

Rechtskundige Dienst.

De Rechtskundige dienst geeft advies over geschillen van bestuur of interpretatie van wetten, besluiten en reglementen, die hij te behandelen krijgt van het Cabinet van den Minister en van de verschillende diensten van het

Departement. Hij draagt bij tot de voorbereiding en de redactie van wetsontwerpen, besluiten of reglementen en neemt deel aan ministerieele of interministerieele comité's, waarin rechtsproblemen worden behandeld.

Economaat.

Deze Dienst zorgt voor de inrichting, de geschiktmaking en het onderhoud van de ministerieele ambtswoning en van de bureau's; de aankoop, herstelling en het onderhoud van meubelen en van kantoormachines, toezicht op de telefonen schelinrichtingen, verwarming en verlichting van de kantoren. Hij heeft de leiding en het toezicht over de schrijnwerkerij van het Departement; hij controleert de aankopen van kantoorbenodigdheden, ziet de facturen na en vereffent ze.

De *Dienst der drukwerken* staat in voor alle verrichtingen van aankoop, opneming, opslag van papieren, registers en drukwerken, benodigd voor de besturen van Financiën, en de *Dienst der automobielen* zorgt voor de kwesties van vervoer, ziet toe op de aanwending van de wagens en regelt alles wat hiermee verband houdt.

Organisatiedienst.

De Organisatiedienst is belast met het bevorderen van de beste methodes tot regeling van de algemeene werkzaamheden, die gemeen zijn aan alle diensten, zooals het ontvangen, ronddeelen en verzenden van de post; agenda en classificatie van dossiers; werking van de gecentraliseerde dactylographische diensten en van de expedities.

Verder onderzoekt hij, in overleg met de betrokken besturen, welke maatregelen het rendement en de werkwijze van het personeel kunnen verbeteren. Zijn bedrijvigheid komt tot uiting op elk gebied, dat verband houdt met administratief werk; hij betreedt echter niet het domein van de financieele techniek.

De organisatiedienst is belast met de gebouwenkwesties voor de buitendiensten van het Departement. De directeur van dezen Dienst is aangewezen als secretaris van de gebouwencommissie bij het Ministerie van Financiën, die op 1 Januari 1946 in werking is getreden. Als dusdanig onderzoekt hij alle voorstellen tot aankoop, bouw en verbouwing van gebouwen voor de onderscheidene fiscale besturen.

Dienst der Comptabiliteit.

Deze Dienst zorgt voor de centralisatie van de schrifturen betreffende de vereffening van de uitgaven van het Ministerie van Financiën.

Hij houdt doorlopend toezicht op de uitvoering van de begrotingen van het Departement;

Begrotingscomptabiliteit :

1^o houden van het journaal, ongeveer 10,000 dossiers van ordonnantie in te schrijven;

2^o houden van de registers van aanrekening;

3^o periodieke standen van de begrooting voor het Rekenhof en de Thesaurie ;

- 4^o vervaldagenboek van den Staat (ramingen van uitgaven voor de Thesaurie;
- 5^o allerhande financieele statistieken;

Staat in betrekking met den rekenplichtige der vastgelegde uitgaven, de Inspectie van Financiën en het Rekenhof; onderzoekt de kwesties betreffende de contrôle en de uitvoering van de begrooting;

Beslissingen van den Ministerraad betreffende de overschrijdingen van de door een Dienst beheerde kredieten;

Mandaten van Thesaurievoorschotten;

Onderzoekt de rekwesten ingediend door rechthebbenden op compensatie-toeslagen, met inbegrip van het administratief werk betreffende het verleenen van die toeslagen ;

Maakt de begrotingsvoorstellen voor het Ministerie van Financiën op;

Jaarstaat van de uitgaven verstrekt aan den Administratieven Raad van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie.

Vereffening en ordonnanceering :

A. — Personeelsuitgaven :

1^o Onderzoek en verificeering van de besluiten, dienstnemingscontracten uit oogpunt van regelmatigheid, formaliteiten, en met het oog op de toepassing van de sociale wetten;

2^o Vereffening en ordonnanceering van de wedden en vergoedingen van het personeel :

van het Hoofdbestuur en de daaraan verbonden diensten.

3^o Allerhande vereffeningen :

a) civiele lijst;

b) dotatie Koningin Elizabeth;

c) honoraria van de advocaten en pleitbezorgers van het Departement;

d) honoraria van de advocaten belast met de verdediging van de staatsbelangen in bijzondere zaken (onteigeningen, zaken tegen onwaardige staatsburgers, enz.);

e) hulpgelden.

4^o Verificeering, onderzoek, vereffening en ordonnanceering van de uitgaven betreffende allerhande vergoedingen.

B. — Uitgaven aan materieel :

Verificeering, vereffening en ordonnanceering van de uitgaven aan materieel van het Hoofdbestuur en van de daaraan verbonden diensten.

De Dienst onderzoekt ongeveer 12,000 schuldvorderingsbewijzen per dienstjaar, hetgeen het aanmaken van 4,000 tot 4,500 betalingsdossiers over dezelfde tijdsperiode noodzakelijk maakt.

In ontvangst nemen van de deurwaardersexploten aan het Departement beteekend — overmaken aan de betrokken administraties — briefwisseling, opzoeken, enz. (ongeveer 300 exploten per jaar).

Betaling op geldvoorschotten van de kleine uitgaven van het Hoofdbestuur en de daarnaa verbonden diensten, verantwoordingsstukken over te leggen aan het Rekenhof.

* * *

Tot op 31 December 1946, heeft de Dienst de vereffening verzekerd van de uitgaven voor personeel en aan materieel van de navermelde diensten:

Ministerie van Invoer;
Ministerie voor 's Lands Wederuitrusting;
Diensten van den Eerste-Minister;
Diensten overgebracht naar het Ministerie van Begrooting;
Diensten overgebracht naar het Ministerie van Wederopbouw.

Betaling van :

De wedden en vergoedingen van de personeelsleden van het Hoofdbestuur en de daaraan verbonden diensten;

Bezoldigingen van de Staatscommissarissen en -afgevaardigden bij de instellingen onder contrôle;

En, over het algemeen, doet al de verrichtingen in verband met de vereffening van de bezoldigingen uit oogpunt van de sociale veiligheid en van de verplichtingen ter zake van wetgeving op de aan de bron te heffen belastingen.

Met die betalingen is gemoeid een geldbeweging ten beloope van ongeveer 70,000,000 frank per jaar.

Dienst voor Algemeene Zaken.

De Dienst voor Algemeene Zaken draagt aan den Secretaris-generaal alle zaken voor, welke door het Hoofdbestuur aan den Minister of aan den Secretaris-generaal worden onderworpen.

Deze Dienst vormt en centraliseert de geheele administratieve rechtspraak van het Departement. Hij speelt in het Ministerie van Financiën dezelfde rol als de dienst van algemeen Bestuur bij het Ministerie van Begrooting vervult tegenover de ministerieele departementen : alle principieele en algemeene zaken worden door hem behandeld. Binnen dit kader zorgt hij voor het doorgeven van de algemeene onderrichtingen van andere ministerieele departementen en voegt er richtlijnen en commentaar aan toe in verband met de bijzondere behoeften van het Ministerie van Financiën.

Feitelijk is hij, voor zoover het de bestuurszaken betreft, de hoogere trap waar alle centraliseerende draden, zoowel van de buitendiensten als van de centrale diensten, op uitloopen.

Bovendien neemt hij het secretariaat van den Directieraad waar, alsmede dat van het College der diensthooften en van de Syndicale Commissie van advies, die officieus is aangesteld in afwachting dat het Departementeel Comité van het personeel opnieuw is ingericht, en tenslotte van de griffie van de Departementale Kamer van beroep.

Eindelijk moet de Dienst voor Algemeene Zaken alle kwesties behandelen, welke niet behooren tot de bevoegdheid van andere diensten, zoodat hij belast is met een heele reeks tijdelijke of toevallige aangelegenheden.

Aantal Zaken.

Voor een beter inzicht omtrent de belangrijkheid van de diensten van het Secretariaat, wijzen wij er op, dat in den loop van het laatste kwartaal van het jaar 1946 aan het algemeen secretariaat 2,459 zaken door de hoofdbesturen onderworpen werden; in dit getal zijn niet meegerekend de zaken, welke door de eigen diensten van het algemeen secretariaat aan den secretaris-generaal worden voorgelegd.

HOOFDSTUK VIII.

BESTUUR DER THESAURIE EN STAATSSCHULD.

Het Bestuur der Thesaurie en Staatschuld bestaat uit elf directies met een gezamenlijk personeel van 682 ambtenaren en beambten, namelijk 209 definitieve ambtenaren en beambten en 473 tijdelijke beambten.

Wij vermelden hieronder, in een noodgedwongen beperkt overzicht, de verschillende bevoegdheden en werkzaamheden van de talrijke diensten in het jaar 1946.

De gegevens en statistieken zullen de leden van den Senaat voorlichten omtrent de belangrijkheid van dit deel van het Ministerie van Financiën.

Bovendien zullen zij zich rekenschap kunnen geven van de werkzaamheden van de diensten, welke werden opgericht ingevolge de muntsaneeringsmaatregelen van 1944, of ingevolge de oorlogsgebeurtenissen.

Organisatiedienst.

Deze dienst waakt er voor, dat de onderscheidene directies van het Bestuur der Thesaurie zoo goed mogelijk werken, zoowel wat hun algemeene arbeidsvoorwaarden betreft als de bijzondere methodes, volgens welke elk van die directies haar taak volbrengt.

Hij houdt er de hand aan, dat de gewenschte samenhang blijft bestaan tusschen de werkzaamheden van de bureau's, zorgt voor de raming van allerlei behoeften, welke kunnen ontstaan in de verschillende sectoren, die zijn arbeidsveld bepalen, ziet toe op de houding, den vlijt, de werkzaamheid van het personeel.

Hij houdt zich op de hoogte van de gemaakte vorderingen inzake bestuurs-techniek en onderzoekt de gepastheid van gebeurlijke toepassing op het gebied, dat hem is toegewezen.

Documentatiedienst.

Deze dienst heeft tot opdracht alle teksten op te zoeken die van belang kunnen zijn voor om het even welken dienst van het Bestuur der Thesaurie en Staatschuld, en ze aan te tekenen in een ideologisch register op kaarten.

Met behulp van uittreksels uit de publicaties waarover hij beschikt, legt hij over de gewichtigste kwesties volledige dossiers aan van de reglementeering waaraan die onderworpen zijn.

Hij staat in voor den Dienst van de Parlementaire Vragen en tracht als regel te antwoorden op elk verzoek om inlichtingen, ook al vallen deze buiten zijn collecties, en maakt alle studies met betrekking tot de openbare financiën.

Diensten van de Thesaurie.

De bedrijvigheid van die diensten leent zich moeilijk tot een statistische ontleding; wij geven hieronder de voornaamste opdrachten waarmede zij belast zijn.

Dagelijksche toestand van de rekening-courant van de Schatkist bij de Nationale Bank;

Ontleding en commentaar van den wekelijkschen toestand der verschillende rekeningen voor de Schatkist geopend bij de Bank;

Jaarlijksche toestand van de Schatkist (het opmaken van dien toestand is sinds den oorlog geschorst);

Studie en indiening van de begrootingsvoorstellen van de Thesaurie;

Alle algemeene zaken die 's Rijks schatkist aanbelangen;

Betrekkingen van de Schatkist met :

a) de Nationale Bank van België, het Belgisch-Luxemburgsch Instituut voor den Wissel, de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, enz.;

b) de Internationale Bank voor den Wederopbouw, het Internationaal Muntfonds, de U.N.R.R.A., enz.

Voorschotten van de Schatkist :

Aantal voorschotten toegestaan in 1946	1,799
Bedrag der voorschotten toegestaan in 1946 . . . fr.	25,900,208,118 41.
Bedrag der uitbetalingen opgeteekend in 1946 (op voorschotten van 1946 en vroegere jaren).	27,945,966,984 31

Betalingen aan het buitenland :

Aantal betalingen gedaan in 1946	2,972
Bedrag fr.	1,235,695,725 95

Internationale akkoorden.

Studie en onderhandeling van akkoorden voor betaling of deblokkeering met de volgende landen :

Argentinië, Brazilië, Chili, Canada, Egypte, Frankrijk, Finland, Italië, Joegoslavië, Mexico, Nederland, Noorwegen, Oostenrijk, Polen, Portugal, Tsjecho-Slowakije, Turkije, Uruguay, Zweden en Zwitserland.

Verrichtingen in openbare effecten en andere waarden voor rekening :

- a) van de Deposito- en Consignatiekas;
- b) van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas;
- c) van de gemeenten en openbare inrichtingen;
- d) van de verschillende door den Staat beheerde stichtingen en instellingen;
- e) van het Bestuur der Registratie (tegeldemaking van aan den Staat vervallen waarden.)

Beheer van gelden van derden :

- a) Muntfonds;
- b) Dotatiefonds voor de oorlogspensioenen, ouderdomsrentetoeslagen en weezentoelagen;
- c) Begiftiging der Strijders.

Openbaar Spaarwezen (behoudens bevoegdheid van den Dienst van het Openbaar Krediet) :

- a) Zaken betreffende de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas;
- b) Toepassing van het koninklijk besluit n^o 42 op de particuliere spaarkassen en de ondernemingen die gelddeposito's aanvaarden.

Provincie- en gemeente financiën :

- a) Betrekkingen van de Schatkist met het Gemeentekrediet van België;
- b) Onderzoek van de leeningsontwerpen van provinciën en gemeenten;
- c) Allerlei financieele tusschenkomsten van de Schatkist ten voordeele van de provinciën en gemeenten.

Munt :

Verschillende kwesties betreffende de metalen muntstukken en de biljetten in omloop voor rekening van de Schatkist.

Financieele tusschenkomsten en deelnemingen van den Staat — Vertegenwoordiging in de Raden van Beheer — Financieele contrôle der organismen waar de verrichtingen gebeuren — Betrekkingen met die organismen, waarvan de voornaamste hierna zijn opgenoemd, en met de technische departementen waarvan zij afhangen :

Nationale Maatschappij voor Goedkoope Woningen en Woonvertrekken en haar 290 aangenomen maatschappijen;

Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;

Nationale Maatschappij voor Watervoorziening¹;

Nationale Maatschappij van den Kleinen Landeigendom en haar 50 aangenomen maatschappijen;

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Dienst der Noord-Zuidverbinding;

V.Z.W. « Paleis voor Schoone Kunsten te Brussel »;

Bond der Kroostrijke Gezinnen van België — Studiefonds en Woningfonds;

Intercommunale Brusselsche Watermaatschappij;

Naamlooze Vennootschap van het Kanaal en de Zeehaveninstallaties te Brussel;

« Société anonyme des Tramways unifiés de Liège et Extensions »;

Belgische Naamlooze Maatschappij van Luchtvaartexploitatie (SABENA).

Algemeene Comptabiliteit en Dienst der betalingen.

Die Dienst bestaat uit drie directies, te weten :

De Directie van de algemeene comptabiliteit, belast met de centralisatie der boekhoudingsbescheiden, de contrôle der stortingen gedaan in de Staatskas en op rekening van de Schatkist bij het Bestuur der Postchecks; de comptabili-

teit van giro-schifturen, de contrôle der ontvangsten en uitgaven gedaan door de rekenplichtigen van de Schatkist, andere dan die afhangende van de drie fiscale besturen; met de centrale comptabiliteit van het Bestuur der Directe Belastingen, van het Bestuur der Douanen en Accijnzen en van het Bestuur van de Registratie en de Domeinen; met de vereffening der veranderlijke uitgaven van dezelfde financieele besturen.

De Directie van de ordonnanceering, belast met de ordonnanceering der uitgaven; met de betalingen aangerekend op den Rijkskassier; met de uitgifte van subsidiën- mandaten, ten voordeele van de rekenplichtigen van de Schatkist; met het houden der registers voor uittrekking der uitgaven.

De Directie der betalingen, belast met den dienst van den centraliseerenden rekenplichtige; met de uitvoering der betalingen door den Dienst der Postchecks; met de comptabiliteit der betalingen gedaan door voornoemden Dienst; met den dienst van den rekenplichtige der Geschillen en met dien van den rekenplichtige der Onbetaalde Fondsen.

Rijksschuld.

Bedrijvigheid in 1946 :

Voorbereiding van de Rijksschuldbegrooting;

Opmaken van de standen der Schuld;

Algemeene inlichtingen aan verscheidene zoowel Belgische als buitenlandsche instellingen;

Uitgifte van de leeningen der Muntsaneering, kredieten groot 100,000,000 dollars en groot 100,000,000 Canadeesche dollars.

Besluitwetten en berichten betreffende de vervroegde terugbetaling van de 5 1/2 % leening 1934 en de 5 % conversieleening 1934;

Lotenleeningen van de Federatie voor Oorlogsschade, 3 1/2 % schuld 1937 : maandelijksche uitlotingen, bekendmaking van de lijsten der uitgelote effecten, viseeren van de uitgelote effecten, comptabiliteit betreffende de rentebewijzen en terugbetaalde effecten en verantwoording aan het Rekenhof; briefwisseling met de particulieren;

Verificeering van de debetsommen, het Amortisatiefonds aangerekend voor de terugbetaling van de afgeloste effecten en het opmaken van een maandelijksche opgave, per schuld en per vervalldag, van de terugbetaalde effecten;

Briefwisseling met de bankiers voor de normale hervatting van den financieelen dienst der leeningen in ponden sterling, dollars en Zweedsche kronen;

Inkasseering in België van de rentebewijzen der leeningen in ponden sterling, dollars en Buitenlandsche leening 3 1/2 % 1937;

Inlichtingen aan particulieren;

Contrôle op de effecten en rentebewijzen van de buitenlandsche leeningen tijdens den oorlog betaald tot in 1945 en verantwoording aan het Rekenhof. Rentebewijzen : 4.5 millioen. Terugbetaalde effecten : 70,000.

Verrichtingen uitgevoerd in 1946.

CATEGORIEËN	UITGIFTEN	TERUGBETALINGEN	OPMERKINGEN
Renteloze certificaten.....	116,458,678,685.34	107,880,933,822.84	3,000 behand. doss. 14,000 uitgeg. cert.
Verdisconteerde certif.	48,133,016,900.—	53,004,047,332.54	
Certif. uitgegeven tot dekking der 40 % bilj.	13,293,946,328.39	—	200 behand. doss.
Certificaten binnengekomen in de Muntsaneeringsleening	—	20,963,750,000.—	200 dossiers
	177,885,641,913.73	181,848,731,155.38	
	=====	=====	
1 % certif. op 5 jaar.....	418,500.—	12,064,000.—	391 behand. doss. 780 uitg. mand.
	=====	=====	
3 1/2 % certif. op 5 jaar (besluit 25-10-1941) :			
voor belastingen aangenomen .	—	122,973,000.—	
binnengekomen in de Muntsa- neeringsleening	—	4,519,000.—	2,400 dossiers
vervroegde terugbetalingen...	—	40,000.—	25,000 voor belast. aangen. certif.
3 1/2 % certif. op 5 jaar (besluit 30-3-1942) :			846 certif. binnen- gekomen in de Muntsaneering.
voor belasting. aangenomen ..	—	83,863,000.—	
binnengekomen in de Muntsa- neeringsleening	—	4,316,000.—	
	—	215,711,000.—	
	=====	=====	
Onafhankelijkheidsleening	—	1,183,900.—	300 behand. doss. 490 certif.
	=====	=====	

Schikking van de Schatkistbons
uitgegeven op de Nederland-
sche markt en verschenen se-
dert 29 Mei 1940

\$ 1,690,447.21 Fl. Ned. 24,400,000
» 6,600,951.47 = \$ 13,117,440

Muntsaneeringsleening.

	BEDRAGEN	OPMERKINGEN
Ontvangst van de Leening op 31-12-1946, onderverdeeld als volgt :	63,526,981,935.42	
in certificaten op korten termijn	20,963,750,000.—	200 herdisc. doss.
in certificaten op halflangen termijn	238,048,000.—	5,400 certificaten
in geconsolideerde schuld.....	10,939,500.—	15,384 certificaten
N.B.B. 60 % rekeningen biljetten	39,161,297,653.24	
Het saldo werd in specie gestort, waarvan 2,981,895,480 frank door het Bestuur der Postchecks.		

c) *Overschrijvingen van Muntsaneering ten bate van de ontvangers der bijzondere belastingen :*

Kapitaal :	± 6,300,000,000.—	156 rekeningen van bewaarnemende in- stellingen 466 reken.ontvangers. 65,000 documenten.
------------	-------------------	--

Allerhande verrichtingen.

Lotenleeningen 1932, 1933, 1938 en 1941 : maandelijksche uitlotingen, lijsten van uitgelote effecten, visa der uitgelote effecten, tienjarige obligaties 4 % 1^e en 2^e reeksen.

Zeven categorieën van certificaten op halflangen termijn voorzien van rentebewijzen.

Comptabiliteit der uitbetaalde rentebewijzen : 8 miljoen.

Terugbetaalde effecten : 52,000 voor de zes geconsolideerde leeningen.

Visa der uitgelote effecten : 5,560.

Verantwoording van die betalingen aan het Rekenhof.

Aanmaak van de effecten in 1946.

Saldo der voorloopige effecten Bevrijdingsleening :

3 1/2 % Schuld 1943 : definitieve effecten, 375,000 effecten;

Certificaten 3 1/2 % 1943 : definitieve effecten, 415,000 effecten;

Kasbons Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, 239,000 effect.

Verscheidene gewaarborgde leeningen : 50,000 effecten.

Comptabiliteit der grondstoffen (watermerkpapier) en vereffening der facturen.

Dienst van de indirecte schulden van den Staat, van de gewaarborgde leeningen en van de leeningen der Kolonie (21 leeningen).

Comptabiliteit der rentebewijzen en afgeloste effecten :

Terugbetaalde effecten : 25,000;

Uitbetaalde rentebewijzen : 4,000,000.

Dienst van de interesten en van de aflossing der bij inkoop aflosbare binnenlandsche schulden en van de preferente aandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Uitlotingen van de aandelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Verantwoording aan het Rekenhof van de rentebewijzen en van de terugbetaalde effecten. Briefwisseling betreffende die schulden.

Behandelde effecten : 1,200,000.

Verificeering van de *volledige bundels* van 1,000 rentebewijzen : die contrôle liep over 32 miljoen rentebewijzen.

Effecten door middel van ruiling of massale terugbetaling, hetzij vervroegd, hetzij op vervaldag, uit den omloop getrokken.

Verificeering, classificatie, inschrijving en opmaken van gecijferde opgaven.

In 1946 werden de hierna vermelde verrichtingen gecontroleerd :

3 1/2 % Thesauriecertificaten 1941 (tweede reeks) : 154,000 effecten ;

Leening Buurtspoorwegen : hernieuwing, 110,000 effecten ;

De contrôle op de uitwisseling van de voorloopige effecten van de lotenleening 1941 werd in 1946 voortgezet en is bijna voltooid : 1,328,000 effecten.

Dienst van de Schuld aan Toonder.

Hij is belast met de toepassing van de wettelijke maatregelen uitgevaardigd ter zake van buitenbezitstelling van effecten aan toonder van de Rijksschuld (koninklijk besluit van 4 November 1921 en daaropvolgende besluiten, inzonderheid besluit van den Regent dd. 18 Mei 1945, betreffende in het bijzonder de buitenbezitstelling ten gevolge van oorlogshandelingen).

De bedrijvigheid van dien Dienst kan worden onderverdeeld in twee categorieën van verrichtingen, die echter onder elkaar talrijke aanrakingspunten vertoonen.

A. — Vervanging van de beschadigde obligaties der Belgische Rijksschuld (binnenlandsche en buitenlandsche leeningen). Aanleg van dossiers en fiches ; opmaken van de processen-verbaal, briefwisseling met de betrokkenen en de Nationale Bank ; verantwoording aan het Rekenhof ; visa der beschadigde rentebewijzen.

B. — In ontvangst nemen, onderzoek van de aangiften tot totale buitenbezitstelling (verlies, diefstal, vernietiging, enz.). Betrekking met den Nationalen Dienst voor onroerende waarden met het oog op het verschijnen in het *Bulletin der met verzet aangeteekende effecten, opheffingen van beslag en doorhalingen van beslag*.

Briefwisseling met de aangevers, de derden-houders, de financieele instellingen of effectenmakelaars die de inbeslagnemingen uitgevoerd hebben. Aanleg en houden van de dossiers, van de fiches, uitreiken, na de gestelde termijnen, van certificaten op naam ter vertegenwoordiging van effecten zonder tegenpraak. In ontvangst nemen van de waarborgen in geval van buitenbezitstelling ten gevolge van gewone feiten. Betaling, op de vervaldagen, van de interesten op certificaten op naam. Vermindering of nietigverklaring van de certificaten in geval van latere tegenspraak. Teuggave, in dergelijk geval, van de betaalde interesten.

Beslissingen met het oog op vrijgeven van certificaten na bepaalde termijnen. Verantwoording aan het Rekenhof van de comptabiliteitsverrichtingen.

Behandeling van en gevolg te geven aan de twistzaken die gesteld worden door de wettelijke maatregelen van particulieren aard, betreffende de buitenbezitstelling der effecten aan toonder van de Rijksschuld. Behandeling van de onvoorziene gevallen ontstaan uit de aan den oorlog te wijten omstandigheden (diefstal door de Duitschers, verhandeling door dezelve van de gestolen effecten).

Toepassing van de contractbepalingen betreffende de buitenbezitstelling van obligaties van bepaalde buitenlandsche leeningen.

Er dient aangestipt dat om de dossiers van verzet te behandelen, men op de hoogte moet zijn niet alleen van de desbetreffende wets- of contractbepalingen, doch eveneens van de verleden en tegenwoordige veelvuldige verrichtingen van de Rijksschuld (uitgifte, terugbetaling, uitwisseling, conversie, enz.).

. Bemoeiing in het uitreiken van certificaten op naam, geschapen ter vertegenwoordiging van preferente aandeelen der Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, van obligatiën der Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, der Kolonie, enz. en uitbetaling van de interesten op bedoelde certificaten.

Dienst der Ingeschreven Schuld.

De vermindering van het aantal inschrijvingen tegenover de vermeerdering van het kapitaal, is te verklaren door een gerationaliseerden arbeid : samengevoegde inschrijvingen, inschrijvingen van kleine bedragen afgewezen, aanzienlijke deposito's begunstigd; mechanisatie van den arbeid die het heeft mogelijk gemaakt de rendeering ongeveer te verdrievoudigen.

De mechanisatie werd evenwel geremd door den nasleep van den oorlog; verhuizingen, niet geschikte lokalen, vertrek van de helft van het personeel in vasten dienst, gebruik van tijdelijk personeel naar rata van 50 % van de getalsterkte.

Wij geven hierna de opgave van de voornaamste takken van bedrijvigheid van den Dienst der ingeschreven Schuld :

	AANTAL	BEDRAG
Inschrijvingen aanwezig op 1-1-1946	40,255	14,174,258,688.20
Inschrijvingen aanwezig op 1-1-1947	38,131	16,384,325,188.20
	— 2,124	+ 2,210,066,500.—
Inschrijvingen op naam van particulieren en van maatschappijen	15,096	13,304,580,000.—
Inschrijvingen op naam van openbare instellingen	23,035	3,079,745,188.20
<i>Bedrijvigheid van den dienst gedurende het jaar 1946 :</i>		
1. Geschapen inschrijvingen	1,761	4,399,167,390.—
2. Nietig verklaarde inschrijvingen	3,885	2,189,100,890.—
3. Mandaten uitgegeven ten gevolge van wedersamenstelling tot effecten aan toonder	1,182	179,455,640.—
4. Opmaken van fiches voor de belasting op het kapitaal .	6,312	205,403,200.—
5. Opmaken van fiches toegezonden aan :		
Provinciegouverneurs (openbare instellingen) :		
nieuwe inschrijvingen	835	
nietig verkl. inschrijvingen	872	
Directeurs der Registratie (andere lijfrenteniers) :		
nieuwe inschrijvingen	1,112	
nietig verkl. inschrijvingen	1,506	
6. Aantal behandelde dossiers	5,117	
7. Aantal behandelde eigendomscertificaten	232	

Deposito- en Consignatiekas.

De Deposito- en Consignatiekas bestaat uit zes bureelen. Wij geven hierna in kort bestek hun bevoegdheden en de verschillende in 1946 uitgevoerde verrichtingen :

Eerste Bureel.

Eerste Afdeling. — Gerechtelijke consignaties.

Deze Dienst voert het gezag over 27 agentschappen van de Kas buiten de hoofdstad. Hij centraliseert daarvan de boekhouding en verificeert de ontvang-

sten en uitgaven. Talrijke verrichtingen doen kiesche vraagstukken van rechtskundigen aard rijzen.

Ronde cijfers.

Aantal rekeningen geopend op 31 December 1946.	11,500
Aantal ontvangst- en uitgaafverrichtingen in 1946.	9,000
Bedrag der ontvangsten over 1946.	54,000,000
Bedrag der uitgaven over 1946.	36,000,000
Bedrag der in 1946 betaalde interesten.	1,750,000
Saldo in kas op 31 December 1946.	230,800,000

Tweede Afdeling. — Notarieele rekeningen en vrijwillige deposito's

Aantal rekeningen geopend op 31 December 1946.	9,500
Aantal der ontvangstverrichtingen in 1946.	2,300
Aantal der betalingsverrichtingen in 1946.	3,700
Bedrag der ontvangsten over 1946.	264,000,000
Bedrag der uitgaven in 1946.	194,000,000
Bedrag der interesten uitbetaald in 1946.	3,175,000
Saldo op 31 December 1946 in kas.	300,000,000

Tweede Bureel.

Onvrijwillige buitenbezitstelling van effecten aan toonder. Toezicht op 4,000 dossiers betreffende maatschappijen waarvan de likwidatie in uitvoering is ;

1,100 dossiers betreffende maatschappijen waarvan de likwidatie is afgesloten en waarvan de financieele dienst door het tweede bureel wordt verzekerd (terugbetaling of ruiling van de effecten).

Kasvoorraad in gemunt geld : 28,000,000 frank.

De deposito's in effecten (waaronder talrijke waarden van onze meest belangrijke maatschappijen) vergen onafgebroken en zeer nauwlettend werk : inkasseering van de rentebewijzen, verhoogingen van kapitalen, uitwisselingen, enz.

Derde Bureel.

Borgstellingen van rekenplichtingen en van belastingplichtigen, borgstellingen betreffende het bediendencontract.

(Gemunt geld, publieke fondsen, akten onderteevend door de erkende verenigingen). In ontvangst nemen en teruggeven, onderzoek van de verantwoordingsstukken (maatschappijen, overlijdens, enz.).

In ontvangst nemen en vrijgeven van de akten van hoofdelijke en collectieve borgstelling, idem in globale borgstelling (aannemers en concessiehouders van werken en leveringen, enz.). 3 beambten.

In 1946 :

Gemunt geld, binnengekomen 388 ten beloope van . . . fr.	30,961,870
Afgeleverde certificaten 410 ten beloope van	29,185,860
Betalingen 3,330 ten beloope van	43,775,000
Publieke fondsen, binnengekomen 109 ten beloope van . . .	4,105,487
Teruggaven 125 ten beloope van	17,308,780
A deposito op 31 December 1946.	23,566,677
Maatschappijen erkend voor de borgstellingen van rekenplichtigen :	
Inschrijvingen 62 ten beloope van fr.	432,000
Vrijgevingen 75 ten beloope van	275,000
Collectieve en globale borgstelling :	
Inschrijvingen 4,800 ten beloope van fr.	244,854,000
Vrijgevingen 3,615 ten beloope van	84,974,000

Vierde Bureel.

Borgtochten in gemunt geld en in publieke fondsen gesteld door de aannemers en concessiehouders van werken en leveringen, effectenmakelaars, enz. Twistzaken, bieftwisseling en alle desbetreffende verrichtingen.

In 1946 :

Gemunt geld, binnengekomen 5,671 ten beloope van . . . fr.	72,330,208
Certificaten afgeleverd 5,560 ten beloope van	60,017,562
A deposito op 31 December 1946.	106,068,754
Publieke fondsen binnengekomen 1,300 ten beloope van . . .	148,735,828
Teruggaven 1,253 ten beloope van	88,539,969
A deposito op 31 December 1946.	374,283,000

Vijfde Bureel.

Terugbetaling van de borgtochten in gemunt geld gesteld door de aannemers, concessiehouders van werken en leveringen, effectenmakelaars, enz. Maandelijksche vereffening van de interesten. Borgtochten « sociale wetten » (gemunt geld en publieke fondsen).

Waarborgfonds (arbeidsongevallen).

Verzet, derde-beslag, overdrachten ten bezware van borgtochten.

In 1946 :

Gemunt geld, 6,023 betalingen ten beloope van fr.	42,445,513
Sociale wetten :	
Publieke fondsen a deposito op 31 December 1946.	458,964,287
Deposito's in 1946	194,169,869
Opvragingen in 1946	53,512,530
Aantal verrichtingen : 466.	

Stukken bij het binnenkomen voor het tijdperk van 1 Juli 1945 tot 20 Juni 1946 (statistiek toentertijd opgemaakt) : 13,132.

Gemunt geld a deposito op 31 December 1946. fr.	5,499,250
Deposito's in 1946 : 22 ten beloope van	1,810,000

*Zesde Bureel.**Comptabiliteit :*

Contrôle en verifieering van de dagelijksche verrichtingen op postcheck-rekening;

Begrotingsramingen;

Houden van het Kasboek en van de beleggingsboeken;

Driemaandelijksche, zesmaandelijksche standen, jaarverslag en beheers-rekening.

In 1946 :

Schifting en comptabiliseering van 9,500 binnengekomen stuk-

ken ten beloope van fr. 420,000,249

Opmaken van 15,700 betalingsstukken ten beloope van. . . . 423,030,965

Portefeuille van de Deposito- en Consignatiekas en van de

Algemeene Spaar- en Lijfrentekas : houden van 1,000 fiches
betreffende een totaal groot 36,000,000,000

Algemeene comptabiliteit, opmaken van 300 staten en tabellen

voor de Commissie van toezicht, het Rekenhof, de Wetge-
vende Kamers, betreffende een totaal bedrag groot. . . . 37,500,000,000

Muntbestuur.*Bedrijvigheid in 1946.*1^o AANMUNTING :

Benaming	Aard van de legering	Aantal aangemunte stukken	Bedrag in franken	Gewicht van de muntstukken in grammen
A. — Aanmunten van Belgische muntstukken :				
5 frank	zink	8,452,000	42,260,000	50,125,417
1 frank	zink	36,000,000	36,000,000	151,966,852
0,25 frank	zink	15,816,000	3,954,000	103,269,522
0,10 frank	zink	10,370,000	1,037,000	41,026,860
		70,638,000	83,251,000	346,388,651
B. — Aanmunten van vreemde muntstukken (Luxemburg) :				
1 frank	(Kopernikkel, Cu. 75 %; Ni. 25 %)	4,000,000	4,000,000	20,069,762
0,25 frank	(Muntbons Cu. 95 %, Sn. 4 %, Zn. 1 %)	4,000,000	1,000,000	10,062,491
		8,000,000	5,000,000	30,132,253
Muntessaai (Luxemburg) :				
1 frank	zilver	600		
1 frank	brons	600		
0,25 frank	zilver	600		
0,25 frank	brons	600		
		2,400		

2^o VALSCHE MUNTSTUKKEN :

9,821 stukken waarvan werd vermoed dat zij valsch of beschadigd waren, hetzij door vuur, hetzij door oorlogshandelingen, werden tot onderzoek voorgelegd.

Werden valsch verklaard : 3 stukken van 50 frank, 179 stukken van 20 frank, 4,453 stukken van 5 frank, 1 stuk van 1 frank, 20 stukken van 20 dollars U.S.A. en 60 stukken van 2 en 5 pond sterling.

Werden wettelijk en terugbetaalbaar verklaard : 9 stukken van 50 frank, 230 stukken van 20 frank, 545 stukken van 5 frank, 1,362 stukken van 1 frank, 88 stukken van 50 centimes, 1,088 stukken van 25 centimes, 1,331 stukken van 10 centimes, 445 stukken van 5 centimes, 4 stukken van 2 centimes en 3 stukken van 1 centime.

3^o KANTOOR VAN HET WAARBORGMERK :

De essaieur van het Kantoor van het Waarborgmerk heeft in den loop van 1946, 213 werken van goud en 216 werken van zilver gestempeld.

Gedurende hetzelfde tijdperk werden 1,049 staven en stoffen ontleed, houdende hetzij zilver, hetzij goud en zilver, hetzij goud, zilver en platina.

Deze verrichtingen brachten fr. 57,223.45 op voor de Schatkist.

Dienst der Opeischingen en Inhuurnemingen voor de Geallieerden.

Duitsche opeischingen.

Opeischingen betreffende de inkwartiering van het bezettingsleger (Verordening van 17 December 1940, verschenen in het *Verordnungsblatt* van 23 December 1940 en besluitwet van 31 October 1944, verschenen in het *Staatsblad* van 5 November 1944) :

Inkwartiering bij den inwoner : vergoedingen;

Opeischingen van gebouwen : vergoedingen, bijkosten, werken en leveringen.

Opmerking : Deze Dienst heeft zich buitendien bezig gehouden met de vereffening van een voorschot van 50 % op het bedrag van de opeischingen, door den vijand gedaan voor het voorloopig wederopbouwen van de kunstwerken vernield in den loop van het offensief van 1940, alsmede met de betaling van de vergoedingen, in kapitaal en interest, voor de opeischingen van binnenscheepen door de Duitschers gedurende de bezetting.

A. — Verificeering van de verantwoordingsstukken en van de verrekeningen door de gemeenten ingediend;

B. — Overschrijving op de postcheckrekening van de gemeenten (totaal bedrag overgeschreven einde December 1946 : fr. 6,144,407,147.14);

C. — In ontvangst nemen en verificeeren van de quitanties;

D. — Klaarmaken van de dossiers met het oog op het overmaken er van aan het Rekenhof;

E. — Allerhande briefwisseling met de gemeenten en de particulieren.

Geallieerde opeiseringen.

(Tijdperk van geldigheid van de akkoorden van wederzijdsche hulpverlening : voor de Amerikanen, tot en met 2 September 1945; voor de Engelschen en de Canadeezen, tot en met 8 November 1945.)

Inkwartiering bij den inwoner : vergoedingen;

Opeiseringen van gebouwen : vergoedingen, bijkosten en onderhoudskosten van het gehuurde.

A. — Verificeering van de verantwoordingsstukken en van de verrekeningen ingediend door de gemeenten.

B. — Uitgifte van ordonnantiën van betaling, overgemaakt aan het O.M.A. voor aanrekening op de gelden waarover deze instelling beschikt (totaal bedrag geordonnanceerd einde December 1946 : fr. 1,111,131,969.02);

C. — Allerhande briefwisseling met de geallieerde overheden, het O.M.A., de gemeenten en de particulieren.

Inhuurnemingen voor de geallieerden.

(Tijdperk na de akkoorden.)

Inkwartiering bij den inwoner : vergoedingen;

Inhuurnemingen van gebouwen : vergoedingen, bijkosten, werken.

Opmerking : Deze Dienst houdt zich eveneens bezig met de betaling van de uitgaven betreffende de inkwartiering van de leden van de U.N.N.R.A. in België, alsmede met de uitgaven betreffende het onderbrengen van de Diensten voor repatriëering der in België verblijvende Russische onderhoorigen.

A. — Verificeering van de verantwoordingsstukken en de verrekeningen ingediend door de gemeenten;

B. — Overschrijving op de postcheckrekening van de gemeenten of van de firma's (totaal bedrag overgeschreven einde December 1946 : fr. 403,755,520.62);

C. — In ontvangst nemen en verificeeren van de quitanties;

D. — Overmaken van de maandelijksche staten van uitgaven, met verantwoordingsstukken, met het oog op terugbetaling door de geallieerden :

1^o wat betreft de Amerikanen :

a) tot op 31 Maart 1946, aan het O.M.A. voor aanrekening op het debet van de Amerikaansche rekening bij hetzelfde;

b) met ingang van 1 April 1946, aan de Amerikaansche overheden, voor storting ten bate van de Schatkist, aan de Nationale Bank;

2^o wat de Engelschen en de Canadeezen betreft, aan het O.M.A., belast met het bewerken van de storting bij de Nationale Bank, ten bate van de Schatkist.

E. — Allerhande briefwisseling met de geallieerde overheden, het O.M.A., het Ministerie van Openbare Werken, de gemeenten en de particulieren.

Te gelde maken van het verkregen mobilair en van de barakken door den Staat opgetrokken voor de behoeften van de Duitsche en Geallieerde legers alsmede van het uit Amerikaansche stocks voortkomend door den Staat overgenomen mobilair.

A. — Inventaris;

B. — Terugwinning, schatting, opslaan;

C. — Verkoop aan openbare besturen en aan particulieren. Factureeren (bedrag van den verkoop einde 1946 : fr. 29,582,773.60 ; aantal facturen : 3,217). (In de practijk is met dien verkoop slechts begonnen van de maand Maart 1946 af);

D. — Briefwisseling met de gemeenten, het Bestuur der Domeinen en andere openbare besturen, alsmede met de particulieren.

Uitvoering van werken aan onroerende goederen door den Staat verricht voor de behoeften van de Duitsche en Geallieerde legers.

I. — Werken aan onroerende goederen voor het Duitsche leger;
Werken aan onroerende goederen voor de geallieerde legers gedurende het tijdperk van geldigheid van de akkoorden van wederzijdsche hulpverlening en niet gevorderd door de Geallieerden :

A. — Houden van de dossiers, per onroerend goed, van de uitgevoerde werken;

B. — Schattingen;

C. — Onderhandelingen met eigenaars of derden, met het oog op de overneming;

D. — Betrekkingen met het Ministerie van Wederopbouw en den Bemiddelingsdienst van het O.M.A. ;

E. — Briefwisseling met de gemeenten en andere openbare besturen, alsmede met de particulieren.

II. — Werken aan onroerende goederen voor rekening van de geallieerde legers, gedurende het tijdperk na de akkoorden :

A. — Houden van de dossiers, per onroerend goed, van de uitgevoerde werken;

B. — Eventueele bemiddeling tusschen de Geallieerden, die de werken betaald hebben, en de eigenaars van de onroerende goederen met wie, eventueel, bij het vertrek van de troepen, over de overdracht van die goederen zal moeten onderhandeld worden;

C. — Betrekkingen met den Bemiddelingsdienst van het O.M.A.;

D. — Briefwisseling met de Geallieerden, de gemeenten en andere openbare besturen, alsmede met de particulieren.

Om zich een beeld te vormen omtrent de bedrijvigheid van dien Dienst, houden wij er aan in dit verslag de gedurende het jaar 1946 binnengekomen stukken te vermelden :

Brieven	41,809
Staten model 13, met verantwoordingsstukken.	50,926
Staten model 13 met quitanties.	24,083

Wij hebben de vraag gesteld of, voor sommige verrichtingen, die dienst niet een herhaling is van het O.M.A. en wij hebben gevraagd ten laste van welke begrotingen de geordonnanceerde som van fr. 1,111,131,969-02 werd afgenomen.

Ons werd geantwoord dat, krachtens artikel 3 van de besluitwet van 19 Januari 1945 (*Staatsblad* van 26 Januari 1945), het O.M.A. den last van de geallieerde opeischingen moet dragen, krachtens de overeenkomsten van Mutual Aid en Reverse Lend-Lease.

Daar de Dienst der Opeischingen de kwesties betreffende de Duitsche opeischingen behandeld had en, bijgevolg, in de meeste gevallen, wat de opeischingen van gebouwen door de Geallieerden betreft, de grondslagen voor de vergoeding bezat, werd na de bevrijding overeengekomen dat diezelfde dienst zich verder met die afdeeling zou blijven bezig houden, *voor rekening van den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening*.

Daarin vindt U de verantwoording van de uitgifte van ordonnantiën van betaling *ten laste van de gelden waarover het O.M.A. beschikt*, ten bedrage van fr. 1,111,131,969-02, op datum van 31 December 1946.

Overigens berust het op O.M.A. nader aan te duiden op welke kredieten deze instelling haar uitgaven aanrekent.

Wat het te gelde maken van het mobilair betreft, werd de aandacht van uw verslaggever gevestigd op het feit dat het bedrag van de verkochte goederen einde 1946, fr. 29,582,773-60 beliep. Het Bestuur der Domeinen, daarentegen, stelt de opbrengst er van vast op 32,416,000 frank.

Dit verschil vertegenwoordigt het bedrag van de openbare veilingen, in den beginne gehouden door het Bestuur der Domeinen, zonder tusschenkomst van den Dienst der Opeischingen, en waarvan de opbrengst aan dezen Dienst nog niet werd ter kennis gebracht, zooals voorgeschreven is.

Ten einde diefstal en bedrog of verduistering te vermijden en de nauwkeurigheid van de inventarissen en de regelmatigheid van de verkoopverrichtingen te verzekeren, worden de hiernavermelde maatregelen door den Dienst getroffen:

Op het tijdstip van de weghaling in de vrijgegeven onroerende goederen, wordt het teruggewonnen mobilair door de gemeentebesturen geïnventariseerd.

Steekkaarten worden per categorie van mobilair opgemaakt, waarop eensdeels de binnengekomen artikelen en, anderdeels, de weggehaalde artikelen vermeld worden.

De binnengekomen artikelen worden onmiddellijk na het opmaken van de inventarissen aangeteekend; de weggehaalde artikelen worden eveneens aangeduid, met, daartegenover, het nummer en den datum van de factuur van verkoop.

Elke weghaling van mobilair is afhankelijk van overlegging van de door den Dienst der Opeischingen gemaakte factuur, gestaafd met het bulletin, naar behooren door het Bestuur der Postchecks afgestempeld, waaruit de storting van den koopprijs op rekening van den ontvanger der Domeinen blijkt.

Herhaaldelijk wordt ter plaatse controle geoeffend, hetzij door het hoofd van den Dienst der Opeischingen, hetzij door zijn gemachtigden.

Dienst der Muntsaneering.

Deze Dienst heeft onder zijn bevoegdheid, de toepassing :

- 1^o van de besluitwet van 6 October 1944, betreffende de biljetten van de Nationale Bank van België en de depositorekeningen in 's lands munt;
- 2^o van de desbetreffende later verschenen besluiten.

Daar de op monetair gebied genomen maatregelen een nieuw karakter hebben, hebben zij vanzelfsprekend geleid tot een omvangrijke briefwisseling.

Zoo werden, tot op datum 31 December 1946, ongeveer 145,000 rekwesten onderzocht, waarin de meest verscheiden toestanden uiteengezet werden.

Andere werkzaamheden van zeer bijzonderen aard werden uitgevoerd of zijn thans in uitvoering.

A. Onderzoek van de dossiers aangelegd naar aanleiding van de toepassing van het besluit van 28 Maart 1945 tot oprichting van een Comité van Beroep, dat advies moet uitbrengen omtrent de binnengekomen aanvragen tot indiening na datum en omtrent de indiening na datum van bankbiljetten, bedoeld bij de besluitwet van 6 October 1944.

Aantal dossiers : Aan onderzoek onderworpen	27,550
Behandeld	27,410
In behandeling	140

B. Toepassing van de muntbesluiten op de gerepatrieerden :

Aantal dossiers : Aan onderzoek onderworpen	33,800
Behandeld	33,400
In behandeling	400

C. Bankbiljetten in het buitenland ingediend :

Op dit gebied zijn statistieken moeilijk op te maken, daar de Administratie thans niet over de gewenschte gegevens beschikt.

Men kan evenwel schatten, volgens de binnengekomen inlichtingen, dat het aantal indieningen ongeveer 41,000 belooft.

Tot op heden, werden 18,000 gevallen onderzocht.

D. Inkoop van effecten der muntsaneeringsleening, toegewezen aan bepaalde rekeningen waarop de blokkeeringsmaatregelen niet werden toegepast.

De dossiers van zulken aard worden, naarmate de aanvragen binnenkomen, onderzocht.

Daardoor kan geen enkele statistiek worden opgemaakt. Die werkzaamheden kunnen uitbreiding nemen in een mate die nu nog niet te voorzien is; zij hangt af van de politiek welke door de Regeering zal gevolgd worden op het gebied van inkoop van dergelijke effecten.

Muntsaneering Eupen-Malmedy.

Toepassing van de besluitwetten van 28 October 1944, 5 Februari 1945 en 28 Juni 1946 betreffende de Deutsche en Belgische bankbiljetten en de depositorekeningen in Reichsmark in de grondgebieden die onder Duitsch beheer geplaatst werden.

Om te voorzien in de moeilijkheden welke voortvloeien uit de afgelegenheid van de streek en de verdwijning van de meeste leiders der kredietinstellingen, werden twee afdeelingen ter plaatse ingericht : een te Eupen, de andere te Malmedy.

Haar opdracht werd zoo pas beëindigd en het personeel werd te Brussel bijeengebracht, met het oog op de centralisatie van de rekeningsverrichtingen.

Ter plaatse behandelde zaken :

- a) Biljetten : ongeveer 20,000 aangiften;
- b) Rekeningen : 18,000 aangiften ontvangen en ingeschreven;
- c) Briefwisseling : 5,000 brieven;
- d) Bezoeken : 10,000.

Te Brussel behandelde zaken :

- a) Briefwisseling : ongeveer 11,000 brieven;
- b) Comptabiliteit : omzetting, in Belgische frank, van de in Reichsmark luidende activa op rekening;
opmaken van 18,000 steekkaarten ;
registers *ad hoc* ;
opgaven bestemd voor de banken;
- c) Regeling van 1,000 bijzondere gevallen op het gebied van muntomzetting;
- d) Contrôle op de tijdens den oorlog door de kredietinstellingen uitgevoerde verrichtingen.

Dienst voor de Telling der effecten.

De Dienst voor de Telling der Effecten werd in October 1944 tot stand gebracht met het oog op de toepassing van het besluit van 6 October 1944 en de daarop volgende besluiten, betreffende de Belgische of buitenlandsche effecten op naam of aan toonder.

Hij omvat een personeel dat zich voordoet als volgt :

Een Directeur, 3 bureelhoofden, 24 lagere beampten.

De bedrijvigheid van den Dienst heeft in hoofdzaak tot doel :

1^o het behandelen van alle specifieke gevallen voortkomende van de toepassing van de voormelde besluiten en, inzonderheid, het toelaten van detailafwijkingen, genoodzaakt door verscheidene omstandigheden;

2^o De bedrijfsorganismen, die met de toepassing van het besluit belast zijn, alsmede de particulieren in te lichten over de toepassingsmoeilijkheden; desnoods de noodige wettelijke maatregelen voor te bereiden;

3^o de telling van de Belgische effecten in het buitenland in te richten en de werking er van te verzekeren.

De Dienst was steeds zeer bedrijvig, daar tallooze specifieke gevallen zich voordoen naar gelang de beursverrichtingen opnieuw een zekeren omvang kregen.

Ten andere zijn de tellingen in het buitenland en de certificeering van den deugdelijken eigendom der daarop aangegeven effecten slechts sedert enkele maanden in hun meest bedrijvige phase getreden.

De Dienst heeft eveneens tot taak studie te maken van de maatregelen welke zullen toelaten geleidelijk tot het vrij verkeer van de effecten terug te

keeren en de nietigverklaring van niet aangegeven effecten te verzekeren, maatregelen die, principieel, bij artikel 22 van de besluitwet van 6 October 1944 voorzien zijn.

Ter aanduiding geven wij hierna een overzicht van het aantal tot op einde 1946 behandelde zaken :

- a) Algemeene dossiers, ongeveer 40,000;
- b) Aangiften na datum toegelaten buiten het stelsel van het ministerieel besluit van 22 Mei 1946, ongeveer 11,000;
- c) Aanvullende aangiften, ongeveer 10,000;
- d) Verscheidene wijzigingen van aangiften, ongeveer 26,000;
- e) Ingediende verzoeken om aangifte na datum, ongeveer 18,000 (waarvan een groot aantal onafgehandeld blijven ten gevolge van een massalen toevloed van die verzoeken. Voldoening zal gegeven worden naarmate van de mogelijkheden);
- f) Aangiften van gerepatrieerden (artikel 18 van de besluitwet van 6 October 1944), ongeveer 3,300.

Portefeuille van de Belasting op het Kapitaal.

Opgericht begin Maart 1946, had de Dienst op 31 December jongstleden 264 indieningen ontvangen, betreffende 618 waarden, voor een totaal bedrag van fr. 54,436,613-15.

Gedurende het jaar 1946, werd een kapitaal groot 13,609,000 frank zonder verlies voor de Schatkist te gelde gemaakt.

Gedurende hetzelfde tijdperk werd aan rentebewijzen fr. 894,489-10 geïncasseerd.

Ter opmerking diene dat de Dienst zich tegenwoordig slechts bezig houdt met de effecten der Rijksschuld, met de door den Staat en de Kolonie niet gewaarborgde waarden, met de effecten uitgegeven door het Gemeentekrediet, de provinciën en de gemeenten en afgeleverd tot betaling van de belasting op het kapitaal (artikel 19 der wet van 17 October 1945).

*
* *

Ongeacht de hierboven aangehaalde bevoegdheden, heeft de Dienst zich, sedert Mei 1946, bezig gehouden met de vereffening van de vergoedingen wegens opeisching, door het Deutsche leger, van autovoertuigen.

Gevolg werd gegeven aan 503 aanvragen om vervroegde terugbetaling van Thesauriecertificaten, aan de belanghebbenden uitgereikt ter betaling van hun voertuig (besluit van 13 Mei 1942).

Ten andere konden 245 achterwege gebleven vergoedingen, van 1 Mei 1946 tot 31 December 1946 vereffend worden.

335 rechthebbenden moeten nog betaald worden ten beloope van 5,392,700 frank, en zulks ondanks veelvuldig aandringen.

De Dienst stelt alles in het werk om dien achterstand in te halen.

Speciaal Kantoor
voor de Rekeningen van MISSEC O. M. A., H. D. R.

Bevoegdheid.

Opgericht bij besluit van den Regent dd. 20 Januari 1947, werd het Speciaal Bureau opgericht om doorlopende verbinding tot stand te brengen tusschen de administratieve diensten der Thesaurie, eensdeels, en de Economische Zending, den Dienst voor Onderlinge Hulpverlening (O.M.A.) en de Handelsdienst voor Ravitailleering (H. D. R.), anderdeels, ten einde de begrootingsregeling te bewerkstelligen van de door de Schatkist verleende voorschotten, zoowel voor de financiering van invoer van elken aard, ten behoeve van de voedselvoorziening en 's lands uitrusting, als voor de uitvoering van de overeenkomsten van Mutual Aid en Lend-Lease en de betaling van de soldij der geallieerde strijdkrachten.

Bedrijvigheid.

Feitelijk als kern bestaande, sedert de maand Juli 1945, heeft die Dienst zich gewijd aan het toezicht op de terugbetaling van de voorschotten door de Schatkist uit hoofde van de vorenaangehaalde verrichtingen toegekend, en aan de noodige bemoeiingen om de terugbetaling daarvan, binnen de mate van het mogelijke, te doen bespoedigen.

Hij maakt regelmatig een weekstaat op waarin de stand van de op het onderwerpelijk gebied in uitvoering gestelde verrichtingen wordt opgegeven.

HOOFDSTUK IX.

FISCALE BESTUREN.

Zooals boven gezegd, zijn onze fiscale besturen ten getale van drie :

- A. Directe belastingen;
- B. Douanen en Accijnzen;
- C. Registratie en Domeinen.

Totale ontvangsten tot 31 December 1946 over het dienstjaar 1946.

AARD DER BELASTINGEN	ONTVANGSTEN	BEGROOTINGS- RAMINGEN
Directe belastingen	(1) 9,404,298,147.83	8,655,520,000.—
Douanen en Accijnzen	7,086,003,294.74	2,847,325,000.—
Registratie	16,524,390,622.92	9,950,000,000.—
	33,014,692,065.49	21,452,845,000.—
Meer ontvangen.....	11,561,847,065.49	

(1) Met inbegrip van de opcentiemen bedragen deze ontvangsten fr. 11,440,636,015.83.

Deze besturen bestaan elk uit een « Hoofdbestuur » en « Buitendiensten . » Zij hebben elk een « dienst van het personeel » en een « dienst voor algemeene zaken » met dezelfde bevoegdheden.

In het verslag over de begrooting voor 1945 (blz. 39 en 40), hebben wij de aandacht gevestigd op artikel 6 van het koninklijk besluit van 8 Februari 1939, waarin bepaald wordt, dat er één enkele personeelsdienst wordt opgericht voor de besturen van de Belastingen, de Douanen en Accijnzen, de Registratie en Domeinen, alsmede van het Kadaster.

Tot dusver is deze bepaling nog niet in werking getreden, hoewel het bestaan van vier diensten met dezelfde bevoegdheden nog meer papierrommel meebrengt. De handhaving, in overbodige diensten, van personeel, dat nuttiger zou kunnen gebruikt worden, waar een tekort is aan ingewerkte beampten, leidt op den duur tot nuttelooze uitgaven.

Behoeven wij er op te wijzen, dat de Hoofdbesturen zich altijd gekant hebben tegen de verwezenlijking van deze suggesties van den Koninklijken Commissaris voor de bestuurshervorming; zij wijzen eenstemmig op de moeilijkheden, die verbonden zijn aan de samensmelting van de verschillende bestaande personeelsdiensten. Indien, zoo zeggen zij, uit een oogpunt van materieel werk (bijhouden van registers-stamnummers van personeel, signalement, enz.) deze samensmelting geleidelijk kan tot stand komen, dan blijft het ook waar, dat principieele bezwaren kunnen ingebracht worden tegen elke inbreuk op het gezag en de verantwoordelijkheid van de onderscheiden hoofden van bestuur.

Uw Commissie wenscht nogmaals, gelijk bij de behandeling van de begrotingen voor 1945 en 1946, dat de sedert 1939 voorgeschreven hervorming onverwijld zou worden doorgevoerd.

De inwendige inrichting van de Hoofdbesturen laat nog in een ander opzicht te wenschen over. De ernstigste kritiek is gericht tegen het gebrek aan praktischen zin bij de leidende ambtenaren; dit gebrek komt in hoofdzaak hieruit voort, dat die ambtenaren alleen in een bepaald hoofdbestuur gewerkt hebben — een waren ivoren toren — dat onbekend is met elke aanwijzing en elk initiatief van buitenuit en zich slechts onvolmaakt rekenschap geeft van den weerslag, welke de uitgevaardigde maatregelen op de uitvoeringsdiensten zullen hebben.

Een proeftijd aan het hoofd van een contrôledienst, ja zelfs van een belangrijk ontvangkantoor, met dezelfde arbeidsvoorwaarden en dezelfde verantwoordelijkheid als de contrôleurs en ontvangers, zou moeten geëischt worden van elken ambtenaar, die tot leidende functies geroepen is.

Dit gezegd zijnde, willen wij de belangrijke bevoegdheden, de inrichting en de bedrijvigheid van onze fiscale besturen onderzoeken.

HOOFDSTUK X.

BESTUUR DER DIRECTE BELASTINGEN.

Het Hoofdbestuur bestaat uit negen directies en de buitendiensten omvatten:

- 2 bijzondere directies;
- 12 gewestelijke directies;
- 12 provinciale inspecties;
- 13 bijzondere inspecties;
- 61 gewestelijke inspecties;

- 65 hoofdcontrôlekantoren;
- 300 gewone contrôlekantoren;
- 60 tijdelijke bijzondere contrôlekantoren (oorlogswinsten);
- 25 hoofdontvangkantoren;
- 87 ontvangkantoren eerste klasse;
- 118 ontvangkantoren tweede klasse;
- 139 ontvangkantoren derde klasse;
- 96 ontvangkantoren vierde klasse,

die samen meer dan 6,400 personeelsleden omvatten, en wel 3,314 vastbenoemde en meer dan 3,000 tijdelijke beampten.

In het algemeen zijn de hogere bedieningen (directeurs, inspecteurs, contrôleurs, ontvangers) volledig bekleed. Zulks geldt echter niet voor het kader van de technische adjuncten van de controleurs (verificateurs en technische klerken). In 1946 bleven er nog slechts 800 over, terwijl het kader er 1,930 voorziet.

Deze schaarschte komt hieruit voort, dat de vaste aanstellingen geschorst geweest zijn van 1938 tot 1946, behalve dat in 1942 ongeveer 300 technische klerken konden aangesteld worden. Op het einde van 1946, werd een examen uitgeschreven voor toelating tot den proeftijd als technisch klerk; van de 1,400 kandidaten waren er slechts 216 laureaten, die, als gevolg van verschillende formaliteiten, nog niet allen in dienst getreden zijn. Hoe dit zij, als het Bestuur zijn talrijke prestaties wil verrichten, dan moet binnen zeer kort worden overgegaan tot werving van technische klerken, om in de boven aangegeven leemten te voorzien.

In den loop van het jaar 1946, werden 1,309 tijdelijke beampten geworven en werd aan 280 dienstnemingscontracten een einde gemaakt.

De volgende examens en proeven werden uitgeschreven :

- een overgangsexamen tot den graad van controleur;
- een examen van verificateur;
- een vergelijkend examen (alleen voor de schrijvers) voor het verkrijgen van den graad van technisch klerk;
- een vergelijkend examen voor toelating tot den proeftijd als klerk;
- een vergelijkend examen voor toelating tot den proeftijd als technisch klerk;
- een toelatingsexamen als vast technisch klerk;
- een toelatingsexamen tot den proeftijd als klerk;
- een technisch examen.

Bevoegdheid en bedrijvigheid van het Centraal Bestuur.

De hooge leiding der werkzaamheden wordt waargenomen door den Directeur-generaal. Hij behoudt voor zich persoonlijk de herziening der werken in verband met de inrichting, de algemeene documentatie en de mechanisatiediensten.

De talrijke werken worden verdeeld over de verschillende directies; zij bestaan inzonderheid uit :

a) Begrootingsramingen nopens de sommen door het Bestuur der Directe Belastingen in te lasschen in de begrooting van s' Lands Middelen, van Kwade Posten en Terugbetalingen, in de buitengewone begrooting en in de begrooting voor Orde;

b) Begrootingsramingen nopens de sommen in te schrijven op de provinciebegrootingen als aandeelen en opcentimes in de opbrengsten geënd door het Bestuur der Directe Belastingen;

c) Briefwisseling met de gewestelijke directies nopens de aan de gemeenten te verstrekken inlichtingen met het oog op het opmaken der gemeentebegrotingen;

d) Al de verrichtingen in verband met de verdeeling van het Fonds der gemeenten; van het Fonds van openbaren onderstand; van de aandeelen der provinciën in de mobiliënbelasting; de bedrijfsbelasting op de wedden, loonen en pensioenen en de twaalf honderdsten van de hoofdsom van de verkeersbelasting op de autovoertuigen;

e) Studiën, onderrichtingen, briefwisseling, onderzoek, uit fiscaal oogpunt, van de wetsontwerpen in verband met de grondbelasting; de heffing der belastingen en de vervolgingen; de openingsbelasting der drankslijterijen; de belasting op de vertooningen, de spelen en weddenschappen; de rijwielen; de honden; de mobiliënbelasting en de bedrijfsbelasting ten laste van de rechtspersonen; de bedrijfsbelasting ten laste van particulieren; de aanvullende personeele belasting; de verkeers- en verblijfsbelasting op de autovoertuigen; de speciale belasting op de uitzonderlijke winsten (wet van 10 Januari 1940); de speciale belastingen op de winsten uit leveringen aan den vijand en op de inkomsten verwezenlijkt in oorlogstijd, enz.

Iedere directie is bevoegd voor de wetgevende verrichtingen, de commentaren, de leidraden voor uitvoering en comptabilisatie. De zaken die betrekking hebben op een onderwerp dat terzelfder tijd meerdere directies aanbelangt, worden behandeld door de directie die er het meeste belang bij heeft, daarna aan de andere directies medegedeeld, alvorens een definitieve beslissing getroffen wordt.

f) *Statistieken*. — Opmaken en eventueel interpreteren der statistieken van allen aard betreffende de belastingen waarvan de heffing aan het Bestuur der Belastingen is opgedragen.

g) *Werkzaamheden*. — Toezicht op den algemeenen gang der werkzaamheden in de provincie en van de heffingen. Centralisatie en samenvatting der staten betreffende de verrichtingen der provinciale diensten.

Studiën.

Hieronder geven wij een, noodzakelijkerwijze onvolledige opgave van de talrijke studiën die verricht werden door het Centraal Bestuur :

a) Studie en kritiek van de ontwerpen besproken voor den Hoogerem Raad van Financiën;

b) Fiscaal stelsel toepasselijk op de giften en toelagen ten voordeele van de wetenschappelijke en onderwijsinstellingen;

c) Schalen der belastingen op het inkomen;

d) Fransche directe belastingen : studie met het oog op het benuttigen, voor de contrôle der aangiften bij de directe belastingen, van de bescheiden overgemaakt door de Fransche administratie met het oog op de heffing in België;

e) Wedersamenstelling van een algemeen repertorium der autovoertuigen;

f) van een ontwerp van oprichting van een school voor opleiding der beambten van het Bestuur;

g) van de medewerking der gemeentebesturen voor het opzoeken der belastbare stof;

h) Herziening van de wijze van vestiging der grondbelasting op basis van het aangegeven inkomen;

- i) Stelsel toepasselijk op de gebouwen verhuurd voor bedrijfsdoeleinden;
Stelsel toepasselijk op de gebouwen vrijgesteld van grondbelasting waarvoor een opeischingsvergoeding werd uitbetaald;
- j) Betaling der belastingen door middel van de geblokkeerde gelden;
Maatregelen getroffen in zake heffing ten voordeele van zekere categorieën van door den oorlog getroffen belastingplichtigen : krijgsgevangenen, politieke gevangenen, geteisterden;
- Kosten van vervolging : modaliteiten van het tarief der kosten van vervolging, verhooging van het bedrag van het aandeel toegekend aan de deurwaarders der belastingen;
- k) Voorontwerp van wet tot wijziging van de wetgeving op de drankslijterijen (geteisterde of opgeëischte slijterijen, geval van verval van het recht om een slijterij te houden);
- l) Herziening van de wetgeving en van de besluiten tot vaststelling van de schaal der bedragen in zake belasting op de vertooningen of vermakelijkheden;
- m) Herziening van de wetgeving in zake de belasting op de spelen en weddenschappen;
Stelsel toepasselijk op zekere soorten van weddenschap op de paardenwedrennen;
Belasting van de casinospelen en de duivenprijskampen;
- n) Modaliteiten tot heffing van de belasting op de rijwielen;
Sancties toepasselijk in geval van inbreuk op de provinciale reglementen en op de verkeerspolitie;
- o) Mogelijkheid van afschaffing van de tusschenkomst der ontvangers der belastingen bij het vaststellen van de bijdragen tot het waarborgfonds in zake arbeidsongevallen. Ongeacht het onderzoek van 3,000 aanvragen tot teruggave of vermindering van de belastingen op de vertooningen of vermakelijkheden, heeft deze Dienst meer dan 2,000 dossiers behandeld.

Wetgeving.

Voorbereiding van voorontwerpen van teksten van wetten en koninklijke besluiten.

- 1^o Amendementen bij het wetsontwerp n^o 120 (Kamer, 1946) bij de bron verschuldigde belastingen in 1946 en belastingen van het fiscaal dienstjaar 1947;
- 2^o Artikel 71 van het wetsontwerp n^o 208 (Kamer, 1946) betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen;
- 3^o Wetsontwerp n^o 59 (Kamer, 1946-1947) tot wijziging van de wetten en besluiten betreffende de directe belastingen en de daarmede gelijkgestelde taxes : Algemeene studiën. — Speciale studiën betreffende de provisies voor wederuitrusting (voorontwerp van Regentsbesluit) en de afschrijvingen op de herschatte waarde der nijverheidsgebouwen. Voorontwerp van tekst houdende verdubbeling van de verkeersbelasting op de autovoertuigen (artikelen 46 tot 48);
- 4^o Wetsontwerp n^o 61 op de repatriëring der deviezen : studie en voorstel tot amendeering van het voorontwerp;
- 5^o Besluitwet op de openbare diensten van autobussen en autocars : studie en amendeering van het ontwerp;
- 6^o Voorbereiding van het wetsontwerp n^o 59, waarbij wijzigingen worden gebracht aan de wetten en besluiten betreffende de belastingen op het inkomen en de nationale crisisbelasting;

7^o Voorbereiding van het wetsontwerp tot afschaffing van zekere verjaringen en vervallenverklaringen;

8^o Voorbereiding van het wetsontwerp waarbij, in zekere gevallen, de bepalingen van artikel 74, eerste alinea, der samengeschakelde wetten worden verlengd;

9^o Studiën in samenwerking met andere directies, van ontwerpen van teksten van artikelen van belastingswetten;

10^o Voorbereiding van het ontwerp van schalen der inhoudingen aan de bron van de belastingen;

11^o Voorontwerp van overeenkomst tusschen België en Groot-Brittannië met het oog op het vermijden van dubbele belastingen en het verzekeren van den wederzijdschen fiscaal bijstand;

Deelneming aan de onderhandelingen met de Engelsche deskundigen;

12^o Wetsontwerp tot invoering van een supertaxe op de buitengewone winsten verwezenlijkt in 1945 en 1946;

13^o Regentsbesluit dd. 14 Februari 1946, getroffen bij toepassing van artikel 3, alinea 2, 2^o van de wet van 16 October 1945 (Bedrijfsfonds der landbouwers);

14^o Regentsbesluiten van 26 April en 21 Juni 1946 tot regeling van de toepassing van het principe *non bis in idem*, in zake buitengewone belasting en bijzondere belasting.

Betwiste Zaken.

Onderzochte voorzieningen in beroep	365
Onderzochte voorzieningen in Verbreking	36
Voorzieningen in verbreking opgesteld bij het Centraal Bestuur	23
Richtlijnen gegeven aan de Provinciale Diensten, ongeveer	300
Opnieuw onderzochte voorzieningen in beroep	837
Onderzochte arresten : Hof van Verbreking	63
Hof van Beroep	322
Verzoeken om gratie, processen-verbaal, staten van kosten, opmerkingen van het Rekenhof	401
Documentatie, steekkaarten, samenvattingen van de rechtspraak	133

Dienst der bijzondere belastingen.

a) Bijzondere belasting op de winsten uit leveringen en prestaties aan den vijand;

b) Buitengewone belasting op de in oorlogstijd behaalde uitzonderlijke inkomsten, winsten en baten.

Hieronder geven wij de verschillende bedrijvigheden van den bijzonderen Dienst van deze bijzondere belastingen.

I. — HOOFDBESTUUR.

Opmaken van administratieve onderrichtingen.

Inrichting van de provinciale diensten belast met het toepassen van de bijzondere belastingen en commentaren op de wettelijke beschikkingen. 59 omzendbrieven hebben deze beschikkingen geregeld, van 22 October 1945 tot 14 Februari 1947; verschillende daarvan vormen de uitkomst of het besluit

van onderhandelingen met andere besturen en organismen of van conferenties met de hoofden of de vertegenwoordigers van de buitendiensten.

Onderhandelingen, inzonderheid met de Emissiebank, het Algemeen Auditoraat, de Besturen van de Douanen en de Accijnzen en van de Registratie, den Dienst van het Sekwester, het Nationaal Instituut voor de Statistiek, het Bestuur der Postchecks, het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Emissiebank.

Opmaken en versturen aan de controleurs van 17,000 aangiften bij de bijzondere belasting, op grond van de documentatie van de Emissiebank.

Opmaken en versturen aan de bevoegde controleurs van 50,000 documentatie-steekkaarten (bijzondere belastingen) op grond van de documenten van de Emissiebank.

Verzending aan de betrokken controleurs van 12,700 aangiften ingediend bij de Emissiebank ter voldoening aan de besluitwet van 22 Juni 1945 (sommen betaald door den vijand).

Opmaken en versturen van 4,000 steekkaarten betreffende de « tussenpersonen » die in deze aangiften voorkomen.

Versturen aan de buitendiensten van 3,000 bundels betreffende de Duitsche zwarte markt, opgemaakt door de Emissiebank.

Voor de toekomst, versturen, naarmate zij zullen binnenkomen, van meer dan 10,000 samenvattende bundels van de Emissiebank.

Algemeen Auditoraat.

Nazicht en onderzoek van een documentatie verstrekt door het Algemeen Auditoraat (verschillende Warencentralen).

Douanen en Accijnzen.

Klasseering en verzending van 15,000 steekkaarten betrekking hebbende op de invoeren gedaan tijdens den oorlog.

Registratie en Domeinen.

Opmaken en verzending aan de controleurs van 3,000 steekkaarten betreffende de economische collaborateurs met den vijand tegen wie de Staat zich burgerlijke partij heeft gesteld.

Dienst van het Sekwester.

Opmaken en versturen aan de controleurs van de lijst der onder sekwester gestelde vijandelijke firma's.

Opmaken van 500 steekkaarten betreffende de bedrijvigheid der leveranciers van Zentratex.

Nationaal Instituut voor de Statistiek.

Verzending aan de controleurs van de documentatie beschikbaar bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek (verschillende duizendtallen bescheiden).

Bestuur der Postchecks.

Nazicht en benutting van bescheiden betreffende firma's die verrichtingen met den vijand gedaan hebben.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Opmaken en verzending van 4,500 steekkaarten betreffende personen die tijdens de bezetting een reispas voor het buitenland bekomen hebben.

Verschillende.

Opmaken en verzending van verschillende duizenden documentatiesteekkaarten geput uit allerlei bronnen : publiciteit in de *Brüsseler Zeitung*, betaling van leveringen aan organismen van den Weerstand, enz.

Administratieve geschillen.

Onderzoek van klachten betreffende de twee voornoemde bijzondere belastingen en de bijzondere belasting ingevoerd bij de wet van 10 Januari 1940. — Onderzoek van de principieele kwesties voorgelegd zoowel door de belastingplichtigen als door de ambtenaren.

Werken van allerlei aard.

Toezicht op den gang der werkzaamheden en der heffingen. Meer bijzonder toezicht, zoowel uit het oogpunt van aanslag als van heffing, op den toestand van de economische collaborateurs met den vijand.

II. — BUITENDIENSTEN.

Samenstelling van het personeel.

Zestig bijzondere controleurs bijgestaan door gemiddeld twee of drie adjuncten.

Elf inspecteurs van den Bijzonderen Dienst als tijdelijke versterking, bijgestaan door een twintigtal verificateurs-accountanten.

Deelneming van de mechanisatiediensten voor de berekening en de inkoop-hiering.

Deelneming van de gewone controleurs voor het opmaken der gemakkelijkste dossiers van de buitengewone belasting.

Bedrijvigheid.

Verzending van de aangifteformulieren, vergelijking van deze laatste, aanslag op de basis van het aangegeven inkomen. — Diepgaand onderzoek, ten kantore en bijzonder ter plaatse, van de ondertekende aangiften. — Rationeel gebruik van de documentatie. — Plichten van opzoeking om de nieuwe belastingplichtigen en de begane ontduikingen op te sporen. — Kantoorschriften, dagelijksche briefwisseling, ontvangst van het publiek, enz.

Gezien de ingewikkeldheid en den bijzonderen aard van de beschouwde wetten, zoomede de bijzonder hoge bedragen van de betrokken belastingen, vormen het opzoeken van de belastbare stof, het aanleggen van de bundels en de besprekingen met de belastingplichtigen een uiterst moeizame taak.

Inzonderheid het nazicht van de tientallen duizenden bundels van het Algemeen Auditoraat, van de Emissiebank, van de tellingen der tegoeden op grond van de monetaire en financiële besluiten van October 1944, de talrijke, volstrekt onmisbare bezoeken ter plaatse, de onderzoeken en opzoekingen in de openbare en private organismen, nemen een aanzienlijken tijd in beslag.

Stand der werkzaamheden op 31 December 1946.

Aard der belastingen	Aantal aangiften			Gebleken inkomsten boven het aangegevene	Aanslagen		Betalingen		
	rond- gedeeld	inge- komen	nage- zien		Aantal	Bedrag	In titels M.S.L.	Andere	Totaal
(1) Speciale.....	42,889	29,610	4,602	331,241,000	3,917	3,422,293,000	152,100,000	88,500,000	240,600,000
(2) Extra-belast...	182,862	158,146	8,915	1,037,006,000	29,633	5,645,968,000	2,912,400,000	859,900,000	3,772,300,000

Een groot aantal van de rondgedeelte aangiften wordt bij onderzoek onbelastbaar bevonden.

Omgekeerd zullen vele belastingsschuldigen, die geen aangifte ontvangen hebben, ontdekt worden na de opsporingswerkzaamheden en het onderzoek van de documentatie.

Alle belastingsschuldigen die hun aangiften niet teruggezonden hebben, zullen van ambtswege belast worden, voor zoover zij belastbaar zijn. Het werk van verificatie en aanslag geschiedt met voorrang voor de speciale belasting op degenen, voor wie bij de Emissiebank een dossier is aangelegd.

De inningen zijn blijkbaar onvoldoende terzake van de speciale belasting : aangezien de meesten van hen die onder deze belasting vallen, van het beheer hunner goederen ontheven zijn, heeft het Hoofdbestuur in overleg met den Dienst van het Sekwester maatregelen getroffen die binnen zeer kort de inning van die belasting zullen bespoedigen.

-
- (1) Speciale belasting van de winsten, voortvloeiend uit leveringen en prestaties voor den vijand.
 - (2) Extra-belasting van de buitengewone inkomsten, winsten en baten in oorlogstijd.

Tabel over den toestand op 31 Januari 1947 per gewestelijke directie, van de verrichtingen in zake de inning van de bijzondere belasting op de winst van leveringen en prestaties voor den vijand.

GEWESTELIJKE DIRECTIES	Aantal aangiften, gezonden aan vennoot- schappen en particulieren.	Aantal ten kohiere gestelde aanslagen.	Aantal aangiften, nagezien door de contrôleurs.	Bedrag der ten kohiere gestelde aanslagen.	Bedrag der betaalde belastingen.
1	2	3	4	5	6
Antwerpen (1 ^e Directie) ..	2,872	283	189	480,779,378	20,652,931.50
Antwerpen (2 ^e Directie) ..	4,292	591	403	492,493,737	23,603,466.18
Brussel (1 ^e Directie)	7,328	552	1,513	914,920,404	84,173,378.29
Brussel (2 ^e Directie)	7,552	762	862	400,623,557	43,229,691.85
Brugge	4,863	420	258	349,975,104	11,526,841.—
Gent	5,912	266	127	522,614,346	11,746,300.20
Bergen-Oost	2,225	258	151	56,925,696	4,310,830.—
Bergen-West	1,384	200	396	71,802,244	30,717,236.08
Luik	3,997	362	756	76,948,154	17,148,925.20
Hasselt	1,307	212	161	124,954,976	4,070,515.84
Aarlen	801	88	493	17,947,561	2,146,803.20
Namen	1,473	131	365	40,928,975	4,447,085.50
TOTAAL	44,006	4,125	5,674	3,550,914,132	257,774,004.84

De cijfers in de vijfde kolom omvatten niet alleen de belastingen van de nageziene aangiften, maar ook de belastingen op de spontaan door de betrokkenen aangegeven inkomsten, ook al is het aangegevene nog niet nagezien.

LOKALEN EN GEBOUWEN.

Uw verslaggever heeft zich persoonlijk rekenschap willen geven van de toestanden in de meeste lokalen en gebouwen, waarin de diensten der belastingen zijn ondergebracht. Niemand kan zich iets ellendigers voorstellen. In de provinciën beschikken de kantoren over één of twee vertrekken van onvolgende afmetingen; deze worden slecht onderhouden, slecht verlicht. Manke tafels en stoelen, die ironisch kantoormeubelen genoemd worden; rookende kachels; zeven of acht beambten; duizenden stofferige documenten en dossiers liggen er door elkaar.

In het Brusselsche is de toestand niet beter. Een belangrijk kantoor is ondergebracht in een gebouw, dat bedoeld was als goedkope woning voor arbeidersgezinnen. Tonnen dossiers zijn in enge vertrekken opgehoopt; er branden zestig tot zeventig kachels, die, bij de minste onvoorzichtigheid, de dossiers in brand kunnen steken en het heele gebouw in vlammen doen opgaan.

In een ander kantoor liggen, bij gebrek aan plaats en meubelen voor de klassificatie, 40,000 tot 50,000 dossiers op den grond in het stof.

Drie, soms vier controleurs zitten in een eng vertrek, waar zij de belasting-schuldigen moeten ontvangen en over hun inkomsten ondervragen. De geheimhouding kan niet bewaard blijven doordat de aangiften om zoo te zeggen in het openbaar moeten gedaan worden.

Kort gezegd, de meeste lokalen zijn slecht ingericht, zonder comfort, zijn ongezond. Sanitaire inrichtingen ontbreken er; het personeel beschikt niet over de onmisbare hoeveelheid lucht. Een eetzaal is er onbekend en het personeel, dat voor het grootste deel bestaat uit tijdelijken uit de provincie, gebruikt zijn middagmaal ter plaatse.

Hoe kan de Dienst, onder zulke omstandigheden, doelmatig ingericht worden; het personeel zijn volle rendement geven; de belastingplichtige zonder terughoudendheid opbiechten?

Behoeft er op gewezen te worden dat het personeel, in weerwil van al zijn geduld, zijn gezondheid bederft, zich uitput onder slechte arbeidsvoorwaarden en, ten slotte, den moed verliest?

Wij slaken een noodkreet! Zulke belangrijke diensten als die van de belastingen, moeten onverwijld in behoorlijke lokalen worden ondergebracht; het werk moet doelmatig geregeld, aan nieuwe methodes aangepast, en van behoorlijk mobiliair voorzien worden. Er mag niet gezegd worden, dat de diensten, welke de belastingen moeten innen tot stijving van de Schatkist, in krotten moeten huizen, terwijl de uitgevende diensten in geriefelijke en ruime gebouwen zitten.

Het is ons bekend dat het Departement van Openbare Werken, hetwelk bevoegd is voor alle openbare gebouwen, tot dusver niets gedaan heeft om aan het Ministerie van Financiën gebouwen te verschaffen, waarin zijn diensten een behoorlijk onderkomen kunnen vinden. Integendeel, wanneer ambtenaren van Financiën laten weten dat er een of ander gebouw is, dat de overbevolkte kantoren onmiddellijk kan ontlasten, dan spoedt het Departement van Openbare Werken zich om er een van zijn diensten in onder te brengen of de gebouwen aan andere Ministeries of parastatale organismen te dragen.

Ook aan dezen toestand moet een einde komen, en wij stellen voor den Minister van Financiën machtiging te verleen tot aankoop van gebouwen, meubelen en kantoormachines, die onmisbaar zijn voor de diensten van zijn Departement.

Op een van onze vragen heeft het Bestuur ons het volgend antwoord gegeven, dat onze bevindingen trouwens staft.

Aanwerving van lokalen.

In 1946 heeft het Bestuur, voor het onderbrengen van zijn diensten, de volgende gebouwen kunnen bekomen :

a) *Negen gebouwen aangekocht* : Kortrijk, Ieper, Gent, Mechelen, Turnhout, Namen, Gembloers, Anderlues, Hannut;

b) *Acht en twintig gebouwen gehuurd* : Brussel, Etterbeek, Sint-Gillis, Aarschot, Leuven, Poperinge, Nieuwpoort, Aalst, Geeraardsbergen, Sint-Niklaas, Kontich, Oostmalle, Gosselies, Hornu (Saint-Ghislain), Fleurus, Pâturages, Charleroi, Quiévrain, Manage, La Louvière, Maaseik, Tongeren, Sint-Truiden, Lanaken, Hasselt, Luik, Namen, Dinant.

De in 1946 begonnen krachtinspanning wordt krachtdadig voortgezet, want tal van diensten zijn nog ondergebracht in betreurenswaardige voorwaarden, die de juiste heffing der belastingen ernstig hinderen en bovendien tal van bezwaren opleveren voor de belastingplichtigen.

De ter zake te verwachten uitslagen zijn evenwel voor het grootste gedeelte afhankelijk van de medewerking van het Departement van Openbare Werken, dat tot het aankopen of het huren van de noodige gebouwen moet overgaan.

Documentatie en onderrichtingen.

Ten einde zijn personeel beter te documenteeren, heeft het Bestuur, begin 1946, besloten zijn omzendbrieven te laten drukken en ze rond te deelen aan al de beampten die er kunnen belang bij hebben.

Een studie is aan gang om het systeem van uitgave, klasseering en rond-deeling der administratieve omzendbrieven nog te verbeteren.

Kantoormeubelen en -machines.

Een zekere verbetering kon in 1946 gebracht worden in het ernstig tekort aan kantoormeubelen en -machines; die verbetering zal in den loop der komende maanden voortgezet worden.

Een definitieve oplossing van het vraagstuk van een aangepaste uitrusting der diensten is afhankelijk, eensdeels, van de beschikbare kredieten en, anderdeels, van de — nog tamelijk beperkte — leveringsmogelijkheden der leveranciers.

Mechanisatiediensten.

Om de voorwaarden te schetsen waarin de drie mechanisatiediensten (Antwerpen, Brussel en Luik) in den loop van 1946 de berekening en het ten kohieren stellen der belastingen moesten uitvoeren, volstaat het onderstaande bijzonderheden te vermelden :

— de onzekerheid, die tot in November 1945 geduurd heeft, nopens de belastingpercentages die zouden toegepast worden voor de aanslagen van het dienstjaar 1945, maakte het onmogelijk de voor de berekeningen en inkohieren benodigde druksels (aanslagsnota's, aanslagbiljetten, enz.) tijdig te bestellen; daaruit zijn, zoowel voor de betrokken drukkers als voor de mechanisatiediensten, zeer ernstige nadeelen — en soms onontwarbare toestanden — voortgevloeid, die aanleiding hebben gegeven tot aanzienlijke vertragingen en tot een betreurenswaardige stremming der verrichtingen van tenkohierstelling;

— de mechanisatiediensten hebben moeten werken met vooroorlogse machines die niet van slijtage gespaard bleven en waarvoor principieel geen wisselstukken meer kunnen gevonden worden; desondanks moest er middel gevonden worden om die machines in volle werking te houden. Gelukkig kon, van af Juni 1946, die uitrusting aangevuld worden door een zeker aantal nieuwe machines;

— de uitvoering van de normale taak werd, feitelijk, totaal geschorst gedurende twee maanden (Maart en April 1946), in den loop waarvan de mechanisatiediensten een uitzonderlijke inspanning en overwerk moesten verrichten om 970,000 uit de fiscale amnestie voortvloeiende aanslagen te kunnen berekenen en ten kohiere te stellen;

— zooals de voorgaande jaren, heeft de definitieve goedkeuring en de betrekking der gemeentelijke opcentimes vertragingen ondergaan die de verrichtingen van berekening en ten kohiere stelling ernstig hebben belemmerd; op 1 October 1946 waren de opcentimes nog niet bekend voor 1,922 gemeenten (op 2,870).

De twee onderstaande tabellen geven een duidelijk beeld van den omvang der door de mechanisatiediensten in 1946 uitgevoerde werkzaamheden :

	Dienstjaar 1939	Dienstjaar 1941	Dienstjaar 1942	Dienstjaar 1943	Dienstjaar 1944	Dienstjaar 1945
<i>Aantal aanslagen :</i>						
<i>a) berekend :</i>						
Grondbelasting	—	1,807,000	1,818,000	1,824,000	1,770,000	1,792,000
Inkomstenbelastingen .	—	200,000	1,260,000	1,962,000	1,830,000	2,808,000
TOTAAL	—	2,007,000	3,078,000	3,786,000	3,600,000	4,600,000
<i>b) geïnkohierd :</i>						
Grondbelasting	1,840,000	1,807,000	1,818,000	1,824,000	1,770,000	1,792,000
Inkomstenbelastingen .	—	915,900	1,741,300	1,962,000	1,830,000	2,808,000
TOTAAL	1,840,000	2,722,900	3,559,300	3,786,000	3,600,000	4,600,000

Sinds de maand November 1946 verzekeren de mechanisatiediensten eveneens de berekening en het ten kohiere stellen van de extra-belasting op de uitzonderlijke winsten in oorlogstijd, zoomede van de bijzondere belasting op de winsten uit leveringen aan den vijand.

Bovendien verzekeren zij, sinds Juni 1946, eveneens de berekening en het ten kohiere stellen van al de navorderingen van rechten in zake inkomstenbelasting.

Zooals men bemerkt, gaan deze diensten voort, in een steeds toenemende mate, de ambtenaren van de aanslagdiensten te ontlasten van al de verrichtingen in verband met de berekeningen en het ten kohiere stellen der belastingen.

Grondbelasting.

Dank zij de door de drie mechanisatiediensten genomen schikkingen, heeft het Nationaal Instituut voor de Statistiek voor de eerste maal een algemeene statistiek betreffende de kadastrale inkomsten en de opbrengst van de grondbelasting kunnen opmaken.

De eerste uitslagen van deze statistiek, betrekking hebbende op het fiscaal dienstjaar 1943, zijn verschenen in het « Statistisch Bulletin », Augustus 1946, bladzijde 734.

Het Bestuur neemt maatregelen opdat een gelijkaardige, doch nog meer gedetailleerde statistiek in den loop van de eerstkomende maanden zou kunnen opgemaakt worden wat betreft de elementen van het fiscaal dienstjaar 1946.

Inkomstenbelasting.

Het uitwerken van de algemeene statistiek der inkomens, aangeslagen voor het fiscaal dienstjaar 1945 (afgesloten op 30 September 1946), is aan den gang.

De modaliteiten van deze statistiek werden uiteengezet in het « Statistisch Bulletin » van September-October 1946.

De moeilijkheden van materieelen aard hebben een snelleren vooruitgang van de daarop betrekking hebbende werkzaamheden verhinderd; het Bestuur denkt, binnenkort, over globale resultaten te kunnen beschikken. Het Bestuur hoopt dat de statistiek over het fiscaal dienstjaar 1946 — voor het opmaken waarvan de noodige schikkingen door de mechanisatiediensten getroffen werden — door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, korten tijd na de afsluiting van gezegd dienstjaar zal kunnen verstrekt worden.

INRICHTING, BEVOEGDHEID EN BEDRIJVGHEID VAN DE BUITENDIENSTEN.

Hier volgt de huidige inrichting van het Bestuur der Directe Belastingen in de provincie :

1^o Aanslagdienst :

a) Centrale kantoren van aanslag, belast met :

- 1^o de telling van de belastingplichtigen;
- 2^o het bijhouden van een kaartenstelsel, algemeen repertorium van de belastingplichtigen;
- 3^o het verzenden en inzamelen van de aangiften;
- 4^o de aanslag op grond van de aangegeven inkomsten;
- 5^o de klasseering van de documentaie en het overmaken van de bundels aan de controleurs.

b) Contrôlekantoren, belast met het nazicht van de aangiften onderworpen aan het C.K.A. (Centraal kantoor van aanslag), met het oog op den definitieven aanslag.

Specialisatie : Contrôles van vennootschappen; contrôles van de bijzondere belastingen in zekere groote agglomeraties.

In de belangrijke diensten, specialisatie per beroep van de belastingplichtigen. Eenzelfde controleur is belast met het onderzoek van de aangiften betreffende een vijftigtal beroepen.

c) Afdeelingen van onderzoek in zake inkomstenbelastingen en van onderzoek wat betreft de bijzondere belastingen.

2^o *De Dienst van invordering*, die uitgevoerd wordt door de ontvangkantoren. In de groote agglomeraties werden de ontvangkantoren gecentraliseerd; er bestaan eveneens ontvangkantoren voor bijzondere belastingen.

3^o *De Dienst van de geschillen* wordt verzekerd door de ontvangers wat betreft de bezwaarschriften in zake grondbelasting; de inspecteurs zijn belast met het onderzoek van de bezwaarschriften betreffende de inkomstenbelastingen en de bijzondere belastingen.

4^o *De provinciale of gewestelijke Directie* verzekert de verbinding tusschen het Centraal Bestuur en de buitendiensten, zij waakt over de samenordering, de eenheid en den goeden gang van gezegde diensten; zij organiseert, wat haar streek betreft, de algemeene zaken, den Dienst van het personeel, de boekhouding, enz.

Wat de geschillen betreft, neemt zij beslissingen betreffende de bezwaarschriften, geeft ordonnanties van terugbetalingen uit, ziet de processen-verbaal na, enz.

5^o *De Dienst van het Toezicht* vormt een bijzonderen dienst, bestaande uit comptabiliteitscontroleurs belast met het diepgaand nazicht van de ontvangkantoren.

Voornaamste kritieken.

Uw verslaggever, getroffen door den aanzienlijken achterstand in de invordering der belastingen, de vertragingen in het versturen en het onderzoek der aangiften, de traagheid waarmede de talrijke reclamaties worden onderzocht, heeft het noodzakelijk geoordeeld den oorsprong er van op te zoeken. De oorzaken zijn talrijk, wij vermelden de voornaamste :

Tekort aan personeel, vooral aan technisch personeel; slechte installatie der diensten; gebrek aan organisatie en aan rationeele indeeling van het personeel; wetgeving die ingewikkeld gemaakt en overmatig verzwaard is door het ontelbaar aantal uitleggende omzendbrieven, die verwarring en voortdurende wijzigingen in de diensten meebrengen; veelzijdige en moeilijk te behandelen stof; overvullende papierrommel veroorzaakt door de talrijke periodieke staten; aanvullende werken die ten laste zijn van andere departementen.

Centrale Kantoren van aanslag.

Het doel van het Bestuur bij het inrichten van het C.K.A. was de semi-technische verrichtingen en de eigenlijke contrôleopdracht te scheiden van het zuiver materiele werk. Het Bestuur wilde alleen de opdracht van den controleur herleiden tot de contrôle en het nazicht der aangiften. Dit doel was zeer lofwaardig.

Door den aanslag op grond van de aangegeven inkomsten (vóór elk nazicht) voor te schrijven, heeft het Bestuur de vestiging en het massieve ten kohiere stellen der belastingen bij het begin van het dienstjaar willen versnellen.

Die aanslag, genoemd « in den eersten graad », bevat talrijke vergissingen te wijten aan de afwezigheid of de ontoereikendheid van het onderzoek, of nog aan de onbevoegdheid van het met die taak belaste personeel. Die vergissingen geven aanleiding tot bezwaarschriften vanwege de belastingplichtigen en vermeerderen aanzienlijk de verrichtingen van de inspecties.

Vóór het oprichten, in 1940, van de C.K.A., bestond het personeel van de contrôlekantoren gemiddeld uit vier agenten (controleur en 3 beampten). Dit personeel moest al de technische en materiele verrichtingen van de contrôlekantoren uitvoeren, met inbegrip van die welke thans verzekerd worden door

het C.K.A. en de reken- en mechanisatiebureau's. Als er een zekere vertraging bestond, kwam deze uitsluitend voort uit de ontoereikendheid van het personeel.

Welnu, uw verslaggever heeft kunnen vaststellen dat de inrichting van de C.K.A. een vermeerdering van het personeel tot gevolg heeft gehad. Gemiddeld bestaat het personeel der C.K.A. uit een aantal beambten vijfmaal groter dan het aantal contrôlekantoren.

Zoo zijn er in Brussel, voor elf contrôlekantoren, 55 beambten op het C.K.A.

Het huidig personeel van een contrôlekantoor bestaat uit drie beambten; voegt men hierbij het personeel van de C.K.A., die zouden afgeschaft worden, dan zou het personeel van het contrôlekantoor op acht beambten gebracht worden en het materieel werk zou veel vlugger en veel doeltreffender uitgevoerd worden door vijf nieuwe beambten, die thans hetzelfde werk doen op het C.K.A.

Daar deze beambten onder het rechtstreeksch bevel van een controleur werken, zou deze, kunnende oordeelen over het rendement en de bekwaamheid van eenieder, de meest begaafden eerst aan semi-technische werken, daarna aan technische verrichtingen kunnen stellen. Zoo zou men komen tot een vlugge vorming van de beambten — voornaamste in de huidige omstandigheden te bereiken doel — terwijl het werk van de C.K.A. veeleer ontmoediging teweeg brengt bij de welbegaafde beambten, die moe worden van de eeuwige en voortdurende klasseeringen.

Indien de voorloopige aanslag in den eersten graad beperkt werd tot de belangrijke aanslagen, zou men vermijden den belastingplichtige wrevelig te maken door het opeenvolgend toezenden van aanvullende aanslagnota's.

Vervolgens zou de aangifte in plaats van vergissingen en weglatingen te bevatten, onmiddellijk uitgewerkt worden door de beambten van het contrôlekantoor; deze methode zou tot gevolg hebben minder voetstappen voor den belastingplichtige, een versnelling van de aanslagverrichtingen en een ernstige verlichting van den Dienst der Geschillen.

Enkele C.K.A., inzonderheid diegene die den aanslag der inkomsten van vennootschappen in hun bevoegdheid hebben, moeten gehandhaafd blijven. Evenwel zullen de betrokken controleurs — zelfs voor de aanslagen in den eersten graad — zelf de aanslagnota's moeten invullen.

De specialisatie.

De specialisatie, zooals ze thans is opgevat, is nadeelig voor de belangen van de Schatkist. Aan een gespecialiseerd controleur wordt een veel te groot aantal categorieën van beroepen toegewezen; deze laatste zijn ingedeeld naargelang de belastingplichtige al dan niet een boekhouding heeft. Een gewone contrôledienst, goed op de hoogte van de bedrijvigheid van de bewoners van zijn dienstkring, zou veel gemakkelijker de belastingplichtigen kunnen aanslaan volgens hun werkelijke inkomsten, dan een zoogenaamd gespecialiseerd controleur.

In die voorwaarden zou de opheffing van de C.K.A. moeten gepaard gaan met die van de specialisatie van de controleurs, en zouden de contrôlekantoren opnieuw moeten beperkt worden tot den dienstkring, derwijze dat het mogelijk wordt de aan het contrôlekantoor gehechte beambten te localiseeren. Een van de essentieele voorwaarden voor de juiste heffing van de directe belastingen is

dat de gelocaliseerde beambten in de mogelijkheid gesteld worden de bedrijven van de belastingplichtigen met kennis van zaken te volgen.

Dienst van invordering der belastingen.

Het Bestuur stuurt aan op een al te ver doorgedreven centralisatie. Deze, begonnen in de groote agglomeraties, waar zij tijdelijk opgegeven is, wordt voortgezet in de ontvangkantoren van het platteland.

Er zijn verschillende systemen beproefd : nu eens geschiedt de centralisatie volgens het belastinggebied ; dan weer volgens den aard der belastingen, zonder om te zien naar de belangen van de belastingsschuldigen, al werden hun klachten reeds op het spreekgestoelte van het Parlement bekend gemaakt.

Niemand kan van een ontvanger vergen dat hij duizenden belastingplichtigen kent ; de inning van de belastingen heeft van een dergelijken toestand onbetwistbaar te lijden. Kort gezegd, aan de gecentraliseerde inning kan hetzelfde verweten worden als aan het Centraal aanslagkantoor : gebrek aan geschoold en ervaren personeel, hetgeen leidt tot talrijke vergissingen, tijdverlies en opstopping in andere diensten.

Dienst der Geschillen.

Het aantal klachten wordt gestadig grooter, terwijl toch zoowel het Bestuur als de belastingplichtige er belang bij zou hebben, dat de beslissingen zoo snel mogelijk getroffen worden. De klachten blijven tegenwoordig jaren lang liggen, voordat ze onderzocht worden ; vandaar bemoeilijkte inning van de verschuldigde belasting, misnoegdheid van de betrokkenen en ongehoorde verwikkeling van de taak der bevoegde ambtenaars.

ENKELE SUGGESTIES.

Om den hierboven kort beschreven wantoestand te verhelpen, zou het volgende moeten gedaan worden :

- 1^o het Bestuur op rationeele grondslagen inrichten ;
- 2^o de diensten onderbrengen in behoorlijke lokalen van voldoende afmetingen ;
- 3^o de oude meubelen vervangen door moderne kantoormeubelen ;
- 4^o schrijf- en rekenmachines ter beschikking stellen van het personeel ;
- 5^o het personeel doelmatig verdeelen, het op een hooger peil brengen door onderwijs en beroepsleergangen ;
- 6^o de mogelijkheid onderzoeken : *a*) een aantal leidende schrijvers en schrijvers, kandidaten-ontvangers, een persoonlijke benoeming te geven van verificateur ; deze ingewerkte beambten zouden in de controlekantoren van zeer groot nut zijn ; *b*) voor de tijdelijken een ernstig beroepsexamen uitschrijven voor toelating tot de bediening van schrijver of van technisch klerk ;
- 7^o de schrifturen te vereenvoudigen, het aantal periodieke staten te verminderen, klare en verstaanbare omzendbrieven tot interpretatie op te stellen ;

8^o middelen zoeken om het werk van de directies te verlichten;

9^o idem voor de inspecteurs; voor dezen is het de vraag of er geen aanleiding bestaat tot wijziging van artikel 65 van de gecoördineerde wetten en tot uitbreiding van de bevoegdheid der directeurs tot de inspecteurs in zake geschillen, die een bepaald bedrag aan betwiste belastingen niet te boven gaan, wanneer de inspecteur tot overeenstemming is gekomen met den belastingplichtige en den schatter. Door een dergelijken maatregel kan het werk van de directies verlicht, de oplossing van de geschillen bespoedigd en een groot verlies van inkomsten voor de Schatkist vermeden worden;

10^o de redactie van de vragen in zake aangifte van de inkomsten vereenvoudigen;

11^o in afwachting van de opheffing van de crisisbelasting de opnemings van deze belasting overwegen in : a) de bedrijfsbelasting; b) de mobiliënbelasting; c) de grondbelasting.

De crisisbelasting wordt op denzelfden grondslag en op dezelfde manier als deze belastingen berekend, zoodat de uitwerking van onze suggesties tot een aanzienlijke vermindering van het werk der schatters zou leiden.

Uittreksels uit statistieken.

Om zich rekenschap te geven van de talrijke prestaties, die van het personeel der belastingen geëischt worden, van den klaarblijgenden achterstand bij de inning van de belastingen en van de bedrijvigheid der belastingkantoren in de provincie volstaat het de navolgende statistieken te onderzoeken.

Grondbelasting.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Ten kohiere gestelde belastingen :

Dienstjaar 1944 : 409.8 miljoen frank.

Dienstjaar 1945 : 393.5 miljoen frank.

Aantal artikelen :

Dienstjaar 1944 : 1,869,105.

Dienstjaar 1945 : 1,815,315.

Belaste kadastrale inkomens :

Dienstjaar 1944 : 6,699.1 miljoen frank.

Dienstjaar 1945 : 6,554.6 miljoen frank.

Geïnd :

Dienstjaar 1944 : 354.9 miljoen frank.

Dienstjaar 1945 (1) : 301.8 miljoen frank.

Dienstjaar 1946 : Waarschijnlijk bedrag ten kohiere gesteld : 408.2 miljoen.
Vermoedelijke kadastrale inkomsten : 6,553.5 miljoen.
Geraamde ontvangsten : 350 miljoen.

(1) De schatting over het dienstjaar 1945 was bij de sluitingsdatum van dat dienstjaar (30 Juni 1946) niet ten einde, doch kon na dien datum geldig voortgezet worden tot 30 September 1946; de aldus tusschen deze twee datums gevestigde aanslagen moesten, door navordering van rechten, verbonden worden aan dienstjaar 1946 (art. 1 van de wet van 8 Juli 1946).

Mobiliënbelasting.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Dienstjaar 1944 : Verschuldigde belastingen : 343.1 miljoen.

Geïnde belastingen : 302.5 miljoen.

Belaste inkomens : ± 3,464 miljoen :

a) van Belgischen oorsprong : aandeelen : ongeveer 1,300 miljoen;
obligaties : ongeveer 240 miljoen;
staatsfondsen : ongeveer 874 miljoen;
andere : ongeveer 580 miljoen.

b) van buitenlandschen oorsprong daarmee gelijkgesteld : ongeveer 470 miljoen.

Aangiften in de bedrijfsbelasting en de aanvullende personeele belasting.

Natuurlijke personen : Aantal niet vrijgestelde belasting-schuldigen :

Dienstjaar 1944 : 3,320,993;

Dienstjaar 1945 : 3,372,673 (1).

Aantal gewijzigde aangiften :

Dienstjaar 1944 : 331,383;

Dienstjaar 1945 : 280,758 (1).

Vennootschappen : Aantal : Dienstjaar 1944 : 29,422;

Dienstjaar 1945 : 29,560 (1).

Bedrijfsbelasting.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

a) Belasting ingehouden van wedden, loonen en pensioenen :

Dienstjaar 1945 : 1,064.8 miljoen;

Dienstjaar 1946 : 1,160.1 miljoen (toestand op 31 December 1946).

b) Ten kohiere gesteld :

Dienstjaar 1944 : Ten kohiere gestelde belastingen : 1,747 miljoen (966,211 artikelen)

Geïnde : 1,121.7 miljoen.

Dienstjaar 1945 (1) : Ten kohiere gestelde belastingen : 1,170.9 miljoen (479,675 artikelen);

Geïnde : 689.3 miljoen.

Dienstjaar 1946 : De schatting is nog maar pas begonnen.

Aanvullende personeele belasting.

(Komt geheel aan den Staat toe.)

a) Belastingen ingehouden van wedden, loonen en pensioenen :

Dienstjaar 1945 : 354.8 miljoen;

Dienstjaar 1946 : (Toestand op 31 December 1946) 391.3 miljoen.

(1) Zie nota blz. 86.

b) Ten kohiere gesteld :

Dienstjaar 1944 : Ten kohiere gesteld : 968.7 miljoen (923,164 artikelen);
Geïnd : 547.8 miljoen.

Dienstjaar 1945 (1) : Ten kohiere gesteld : 723.6 miljoen (480,215 artikelen);
Geïnd : 335.1 miljoen.

Dienstjaar 1946 : Zelfde opmerking als voor de bedrijfsbelasting.

Nationale crisisbelasting.

(Komt geheel aan den Staat toe.)

a) Belastingen ingehouden van wedden, loonen en pensioenen :

Dienstjaar 1945 : 2,128.5 miljoen;

Dienstjaar 1945 : 2,313.7 miljoen (toestand op 31 December 1946).

b) Ten kohiere gestelde belastingen :

Dienstjaar 1944 : Ten kohiere gesteld : 3,089.3 miljoen, nl. :

op inkomsten uit onroerende goederen : 404.3 miljoen;

op inkomsten uit belegde kapitalen : 1.6 miljoen;

op bedrijfsinkomsten : 2,683.4 miljoen.

Geïnd : 2,254.1 miljoen.

Dienstjaar 1945 (1) : Ten kohiere gesteld : 1,980 miljoen, nl. :

op inkomsten uit onroerende goederen : 323.2 miljoen;

op inkomsten uit belegde kapitalen : 1.2 miljoen;

op bedrijfsinkomsten : 1,655.6 miljoen.

Geïnd : 1,284.6 miljoen.

Dienstjaar 1946 : Zelfde opmerking als voor de bedrijfsbelasting.

Speciale tijdelijke belasting op de uitzonderlijke winsten (wet van 1940).

Dienstjaar 1944 : Ten kohiere gesteld : 500.1 miljoen; Geïnd : 278.1 miljoen.

Dienstjaar 1945 : Ten kohiere gesteld : 249.9 miljoen; Geïnd : 118.9 miljoen.

N. B. — Van 16 October 1945 af mocht geen enkele aanslag in deze belastingen nog plaats vinden (artikel 20 van de wet tot invoering van een extra-belasting op de uitzonderlijke inkomsten, winsten en profijten in oorlogstijd).

Belasting op vertooningen en vermakelijkheden.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Dienstjaar 1944 : Geïnd : 116.9 miljoen (ongeveer 80,000 inschrijvingen).

Dienstjaar 1945 : Vastgestelde rechten : 292.4 miljoen :

212.1 miljoen voor de bioscopen;

45.0 miljoen voor de danspartijen;

7.2 miljoen voor paarden- en hondenrennen;

6.2 miljoen voor kermisvermakelijkheden;

15.5 miljoen voor belastbare muziekuitsvoeringen in verbruiksgelegenheden;

6.4 miljoen voor andere categorieën van vertooningen.

Geïnd : 291.5 miljoen (aantal artikelen nog onbekend).

(1) Zie nota blz. 86.

Aantal vaste inrichtingen voor vertooningen :

Inrichtingen, uitsluitend bestemd voor :

filmvoorstellingen	1,165
danspartijen	2,219
belastbare muziekuitvoeringen in verbruiksgelegenheden	21,933
andere vertooningen	76

Dienstjaar 1946 : Geïnd volgens den toestand op 31 December 1946 : 344.7 miljoen.

Belasting op spelen en weddenschappen.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Dienstjaar 1944 : Geïnd 99.8 miljoen (ongeveer 8,000 artikelen).

Dienstjaar 1945 : Vastgestelde rechten : 169.9 miljoen :

Weddenschappen op paardenrennen in de renbanen : 48.8 miljoen;
 Weddenschappen op paardenrennen in de agentschappen : 11.2 miljoen;
 Weddenschappen op hondenrennen : 29.8 miljoen;
 Duivenwedstrijden, met inbegrip prijs van de ringen : 0.8 miljoen;
 Casinospelen : 57.6 miljoen;
 Pronostieken op voetbalwedstrijden : 18.5 miljoen;
 Verdere spelen en weddenschappen : 3.2 miljoen.

Geïnd : 169.2 miljoen (aantal artikelen nog onbekend).

Aantal agentschappen voor weddenschappen op paardenrennen op 31 December 1945 : 66 (met 231 bijhuizen).

Dienstjaar 1946 : Geïnd (toestand op 31 December 1946) : 247.7 miljoen, waarvan 129 miljoen op de casinospelen (9 casino's op 31 December 1946).

Belasting op de opening van slijterijen van gegiste of geestrijke dranken.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Dienstjaar 1945 : Geïnd : 41.5 miljoen (86,946 slijterijen op 30 November 1945).

Dienstjaar 1946 : Geïnd : (volgens toestand op 31 December 1946) 54 miljoen (86,500 slijterijen op 30 November 1946).

Verkeersbelasting op motorrijtuigen.

Geïnd : Dienstjaar 1945 : 87.7 miljoen;

Dienstjaar 1946 : 199.6 miljoen (toestand op 31 December 1946).

Aantal voertuigen : Dienstjaar 1945 : 157,536, waarvan 6 262 aanhangwagens ;
 Dienstjaar 1946 : 263,792, waarvan 8,731 aanhangwagens.

In de tweede helft van October 1946 werden 1,489 overtredingen vastgesteld.

Rijksbelasting op rijwielen.

Geïnd : Dienstjaar 1945 : 38.9 miljoen;
 Dienstjaar 1946 : 44.1 miljoen.
Aantal : Dienstjaar 1945 : 1,927,789;
 Dienstjaar 1946 : 2,174,053 (op 30 September 1946).

Rijksbelasting op honden.

Dienstjaar 1944 : Geïnd 8.4 miljoen (aantal ongeveer 375,000);
Dienstjaar 1945 : Geïnd 9.3 miljoen (aantal onbekend);
Dienstjaar 1946 : Geïnd 10.3 miljoen (toestand op 31 December 1946).

Bijzonder jacht-, visch- en vogelvangrecht.

Geïnd : Dienstjaar 1945 : 0.8 miljoen;
 Dienstjaar 1946 : 1.1 miljoen (toestand op 31 December 1945).

Invorderingen ter aanzuivering van achterstallige belastingen over afgesloten dienstjaren.

Dienstjaar 1944 : 1,853.8 miljoen (hebben betrekking op aanslagen van de dienstjaren 1943 en vroeger, niet gekweten vóór het afsluiten van die dienstjaren. Invorderingen van 1 Mei 1944 tot 31 October 1945.)

Dienstjaar 1945 : 873.3 miljoen (hebben betrekking op aanslagen in de dienstjaren 1944 en vroeger, niet gekweten vóór het afsluiten van die dienstjaren. Invorderingen van 1 November 1945 tot 30 Juni 1946.).

Dienstjaar 1946 : (toestand op 31 December 1946) 977.9 miljoen (hebben betrekking op de aanslagen in de dienstjaren 1945 en vroeger, niet gekweten vóór het afsluiten van die dienstjaren. Invorderingen sinds 1 Juli 1946.).

Fiscale amnestie.

(Rechten in hoofdsom en opcentimes ten bate van den Staat.)

Aantal aangiften : 242,355.

Aangegeven inkomsten : 19,810 miljoen.

Inkomsten uit onroerende goederen : 418 miljoen;

Inkomsten uit roerende goederen : 3,651 miljoen;

Bedrijfsinkomsten : 15,741 miljoen.

Ten kohiere gestelde belastingen (toestand op 31 December 1946) : 4,041.3 miljoen

Geïnd (toestand op 31 December 1946) : 3,394.7 miljoen.
niet inbegrepen de provinciale en gemeentelijke opcentimes.

Allerlei ontvangsten.

Rechten voor het ijken van maten en gewichten, retributie uit hoofde van uittreksels uit het kadaster, verwijlinteressen, enz.

Ontvangsten : Dienstjaar 1945 : 60.7 millioen;
 Dienstjaar 1946 : 88.5 millioen (toestand op 31 December 1946).

Provinciale opcentimes.

Geïnd : Dienstjaar 1944 : 232.2 millioen;
 Dienstjaar 1945 : 164.0 millioen;
 Dienstjaar 1946 : 292.6 millioen (toestand op 31 December 1946).

Gemeentelijke opcentimes.

Geïnd : Dienstjaar 1944 : 1,678.4 millioen;
 Dienstjaar 1945 : 1,288.3 millioen;
 Dienstjaar 1946 : 1,786.8 millioen (toestand op 31 December 1946).

Andere derdenfondsen.

Aanslagen ten kohiere gesteld over het dienstjaar 1944 (ter zake bezit het Bestuur nog geen statistieken over het dienstjaar 1945) :

Aanslagen in het waarborgfonds (arbeidsongevallen) :

Ten kohiere gesteld bedrag : 425,353 frank; aantal artikelen : 2,768.

Taksen op verzekering tegen arbeidsongevallen : zelfde cijfers, nl. :

Ten kohiere gesteld bedrag : 425,353 frank; aantal artikelen : 2,768.

Aanslagen in het Speciale Fonds voor herstelling van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen ingevolge oorlogsgeweld :

Ten kohiere gesteld bedrag : 65,534 frank; aantal artikelen : 1,760.

Aanslagen in het Voorzorgsfonds (beroepsziekten) :

Ten kohiere gesteld bedrag : 4,495,091 frank; aantal artikelen : 6,524.

Aanslagen ten kohiere gesteld inzake kinderbijslagen :

Ten kohiere gesteld bedrag : 7,441,329 frank; aantal artikelen : 21,976.

Geschillen.

I. — *Aantal* processen-verbaal, behandeld in 1945 : 13,687.

Sommen geëischt van overtreders : 7 millioen frank.

II. — *Verificatie* van aangiften inzake inkomstenbelastingen door huisbezoeken :

Aantal bezoeken : In 1945. 96,201

In 1946. 112,305

Bedrag van de vermeerderingen der belastbare inkomsten, verkregen ingevolge deze bezoeken :

In 1945 fr. 4,801,697,000

In 1946 8,129,801,900

III. — *Klachten behandeld in 1946 :*

- a) door ontvangers ter zake van de grondbelasting : 73,695 (elk van de 2,403,110 gebouwde kadastrale perceelen en van de 5,492,566 ongebouwde perceelen kan tot klachten aanleiding geven);
- b) door de Inspecteurs ter zake van inkomstenbelastingen en met de directe belastingen gelijkgestelde taksen : 72,695;
- c) door de Directeurs : 223,146.

IV. — *Totale inning van het jaar 1946 ter zake van directe belastingen en daarmede gelijkgestelde taksen (alle opcentimes daaronder begrepen) :*
23,479,500,000 frank.

HOOFDSTUK XI.

BESTUUR DER DOUANEN EN ACCIJNZEN.

Bevoegdheden.

Het Bestuur der Douanen en Accijnzen is bevoegd voor :

- 1^o de inning van de inkomende rechten op ingevoerde goederen;
- 2^o de inning van de accijnsrechten en daarmede gelijkgestelde taksen op ingevoerde of in het land vervaardigde accijnsgoederen;
- 3^o de inning van de statistiekrechten;
- 4^o het toezicht op den in-, uit- en doorvoer van alle goederen;
- 5^o het toezicht op het goederenverkeer binnen het terrein van toezicht der douanen;
- 6^o het toezicht op de accijnsgoederen over het geheele Rijksgebied;
- 7^o het toezicht op de openbare, particuliere en fictieve opslagplaatsen;
- 8^o het toezicht op de inrichtingen, welke accijnsgoederen vervaardigen of verkoopen;
- 9^o het opsporen van bedrog : a) in zake douanen; b) in zake accijnzen.

Het verleent bovendien medewerking voor zaken, die van andere besturen afhangen wat betreft :

- 1^o de inning van met het zegel gelijkgestelde taksen (overdrachts- of weeldebelasting - vervoersbelasting) in verband met definitieven of tijdelijken invoer of uitvoer;
- 2^o inning van de overdrachtstakse op vervaardigd bier, mineraalwater en tabak;
- 3^o inning van de bedrijfsbelasting van handelsreizigers, rondreizende kooplieden en buitenlandsche schippers;
- 4^o inning van de verblijfsbelasting op buitenlandsche automobilisten;
- 5^o toepassing van het stelsel der vergunningen;
- 6^o muntcontrôle (deviezen);
- 7^o contrôle in zake de openbare veiligheid;
- 8^o gezondheidscontrôle (dieren — vetstoffen — vleesch — tuinbouwproducten — verdoovende middelen, enz.);
- 9^o de contrôle op merken van oorsprong — van wapenen en springstoffen — boeken, dagbladen en publicaties — postduiven — jacht — vischvangst, enz.

Hoofdbestuur.*Inrichting.*

Het Hoofdbestuur omvat vijf algemeene inspecties :

a) *Personeel en Algemeene Zaken* :

Werving, signalement, vergelijkende en gewone examens, documentatie, personeelscomité's, Kamers van beroep, inrichting van de buitendiensten, coördinatie en algemeen toezicht, comptabiliteit.

b) *Douanetarief* :

Douanepolitiek in verband met andere betrokken Departementen, toepassing van het douanetarief, voorbereiding van een gemeenschappelijk tarief voor de toekomstige Belgisch-Nederlandsch-Luxemburgsche gemeenschap, voorbereiding van verklarende nota's voor dat gemeenschappelijk tarief;

c) *Wetgeving* :

Onderzoek van alles wat verband houdt met in- en uitvoer (over zee, over de binnenwateren, per spoor, per as, door de lucht of langs den postweg). Transitio, Opslag, Tijdelijke uitvoer, Internationaal verkeer met motorrijtuigen, *Grensverdrag* en grensovereenkomsten.

d) *Geschillen* :

Beslissing over alle zaken, waarin de ontdoken rechten of die, waarvan de heffing onzeker is en die 10,000 frank te boven gaan, of wanneer de aangeslagen goederen meer dan 50,000 frank waard zijn. Onderzoek van alle zaken, waarmee een principeskwestie gemoeid is. Beslissing over zaken, die door den centralen dienst der opzoekingen naar voren zijn gebracht. Onderzoek van klachten van betrokkenen tegen beslissingen van gewestelijke directeurs. Behandeling van de talrijke genadeverzoeken na veroordeeling. Voorbereidend werk en redactie van ontwerpen van Regentsbesluiten. Onderzoek van een beslissing over verschillende kwesties in verband met borgstelling, verhaal en schriftelijk advies. Onderzoekingen van allen aard;

e) *Dienst der accijnzen* :

Opmaken van wetsontwerpen, reglementen, besluiten en instructies in verband met de inning der accijnsrechten. Onderzoek van vraagstukken in verband met de inrichting van de buitendiensten der accijnzen. Onderzoek en bestudeering van principeskwesties en van bijzondere gevallen, die niet behooren tot de bevoegdheid van de buitendiensten. Documentatie en allerlei studies; erkenning van sommige fabrieken, die onder het toezicht van de accijnsbeambten staan.

Buitendiensten.

De Buitendiensten bestaan uit :

- 8 gewestelijke directies;
- 8 gewestelijke inspecties;
- 3 inspecties der douanen;
- 106 contrôlekantoren;

15 hoofdontvangkantoren;
 27 ontvangkantoren 1^e klasse;
 41 ontvangkantoren 2^e klasse;
 38 ontvangkantoren 3^e klasse;
 29 ontvangkantoren 4^e klasse;
 340 ondercontrôlekantoren en secties der accijnzen;
 60 douane-luitenantschappen;
 430 douanebrigades, behelzende samen, volgens het besluit van den Regent van 19 December 1946 tot vaststelling van het organiek kader van het personeel der Financiën (*Staatsblad* van 29 December 1946) een getalsterkte aan personeel van 7,331 eenheden, onderverdeeld als volgt : 301 ambtenaren (directeurs, inspecteurs, controleurs en ontvangers), 331 verificateurs, 789 technische klerken, leidende schrijvers en schrijvers, 940 ondercontroleurs, sectiehoofden en schrijvers der accijnzen, 60 luitenants der douanen, 430 brigadiers der douanen, 4,450 onderbrigadiers en aangestelden der douanen, 30 typisten.

De werkelijke getalsterkte.

Het werkelijk effectief op 1 Februari 1947 behelst evenwel slechts 236 ambtenaren, 254 verificateurs, 568 technische klerken, leidende schrijvers en schrijvers, 772 ondercontroleurs, sectiehoofden en schrijvers der accijnzen, 98 luitenants en onderluitenants der douanen, 371 brigadiers der douanen, 4,107 onderbrigadiers en aangestelden der douanen en 17 typisten.

Examens en vergelijkende examens gehouden in 1946.

	Te begeven betrekkingen		Geslaagd	Benoemd	Nog te werven
Vergelijkend examen voor aangestelde der douanen	VI.	350	490		
	W.	150	210		
Idem schrijver	VI.	55	29	18	3
	W.	30	4	12	2
Idem technisch klerk	VI.	60	34	22	1
	W.	43	30	20	7
<i>Bevorderingsexamens :</i>	Deelnemers		Geslaagd		
Leidende schrijvers	VI.	50	3		
	W.	29	1		
Sectiehoofd der accijnzen	VI.	40	11		
	W.	22	8		
Schrijver der accijnzen	VI.	93	14		
	W.	47	5		
Onderbrigadier	VI.	164	24		
	W.	133	28		

Beteugeling van den smokkelhandel. — Wijze van opsporing.*a) Inzake douane :*

De belastingwetten verleen en aan de beambten zeer uitgebreide rechten met het oog op de opsporing van den smokkelhandel. Binnen het terrein van toezicht langs de grens, oefenen de personeelsleden van de administratie het recht uit van visitatie van de goederen en van de vervoermiddelen (schepen, treinen, auto's, enz.) van de personen, van de huizen en afgesloten ruimten waarin zij de geheim gehouden aanwezigheid van opslagplaatsen en magazijnen van goederen vermoeden.

De regelmatigheid van de visitatie is onderworpen aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 181 der algemeene wet van 26 Augustus 1822. Voor de bevolkingscentra van meer dan 2,000 zielen, gelegen binnen den straal van meer dan 2,500 meter van de landsgrenzen af, wordt het huisbezoek bepaald door artikelen 200 en 201 derzelfde algemeene wet.

Dit geldt eveneens voor elke buiten het terrein van toezicht gehouden visitatie. Binnen bedoeld terrein van toezicht, hebben de ambtenaren en beambten buitendien het recht de gesmokkelde goederen en vervoermiddelen in beslag te nemen en tot aanhouding van de deliquenten over te gaan. De bedienden mogen van het recht van preventieve aanhouding alleen gebruik maken in geval van op heeterdaad ontdekt misdrijf of op een tijdstip even vóór het misdrijf.

b) Inzake accijnzen :

Voor de uitoefening van het toezicht op de fabrieken waarvan de producten aan accijns of aan verbruiksbelasting onderworpen zijn, zelfs aan eenvoudige contrôle, bezitten de ambtenaren en beambten van de administratie het recht die te visiteeren.

Buiten de fabrieken hebben de bedienden bevoegdheid om het vervoer van aan accijns onderworpen goederen (alcohol, bier, glucose, suiker, tabak, enz.) te visiteeren.

Onder de bij artikelen 200 en 201 der algemeene wet van 26 Augustus 1822 vastgestelde voorwaarden mogen zij eveneens opsporingen houden in de onroerende goederen waar zij de geheim gehouden aanwezigheid van een goederenopslagplaats of het bestaan van toestellen voor de geheime fabricage van accijnsgoederen vermoeden.

Bepaalde bijzondere wetten machtigen de beambten om monsters te nemen van producten waarvan de samenstelling, het alcoholgehalte of eenige andere eigenschap door ontleding moeten uitgewezen worden.

Opsporingsdiensten.

Behalve de binnenslands van het terrein gevestigde brigades die de langsheen de grenzen opgestelde brigades komen verstreken, behalve de reizende brigades die over de gansche uitgestrektheid van een contrôlekantoor of van een luitenant-schap optreden, bestaan er speciaal opgerichte diensten voor het opsporen van smokkel. Ten deze zijn bedoeld de Speciale Dienst der douane- en accijnzen en de Centrale Opsporingsdienst.

Die diensten hebben tot opdracht het bedrijf van de smokkelaars aan de grenzen en binnenslands alsmede dat van de geheime handelaars in alcohol

of ongeoorloofde producten, van de geheime stokerijen alsmede van personen die inbreuk maken op de wet van 29 Augustus 1919 op het alcoholregime te verijdelen en te beteugelen.

Krachtens artikel 6 van het op 3 April 1939 tusschen België en Frankrijk gesloten akkoord met het oog op de bestraffing van grenssmokkelhandel door onderlingen administratieve bijstand, doen de voormelde diensten en de overeenstemmende Fransche diensten elkaar mededeeling van de documentatie waarover zij beschikken betreffende de verdachte personen en voertuigen van welke men denkt dat zij in smokkelhandel bedrijvig zijn of daartoe dienen.

Wegens de schaarschte aan vervoermiddelen en de uitbreiding van den smokkelhandel werden twee speciale afdelingen opgericht, eene te Gent, de andere te Antwerpen, om den in genoemde gewesten gedreven smokkelhandel te beteugelen.

Bevoegdheid van de gewestelijke directeurs.

De gewestelijke directeurs zijn bevoegd om uitspraak te doen over alle zaken wanneer de ontdoken of onwisse rechten niet meer dan 10,000 frank belopen, en wanneer de aan verbeurdverklaring onderhevige goederen, met uitsluiting van de vervoermiddelen, ten minste een waarde van 50,000 frank hebben.

Binnen deze perken kunnen zij met de deliquenten een dading aangaan of ze gerechtelijk vervolgen, zonder bij het hoofdbestuur om advies te moeten vragen.

Ingeval van gerechtelijke vervolgingen, en ongeacht of de beslissing de zaak vóór het gerecht te brengen van henzelf of van het Hoofdbestuur uitgaat, is de Directeur binnen wiens gewest de rechtbank gelegen is die van de zaak kennis moet nemen, met de gansche rechtsvordering en, na veroordeeling, met de uitvoeringsmaatregelen belast.

Wij zouden den Senaat hebben willen documenteeren aangaande het aantal bekeuringen en inbreuken, alsmede over de ten gevolge van dadingen getrokken sommen, alsmede over het totaal bedrag van de opgelegde boeten; tot onze spijt hebben wij moeten ondervinden dat de Administratie niet in het bezit is van statistieken op dit gebied.

Bedrijvigheid.

De bedrijvigheid van de douanediens ten en van den dienst der accijnzen vindt haar weerspiegeling, eensdeels, in het toezicht op de grens, in de stations, entrepots, zeehavens en de aan hun toezicht onderworpen instellingen, anderdeels, in het opmaken van de documenten, de verificatie van goederen bij het binnenkomen in en het uitgaan uit het land of uit de entrepots en in de invordering van allerhande rechten, invoerrechten, statistiekrechten, met het zegel gelijkgestelde belastingen, opslagrechten, accijnsrechten en daarmede gelijkgestelde belastingen.

BEKOMEN UITSLAGEN IN 1946.

In zake douanen.

Hoeveelheden goederen.

Ingevoerd : 19,732,476 ton; waarde 52,561,603,000 frank.
 Uitgevoerd : 7,434,286 ton; waarde 29,654,012,000 frank.
 In doorvoer : 3,354,175 ton; waarde 22,702,220,000 frank.

Aantal bescheiden.

Definitieve invoer	887,714
Tijdelijke invoer	12,636
Invoer op entrepot	43,139
Uitvoer	306,261
Wederuitvoer	16,802
Invoer te water	97,517
Doorvoer	229,378

Er bestaat geen statistiek waarin het aantal bescheiden, geleibiljetten, die den omloop in den straal van de douanen moeten dekken, vermeld is.

<i>Ontvangsten</i> (in millioenen)	<i>in</i> 1945	<i>in</i> 1946
Douanerechten	187	2,143
Statistiekrechten	1	3

In de ontvangsten voor 1946 bedraagt het aandeel van de invoerrechten op de petroleumessences (post 195*b* van het tarief), 774 millioen.

Het Bestuur beschikt niet over inlichtingen die het zouden mogelijk maken de hoegroothed te berekenen van de ontvangsten in zake met het zegel gelijkgestelde belastingen in 1946 geïnd door bemiddeling van de douane. De vroegere berekeningen hebben aangetoond dat het bedrag van de overdrachts- en de weeldebelasting op de ingevoerde producten, waarvan het bedrag door bemiddeling van de douane wordt ingevorderd, voor de jaren 1938 en 1939 32 tot 33 % van het totaal der ontvangsten in zake met het zegel gelijkgestelde belastingen vertegenwoordigde.

In zake accijnzen.

De ontvangsten gedaan in 1946 bedragen ongeveer 4,900 millioen; in vergelijking met het dienstjaar 1945 (2,355 millioen) zijn zij zeer sterk toegenomen. In 1938 bedroegen de ontvangsten 1,491 millioen.

Het accijns op de bewerkte tabak komt voor 2,500 millioen in het bedrag van de ontvangsten over 1946 voor; alcohol en wijnen nemen 1,375 millioen voor hun rekening.

Het personeel van het Bestuur der Accijnzen verleent eveneens zijn medewerking bij de invordering van de overdrachtsbelasting op het bier, de minerale waters en de bewerkte tabak; de uit dien hoofde in 1946 geïnde sommen beloopt ongeveer 700 *millioen*.

Douanepolitiek.

Op 5 September 1944 werd te Londen een Overeenkomst van Tolgemeenschap tusschen de Belgisch-Luxemburgsche economische Unie en Nederland gesloten.

Overeenkomstig het bepaalde in haar artikel 9, had die Overeenkomst voorloopig moeten gevo'g hebben zoohaast de Belgische en de Nederlandsche regeeringen opnieuw in hun respectieve grondgebieden zouden gevestigd zijn. De krijgsvruchtningen van 1944-1945 hebben dit vooruitzicht in de war gestuurd.

Op 17 en 18 April 1946 hebben de bevoegde Belgische, Luxemburgsche en Nederlandsche Ministers te Den Haag beslist dat de Overeenkomst van kracht zou worden zoohaast zekere technische moeilijkheden — en inzonderheid het uitwerken van het bij de Overeenkomst gevoegde tarief — zouden opgelost zijn.

Einde 1945 heeft de Beheerraad van de Douanen, opgericht bij artikel 3 van de Overeenkomst, aan de drie betrokken regeeringen een aan de omstandigheden van het oogenblik aangepast ontwerp van tarief voorgelegd.

Wetgeving.

Wijzigingen in het douanetarief.

Bij besluitwet van 1 Februari 1945 werd de invordering der douanerechten op de artikelen van eerste noodzakelijkheid en op vele producten bestemd voor den economischen wederopbouw van het land, geschorst. Om begrootingsredenen werd, bij besluit van 14 Februari 1946, een einde gesteld aan die schorsing wat betreft de petroleumderivaten (benzine, lamppetroleum, smeeroliën, brandoliën).

Bij Regentsbesluit van 15 Juli 1946 werden uit het tarief al de consolidaties geweerd die vroeger aan Duitschland en Italië waren toegekend en die van algemeene toepassing waren krachtens het beding van de meest bevoordeelige natie.

Op 13 November 1946 heeft de Regeering bij de Kamer een wetsontwerp ingediend tot wijziging van het douane- en accijnsstelsel van verschillende producten. Een ministerieel besluit van 14 November, getroffen overeenkomstig artikel 26 van de wet van 10 April 1933, heeft onmiddellijke uitvoerbaarheid verleend aan het meerendeel der bepalingen van het wetsontwerp. In zake tarief, werden de rechten op alcohol verhoogd in evenredigheid met de verhooging van het accijnsrecht, terwijl de rechten op suiker verminderd werden en die op fuel-oil afgeschaft.

Wijzigingen in de accijnsrechten.

In den loop van het jaar 1946 werden twee wetsontwerpen aan het Parlement voorgelegd; het een betreft het fiscaal stelsel van de tabak en het andere het fiscaal stelsel van zekere accijnsplichtige goederen. Die ontwerpen hebben tot doel de onder de bezetting genomen maatregelen door nieuwe bepalingen te vervangen, de wetgeving te wijzigen ten einde de opbrengst van de belastingen te verbeteren en, inzonderheid wat alcohol betreft, de rechten aan het huidig prijspeil aan te passen om aldus nieuwe inkomsten aan de Schatkist te verschaffen. Men rekent er op dat de toepassing van de nieuwe rechten op den alcohol een bijkomende ontvangst van ongeveer 570 millioen zal opleveren.

Verbruik van alcohol.

In 1946 bedroeg het verbruik van alcohol ongeveer 3 liter aan 50° per hoofd der bevolking of drie maal het verbruik van vóór den oorlog 1914-1918.

Overtredingen vastgesteld inzake den verkoop van alcoholhoudende dranken,

Tijdens het jaar 1945 werden 6,009 processen-verbaal opgesteld uit hoofde van ongeoorloofd bezit en verkoop van geestrijke dranken, in overtreding van de wet van 29 Augustus 1919 op het stelsel van den alcohol.

Voor het jaar 1946 is men nog niet in het bezit van de statistiek van deze misdrijven, maar uit de bekomen inlichtingen blijkt dat het aantal er van hooger zal zijn dan het cijfer voor het jaar 1945.

Aantal geheime stokerijen.

Ontdekt in 1945 : 945;

Ontdekt in 1946 : 60.

Tabel vermeldende het aantal inrichtingen onderworpen aan het toezicht van de accijnsbeambten.

INRICHTINGEN	AANTAL
Azijnzuur (fabrieken)	2
Lucifers (fabrieken)	6
Aansteeke toestellen (fabrieken)	36
Bier (brouwerijen)	789
Bier (aftappers, handelaars, bereiders)	75 (1)
Gegiste vruchtendranken (fabrieken)	35
Gegiste schuimdranken (fabrieken)	29
Brandewijn en alcohol :	
Stokerijen en overhaalinrichtingen	22
Likeurfabrikanten en handelaars in geestrijke dranken	27,883
Kleurders	652
Slijters van dranken (ter plaatse te gebruiken)	85,395 (2)
Minerale waters (fabrieken)	836
Glucose en andere niet kristalliseerbare suiker	6
Minerale oliën (raffinaderijen)	2 (3)
Suiker, enz. :	
Suikerfabrieken en raffinaderijen	44
Siroop (fabrieken)	207
Tabak :	
Fabrieken	1,047
Snijders	1,491
Planters	277,149
Kleinhandelaars en verkoopers	60,079
Azijn (fabrieken)	33
Fiscale capsules (fabrieken)	3
Fiscale bandjes (drukkerij)	1

(1) Het gaat enkel om de handelaars, aftappers en bereiders die gesuikerde stoffen gebruiken. Zij die die stoffen niet gebruiken zijn ten getale van 5,366.

(2) Cijfer over het jaar 1945.

(3) Vijf fabrieken liggen nog stil ten gevolge van de vijandelijke bezetting.

Lokalen en gebouwen.

De hierboven beschreven toestand in zake de lokalen van den Dienst der Belastingen vindt, tot op zekere hoogte, ook toepassing op de lokalen ter beschikking van de diensten der Douanen en Accijnzen.

Behalve enkele uitzonderingen, zijn de groote bureau's : gewestelijke directies (uitgezonderd die van Gent, die in alle opzichten in een ellendigen toestand verkeert), contrôle- en ontvangkantoren, in de provinciehoofdplaatsen, de zeehavens, openbare opslagplaatsen, spoor- en buurtspoorwegstations, ruim genoeg voor de diensten. Over het geheel genomen laten het onderhoud, het mobilair, de verlichting en het onmisbare comfort er evenwel te wenschen over.

Wat de kantoren aan de grens betreft, daar moet ons land niet trotsch op gaan, onze faam van zindelijkheid en ordelijkheid moet een zware proef doorstaan bij de buitenlanders, die over de grens komen.

De meeste lokalen zijn oud, eng, slecht toegerust en verwaarloosd. Sommige vallen in puin. Andere staan op een plaats, die niet beantwoordt aan hun bestemming. Wij kennen er, die op meer dan 1 kilometer afstand van de grens staan, moeilijk te ontdekken zijn voor de vreemdelingen en gemakkelijk te vermijden voor de smokkelaars.

Algemeen gesproken, beschikken zij niet over het onmisbare voor een behoorlijke uitvoering van de douaneverrichtingen : afwezigheid van een visitatiekamer; van een loods voor het toezicht over transporten; van een magazijn voor aangeslagen goederen; van meet- en weegtoestellen.

Kort gezegd, de visitaties en het lossen en laden geschieden op straat en in elk weer : regen, wind, sneeuw.

In de kantoren van groot verkeer leidt een dergelijke toestand tot opstopping en, vanwege de reizigers en vervoerders, tot protesten en klachten tegen de dienstbeambten, die in het geheel niet verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor een zoo afkeurenswaardige tekortkoming.

Het zal niemand verwonderen, als wij verklaren, dat de verificaties onder dergelijke omstandigheden de noodige waarborgen niet kunnen bieden voor de belangen van de Schatkist.

Wij willen den nadruk niet leggen op den staat van de wachthuisjes voor het personeel, dat op de wegen moet toezien. Het zijn ellendige houten barakken of vervallen hokken, benepen en onooglijk.

In de haven van Antwerpen is er een volstrekt gebrek aan wachthuisjes voor het personeel, verificateurs, brigadiers en adjuncten. Hun schrifturen moeten deze beambten doen in onduidbare voorwaarden. De douanestukken zijn niet in veiligheid. Het mobilair — voor zoover er is — is gemaakt uit pakkisten.

Het is tijd dat een dergelijke toestand verholpen wordt, en allernoodzakelijkst, dat er maatregelen getroffen worden om daar binnen den kortst mogelijken tijd een einde aan te maken. Dat is de wensch van uw Commissie.

Herinrichting van het Bestuur.

Zooals boven gezegd, is de douane- en accijnsregeling gegrond op de algemeene wet van 26 Augustus 1822.

De inrichting van de diensten, de werkmethoden zijn nog steeds onveranderd.

Het Bestuur — behalve dan een veel grooter geworden papierrommel, ontstaan uit de toepassing van talrijke formaliteiten, waarin het elken dag steeds

verder wegzinkt — is niet op de hoogte van den vooruitgang en denkt niet in het minst aan een reorganisatie van de uitvoeringsdiensten op rationeele en moderne grondslagen. De leidende ambtenaren beschouwen de lichtste wijziging van deze ouderwetsche inrichting als heiligschennis.

Het Bestuur acht het personeel onvoldoende en droomt alleen van oprichting van nieuwe diensten, waarvoor dan natuurlijk weer nieuwe eenheden noodig zijn.

Tot voorbeeld moge dienen de ontworpen instelling van twee nieuwe gewestelijke directies, een te Brugge en een te Namen.

Daar wij uit het organiek besluit van 19 December 1946 gezien hebben, dat het aantal directeurs van zes op acht gebracht wordt, hebben wij inlichtingen gevraagd, en vernomen, dat, wegens achterstand en tijdelijke toeneming van het aantal geschillen, het Bestuur voornemens is, de gewestelijke directies van Gent en Bergen te splitsen en twee nieuwe directies op te richten.

Aldus heeft het Bestuur langs den weg van het organiek besluit, dat het personeel tot een strikt minimum bedoelt te beperken, een middelje gevonden om het aantal beambten van alle graden nog te verhoogen.

Vóór de bekendmaking van het besluit in het *Staatsblad* zijn ambtenaren van het Hoofdbestuur ter plaatse alle noodige maatregelen gaan treffen om de twee ontworpen directies op gang te brengen; besprekingen met de directeurs van Gent en Bergen voor het verbinden van het personeel aan de twee nieuwe directies, voor de verdeeling der archiefstukken, enz., bezoeken aan verscheidene gebouwen te Brugge en te Namen met ambtenaren van Openbare Werken, om er de nieuwe diensten in onder te brengen.

Wij geraakten daarvan op de hoogte en hebben aan den h. Minister gevraagd, hoe de oprichting van deze twee directies gemotiveerd wordt.

Tevens hebben wij zijn aandacht gevestigd op de extra-uitgaven voor personeel, materieel, kantoorbehoeften, vergoedingen, enz., welke daaraan zullen verbonden zijn.

Na onderzoek, heeft hij ons de volgende nota laten geworden :

Onderzoek naar de wenschelijkheid een provinciale directie der douanen en accijnzen te Brugge op te richten.

Uit een grondig onderzoek is gebleken dat de Directie der douane en accijnzen te Gent, thans aan een zeer zwaren dienst van geschillen moet het hoofd bieden. Eveneens is er een belangrijke overlast wat de comptabiliteitsdiensten betreft.

Daarentegen, vergeleken met de andere directies, blijken de getalsterkte, noch het aantal aan accijns onderworpen instellingen, noch de hoeveelheid der te behandelen algemeene dossiers op zichzelf alleen een splitsing van de directie te Gent te rechtvaardigen.

Dit gesteld, en ook om bezuinigingsreden, bleek het gepast den maatregel uit te stellen, maar men voorziet, bij wijze van voorloopigen maatregel, den Directeur te Gent door een Directie-inspecteur te laten bijstaan, die met een commissie van directeur zou aangesteld worden, ten einde hem toe te laten in zake geschillen met dezelfde ambtsbevoegdheid als de gewestelijke directeur uitspraak te doen.

De toestand zal om de zes maand opnieuw onderzocht worden en indien, niettegenstaande de toevoeging van een bevoegde aanvullende kracht tot den directeur, de toestand niet mocht verbeterd zijn, gelet op den eventueelen toevloed van nieuwe zaken die in den loop van 1947 bij de Directie mochten binnenkomen, zou daaruit waarschijnlijk de conclusie moeten getrokken worden dat splitsing van de Directie geboden is.

Ten aanzien van dit antwoord, dringen wij niet aan. Doch wij beschouwen die splitsingen als overbodig en des te meer daar, door de voorgenomen Nederlandsch-Belgisch-Luxemburgsche overeenkomst, het douanetoezicht van onze Noordelijke grenzen geleidelijk zal opgeheven worden.

Motorisatie van de diensten.

Zooals wij er hierboven op wijzen, bestaat het personeel van den actieven dienst uit 772 beambten der accijnzen en 4,470 personeelsleden der douane. De accijnsbedienden zijn over 340 secties verdeeld; de douanebeambten hebben dienst in de kantoren bij de zeehavens (1,268 te Antwerpen), de openbare entrepots, in de grensstations en in de 232 veldbrigades, die te zamen 2,449 eenheden sterk zijn.

In ons verslag over de begrotingen van 1945 en 1946, hebben wij de aandacht gevestigd op het belang van de motoriseering van de toezichtsdiensten.

Wij hebben gevraagd of de Administratie, ten einde doelmatiger den strijd te voeren tegen den sluikhandel die, zoowel uit douane- als uit accijnsoogpunt, aan de grenzen en in het binnenland woedt, de motoriseering van de veld-diensten overweegt.

Wij kregen ten antwoord dat de Administratie een volledige omvorming van haar toezichtsdiensten in uitzicht stelt, inzonderheid door de oprichting van opsporings- en comptabiliteitscontrôlekantoren.

De motoriseering van de diensten zal gelijken tred houden met die herinrichting. De studie er van is nog niet voltooid.

In 1946 heeft de Administratie 6 jeeps gekocht en er twee andere besteld. Voor 1947 wordt aanschaffing van 11 motorrijwielen en een jeep voorzien.

Ongeacht die voertuigen, staan zes personenauto's, drie lichte vrachtauto's, drie aangeslagen motorrijwielen en drie motorrijwielen ter beschikking van de diensten. De gebruikskosten komen ten laste van het Reservefonds van den Dienst der Geschillen.

* * *

Laten wij bekennen dat, in dit tempo, de motoriseering van de diensten binnen ... een eeuw zal verwezenlijkt zijn.

Welnu, naar ons bekend is, heeft Nederland zoo pas 300 jeeps aangekocht om een deel van de diensten der accijnzen en der douane te motoriseeren.

Waarom kan men ook niet in België hetzelfde doen? Waarom worden de talrijke jeeps niet aan den Staat overgedragen in de plaats van ze door het O.M.A. aan particulieren te laten verkoopen?

Moet men er nog den nadruk op leggen dat de motoriseering, ver van een uitgave te zijn, een merkelijke besparing zou beteekenen?

Verscheidene brigades, secties der accijnzen, ontvangkantoren die geen bijzonder belang bieden, zouden kunnen opgeheven worden terzelfder tijd als de beteugeling van den sluikhandel met meer doelmatigheid zou doorgedreven worden.

Het personeel zou voor andere ambtswerkzaamheden kunnen bestemd worden, inzonderheid voor de contrôle op de overdrachtsbelasting, waarvoor aldus 300 bedienden van de Registratie zouden vrijkomen, om tot andere werkzaamheden te worden gebruikt.

Aan den anderen kant zou de oprichting van een centralen comptabiliteitsdienst, van een centralen personeeldienst de op de gewestelijke directies berustende werkzaamheden aanzienlijk vereenvoudigen.

Vereenvoudiging van de douaneformaliteiten.

Het is overbodig op de noodzakelijkheid van vereenvoudiging van de douaneformaliteiten den nadruk te leggen.

De ontvangers, de verificateurs worden voor de minste verificatie met documenten van elke soort overstelt.

In het entrepot te Brussel, bij voorbeeld, vergt de inklaring van een eenvoudig collo, behalve de verificatie van de aangifte en van het goed, de berekening en de contrôle op de navolgende belastingen en rechten :

a) invoerrechten; b) overdrachtsbelasting; c) statistiekrecht; d) vergunningsrecht; e) opslagrecht; en wanneer de goederen vijf dagen in magazijn blijven, f) magazijnrechten.

Moet worden gezegd dat de ambtenaren aan die ingewikkelde werkzaamheden kostbaren tijd besteden, terwijl de particulieren die aan zulke formaliteiten niets begrijpen, op een gespecialiseerd tusschenpersoon, den grensexpeditie, beroep moeten doen.

Inning van de overdrachtsbelasting.

De Douanediensden, alsmede de Accijnsdienst, zijn er mede belast de overdrachtsbelasting op de ten verbruike aangegeven goederen toe te passen. De loketten der belangrijke ontvangkantoren worden overstelt met douaneaangiften waarop soms voor een bedrag van verscheidene duizenden frank plakzegels voorkomen. Het ware eenvoudiger en geriefelijker het bedrag van de belasting of het recht in een daartoe bestemde kolom te vermelden en de heffing tegelijkertijd als de invoer- en accijnsrechten te innen.

Ten andere, daar de douane- en accijnsdienst reeds belast zijn met de contrôle op de heffing van nagenoeg 40 % van het totaal bedrag der ontvangsten in zake overdrachts- en weeldebelasting, zouden zij moeten bevoegd zijn voor al de verrichtingen betreffende de gezamenlijke met het zegel gelijkgestelde belastingen, werkelijke verbruiksbelastingen die geenerlei verband houden met het juridisch verkeer van de goederen.

HOOFDSTUK XII.

BESTUUR DER REGISTRATIE EN DOMEINEN.

I. — Bevoegdheden van het Bestuur.

Het Bestuur der Registratie en Domeinen is belast :

- 1^o met de inning der registratie-, zegel-, griffie- en hypotheekrechten;
- 2^o met de inning van de successierechten en van de belasting op de vereenigingen zonder winstoogmerken;

- 3^o met de inning der met het zegel gelijkgestelde belastingen;
- 4^o met de inning der tolgelden op de bevaarbare waterwegen die niet afhangen van den Dienst der Scheepvaart;
- 5^o met het beheer van het privaat domein van den Staat en de invordering van de domaniale opbrengsten;
- 6^o met de aankopen en onteigeningen van onroerende goederen voor den Staat en voor de Staatsorganismen;
- 7^o met de invordering van de geldboeten en de gerechtskosten en de verschillende toevallige opbrengsten;
- 8^o met de bekendmaking der voorrechten en hypotheeken;
- 9^o met de invordering van de belasting op het kapitaal ingesteld bij de wet van 17 October 1945.

II. — Inrichting van het Hoofdbestuur.

Het Hoofdbestuur omvat de volgende diensten :

Eerste Directie : Wetgeving en geschillen betreffende de registratie-, hypotheek-, griffie-, successie- en zegelrechten;

Tweede Directie : Domeinen;

Derde Directie : Personeel, begrotingen, statistieken, materieel, comptabiliteit, algemeene zaken, maatregelen van organisatie, coördinatie en algemeen toezicht;

Vierde Directie : Wetgeving en geschillen betreffende de met het zegel gelijk gestelde belastingen;

Tijdelijke Dienst van de belasting op het kapitaal.

De Dienst der domeinen.

Buiten de verschillende zaken die normaal binnen de bevoegdheden van den Dienst der Domeinen vallen, werd de werkzaamheid van laatstgenoemden dienst tijdens het jaar 1946 voor een groot deel in beslag genomen door de uitvoering van de beslissing van den Ministerraad van 15 Januari 1945, naar luid waarvan de Staat de betaling van schadevergoeding eischt vanwege de personen die, tijdens de bezetting, met den vijand hebben samengewerkt. Die rechtsvordering, gesteund op het principe van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek, waarbij bepaald is dat « elke daad van den mensch, waardoor aan een ander schade wordt veroorzaakt, verplicht dengene door wiens schuld de schade ontstaan is, deze te vergoeden », wordt, krachtens de beslissing van 15 Januari voornoemd, slechts ingesteld ten laste van diegenen die zich schuldig gemaakt hebben aan economische collaboratie met den vijand en tegen hen die vervolgd werden uit hoofde van politieke, militaire, administratieve of intellectuele collaboratie, voor zoover het gaat om leidende personen of om personen die zich verrijkt hebben.

Het Hoofdbestuur heeft uit dien hoofde tot op heden ongeveer tien duizend bundels onderzocht; het heeft zich burgerlijke partij gesteld voor de militaire rechtbanken of rechtsvorderingen tot schadevergoeding ingesteld voor de gewone rechtbanken in honderdtallen zaken. Het bekwam veroordeelingen tot betaling van aanzienlijke sommen, die niet met nauwkeurigheid kunnen vastgesteld worden, aangezien in zeer talrijke zaken de uitgesproken vonnissen of arresten nog niet in kracht van gewijsde zijn gegaan.

De in 1946 gedane ontvangsten beloopten 20,813,311-51 fr.

Het onderzoek van de zaken van dit slag geeft dagelijks aanleiding tot een gemiddelde van 70 dienstbrieven, hetzij aan de provinciale directies, hetzij aan de advocaten, of nog aan den Dienst van het Sekwester.

Tegeldemaking van den oorlogsbuit.

Andere belangrijke bedrijvigheden van den Dienst der Domeinen hebben bestaan in de tegeldemaking van den aan België overgemaakten oorlogsbuit en de onteigeningen voor openbaar nut.

De tegeldemaking van den oorlogsbuit geschiedt in overleg met den Dienst voor Economische Recuperatie, waarvan een der opdrachten er in bestaat den oorlogsbuit op te zoeken en te tellen en hem daarna aan de Domeinen over te maken. Richtlijnen werden aan de ontvangers gegeven nopens de wijze van tegeldemaking, de comptabilisatie van de opbrengsten, de teruggave van zaken waarvan uitgemaakt is dat zij aan particulieren toebehooren, enz. Tijdens het jaar 1946 bracht de tegeldemaking van den oorlogsbuit 194,953,000 frank op. Dit cijfer is voorloopig. Het komt voor op de begroting voor Orde, in afwachting dat de bestemming van die opbrengst definitief vastgesteld wordt.

Luidens een akkoord met S.H.A.E.F. (Supreme Headquarters Allied Expeditionary Forces) werd het oorlogsmaterieel in drie categorieën gerangschikt :

Categorie A : omvat al het materieel dat op het eerste gezicht aan de Belgische overheden voorkomt Belgisch of geallieerd bezit geweest te zijn en dat niet op bevel van den vijand voortgebracht of gebouwd werd.

Categorie B : omvat het materieel dat in België of in een geallieerd land voortgebracht of gebouwd werd op bevel van den vijand.

Categorie C : omvat al het andere oorlogsmaterieel.

Men kan als zeker beschouwen dat de opbrengst van het materieel, categorieën *A* en *B*, niet moet aangerekend worden op onze schuldvorderingen in zake herstelbetalingen ten laste van Duitschland. Die twee categorieën hebben in 1946 de som van 136,669,000 frank opgebracht.

Het materieel categorie *C*, dat voor burgerlijk gebruik kan dienen, zal daarentegen, krachtens artikel 7 van de Overeenkomst van Parijs, aangerekend worden op onze schuldvordering in zake herstelbetalingen. Het materieel categorie *C* heeft in 1946 de som van 58,284,000 frank opgebracht. Die som omvat evenwel zekere bedragen door het Belgisch leger betaald. Die bedragen zullen moeten afgerekend worden, vermits zij betrekking hebben op voorwerpen die niet voor burgerlijk gebruik aangewezen werden. Het Bestuur is thans bezig met het herzien van de comptabiliteit der ontvangers op dat punt. Daarom werden de verstrekte cijfers als voorloopig bestempeld.

Dienst der Opeischingen.

Ook de Dienst der Domeinen heeft met den Dienst der Opeischingen meegewerkt voor de tegeldemaking van de meubelen en de door inkorporatie onroerend geworden voorwerpen, welke ter beschikking van de Duitschers en de geallieerden werden gesteld voor het onderbrengen van hun legers en diensten. De opbrengst daarvan bedraagt, voor 1946, 32,416,000 frank; dit cijfer is eveneens voorloopig.

De opbrengst van den verkoop der gerecupereerde goederen werd tot einde 1946, op de begrooting voor Orde gebracht. Van 1947 af, zal ze aangerekend worden op de Rijksmiddelenbegrooting, bij de ontvangsten in verband met den oorlog 1940-1945, en de vroegere ontvangsten zullen ook bij dezelfde rubriek worden ondergebracht.

Ten slotte, werd in 1946 voor rekening van Engeland en de Vereenigde Staten materieel verkocht, dat hun toebehoorde, voor een som van 394,000 frank. Het gaat over toevallige tegeldemakingen, waarvoor de Domeinen gezorgd hebben op verzoek van de betrokken geallieerde diensten en voor hun rekening. Deze verrichtingen zijn onafhankelijk van die, waarmee O.M.A. is belast.

Verrichtingen van de Aankoopcomité's.

De Comité's koopen voor rekening van alle Rijksdiensten en parastatale instellingen : Regie van Telegraaf en Telefoon, Nationale Maatschappij voor Goedkope Woningen, Nationale Dienst voor de voltooiing van de Noord-Zuidverbinding, Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, Regie van de Luchtwegen, enz.

De uitgaven worden gedragen door de departementen of organismen, voor welker rekening de aankopen worden gedaan.

Voor den omslag van de verrichtingen zou een vrij langdurig werk van schifting noodzakelijk zijn.

Wat de onteigeningen ten algemeenen nutte betreft, komen de Comité's van aankoop weer gelijdelijk op dreef na de vertraging, die het gevolg was van den oorlog.

Het Bestuur is actief opgetreden in kwesties, die onder meer verband houden met den stedenbouwkundigen aanleg van geteisterde plaatsen.

In zwaar beschadigde steden zal een grootscheepsche herverkaveling moeten plaats hebben. Aan de Comité's zijn richtlijnen verstrekt, om die taak tot een goed einde te brengen.

In 1946 werden vooral de kosten van de immobiliere verrichtingen geschat, ten einde de Regeering in staat te stellen te oordeelen, hoe hoog de vast te leggen uitgaven zullen zijn. In 1947 kan op dat gebied een groote bedrijvigheid worden verwacht.

Hier volgt een tabel over de aankopen van de vijf Comité's van Aankoop in het jaar 1946 :

Brussel :	154 aankopen voor	 fr.	46,707,000
Luik :	279 aankopen voor		52,506,000
Gent :	190 aankopen voor		32,214,000
Bergen :	161 aankopen voor		23,389,000
Antwerpen :	61 aankopen voor		2,163,0000
	Totaal	. . fr.	176,979,000
			=====

Inrichting van de gewestelijke diensten.

Aan het hoofd van de gewestelijke diensten staan 17 directeurs. Er zijn vier directeurs te Brussel, drie te Antwerpen, twee te Gent, te Luik en te Namen, één te Aarlen, Brugge, Hasselt en Bergen.

De opbrengsten, waarvan de inning berust bij het Bestuur der Registratie en Domeinen, worden geïnd door ontvangers, door hypotheekbewaarders en door beambten, die speciaal belast zijn met de inning van de scheepvaartrechten.

Over het algemeen genomen, is er een kantoor van de Registratie en Domeinen in elk Vrederechtskanton. In groote plaatsen zijn de verschillende soorten van ontvangsten verdeeld onder verscheidene kantoren. Aan elk kantoor, dat bevoegd is voor zaken van successierechten, is tijdelijk een bijzonder kantoor toegevoegd, dat voor denzelfden dienstkring belast is met de invordering van de kapitaalsbelasting.

Ook bestaat er te Brussel een tijdelijk centraal kantoor voor de kapitaalsbelasting, dat moet zorgen voor de inning van de belasting aan de bron verderbaar uit hoofde van verschillende vermogensbestanddeelen, welke niet kunnen onderzocht worden door de gewestelijke ambtenaren van de Registratie en Domeinen, en voor de talrijke teruggaven ter uitvoering van de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake.

Naast de uitvoering van de burgerlijke formaliteiten voor de hypotheekbewaring zijn de hypotheekbewaarders nog belast met de inning van de inschrijvingsrechten en met den dienst van de deposito- en consignatiekas.

Er is in den regel één hypotheekbewaarder per gerechtelijk arrondissement.

Wat het arrondissement Brussel betreft, is de Dienst van de Deposito- en Consignatiekas opgedragen aan een bijzonderen beambte en is de Dienst der Hypotheken verdeeld onder zes kantoren.

Er zijn vier hypotheekkantoren te Antwerpen, en twee te Charleroi, Gent, Luik, Bergen en Dendermonde.

Er is ook een hypotheekkantoor te Malmedy voor de kantons Eupen, Malmedy en St-Vith.

Er zijn kantoren voor de inning van de scheepvaartrechten.

* * *

De contrôle wordt uitgeoefend door de eerstaanwezende inspecteurs en de inspecteurs van de Registratie en Domeinen, door de inspecteurs, eerstaanwezend controleurs en de controleurs van de overdrachtstaxe en door beambten belast met de controle op de scheepvaartrechten en met de contrôle op het buitengewoon zegelrecht.

Er zijn 21 eerstaanwezend inspecteurs en 63 inspecteurs van de Registratie en Domeinen.

Er zijn 15 inspecteurs, 87 eerstaanwezend controleurs en 174 controleurs van de overdrachtstaxe.

Er zijn drie controleurs van de scheepvaartrechten en zeven controleurs van het buitengewoon zegelrecht.

* * *

Er zijn vijf comité's tot aankoop van gebouwen. Deze comité's zijn gevestigd te Antwerpen, Brussel, Gent, Luik en Bergen.

* * *

306,124 notarieele akten werden gedurende het jaar 1945 geregistreerd. In den loop van hetzelfde jaar, werden 60,279 successieaangiften en aangiften van overgang bij overlijden ingediend.

Graad van vordering van de inning der belasting op het kapitaal.

Op 31 December 1946 beliepen de als belasting op het kapitaal gecomptabiliseerde ontvangsten, in ronde cijfers, 9,075,000,000 frank; buitendien bleven er 250 miljoen giro-orders op obligatiën van de muntsaneeringsleening, in December 1946 ontvangen en in Januari 1947 uit te voeren.

Hoever staat het met de administratieve werkzaamheden door die heffing vereischt?

Inhoudingen aan de bron.

De verrichtingen van inhouding door de financiële instellingen en door de verzekeringsmaatschappijen en de comptabiliseering der ontvangsten zijn feitelijk voltooid. De verificatie van de verrichtingen, aldus gedaan door gezegde instellingen of maatschappijen, blijft nog uit te voeren en sommige twistgevallen nog te onderzoeken; dit werk is in uitvoering.

In tamelijk talrijke gevallen moeten de geheven inhoudingen terugbetaald worden, hetzij het gaat om vermogens die voor de bij artikel 2 der wet van 17 October 1945 ingevoerde vrijstelling van belasting in aanmerking komen, hetzij de vermogens toebehooren aan personen wier belastingaftrek niet op andere goederen kan aangerekend worden. Het onderzoek van de aanvragen om terugbetaling op grond van artikel 2 is bijna beëindigd. Dat van de aanvragen om teruggave bij toepassing van de abbatementen is in uitvoering; daar er tienduizenden aanvragen zijn, gaat het hier om een omvangrijk werk dat veel tijd zal in beslag nemen.

Om een onverschuldigde of dubbele aanslag te vermijden, heeft artikel 9, § 3, der wet van 17 October 1945 teruggave door den Staat voorzien, aan de openbare instellingen en aan de vennootschappen op aandelen, van een bedrag gelijk aan dat van de vermindering van hun schuldvorderingen die zij van ambtswege aan hun debiteuren hebben moeten toestaan. Die vergoeding moest voor de meeste organismen waarover het gaat verleend worden; de zaken waarvoor de terugbetaling nog niet heeft plaats gehad, zullen eerlang afgehandeld zijn.

Aanslag van de naamloze vennootschappen.

De Dienst heeft, vóór 1 Maart 1946, ongeveer 6,000 aanbiedingen van regeling op grondslag van het netto-actief op 9 October 1944 en ongeveer 2,000 certificaten van inschrijving op naam ontvangen.

Sedertdien is een belangrijk aantal certificaten, op zijn beurt, het voorwerp van aanbiedingen tot inkoop geweest.

Op nagenoeg 500 zaken, waarvan de effecten ter beurs genoteerd worden, waren er ongeveer 200 die op datum van 31 December 1946 afgehandeld waren. Op denzelfden datum waren 500 andere (niet ter beurse genoteerde) zaken langs den weg van overeenkomst afgehandeld.

De 700 behandelde zaken vertegenwoordigen een belastingbedrag van 1,788,000,000 frank.

Hieraan dient toegevoegd dat op einde 1946 verscheidene honderden dossiers in onderzoek waren (contrôle der vastleggingen, accountantonderzoek, enz.).

Gelet op de aldus reeds verkregen ervaring, alsmede op den staat van vordering der werkzaamheden voor zeer talrijke in behandeling zijnde zaken, zal het jaar 1947 eveneens sluiten met aanzuivering van een grooter aantal dossiers dan in 1946.

De gang der zaken zou nog veel meer kunnen bespoedigd worden, indien de Dienst beschikte over een beter gestoffeerd effectief aan genoegzaam geschoolde administratieve krachten.

Directe aanslag van de andere belastingplichtigen dan vennootschappen of aandelen.

Vóór alle aanslagverrichtingen moest een zeer belangrijke documentatie tot stand gebracht worden, zegge :

1^o aan de ontvangers der kantoren van belasting op het kapitaal een afschrift van den kadastralen legger bezorgen;

2^o voor elken belastingplichtige in een dossier bijeenbrengen de aangiften ingediend ter uitvoering van de besluitwetten van 6 October 1944 en van de latere besluiten betreffende de telling der vermogens.

Het eerste werk, uitgevoerd door het Bestuur van het Kadaster, is haast voltooid; het tweede, dat op den Dienst der telling van de effecten berustte, zal binnen drie of vier maand af zijn. Laten wij onderstrepen dat het gaat om verscheidene miljoenen documenten die gesorteerd, geordend, gegroepeerd en verzonden moeten worden.

Hoever staan de aanslagwerkzaamheden ?

a) Onroerende goederen :

Het aantal aanbiedingen tot vervroegde betaling, ingediend ter uitvoering van artikel 4, § 2, der wet van 17 October 1945, is zeer groot. Op 31 October 1946 waren er meer dan 83,000. Die aanbiedingen werden getaxeerd. Op het einde van het jaar 1946 overschreed men het cijfer 100,000.

Aan den anderen kant werd met de provisioneele belasting op grond van de kadastrale inkomens overal aanvang gemaakt, behoudens in sommige kantoren der groote steden, waar de taxatie van de aanbiedingen tot vervroegde betaling bijna de gansche bedrijvigheid van het personeel in beslag heeft genomen.

b) Vermogens belegd in de landbouwbedrijven :

De aanslag op grond van de forfaitaire waarde bepaald bij een besluit van den Regent van 27 November 1945, werd uitgevoerd.

c) Vermogens belegd in handels- of nijverheidsondernemingen :

Het meerendeel der industrieelen en handelaars hebben binnen den gestelden termijn de aangiften der in nijverheids- en handelsbedrijven belegde activa ingediend.

Het werk van het opzoeken der belastingplichtigen is beëindigd en een aangifte werd gevraagd aan de achterblijvers.

De aanslag op grond van het aangegeven bezit nadert het einde; doch deze zal aan een contrôle moeten onderworpen worden, zoowel uit oogpunt van de activa als van de passiva; die contrôle is begonnen en zal voortgezet worden derwijze dat hij vóór einde 1947 zal beëindigd zijn.

d) Belgische en buitenlandsche obligaties, buitenlandsche aandeelen, goederen in het buitenland, enz. :

De aanslag is aan den gang.

Voor de kleine of middelgrootte gemeenten, tracht het Bestuur reeds nu een systematischen aanslag van het geheel van de goederen van den belastingplichtige (immobiliën, belegde gelden, obligaties en buitenlandsche waarden) te verwezenlijken. In elk van de landelijke kantoren werden de belastingplichtigen van verschillende gemeenten aangeslagen op de provisioneele waarde van hun onroerende goederen en op het geheel van hun andere goederen.

*
* *

Zooals men ziet wordt de inning van de belasting op het kapitaal krachtiger doorgezet dan die van de bijzondere belastingen op de leveringen aan den vijand en de uitzonderlijke winsten.

Een van de overheerschende zorgen van den wetgever, bij het opmaken van de wet van 17 October 1945, bestond er in, overal waar zulks mogelijk was, aan den belastingplichtige om het even welke verklaring of formaliteit te besparen. Het Bestuur zelf moet de elementen, die noodig zijn voor de inning, verzamelen.

Het aanleggen van de particuliere bundels van elk der belastingplichtigen vormt een reusachtige taak en neemt een aanzienlijken tijd in beslag.

Anderdeels, daar het Bestuur der Registratie en Domeinen geen reserves aan bevoegd personeel bezit, moest er beroep gedaan worden op de medewerking van jonge tijdelijke beambten om de uitvoering van de werkzaamheden van behandeling en zekere andere verrichtingen in verband met den aanslag, waarvoor geen speciale kennis gevergd is, te verzekeren. Hoeft het gezegd dat de onbestendigheid van het hulppersoneel en zijn onervarenheid niet toelaten, bij het begin van de onderneming, tot de gewenschte snelheid te komen. Er is overal veel goede wil, het komt er op aan hem te leiden en aan te moedigen. De aanslagverrichting vormt een waarlijk verpletterende taak.

Algemeen werkhuis van het zegel.

Het algemeen werkhuis van het zegel omvat :

1^o de dienst belast met het aanmaken, tellen, sorteeren, verzenden van de fiscale plak- en formaatzegels en het houden van de comptabiliteit der stoffen. Tijdens het jaar 1946 werden er 2,260,000 formaatzegels en 330,842,250 plakzegels aangemaakt;

2^o de dienst belast met het opslaan en het verdeelen van het gedrukt materieel en van de kantoorbenodigdheden aan de verschillende directie-, ontvang- en contrôlekantoren;

3^o het documentatiebureau belast : a) met het opstellen van den prijscourant die maandelijks in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt; b) met het nazien van de bijlagen tot het *Staatsblad*, ten einde de eigenaars van aandeele en deelnemingen in handels- en burgerlijke vennootschappen op te sporen en op te teekenen om, op die waarde, de inning van het successierecht te verzekeren.

Dienst van de scheepvaart.

De Dienst van de scheepvaartrechten bestaat in de inning van de rechten aan de Schatkist verschuldigd uit hoofde van vervoer op de bevaarbare waterwegen.

Die Dienst wordt verzekerd door de ontvangers en onderontvangers die de rechten in ontvangst nemen, en door ondercontroleurs die, op den doortocht, nagaan of de schipper den reisweg volgt waarvoor hij de rechten op een van de ontvangkantoren betaald heeft.

Het toezicht en de contrôle worden uitgevoerd door de controleurs der scheepvaartrechten, die de ontvangkantoren en de onder-contrôlekantoren onderzoeken en het opsporen van het bedrog op zich nemen.

De opbrengst van de scheepvaartrechten wat betreft de door den Staat beheerde bevaarbare waterwegen bedroeg, voor het jaar 1946, 5,710,826 frank.

Ontvangsten in 1946.

De totale ontvangsten van de Registratie in 1946 bedragen 16,524,390,000 frank, waarvan 13,733,290,000 frank voor de met het zegel gelijkgestelde belastingen.

Er is een meerwaarde op de begrootingsramingen, voor het geheel van de ontvangsten, van 6,574,390,000 frank; voor de met het zegel gelijkgestelde belastingen, van 5,783,290,000 frank.

HOOFDSTUK XIII.

BESTUUR VAN HET KADASTER.

Beknopte uiteenzetting van de bedrijvigheid in 1946.

De buitendiensten zijn verdeeld in 10 bewaarkantoren, 48 contrôlekantoren en 324 dienstkringen.

Het personeel bestaat uit :

- 10 hypotheekbewaarders;
- 1 inspecteur;
- 11 bureelhoofden;
- 48 controleurs;
- 485 landmeters;
- 34 aanvullende landmeters;
- 3 surnumerairs;

73 definitieve opnemers;
12 tijdelijke opnemers;
73 vaste teekenaars en 24 tijdelijke teekenaars;
66 vaste schrijvers en 75 tijdelijke schrijvers;
10 vaste kantoorjongens en 1 tijdelijke kantoorjongen;
3 beambten, gedetacheerd door het Ministerie van Landsverdediging.

Het aantal personeelsleden komt met dat van het organiek besluit van 19 December van 1946 niet overeen, doordat de regeling van de kaders volgens het organiek besluit nog niet is uitgevoerd. De voorstellen daaromtrent zijn aan het Hoofd van het Departement onderworpen.

Bovendien heeft het Bestuur der Registratie en Domeinen, 321 tijdelijke schrijvers ter beschikking gesteld van het kadaster om mee te helpen aan het werk van de kapitaalsbelasting.

Kadastrale mutaties.

Het werk van de kadastrale mutaties is flink doorgezet; het is thans nagenoeg beëindigd.

Op 1 Januari 1947 waren 2,537 definitieve dagboeken n^r 214 (balans van de grootten en de belastbare inkomsten per eigenaar) aan de ontvangers der directe belastingen verstrekt op een totaal van 2,940.

Er waren 158,078 staten n^r 219 (uittreksels uit akten van verkoop, deeling, enz. en successieaangiften) behandeld, wat geleid heeft tot het opstellen van 430,646 schetsen van opmeting van samen 108,100 perceelen en tot het aanleggen van mutatiedossiers, samen 565,000 volgnummers, die moesten overgeschreven worden. De wijzigingen in de gebouwen of de wijzigingen in den aard der ongebouwde perceelen hebben geleid tot 32,150 nieuwe expertises van gewone gebouwde perceelen, 12,800 ongebouwde perceelen en 2,970 industriele en buitengewone gebouwen. Bovendien werden 44,730 panden opnieuw aan expertise onderworpen als gevolg van oorlogsschade.

Kadastrale uittreksels. — Kadastrale stukken.

In het jaar 1946 hebben de diensten van het Kadaster 137,500 verzoeken om kadastrale uittreksels ontvangen, waarvoor 6,136,200 frank geheven werd als retributie en 1,187,700 frank voor zegelrechten. Bovendien werden 3,920 uittreksels zonder kosten verstrekt aan openbare organismen, en 2,222 mechanisch overgedrukte plannen kosteloos afgeleverd aan openbare besturen, met name aan de ontvangers der registratie en domeinen, aan de comité's tot aankoop, aan de diensten der militaire gebouwen bij het Ministerie van Landsverdediging, enz. Verder werden 456 planbladen vernieuwd op film, 71 bladen op dik papier en 2,500 bladen hersteld. Daarbuiten werden de kadastrale stukken, welke door oorlogsgeweld verwoest waren, opnieuw gemaakt voor 43 gemeenten, wat 1,720 werkdagen vereischt heeft; talrijke kadasterplannen werden door de Duitschers meegenomen en moesten geheel opnieuw worden samengesteld, met name voor de gemeenten Beho en in de genaaste kantons.

Vorbereiding van de e. k. perequatie der kadastrale inkomsten. (1950)

De keuze van de onroerende goederen, die als typen moeten dienen bij de eerstvolgende perequatie (artikel 5, § 4, van de samengeordende wetten) werd aangevat in 707 gemeenten en beëindigd in 135 gemeenten. Tevens werd de indeeling van de onroerende goederen ter hand genomen in 170 gemeenten en beëindigd in 99, voor een totaal van 40,000. Bovendien, werden de expertisekaarten (opmeting, materiaal, bedienden, ...) opgemaakt voor 125,000 panden. Al dit werk samen vertegenwoordigt ongeveer 23,000 werkdagen.

Medewerking met den Dienst voor de Kapitaalbelasting.

a) De 321 tijdelijke schrijvers, die het Bestuur der Registratie en Domeinen ter beschikking van het Kadaster gesteld heeft, werden in 1946 ingezet voor het opmaken van de staten van het kadastrale stamnummer voor de provisioneele inning van de kapitaalbelasting. Op een totaal van 2,940 gemeenten of kadastrale onderdeelen van gemeenten, zag de toestand er als volgt uit, op 1 Januari 1947 :

- 2,224 gemeenten zijn gedaan;
- 584 gemeenten zijn begonnen;
- 132 gemeenten blijven nog te doen.

b) Sommige controleurs van het kadaster hebben in 1946 een tijdje meegewerkt met den Dienst van de kapitaalbelasting. Zij hebben expertises gedaan voor 480 uiterst belangrijke nijverheidsinrichtingen, buitengewone panden of gewone panden, waarvan de totale verkoopwaarde werd vastgesteld op 2,920,000,000 frank.

c) Bovendien werd de medewerking van de controleurs en de landmeters door de ontvangers van de kapitaalbelasting zeer vaak ingeroepen, voor de contrôle op de aangeboden vooruitbetalingen van de belasting.

d) Van de verkooping in zekere jaren werden staten opgemaakt met het oog op de bestudeering van de verkoopwaarde der panden op 9 October 1944. Dat werk is uitgevoerd voor 469 gemeenten. Er werden 1,300 werkdagen aan besteed.

Onderzoek van de klachten.

De diensten van het Kadaster hebben 11,000 klachten moeten onderzoeken omtrent kadastrale inkomsten, mutaties, enz.

De landmeters en controleurs hebben zeer dikwijls de kadastrale inkomsten moeten omslaan om de betaling van de opeischingsvergoedingen mogelijk te maken en ook om de diensten der Directe Belastingen in staat te stellen, artikel 13 van de gecoördineerde wetten toe te passen.

Verschillende werkzaamheden.

a) De landmeters zijn belast met het vaststellen van de kadastrale inkomens betreffende gedeelten van onroerende goederen voor de toepassing van de wet van 10 Juni 1937 en van de koninklijke besluiten van 22 December 1938 en 2 September 1939, tot regeling van de kindertoeslagen ten bate van de werkgevers en de niet-loontrekkenden.

b) *Ministerie van Wederopbouw :*

Tusschenkomst van het kadaster om het onderscheid te maken van het kadastraal inkomen dat in aanmerking dient genomen voor de vaststelling van de grondslagen voor toekenning van voorschotten in mindering te brengen op de vergoedingen voor oorlogsschade.

c) *Ministerie van Economische Zaken :*

1^o Tusschenkomst van het Kadaster op aanvraag van het Nationaal Instituut voor de Statistiek, voor het uitvoeren van de telling der bouwlanden.

2^o Op aanvraag van het Bestuur van het Mijnwezen, heeft het Kadaster de plaats van 130 schachttorens opgenomen met het oog op de juiste afbakening van de mijnconcessies en een rationeeler organisatie van de exploitatie in de bekkens van het Centrum, van Charleroi, van de Beneden-Samber en van Luik.

d) *Ministerie van Ravitailleering :*

Tusschenkomst van het Kadaster voor de contrôle der met aardappelen beplante oppervlakte. Werk uitgevoerd in 35 gemeenten. Dit werk sloeg op een oppervlakte van ongeveer 1,200 hectaren.

e) *Ministerie van Landsverdediging :*

Opmeting en afbakening der vliegpleinen ,met inbegrip van de herverkaveling der buiten dienst gestelde pleinen. Dit werk omvat het opmeten, het berekenen van de grondinnemingen en de teruggave van de oude grenzen aan den grond. Die werken werden uitgevoerd voor de vliegpleinen van Bevekom, Nijvel, Evere, Melsbroek, Brustem, Bierset, Florenne, Ursel, Maldegem en Moorsele. Zij hadden betrekking op ongeveer 2,300 hectaren.

f) *Ministerie van Financiën :**Bruggen en wegen.*

1^o Opmeten van de streek langsheen het kanaal van Charleroi, te Ittre-Clabecq (opmeten van 2 kilometer van het kanaal).

2^o Grensbeplaling van de Rupel te Rumst en te Boom (opmeten van ongeveer 10 kilometer).

3^o Opmeten van 3 kilometer van het kanaal te Feluy-Seneffe.

Bestuur van Stedebouw.

Polygonale opmeting van de geteisterde streek van Charleroi en Hornu. Herverkaveling. Afbakening van de nieuwe wegen, niveleering 320 hectaren.

g) *Ministerie van Financiën :**Bestuur der Registratie.*

1^o Opmeten van de omleiding van de Durme te Hamme-Waasmunster, 240 hectaren.

2^o Opmeten van 200 hectaren bosch te Florennes.

h) *Ministerie van Binnenlandsche Zaken :*

Werken uitgevoerd op aanvraag van de gemeentebesturen.

- 1^o Opmeting van de geteisterde streek te Leuven, 35 hectaren.
- 2^o Opmeting van de geteisterde streek te Mortsel.
- 3^o Polygonale opmeting van de stad Hoei. Werk in uitvoering.
- 4^o Grensafbakening tusschen de gemeenten Wandre en Jupille.
- 5^o Opmeting van de geteisterde perceelen te Namen; tusschentijdig werk.
- 6^o Opmeting van de gemeente Jambes; tusschentijdig werk.
- 7^o Opmeting van de geteisterde streek te Edingen.
- 8^o Volledige polygona'e opmeting van de stad Binche. Werk begonnen in 1944.
- 9^o Opmeting van 60 hectaren te Marcinelle met het oog op het uitzetten van een nieuwen verkeersweg.
- 10^o Opmeting van 21 hectaren te Gilly met het oog op het plan van aanleg.
- 11^o Opmeting van een gedeelte van de gemeente Anderlues. Werk in uitvoering.
- 12^o Opmeting van 22 hectaren te Montignies-sur-Sambre.

i) *Voor de eigen behoeften van het Kadaster* werden de hiernavermelde opmetingen uitgevoerd :

- 1^o Voortzetting van de tekenings- en kadastreeringswerken van vroeger te Waterloo opgemeten plannen.
- 2^o Heropmaken van de plannen te St-Vith.
- 3^o Opmeting van 80 hectaren te Wandre, voor het bijwerken van de plannen van den spoorweg van Luik naar Maastricht.
- Te Wandre eveneens, plan van omleiding van de Maas.
- 4^o Opmeting van een gedeelte van de gemeente Nollevaux.
- 5^o Opmeting van een gedeelte van de gemeente Assebroek. Opmaken van 26 plannen in 1946.

* * *

Bij het onderzoeken van den omvang der werken door de diensten van het Kadaster voor andere besturen uitgevoerd, rijst de vraag of deze laatste de wedden en vergoedingen in verband met de gedane verrichtingen terugbetaald. Het antwoord is ontkennend. Hierna geven wij de redenen er van :

Het Bestuur van het Kadaster doet de kosten van wedden en vergoedingen voor verrichtingen gedaan voor rekening van andere Rijksbesturen, waarmede O.M.A. wordt gelijkgesteld, niet terugbetalen.

Die maatregel vindt zijn rechtvaardiging in een bezorgdheid om de boekhouding te vereenvoudigen. In de praktijk zou het zeer kiesch zijn de kosten over de verschillende betrokken besturen om te slaan, eerstens, omdat de verrichtingen betreffende een bepaald werk niet altijd ononderbroken worden voortgezet, anderdeels, omdat het Kadaster, volgens de omstandigheden, voor zijn eigen zending een min of meer groot voordeel trekt uit zijn tusschenkomsten voor andere diensten.

Wat de gemeentebesturen betreft, wordt een verdeeling van de kosten aan de aanvragende gemeenten voorgelegd. De verdeeling geschiedt als volgt : het Bestuur van het Kadaster betaalt zijn personeel dat zijn technisch materieel, opmeting- en berekeningsinstrumenten en teekenpapier gebruikt.

De ter plaatse aangeworven helpers worden vergoed door de gemeenten. Zij draagt eveneens den last van de kosten van aankoop van grenspalen en ander materieel.

De minuten van de plans hooren toe aan het Bestuur van het Kadaster. De gemeente bekomt er gratis een afdruk van.

VIERDE DEEL

HOOFDSTUK XIV.

TOESTAND VAN HET PERSONEEL VAN FINANCIËN.

In de vorige hoofdstukken hebben wij, onder meer in verband met het Bestuur der Belastingen en dat van Douanen en Accijnzen, de ellendige toestanden beschreven, waarin de beambten moeten werken. Te allen tijde zijn de ambtenaren van het Departement van Financiën beschouwd geweest als een keurpersoneel. Er zijn weinig Departementen, waar het personeel zoo vele eigenschappen moet bezitten als het Departement, dat in den loop van zijn bestaan de ondankbare taak heeft de maatregelen toe te passen welke het Parlement uitvaardigt om de Schatkist te stijven.

Deze beambten, of zij nu behooren tot de Douanen, tot de Accijnzen, tot de Belastingen, tot de Registratie, hebben geen ander doel dan de gemeenschap vol toewijding te dienen; een eervolle loopbaan door te maken; hun kroost behoorlijk groot te brengen; aan hun kinderen een goede opvoeding en een degelijke opleiding te geven.

En het is op hen, dat de geheele onpopulariteit neerkomt van een zwaar en ingewikkeld fiscaal stelsel; in tegenstelling met de beambten van de andere besturen moeten zij, in plaats van de burgers diensten te bewijzen, hen onderwerpen, hen op den rooster leggen met het oog op de algeheele toepassing van de wet betreffende deze of gene belasting.

Wanneer zij het toezicht hebben aan de grens, in fabrieken en inrichtingen, dan komen zij den belastingplichtige voor als onbescheiden menschen, als indringers, terwijl zij toch geen ander doel nastreven dan de toepassing van de regeling van deze of gene zaak.

In den loop van hun verschillende werkzaamheden moeten zij blijk geven van takt, eerlijkheid en wilskracht om te weerstaan aan verleidingen van allen aard.

Daarmee hebben wij een kort beeld opgehangen van den beambte van den fiscus, op welke trap van het administratieve kader hij ook moge staan.

De bezoldigingen.

Mag men verklaren dat, bij het opmaken van de weddeschalen, genoeg rekening is gehouden met de bijzondere omstandigheden, waaronder het personeel van Financiën moet werken, met de groote vakkunde, waarvan het blijk moet geven?

Wij zijn van het tegenovergestelde overtuigd en hebben, na de klachten te hebben gehoord van de beambten van elken graad en elken rang, de overtuiging opgedaan dat de nieuwe weddeschalen voor allen een diepe teleurstelling betekenen. Verre van een ruim verantwoorde voorkeurregeling te treffen, brengt het besluit van den Regent dd. 20 Juni 1946 dat personeel veelal in een staat van minderwaardigheid tegenover het personeel van andere departementen.

De ontwerpers van dat besluit hebben een grove vergissing begaan door te denken, dat de bezoldiging van de Rijksbeambten moet bepaald worden in functie van de kennis, die van hen wordt geveerd bij het wervingsexamen, en niet in functie van het werk, dat zij te verrichten en de verantwoordelijkheid die zij te dragen hebben.

Zij hebben uit het oog verloren dat, wat het personeel van Financiën betreft, behalve de bijzondere omstandigheden, waarin het moet werken, de bij de werving vereischte kennis een minimum is, dat moet aangevuld worden door gestadige studie, onmisbaar voor een normale loopbaan.

Wij meenen derhalve, dat deze kwestie moet herzien worden en dat het personeel van Financiën een weddeschaal moet krijgen, die hun werk billijk belooft, hen tegen de ellende en de bekoringen beschut.

Wedden van het lager personeel.

Behoeft de nadruk te worden gelegd op de hongerbezoldiging van het lager personeel : tolbeambten, accijnsbeambten, schrijvers ? Om zich te overtuigen van den pijnlijken toestand, van het drama, dat zich afspeelt in tal van gezinnen van klein personeel, volstaat het de uiteenzetting te lezen van de bedrijvigheid van den maatschappelijken dienst, op het einde van dit hoofdstuk.

Wat verlangen deze beambten ? Op denzelfden voet te worden gesteld als hun collega's van andere besturen, wier werk en verantwoordelijkheid bijlange niet zoo zwaar is als die van hen.

Ook vragen zij de maximumwedde van hun graad te kunnen bereiken op den leeftijd, waarop de lasten van een gezinshoofd het zwaarst zijn.

Wij kennen brigadiers van douanen, sectiehoofden van de accijnzen, schrijvers, die hun maximum eerst op den leeftijd van 70 of 75 jaar kunnen bereiken, hoewel zij reeds op 20 of 25 jarigen leeftijd in de kaders zijn opgenomen.

Zulk een regeling moet verdwijnen, en wij achten het onmisbaar, dat dit personeel gelijkgesteld wordt met dat van het Bestuur der Posterijen.

Verificateurs.

De controleurs en verificateurs van de fiscale besturen zijn de ruggegraat van de Administratie.

Bij de Belastingen houdt de verificateur zich met hetzelfde werk bezig als zijn onmiddellijke meerdere, de controleur. Nauwelijks kan gezegd worden dat de controleur iets of wat belangrijker fiscale dossiers behandelt dan de verificateur.

Controleurs en verificateurs zien de belastingaangiften na, onderzoeken de schrifturen van de belastingschuldigen, zoo noodig aan huis. De briefwisseling met de belastingschuldigen wordt onderteekend door den controleur. Praktisch is dat het eenige verschil tusschen het werk van hen beiden.

De verificateur is de technische beampte bij uitstek. In den loop van zijn werkzaamheden komt hij in contact met een groot aantal ondernemingen; hij kan inlichtingen verzamelen omtrent de exploitatie, den kostprijs, de comptabiliteit, de mededinging; hij is deskundig op het gebied van de boekhouding en de sociale wetten.

Het Bestuur had aan de Commissie voor de Weddeschalen voor de verificateurs een wedde van 24,600 tot 52,000 frank voorgesteld; de toegekende wedde bedraagt 24,000 tot 42,000 frank.

Het spreekt vanzelf, dat deze beslissing groote misnoegdheid heeft verwekt bij de onmisbare technische hulpkrachten inzake de aanslagverrichtingen. De misnoegdheid is des te meer verantwoord, omdat de financieele en nijverheidsinrichtingen en fiscale agentschappen hun het viervoudige van de Staatswedden aanbieden.

Als het Bestuur dat geschoold personeel wil behouden, dan zal het de noodige maatregelen moeten treffen, om hun een wedde te geven in verhouding tot hun werk, hun kennis en hun verantwoordelijkheid.

Voor de verificateurs van de Douanen en Accijnzen is de toestand dezelfde.

De belastingontvangers.

De Commissie heeft, bij de vaststelling van de wedden, de belastingontvangers zonder meer gelijkgesteld met de postontvangers.

Dat is ketterij en onrechtvaardigheid; men moet waarlijk niets afweten van de taak der ontvangers in wettelijk opzicht om een dergelijke gelijkstelling tot stand te brengen.

Al is de postontvanger gelijkgesteld met de ambtenaren, die onder de rubriek « boekhouders » vallen en aan het Rekenhof onderworpen zijn, toch kruist hij den ontvanger van de directe en indirecte belastingen alleen bij de toepassing van de artikelen 7 en 11 van de wet op de Rijkscomptabiliteit. En dat is beperkt tot de verantwoordelijkheid, die voortvloeit uit de behandeling van gelden en speciën der Rijksschatkist.

Maar bovendien is de ontvanger der belastingen nog in een grooteren staat van afhankelijkheid en voogdij : hij is persoonlijk verantwoordelijk voor de heffing van de belastingen en moet elk initiatief nemen met het oog op de inning : uitoefening van de dwangmaatregelen bij vervolging en handhaving van het voorrecht en van de wettelijke hypotheek van de Schatkist.

Elke inschrijving ten kohiere, elk feit dat opening van een recht doet ontstaan maken hem *ipso facto* rekenplichtig tegenover de Schatkist.

De minste tekortkoming, het minste verzuim stellen hem bloot daarvan geldelijk de gevolgen te moeten dragen.

Die tweevoudige aansprakelijkheid, welke de postontvanger niet kent, is zeer te geduchten geworden, tengevolge van de overgrootse uitbreiding van de directe en indirecte fiscaliteit.

Laten wij nog aanstippen dat het publiek naar den postontvanger of zijn diensten gaat, terwijl het de belastingontvanger is die naar den belastingplichtige moet toegaan, eventueel, door vervolgingen te zijnen laste in te stellen.

Daarom is het trouwens dat, sedert 1846, de wedde van den ontvanger der belastingen steeds hooger geweest is dan die van den postontvanger.

Laten wij hieraan toevoegen dat, behalve de comptabiliteit en de aansprakelijkheid, hij belast is met de zetting van de belastingen op de automobielen, de vertooningen, het spel en de weddenschappen, de nationale crisisbelasting, enz.

De toestand van de ontvangers moet degelijk hersteld worden en men moet hun een wedde toekennen in verhouding tot hun arbeid en hun aansprakelijkheid.

De stagiairs der Registratie.

Herhaaldelijk heeft uw Commissie van Financiën critiek geoefend op het stelsel dat de werving van het personeel der Registratie beheerscht. Deze administratie is de eenige die niet de normale wervingsregelen toepast, zooals zij bij het Statuut van het Rijkspersoneel zijn voorgeschreven.

De Commissie hernieuwt haar wensch het stelsel van de stagiairs te zien afschaffen, dat tot een werkelijke uitbuiting van de arbeidskrachten leidt en de toepassing van de sociale wetten volkomen negeert.

De schrijvers der hypotheeken moeten eveneens als Staatsbeambten beschouwd worden en niet als bedienden van de hypotheekbewaarders. De tijd van de « fermiers généraux » is voorbij.

Hoe staat het met de toepassing van het statuut van het personeel ?

Het statuut van het Rijkspersoneel wordt op het personeel van Financiën toegepast, in de volle mate waarin het toepasselijk gemaakt werd bij de door den Eerste-Minister of de Minister van Begrooting genomen besluiten of de uitvoeringsaanschrijvingen.

Wat inzonderheid de werking van het Comité van het personeel en van de Kamers van Beroep betreft, zou de heropricting van die lichamen de voorafgaande organisatie van nieuwe verkiezingen van de afgevaardigden der erkende beroepsgroeperingen noodzakelijk maken. De Regeering heeft beslist elken maatregel in dien zin uit te stellen in afwachting dat het door de beroepsorganisaties geëischt nieuw syndicaal statuut uitgewerkt zij. Dit belangrijk vraagstuk is thans voorgelegd aan het onderzoek van de bij het besluit van den Regent van 26 Augustus 1946 ingestelde Syndicale Commissie van Advies, en de besluiten van deze laatste zullen eerlang aan de Regeering worden voorgelegd.

Bij wijze van overgangsmaatregel, werd zoo pas een Syndicale Commissie van Advies, bestemd om feitelijk het Comité van het personeel te vervangen, in het Ministerie van Financiën aangesteld. Aan den anderen kant is de Tucht-raad in werking, in afwachting van de organisatie der Kamers van Beroep.

HOOFDSTUK XV.

SOCIALE DIENST.

Deze dienst werd opgericht bij besluit van den Regent dd. 24 Juli 1946, en is in werking sedert 12 October 1946.

Wij geven hierna de bedrijvigheid van dit lichaam in den loop van het laatste kwartaal van verleden jaar :

1^o Aantal verzoeken om steunverleening krachtens voormeld besluit :

- a) Bij den Socialen dienst binnengekomen aanvragen : 417;*
- b) Onderzochte gevallen die een oplossing gekregen hebben : 136;*
- c) Als misbruikelijk afgewezen aanvragen : 29;*
- d) Ter studie liggende aanvragen : 252.*

2º Aard van de gevraagde diensten :

Aantal aanvragen		Voorgestelde sommen	Sommen toegekend op 31 December 1946
a) Steun aan zwangere vrouwen :	107	fr. . 128,650	fr. 52,300
b) Steun aan jonge moeders :	108	127,850	52,600
c) Steun voor overvoeding :	85	265,780	100,530
d) Geldvoorschotten :	21	—	—

De aanvragen hebben betrekking op het aankopen van meubilair wegens huwelijk, oorlogsschade, uitbreiding van het gezin, en voor het aankopen van huisgerief, als daar zijn : naaimachines, waschmachines, enz.

Een som van 34,500 frank werd voorgeschoten voor studiedoeleinden.

In 26 gevallen werd nog tusschengekomen voor de terugbetaling van kosten van geneesheer en geneesmiddelen; 7 gevallen voor kosten van laatste ziekte en begrafenis en 17 gevallen voor hulp bij gebrek aan pensioen of om reden van ontoereikend pensioen.

Andere geleverde diensten.

- a) Plaatsingen in Sanatoria.
- b) Plaatsingen in rusthuizen.
- c) Plaatsingen van kinderen op den buiten.

Het aantal van die plaatsingen is thans zeer gering, omdat de kinderen op schoolleeftijd, slechts in geval van volstrekte noodzaak de school verlaten, en ook omdat het jaargetijde niet geschikt is voor het verblijf op den buiten. Vanaf de Lente zal het aantal aanvragen waarschijnlijk toenemen.

* * *

Benevens de tusschenkomsten die vallen binnen het kader van het Regentsbesluit (24 Juli 1946 en 12 October 1946), hebben de maatschappelijke helpers stappen gedaan bij de Commissies van Openbaren Onderstand, om verminderingen te bekomen op de onderhoudskosten der oude lieden in de gestichten en gasthuizen.

Tusschenkomsten werden gevraagd aan het Gemeen Fonds, ten einde abnormalen in gespecialiseerde inrichtingen te plaatsen. Stappen werden gedaan bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg (Fonds der Verminkten), ten einde een pensioen te bekomen voor enkele arbeidsongeschikten (een geamputeerde, een geesteskranke, een blinde). Enkele personen, waarvan vermoed werd dat zij door L.T. waren besmet, werden naar anti-T.-dispensaria gestuurd.

De tusschenkomst van den H.D.R.S. werd bekomen om drie kinderen van gevangenen in preventoria te plaatsen (waarvan een in Zwitserland).

Kinderen en volwassenen werden naar het Gezondheidscentrum van het Roode-Kruis gebracht voor zenuw- of beenderonderzoek. Een meisje werd op

het Instituut Decroly onderzocht voor spraakstoornissen; zij zal er van haar uitspraakgebrek genezen worden.

Vermelden wij, onder de bedrijvigheden van den Socialen Dienst, dat een bijzonder degelijk ingerichte refter geopend is te Brussel, voor alle leden van het Rijkspersoneel; dagelijks worden er gemiddeld 1,250 eetmalen opgediend.

Er wordt voorgenomen met de hulp van de betrokken besturen, een cantine te openen in het entrepôt te Brussel, te Antwerpen en in de kantoren van de Registratie te Gent.

Mutualiteiten.

Er valt op te merken dat, hoewel de maatschappelijke helper over de meest uiteenlopende onderwerpen wordt geraadpleegd, het grootste deel der aanvragen toch betrekking hebben op tusschenkomst in de medisch-pharmaceutische kosten. De tijdelijke beambten genieten allen van de « Maatschappelijke Zekerheid », hetgeen in grooten deele de op geneeskundig gebied op te lossen vraagstukken doet wegvallen.

Door ondervinding is daarentegen bewezen dat ongeveer de helft van de vaste ambtenaren niet aangesloten zijn bij mutualiteitsverenigingen, de eenen omdat de bijdrage een som uitmaakt die zwaar zou drukken op een reeds te beperkte begroting, de anderen uit loutere nalatigheid, naar het schijnt. Wanneer zij tot hooge genees- of heilkundige kosten verplicht zijn, verlangen de zieke ambtenaren er erg naar leden van een mutualiteit te worden, doch vaak voldoen zij dan niet meer aan de noodige aannemingsvoorwaarden. Aan al de ambtenaren die geen lid waren van een mutualiteit en die de maatschappelijke helpers zijn komen raadplegen, werd aangeraden zich bij een mutualiteit van hun keuze aan te sluiten, en de meesten hebben beloofd dien raad zonder verwijl te volgen.

Materieele toestand van de voordeeltrekkenden.

Het is onder de aangestelden van de Douanen en Accijnzen dat de ellendigste toestanden worden aangetroffen.

Terwijl het dagelijksch economisch gemiddelde van het meerendeel der aanvragers ongeveer 24 frank per dag en per persoon is, daalt het bij de aangestelden der Douanen en Accijnzen soms tot 14 frank per dag.

De aangehaalde cijfers vertegenwoordigen de meest voorkomende gevallen; de laagste economische gemiddelden zijn fr. 11-95 en fr. 12-25.

Het economisch gemiddelde wordt berekend door van het maandelijksch bedrag der inkomsten het maandelijksch bedrag der lasten af te trekken en door het te bekomen resultaat te deelen 1^o door 30 dagen, 2^o door het aantal personen waaruit het gezin bestaat.

Bij de berekening der lasten worden de volgende posten in aanmerking genomen : huur, verwarming, gas en electriciteit, mutualiteits- en syndicale bijdrage, verzekeringspremïën, verplaatsingen om zich naar het werk te begeven. Die posten vertegenwoordigen de gewone uitgaven die regelmatig elke maand voorkomen.

Worden niet in aanmerking genomen, de buitengewone uitgaven als bij voorbeeld, de medische en pharmaceutische kosten, kosten van overvoeding, zelfs indien zij regelmatig terugkomen.

Gezondheidstoestand van het personeel.

Zonder in omstandige beschouwingen te treden, kan men in het algemeen zeggen dat de gezondheidstoestand niet bevredigend is onder het lager personeel van den Staat.

Aldus neemt het aantal dagen verlof verleend wegens ziekte, sinds drie jaar standvastig toe en vertoont in zekere kantoren onrustwekkende verhoudingen.

Het is onmogelijk een statistiek te maken van de gevallen van L.T. onder het personeel, want tal van besmette ambtenaren geven hun toestand niet aan of kennen hem niet, maar door diegenen die de hulp van den Socialen Dienst hebben aangevraagd, kan men zich er rekenschap van geven dat een groot aantal bedienden, vooral onder de jongeren, door deze vreeselijke ziekte zijn aangetast.

De oorzaak hiervan moet aan verschillende factoren worden toegeschreven, waarvan de voornaamste zijn :

a) de ondervoeding en de onzekerheid en onregelmatigheid waarin de jonge lieden tijdens den oorlog geleefd hebben;

b) de ongunstige voorwaarden van hygiëne waarin zij werken, te weten : ontoereikende lokalen, vermoeienis voortvloeiend uit de reis van de verblijfplaats naar de plaats waar zij werken, enz.

Op het gebied van de voorkoming van de ziekte heeft de Sociale Dienst nog een belangrijke taak voor zich.

* *

De beknopte statistiek, die wij hierboven hebben weergegeven, bewijst dat de Sociale Dienst aan een ware noodzakelijkheid beantwoordt.

De eerste aarzelingen, te wijten aan zeer goed te begrijpen gevoelens van waardigheid en eigenliefde, schijnen overwonnen. In de diensten van dit slag is er over het algemeen een aanvangsperiode gedurende welke de eventuele voordeelhebbenden zich op afstand houden, doch als eenmaal de eerste tusschenkomsten bekend zijn, ontstaat het vertrouwen en het aantal aanvragen groeit onmiddellijk aan. De hinderpaal is overwonnen : de bezoeken en aanvragen nemen in een versneld tempo toe, en men kan voorzien dat de Sociale Dienst heel vlug een groote uitbreiding zal nemen.

* *

In de zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 15 Januari 1947 heeft de Minister van Financiën in verband met den Socialen Dienst verklaart dat zijn Departement een proefneming heeft gedaan, welke de Regeering zich zal voornemen te veralgemeenen. De proefneming, voegde hij er bij, schijnt afdoend geweest te zijn.

Men kan dit besluit slechts bijtreden en wij beschouwen het als onzen plicht onze gelukwensen te sturen aan hen die bij dit uitstekend werk voor menschenwelzijn de stuwende krachten zijn geweest.

BESLUIT.

1^o Wij moeten, over het algemeen, hulde brengen aan de bedrijvigheid en de toewijding van het personeel van het Departement van Financiën, dat zijn moeilijke en ondankbare taak in bijzonder lastige stoffelijke en zedelijke voorwaarden vervult.

De Minister van Financiën zou uit drieërlei oogpunt beter moeten gewapend zijn, zegge : a) werving en bezoldiging van het personeel; b) onderbrengen van de diensten in degelijke gebouwen en werklokalen; c) moderniseering van het mobilair en het materieel.

Naar aanleiding daarvan is het wenschelijk in de groote centra de diensten der belastingen in één of twee aan de behoeften van de verschillende diensten aangepaste groote gebouwen onder te brengen. Die samentrekking zou voor het publiek sloopend heen- en weer geloop en lang wachten vermijden; zou door een gepaste inrichting de rendeeing verhoogen, betere arbeidsvoorwaarden en een gemakkelijker toezicht mogelijk maken, terwijl zij een noemenswaardige bezuiniging zou verwezenlijken.

Een krachtdadige en dringende actie op deze drie gebieden is noodig, indien men de belastingwetten haar volle doelmatigheid wil geven. Het volstaat inderdaad niet belastingen goed te keuren, de administratie moet ook nog toegerust worden met personeel en materieel, derwijze dat de invordering met een maximum van rendeeing voor een minimum van onkosten en een minimum van ongerieflijkheden voor de belastingplichtigen evenzeer als voor het personeel van den fiscus, verricht worde.

De Administratie moet dus gemoderniseerd en van den ouden geest van sleur en slenter ontdaan worden.

2^o Wat de begrooting betreft :

Daar een commissie is tot stand gekomen voor het onderzoek van de begrotingshervormingen, kunnen wij elke kritiek op den vorm uitstellen.

Wij handhaven nochtans ons reeds vroeger gemaakt voorbehoud betreffende:

a) de enkelvoudige begrooting of het indienen van al de begrootingen bij het Bureau van een der beide Vergaderingen;

b) de eventueele afschaffing van het artikelsgewijze goedkeuren der begrootingen;

c) de miskennis van de voorrechten van contrôle van het Parlement en meer in het bijzonder wegens sommige beperkingen in de toepassing van het beginsel der specialiteit.

3^o Wij nemen akte van de beslissing van den Minister van Financiën, zich schrap te zetten tegen elk beroep op Thesauriemiddelen voor uitgaven buiten de begrooting, wenschen een spoedige regeling van alle Thesaurievoorschotten, die de nasleep zijn van den oorlog, en leggen den nadruk op de noodzakelijkheid, om, op het einde van elke maand, aan het Parlement den toestand van de Rijksschatkist, alsmede de tabel van de nog te regelen thesaurievoorschotten over te leggen.

In hetzelfde verband wenschen wij, dat de Staatsrekeningen spoedig zouden opgemaakt worden en dat het Bestuur op dit gebied binnen den kortsten tijd weer tot regelmatigheid en wettelijkheid zou komen.

4^o Wij merken met voldoening, dat alle verrichtingen van de twee belangrijkste parastatale instellingen van na de bezetting — Dienst voor Onderlinge Hulpverlening en de Dienst van het Sequester, evenals die van de Economische Zendingen en van den Handelsdienst van Ravitailleering, — aan de begrooting voor Orde zullen verbonden worden en aan de contrôle van het Rekenhof en van het Parlement onderworpen.

Wij maken evenwel de opmerking, dat de betrokken verrichtingen niet begrepen zijn in de begrooting voor Orde 1947, die zoo pas is rondgedeeld. Het

is allernoodzakelijkst, dat er binnen den kortst mogelijken tijd kennis van gegeven wordt, ten einde het Parlement in staat te stellen om zijn contrôle uit te oefenen.

Wij nemen gaarne aan, dat het organiek statuut van de parastatale instellingen eerlang zal volgen.

Ten slotte, leggen wij den nadruk op de noodzakelijkheid, om de ontbinding van alle uit den oorlog ontstane lichamen te bespoedigen.

Het ontwerp van begrooting werd door de Kamer aangenomen in haar vergadering van 22 Januari 1947, met 95 tegen 85 stemmen.

Uw Commissie heeft het met 9 tegen 7 stemmen en één onthouding aangenomen. Dit verslag werd met eenparigheid van stemmen min 1 onthouding goedgekeurd.

Derhalve stellen wij aan den Senaat voor de begrooting van Financiën voor het dienstjaar 1947 aan te nemen.

De Verslaggever,
A. DOUTREPONT.

De Voorzitter,
CYR. VAN OVERBERGH.